



Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16251 - 7 F

SAMEDI 26 AVRIL 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

■ L'affaire Elf-Gabon

Contrairement à ce qu'il avait affirmé au juge Eva Joly, chargé d'instruire l'affaire Elf, André Tarallo, PDG d'Elf-Gabon, s'est servi du compte « Colette » pour financer les travaux effectués par un décorateur de Saint-Tropez. p. 11

■ Armes chimiques

Étape essentielle sur le chemin du désarmement, le Sénat américain a ratifié, jeudi soir 24 avril, la Convention sur l'interdiction des armes chimiques. Sans la participation des États-Unis, le traité n'avait guère de sens. p. 3

■ Remous à France 2

La rédaction de France 2 est divisée après la dénonciation par une syndicaliste d'un « ménage » d'Ariette Chabot, directrice générale adjointe de l'information. p. 32

■ Elections au Yémen

Les premières élections législatives depuis 1994 se tiendront dimanche 27 avril. Le Congrès populaire général, parti du président, et son allié, le parti islamiste de l'Islah, sont assurés de l'emporter. p. 4

■ « Polar » spatial



Comment un « soldat de Saint-Ouen » se lance sur le marché international de l'espace et des satellites. Le tribunal de grande instance de Nanterre a été saisi. p. 13

■ L'Europe face aux aides à l'industrie

Un rapport de la Commission de Bruxelles souligne que, malgré ses recommandations, les États européens ont augmenté leurs subventions. p. 16

■ Le jugement de Carpentras

Deux des quatre profanateurs du cimetière juif de Carpentras, en 1990, ont été condamnés à la peine maximale, deux ans de prison ferme. p. 10

■ Informatique et politique

Invention britannique, un logiciel permet de traquer les contradictions de l'adversaire, à travers dix ans de discours et d'articles. p. 24

■ La vie des truites sauvages

Le repeuplement par des poissons d'élevage est peu efficace et aurait un impact génétique néfaste. p. 21

Allemagne, 3 DM; Autriche-Guyane, 8 F; Belgique, 25 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Côte d'Ivoire, 250 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 225 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 400 DR; Italie, 1.400 L; Italie, 2000 L; Luxembourg, 40 FL; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 KRON; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 ESC; République tchèque, 100 Kč; Suède, 10 SKR; Suisse, 2,40 FS; Tunisie, 1,2 Din; USA, 0,975 \$; USA, 0,975 \$; USA, 0,975 \$.

M 0147-426-7.00 F



La gauche parie sur l'aspiration au changement et la droite dénonce l'archaïsme de l'opposition

M. Jospin oppose la « vigueur » du débat à la campagne « brutale » annoncée par M. Juppé

LA CAMPAGNE des élections législatives a pris, jeudi 24 avril, le tour « brutal » qu'Alain Juppé avait annoncé qu'il imprimerait à son discours. Le premier ministre s'en est pris, sans nuance, aux socialistes accusés d'archaïsme et de préparer une « marche arrière totale ». Comme Alain Juppé, Lionel Jospin estime que cette élection ne doit pas se réduire à un affrontement personnel entre le premier ministre et lui. Il dénonce la « brutalité » de la campagne du chef du gouvernement et de sa politique et décline son discours autour du slogan des socialistes, « Changeons d'avenir » : « Changeons de politique économique (...), les règles de la démocratie (...) de politique européenne. »



porter candidat, s'est fixé pour objectif de former un groupe parlementaire dans la future Assemblée, ce qui suppose que le Front national y compte au moins vingt députés. Les nouveaux acteurs sociaux restent à l'écart de la campagne. Ils n'ont pas répondu aux rares sollicitations des partis de gauche qui, après avoir tous reconnu, dans la foulée de Strasbourg, l'émergence de nouvelles exigences « citoyennes », se sont vu imposer le calendrier électoral. Si l'évolution du PS sur l'Europe semble rassurer les manifestants de décembre 1995, la gauche militante entend néanmoins rester « vigilante » en cas de victoire de l'opposition. Bien que la Bourse ait été sensible, jeudi, à un sondage Ipsos qui indiquait un resserrement de l'écart entre droite et gauche, les marchés sont peu affectés par la campagne électorale.

Lire pages 6 à 9 et 18 et notre éditorial page 15

Le Labour de Tony Blair ne fait pas peur à la City

UNE ÉVENTUELLE victoire des travaillistes aux élections parlementaires du 1^{er} mai n'inquiète pas les milieux financiers londoniens. Renonçant à « renationaliser », converti à l'économie de marché, ferme à l'égard des syndicats, Tony Blair a mis en avant son pragmatisme pour séduire la première place boursière européenne. Ni le contenu ni la tonalité du programme du « New Labour » n'évoquent un virage à gauche de la politique britannique. Comme les conservateurs, les travaillistes ont ainsi promis de maintenir, voire de baisser les barèmes de l'impôt sur le revenu. En « Débats », les points de vue de Will Hutton, rédacteur en chef de *The Observer*, et de Graham Mather, député européen conservateur, sur ces élections.

Lire pages 2 et les points de vue page 14

La mine du Zaïre qui fournit 2 400 mètres cubes d'eau par jour

KIPUSHI (Katanga)
de notre envoyé spécial

A la frontière avec la Zambie, Kipushi aggrave depuis 1993. Cette année-là, la Gécamines - Générale des carrières et des mines, société d'État qui a succédé à l'Union minière du Haut-Katanga (UMHK) en 1967 - a cessé d'exploiter les cinq puits qui fournissaient chaque année 1 million de tonnes de minerai dont on extrayait 90 000 tonnes de zinc et 12 000 tonnes de cuivre. La ville, située à 30 kilomètres au sud-ouest de Lubumbashi, vient de voir passer les troupes de Laurent-Désiré Kabila, qui avaient transité par la Zambie. Kipushi est desservie comme une ville du Pas-de-Calais : des rangées de corons pour les mineurs, un quartier de villas pour les cadres, la mine au milieu. Mais, au Country Club, la piscine asséchée n'en finit pas de se craqueler et les obstacles hippiques n'ont pas vu passer de chevaux depuis bien longtemps. Même si la Gécamines n'a pas licencié, certains mineurs ont quitté l'entreprise, lassés de n'être payés qu'un mois sur deux, au mieux, et de voir les primes en nature (sacs de farine,

soins, éducation...) s'amenuiser en quantité et en qualité. Pourtant, les réserves du gisement lui permettent une espérance de vie d'au moins vingt ans. Il reste six cents mineurs qui maintiennent tant bien que mal les installations en état de marche. L'ingénieur Mbangi Mongali, qui dirige le site de Kipushi, raconte la première mort de la mine : « Au fur et à mesure de l'exploitation, la mine s'est approfondie et les bennes qui servaient à remonter le minerai sont tombées en panne une à une ; nous n'avions pas de capacité d'autofinancement, nous ne savions pas où l'argent partait ; nous sommes une société d'État, le propriétaire fait ce qu'il veut. » A l'époque, il aurait fallu 25 millions de dollars (environ 145 millions de francs) pour permettre à la mine de redémarrer. Aujourd'hui, il en faudrait au moins 60 (plus de 340 millions de francs). La société America Mineral Fields, qui vient de conclure un important accord d'investissement avec les nouveaux maîtres du Katanga, est attendue avec anxiété par les mineurs. En attendant les investisseurs, les mineurs de Kipushi ont préservé l'outil de travail. L'in-

génieur Kalenda explique avec fierté que la mine dispose du « complexe d'exhaure le plus moderne du monde ». L'exhaure est la technique qui permet d'évacuer les eaux d'un puits de mine. Le gisement de Kipushi est situé au milieu de plusieurs nappes aquifères et son exploitation nécessite le pompage quotidien de 2 400 mètres cubes d'eau. La décision de remplacer les vieilles pompes par une station centrale a été prise en 1972. Les maîtres de la Gécamines avaient tant d'autres occasions de dépenser leur argent qu'il a fallu à peine moins d'un quart de siècle pour mener le projet à bien. Le complexe d'exhaure a été inauguré l'an passé. A 1 200 mètres sous terre, sept machines flamboyantes s'alignent dans une gigantesque salle taillée dans le roc. Mais, dès que l'on en sort, on retrouve les galeries désertes avec leurs wagonnets abandonnés où patrouillent, de temps en temps, des mineurs dont la seule raison de descendre au fond est de s'assurer que l'un des plus grands gisements de zinc du monde fournit bien... 2 400 mètres cubes d'eau par jour...

Thomas Sotinel

Premier doublé pour le PSG

PREMIÈRE pour un club de football français : le Paris-Saint-Germain s'est qualifié, jeudi 24 avril, pour une dernière finale consécutive de la Coupe européenne des coupes. Les joueurs parisiens ont éliminé le club anglais du FC Liverpool, malgré une défaite par 2 buts à 0 concédée sur la pelouse d'Anfield Road. En finale, le 14 mai, à Rotterdam, l'équipe de Michel Denzot, directeur délégué de Canal Plus, affrontera le FC Barcelone, dans les rangs duquel évolue la jeune vedette brésilienne Ronaldo.

Une victoire face au légendaire « Barça » ferait du PSG le premier club à remporter deux fois de suite la Coupe des coupes et rachèterait une saison chaotique.

Lire page 22

L'économie et les élections, un débat mal engagé

DES ÉLECTIONS législatives devraient être un moment fort pour éclairer les enjeux du débat économique ; or, celui-ci a pris une fâcheuse tournure. Plutôt qu'à une confrontation des projets, on assiste pour le moment à un échange d'insinuations malveillantes. Faisant mine d'ignorer que les socialistes ont changé,

Alain Juppé leur a reproché de vouloir encore recourir à « des vieilles recettes des années 80 », comme la relance de la dépense. Lui retournant le compliment, le Parti socialiste a tiré argument de la note alarmiste de la direction du budget (*Le Monde* du 18 avril) et suggère que le premier ministre tient tout prêt, caché dans son ti-

roir, un plan d'austérité pour l'après-élections. On aurait évidemment tort de se désintéresser de ces premières joutes, peu convaincantes soient-elles, car elles agissent malgré tout comme un révélateur. Jacques Chirac avait un problème d'« habillage » pour justifier cette dissolution « à froid », et certains ont

cru leur heure arrivée : Alain Madelin, épaulé par le secrétaire général adjoint de l'Elysée, Jean-Pierre Denis, et certains balladuriers ont pensé qu'un inféchissement de la politique économique, dans un sens plus libéral, pourrait servir de prétexte. Une fois connue, la note apocalyptique de la direction du budget a pu être habilement exploitée par ceux qui plaident contre le statu quo économique.

Le chef de l'État a-t-il lui-même donné des gages à M. Madelin, lui faisant croire que ses propositions pourraient être enfin retenues ? Quoi qu'il en soit, il est vite apparu à l'Elysée et à Matignon que l'opération était politiquement périlleuse. Lionel Jospin comprenant tout de suite le parti qu'il pouvait en tirer et dénonçant le « capitalisme dur » en gestation, M. Juppé a fait savoir qu'on lui faisait un procès d'intention et qu'il n'était pas près de céder à des sirènes ultralibérales. Utile démenti, mais qui n'était lui-même pas sans risque, car du même coup le premier ministre était contraint d'avouer que la politique économique resterait la même et que la dissolution n'avait qu'une seule explication : une simple question d'opportunité politique.

Laurent Mauduit

Lire la suite page 15

L'Université au musée



C'EST un historien d'art qui va diriger le Musée national d'art moderne. Titulaire de la chaire d'histoire de l'art à la Kunstakademie de Düsseldorf, auteur de nombreux livres, organisateur de multiples expositions, spécialiste de Max Ernst et de Picasso, Werner Spies est né en 1937, à Tübingen (Allemagne). De nationalité allemande, il vit depuis de nombreuses années à Paris.

Lire page 26

International	2	Aujourd'hui	21
France	6	Jour	24
Société	10	Météorologie	24
Arrest	12	Culture	25
Horaires	13	Communication	29
Entreprises	16	Abonnements	30
Annuaire classés	17	Radio-Télévision	30
Finances/marchés	19	Kiosque	31

CHRISTINA FORSNE

Bouillon de culture le 25 avril

Quinze ans avec François Mitterrand

Editions du Seuil

ROYAUME-UNI A moins d'une semaine des élections parlementaires, les milieux financiers londoniens estiment qu'une victoire des travaillistes, qui prônent la rigueur

dans plusieurs domaines, n'entraînera pas un bouleversement de la politique économique britannique. Plusieurs banquiers se présentent d'ailleurs aux législatives sous l'éti-

quette Labour. ● **EN ÉCOSSE**, où les conservateurs sont très minoritaires, les nationalistes poursuivent leur campagne en faveur d'une indépendance démocratiquement négociée.

● **LE CHEF DE FILE** des eurosceptiques, John Redwood, féroce et hostile aux règlements excessifs imposés par la bureaucratie de Bruxelles et opposé à la monnaie unique, ne

cache pas son ambition de prendre la tête du Parti conservateur, en cas de défaite de John Major aux élections. (Lire les points de vue page 14 et la chute de la livre page 18.)

La City se félicite du libéralisme de Tony Blair

Le Labour n'envisageant pas de remettre en cause les réformes économiques des conservateurs, l'éventualité d'une alternance politique en Grande-Bretagne n'inquiète pas les opérateurs de la première place boursière européenne

LONDRES
de notre correspondant dans la City
« Trop heureuse de la fin de l'incertitude, la Bourse va applaudir une victoire de Tony Blair par une envolée des cours », affirme Ian Scott, analyste auprès de Lehman Brothers. « Un gouvernement Labour a toujours été synonyme d'une chute des marchés. Cela pourrait être à nouveau le cas dès l'automne », déclare Chris Chatow, de chez Flemings. La City qui rit. La City qui pleure ? Au-delà des prévisions divergentes des uns et des autres, il est clair qu'une victoire des travaillistes, comme le laissent penser tous les sondages, lors des élections législatives du 1^{er} mai n'inquiète guère les professionnels de la première place boursière euro-

ÉLECTIONS

peenne. Électorale, elle est proche du Parti conservateur, qui l'a comblée pendant dix-huit ans de pouvoir, le « Square Mile » (le mille carré) semble indifférent ces jours-ci aux bonnes nouvelles venues du gouvernement en matière de chômage ou d'inflation tout comme aux slogans sanguinolents des tories, du genre : « La Grande-Bretagne connaît un boom. Ne laissez pas la Bourse le détruire au fur et à mesure que l'on se rapproche de l'échéance. »

« Avec tous ses défauts, la City sait lire les sondages d'opinion. Depuis que les travaillistes ont le vent en poupe, nous avons eu le temps de nous préparer, mentalement et techniquement, à l'alternance », explique Michael Butler, économiste auprès de la Citibank. En raison de la forte consommation alimentant les pressions inflationnistes, un relèvement des taux d'intérêt apparaît inévitable très rapidement après le scrutin, et ce quel que soit

le vainqueur. Dans ces circonstances, si les travaillistes l'emportent, une majorité claire – au-delà de cinquante sièges – est préférable à une victoire dans un mouchoir, selon plusieurs analystes.

SÉDUISANT PRAGMATISME

Alors que ses prédécesseurs avaient toujours pâti d'une mauvaise réputation dans le domaine économique (trop dépensiers, trop liés aux syndicats), Tony Blair, dès son arrivée à la tête du Labour en 1994, a mis en avant son pragmatisme pour séduire un secteur financier qui représente désormais 20 % du produit intérieur brut et emploie 3,5 millions de personnes. Abandon des renationalisations, conversion à l'économie de marché, fermeture à l'égard des syndicats... Ni le contenu ni la tonalité du programme du « new Labour » n'évoque un quelconque grand virage à gauche.

S'il gagne le scrutin, M. Blair prévoit seulement quelques retouches prudentes. Mais le regroupement des autorités de régulation des marchés avait pour mission de prévenir scandales et fraudes. L'autonomie accrue de la Banque d'Angleterre en matière de définition de la politique monétaire ou le changement du régime fiscal frappant les dividendes n'ont pas de quoi créer la panique chez les opérateurs. « Une superrégulation est mauvaise pour les affaires, trop peu de réglementation encourage les excès. Trouver un juste équilibre est une question pratique et non pas idéologique », indique-t-on dans l'entourage de Gordon Brown, le chance-



lier de l'Échiquier du cabinet fantôme travailliste. Pour amadouer le patronat, les grandes réformes réclamées par les ultras, comme l'imposition d'une taxe sur les bénéfices tirés de la spéculation en Bourse, ne sont pas de saison. Dépourvu de toute expérience ministérielle, le chef du parti travailliste bénéficie toutefois des conseils d'économistes de grand renom à l'instar de Derek Scott, spécialiste de la conjoncture européenne auprès de la banque d'affaires londonienne BZW. Titulaire dans l'opposition des portefeuilles du budget puis de l'emploi, Tony Blair peut également s'appuyer sur plusieurs grands patrons qui lui ont apporté leur soutien : Gerry Robinson (Gra-

nada), Bob Ayling (British Airways) ou George Simpson (GEC). Pour la politique monétaire : rigueur ! Pour la politique budgétaire : rigueur ! Si tout cela ressemble fort à du « majorisme » sans John Major, dans le programme travailliste existent ici et là un ou deux accents socialistes jugés un tantinet audacieux. Ainsi, la City n'apprécie guère l'imposition d'une taxe exceptionnelle sur les bénéfices « excessifs » des entreprises privatisées par les conservateurs, dont le bénéfice ira financer un programme pour l'emploi des jeunes et des chômeurs de longue durée.

Cette charge supplémentaire risque d'entraîner une décade bour-

sière pour les entreprises visées : eau, électricité, téléphone, aéroports... L'octroi de certains droits aux salariés du secteur privé souhaitant se syndiquer, l'instauration d'un salaire minimum et la signature de la Charte sociale européenne constituent, par ailleurs, une rupture claire avec la politique suivie par le duo Thatcher-Major. Aussi, les banques étrangères s'inquiètent des projets de suppression de certains avantages fiscaux en matière de transfert des bénéfices ou d'abolition des dégrèvements dont profitent les non-résidents. Enfin, au niveau politique, la rivalité entre Gordon Brown, pro-européen, et la garde rapprochée de Tony Blair, que l'on dit opposée à la monnaie unique, fait craindre des cafouillages.

Les changements profonds intervenus dans la City au cours de la dernière décennie expliquent cette apparente sérénité des courtiers face au Labour conquérant.

Le « big bang », la déréglementation tous azimuts de la Bourse de Londres de 1986, l'apparition de nouveaux acteurs comme les investisseurs institutionnels ainsi que la reprise de banques d'affaires britanniques par des établissements européens et américains ont cassé l'empire de l'establishment conservateur sur ce sanctuaire du capitalisme anglais. Ainsi, sur la cinquantaine de banquiers qui se présentent au scrutin des électeurs figurent huit candidats travaillistes. Du jamais-vu dans l'histoire de la City.

Marc Roche

Les sondages donnent 5 à 21 points d'avance aux travaillistes

Deux sondages publiés, mercredi 23 avril, par les journaux britanniques, donnent une avance plus ou moins importante au Parti travailliste sur son rival conservateur. Selon une étude de Gallup dans *The Daily Telegraph*, l'écart entre les deux formations s'établit à 21 points, le parti de Tony Blair recueillant 51 % des intentions de vote, celui de John Major 30 %, et les libéraux-démocrates de Paddy Ashdown 12 %. En contradiction avec ces prévisions, l'institut ICM dans *The Guardian* n'accorde que 5 points d'avance aux travaillistes en créditant le Labour de 42 % des suffrages, contre 37 % aux tories et 14 % aux libéraux-démocrates. *The Guardian* attribue cette évolution au fait que John Major ait décidé de faire de l'Europe un thème central de la campagne électorale. — (Reuters.)

John Redwood, l'eurosceptique, attend son heure

WOKINGHAM
de notre envoyé spécial
Le député de Wokingham John Redwood est le chef de file eurosceptique du Parti conservateur et le plus dangereux rival du premier ministre, John Major. Dans le petit bu-

PORTRAIT

Le plus dangereux rival du premier ministre cultive une apparente modération

reau de la mairie de cette ville du Surrey où il nous reçoit, il s'exprime à demi-mot. On lui parle « Union européenne », il répond « Communauté », comme si l'Acte unique et Maastricht n'avaient jamais existé.

On lui demande s'il est eurosceptique, il répond : « Non, je suis euro-réaliste ». Il ajoute : « Je ne préconise pas le retrait de la Grande-Bretagne de la Communauté (...), ce que nous demandons, pour toute la Communauté, c'est "moins" et non "plus" de gouvernement [bruxellois, NDLR]. Le principal problème de l'Europe, ce n'est pas trop de monnaies – allusion à la monnaie unique, qu'il combat avec virulence –, mais trop peu d'emplois. Les bureaucrates de Bruxelles doivent comprendre que davantage de règlements, de coûts et d'impôts aideront l'Europe à créer les emplois dont elle a tant besoin. »

Mais le député sait aussi parler d'autre chose que d'Europe. M. Redwood joue la carte de la fidélité à M. Major. Il refuse d'être à l'origine de positions de plus en plus anti-UE

au sein du parti. « Je pense que tout le crédit en revient au premier ministre (...), qui a su expliquer combien cet enjeu était crucial », dit-il. Il affirme néanmoins que, dans la campagne de porte-à-porte qu'il mène, on lui parle beaucoup de ses positions sur l'Europe.

REMPLACER M. MAJOR

On sent, derrière son sourire, poindre une profonde ambition. Celle de remplacer M. Major à la tête du parti en cas d'échec... ou du gouvernement en cas de victoire de justesse. Ce n'est plus le moment de donner aux militants l'image d'un diviseur. En faisant crédit au premier ministre, il est libre de lui faire porter demain la responsabilité d'un échec. D'où aussi sa relative modération, qui détonne avec l'agressivité des principaux députés eurosceptiques, pour lesquels rien de bon ne peut venir de l'autre côté du Channel et qui réclament parfois ouvertement la sortie pure et simple du Royaume-Uni de l'Union. M. Redwood, lui, sait bien qu'il lui faudra peut-être un jour traiter avec M. Chirac ou M. Kohl.

Pourtant, la visite de plusieurs circonscriptions ne donne guère l'impression que l'Europe soit au cœur du débat politique. Les gens sont avant tout préoccupés de problèmes locaux : la santé, l'éducation, l'emploi ou la sécurité. De manière défilée, M. Major a joué la carte du patriotisme, alors même qu'il cédait encore plus de terrain face à ses europhobes.

L'opinion est soumise à un matraquage permanent de médias dans leur immense majorité anti-européens. L'euroscepticisme a même détenu sur les travaillistes, qui veulent à tout prix « coller » aux conservateurs. Seuls, pour le moment, le chancelier de l'Échiquier, Kenneth Clarke, le Parti libéral-démocrate de Paddy Ashdown et les nationalistes écossais du SNP continuent à affirmer leurs sentiments européens. Mais ils n'ont pas la poigne et la détermination de John Redwood, qui compte bien, quelle que soit l'issue du scrutin, assooir son autorité sur les conservateurs.

P. de B.

Les nationalistes écossais rêvent d'indépendance

SAINT FILLANS (Ecosse)
de notre envoyé spécial
L'Ecosse se réveillera-t-elle, le 2 mai, au bord de l'autonomie ? Pour la nation du Nord, l'enjeu des élections législatives britanniques est en effet différent : comme il l'est

REPORTAGE

Etire autonomes, au sein de l'Europe, contre l'omnipotence de Londres

également pour le pays de Galles. Les partis travailliste et libéral-démocrate (« lib-dem ») ont promis un Parlement élu grâce à ce que l'on appelle ici la « dévolution ». Le Parti nationaliste écossais (SNP) réclame une indépendance démocratiquement négociée. A elles trois, ces formations représentent plus de 80 % de l'électorat au nord de la rivière Tweed, les conservateurs y étant en voie de disparition ou presque. Le secrétaire au Foreign Office, Malcolm Rifkind, le ministre des affaires écossaises, Michael Forsyth, et celui du commerce et de l'industrie, Ian Lang, se battent pour sauver leur siège.

C'est dans ce contexte que le SNP s'active pour renforcer sa présence (actuellement de trois députés) à Westminster. Roseanna Cunningham, qui a remporté le siège de Perth & Kinross lors d'une partielle, bat la campagne pour devancer son rival tory, John Godfrey. En cette journée ensoleillée du 19 avril, elle a fait avec son équipe une halte-déjeuner à l'Hôtel Four Seasons de St Fillans, village touristique au bord du Loch Earn. Au début du repas, les patrons – de solides travaillistes – sont divisés : lui veut voter SNP, sa femme hésite. Entre les moutons et le café, Roseanna réussit à la convaincre. Une voix de plus.

Puis cette femme énergique prend la route pour Crieff. Visite rapide dans une maison de retraite à Kirsty Young, militante de quatre-vingt-trois ans qui se souvient des années 40 : « Les rares membres du SNP étaient pris pour des dingés et les gens – des Écossais pourtant – avaient renversé la voiture de mon

mari. » Chez les Young, on vote nationaliste depuis quatre générations. La propagande du SNP – dont la cote est montée à 28 % selon les derniers sondages – ne se fonde pas sur le folklore du kilt et des cornemuses mais sur un profond sentiment d'identité. Et sur le ressentiment à l'encontre du pouvoir de Londres. Les nationalistes veulent avoir leur mot à dire dans la gestion de leur propre pays. Leur manifeste électoral titre : « Oui c'est possible ! » s'efforce de chiffrer le prix de la liberté.

Alex Salmond, leur chef, vient d'obtenir du Trésor des chiffres prouvant, selon lui, que l'Ecosse contribue plus aux finances du Royaume-Uni qu'elle n'en reçoit en retour, non compris l'or noir de la mer du Nord. Le manque à gagner

celte. Mais le SNP doit aussi compter avec un Labour qui représente près de la moitié des électeurs, en particulier dans les villes. Même si les récentes hésitations de Tony Blair sur les pouvoirs financiers d'un futur Parlement d'Édimbourg et sur une politique sociale à laquelle les Écossais sont encore plus attachés que les Anglais ont fait baisser sa cote. « Le SNP ne propose rien et ne pourra rien obtenir pour l'Ecosse », a martelé récemment à Edimbourg le leader travailliste. Son candidat pour l'île de Skye, le chanteur de folk-rock Donnie Munro, a été plus loin en dénonçant « la rhétorique infantile du SNP ». A Fort William, la grande cité du Nord-Ouest, la campagne bat aussi son plein, plus courtoise. Le Labour et le SNP se font face dans

Des manœuvres provoquent un tollé chez les insulaires

La décision du commandant du 6^e régiment royal d'artillerie d'organiser des manœuvres dans les îles Hébrides, au large de l'Ecosse, a soulevé un tollé chez les insulaires. Le lieutenant-colonel Philpott, basé à Londres, avait choisi pour thème la répression d'un soulèvement séparatiste contre le gouvernement britannique avec le soutien des nationalistes écossais. Quatre cents hommes avec chars, hélicoptères, batteries de missiles avaient été déployés, début avril, dans l'île de Benbecula, à quelques semaines à peine des élections. Le ministre de la défense a présenté ses excuses, affirmant que ces exercices baptisés « Défi de printemps » avaient été décidés sans son accord ni celui du quartier général de l'armée en Ecosse. Cette bourde risque avant tout de profiter au Parti nationaliste écossais (SNP), qui présente un candidat dans l'archipel. — (Corresp.)

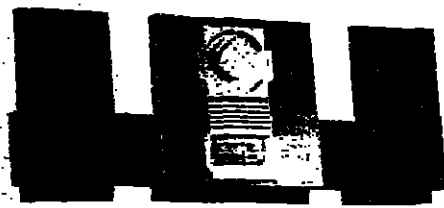
serait de 26,7 milliards de livres sur dix-sept ans. C'est l'argument massue asséné à ceux qui – Labour ou tories – affirment que l'indépendance coûterait trop cher aux Écossais une fois les subventions coupées par Londres. Faisant du porte-à-porte dans un quartier populaire, Roseanna explique que l'hostilité des tories à la « dévolution » se fonde sur la nostalgie d'une gloire passée : « Les tories sont anti-écossais (...). Le Royaume-Uni de jadis a disparu ; s'il éclate avec l'indépendance de l'Ecosse, il ne pourra plus prétendre à sa puissance d'autun. » Elle rappelle à qui veut l'entendre que l'Ecosse n'a pas moins de ressources que la Norvège, ou que l'Irlande, voisine et également

cette circonscription ouverte à la compétition après le retrait du sortant « lib-dem ».

Mais s'il est un point sur lequel travaillistes, nationalistes et libéraux-démocrates paraissent unanimes, c'est bien sur l'Europe. Roseanna, Clive et le docteur Glein nous le répètent : « Dites bien que ces eurosceptiques de Londres ne nous représentent pas, que nous sommes pour l'Europe, la monnaie unique, la charte sociale... » L'un des slogans du SNP est l'indépendance de l'Ecosse au sein de l'Europe. Une Europe dont ils espèrent qu'elle fera contrepoids à l'omnipotence de Londres.

Patrice de Beer

La Bourse
Bang & Olufsen
Offres exceptionnelles
sur matériel d'occasion



Premières Journées portes ouvertes
**Samedi 26, Dimanche 27
et Lundi 28 Avril 1997**
de 9h00 à 21h00

BANG & OLUFSEN CENTER

222 bd St Germain 75007 Paris - Tél. : 01 42 22 92 10

150

Le Sénat américain approuve la convention sur l'interdiction des armes chimiques

La Russie, qui n'a pas encore ratifié ce texte, possède les plus gros stocks du monde

En faisant ratifier, le 24 avril, par le Sénat américain, la convention sur l'interdiction des armes chimiques, le président Bill Clinton a remporté

une belle victoire personnelle. Il avait fait de ce traité un objectif essentiel de sa politique étrangère. Pour atteindre son but, le président améri-

cain a multiplié concessions et promesses à l'égard du Parti républicain dont les voix étaient nécessaires pour obtenir le vote du texte.

WASHINGTON

Ne pas donner le mauvais exemple : tel est le sens du vote du Sénat qui, jeudi 24 avril, a finalement ratifié la convention internationale sur l'interdiction des armes chimiques. Le vote a été acquis par 74 voix contre 26, soit à une majorité supérieure à celle des deux tiers, 29 républicains s'associant aux 45 sénateurs démocrates.

Depuis deux mois, la Maison Blanche se livrait à un intense travail de persuasion auprès des sénateurs, apaisant réticences et inquiétudes, multipliant les engagements plus ou moins formels sur les conditions d'application du traité, et offrant, en échange, diverses concessions. La veille du vote, Bill Clinton avait marqué un point important en obtenant le ralliement de Robert Dole, son adversaire de l'élection présidentielle, et le soutien du général Colin Powell, dont le prestige au sein du Parti républicain demeure intact. Puis il avait réussi à ébranler les certitudes de Trent Lott, chef républicain de la majorité sénatoriale, en lui assurant par écrit que si la mise en œuvre de la convention devait entraîner des conséquences négatives pour les États-Unis, Washington renoncerait immédiatement à en être partie prenante.

Au sein du Parti républicain, l'op-

posant le plus acharné restait cependant Jesse Helms, le tout-puissant président de la commission des affaires étrangères du Sénat. A son égard, l'administration a multiplié les gestes de bonne volonté, approuvant un plan visant à faire revenir dans le giron du département d'État deux agences, jusque-là autonomes et à accroître l'autorité du secrétaire d'État sur l'Agence pour le développement international (AID). Une réorganisation qui était demandée depuis longtemps par le sénateur de Caroline du Nord, qui en avait fait un préalable avant tout débat de ratification de la convention sur les armes chimiques.

La Maison Blanche a également accepté de soumettre au Sénat diverses modifications au traité anti-missiles balistiques (ABM) et à celui sur les forces conventionnelles en Europe (CFE). Enfin, dernière concession, la commission des affaires étrangères du Sénat devrait avoir son mot à dire s'agissant du rythme des remboursements de la dette des États-Unis aux Nations unies. L'approbation de M. Helms était considérée comme acquise, jusqu'à cette tribune libre, publiée le 22 avril, dans le *New York Times*, où le sénateur expliquait que la convention était « pire que rien », dans la mesure où elle faciliterait la prolifé-

ration par la dissémination des informations sur les armes chimiques. Quoi qu'il en soit, Bill Clinton, qui avait mis tout son prestige dans la balance, peut estimer avoir remporté une belle victoire politique. Un échec aurait sérieusement entamé sa crédibilité ainsi que l'influence diplomatique des États-Unis. Plus grave, cela a offert un prétexte idéal aux pays qui restent sceptiques sur l'efficacité du traité. Quant à ceux qui, tels l'Irak, l'Iran, la Corée du Nord ou la Libye, maintiennent leur intention de disposer d'armes chimiques, ils en auraient retiré une sorte de blanc-seing.

Les États-Unis vont donc bientôt rejoindre les soixante-quatre pays qui ont déjà ratifié la convention, qui entrera en vigueur mardi 29 avril. Le 6 mai, les membres d'un Conseil exécutif, dont la mission est, entre autres, d'établir les règles de vérification de l'application du traité, seront désignés. Les États-Unis, qui y siègeront, se sont ainsi donnés les moyens diplomatiques d'accentuer leurs pressions sur les pays qui n'ont pas encore ratifié le traité, comme la Chine et la Russie. Le vote de la Douma russe est particulièrement attendu, la Russie possédant les plus importants stocks d'armes chimiques du monde.

Laurent Zecchini

Un traité délicat à faire respecter

Conclue le 12 janvier 1993 à Paris, la convention interdit la production, le stockage, l'utilisation et l'exportation des armements chimiques. Elle prévoit la destruction des armes existantes. Le but est d'éradiquer de la planète de tels armements avant 2007, à l'exception des gaz lacrymogènes qui restent autorisés pour le maintien de l'ordre. A ce jour, cent soixante-cinq pays ont signé ce traité et soixante-quinze d'entre eux l'ont ratifié (y compris les États-Unis). La Russie fait partie des États qui ne l'ont pas encore fait.

Cependant, le principe d'une interdiction des armes chimiques est assez délicat à faire respecter, en dépit de l'instauration de systèmes de contrôle comme les inspections sur place avec préavis. En effet, rien n'est plus aisé à dissimuler - en les fabriquant dans des endroits séparés et en les réunissant clandestinement au dernier moment - que certains des ingrédients (produits d'origine pharmaceutique ou agroalimentaire) entrant dans la composition d'une arme chimique.

Flemming Larsen, directeur du département de recherches du FMI

« L'emploi industriel se contracte aussi dans les pays émergents »

WASHINGTON

L'économiste danois Flemming Larsen, responsable du département de recherches du Fonds monétaire international, refuse de rendre la mondialisation responsable de la baisse des salaires des emplois non qualifiés dans le monde industriel ou de se lamenter sur la désindustrialisation en cours dans tous les pays développés.

« La mondialisation peut-elle être tenue pour responsable du malaise économique des pays industriels ?

- Absolument pas. Dans les pays développés, la part relative du secteur manufacturier décline, les salaires relatifs du personnel peu qualifié baissent, le chômage augmente presque partout. Pendant ce temps, une partie du monde en développement jouit d'une croissance économique rapide : plus de 6 % par an depuis six ans, contre 1,5 % à peine en Europe. Il est donc, bien sûr, tentant de conclure que les problèmes rencontrés dans les

pays développés sont le reflet des succès des économies émergentes.

« Et, pourtant, l'emploi industriel décline depuis longtemps déjà dans les pays développés, il a même commencé à se contracter dans une partie du monde en développement, à Hongkong, en Corée ou à Singapour. C'est un signe de hausse rapide de la productivité dans l'industrie, où un nombre inférieur de personnes peut produire une plus grande quantité de biens. Les pays développés enregistrent toujours un excédent dans leurs transactions de biens industriels avec le monde en développement. Car si les pays développés cèdent du terrain dans certains domaines, comme le textile, les pays émergents importent massivement des biens plus sophistiqués, dans l'aéronautique par exemple. Pour pouvoir acheter des avions, ils doivent donc pouvoir vendre d'autres biens. Et ils n'enregistrent pas d'excédents commerciaux massifs.

- Quels sont les coûts véritables des délocalisations d'entreprises ?

- Ces coûts sont très exagérés. Le public se concentre uniquement sur les pertes d'emplois, et non sur les gains d'emplois dans les autres secteurs, ceux qui vendent beaucoup au monde en développement. Depuis quatre ans, les exportations ont procuré à l'Europe un gain de croissance de 0,5 point par an. D'ailleurs, l'excédent français des paiements courants a constamment progressé. Si la croissance française est jugée insuffisante, il faut en rechercher les causes du côté de la demande intérieure.

- Faut-il déplorer la désindustrialisation des pays développés ?

- Le progrès technique est le principal responsable des évolutions récentes, et c'est un élément positif. Les salaires seraient effectivement poussés à la baisse si les prix relatifs des biens exportés par les pays en développement diminuaient. Or, tel n'est pas le cas. Ce sont les prix des produits de haute technologie qui diminuent, grâce

aux progrès techniques rapides. Les changements qui interviennent dans la structure des économies doivent être encouragés et non freinés par des restrictions au commerce ou des subventions à l'industrie. Ces changements permettent à une partie de la force de travail d'être employée dans le secteur des services, où de nombreux emplois ont de fortes rémunérations.

- Les pays développés doivent-ils forcément choisir entre croissance des inégalités et augmentation du chômage ?

- Le FMI soutient la vision européenne de l'État providence mais s'inquiète de ses effets en termes de chômage et d'exclusion sociale. Aux États-Unis, il est courant de changer plusieurs fois de carrière. (...) Cette forte mobilité, et les gains de rémunération qui l'accompagnent, relativisent la vision des inégalités. »

Propos recueillis par Françoise Lazare

Troisième visite du pape Jean Paul II à Prague

PRAGUE

de notre correspondant
Jean Paul II était attendu à Prague, vendredi 25 avril, capitale d'une République tchèque qu'il visite pour la troisième fois en sept ans. Il s'y était rendu d'abord en avril 1990, six mois après la chute du mur de Berlin. Il y était retourné en mai 1995 pour célébrer, avec le président Václav Havel, sa vision d'une Europe plus solidaire. Aujourd'hui, avec une Eglise qui cherche sa place dans une société marquée par une forte tradition laïque, le pape entend célébrer le millénaire du martyre de saint Adalbert, l'une des plus grandes figures du christianisme en Europe centrale. Vénéré en Pologne, en Hongrie, où la tradition veut qu'il ait baptisé Étienne, le premier roi chrétien des Magyars, et en Bohême, dont il fut le premier intellectuel de dimension européenne, Adalbert incarne des valeurs chères à ce pape.

Homme de l'Eglise d'avant les schismes européens, élevé dans une culture religieuse slave (le slavon est la langue liturgique des Slaves orthodoxes), avant de recevoir une solide formation latine à l'école de la cathédrale de Magdebourg (Allemagne), Adalbert représente un pont entre le catholicisme et l'orthodoxie, dont les rapports

aujourd'hui sont toujours tendus. Devenu évêque de Prague en 982, il lutta contre les survivances païennes et les violations de la morale chrétienne dans la Bohême tout juste christianisée, ce qui rappelle le discours actuel du chef de l'Eglise catholique contre le matérialisme et le relativisme moral qui auraient succédé au communisme.

L'HÉRITAGE D'ADALBERT

Aussi Jean Paul II ne manquera-t-il pas de relever les parallèles. D'abord, devant les jeunes, samedi matin à Hradec Králové (à l'est de Prague), non loin des terres natales d'Adalbert (vers 955-997) puis lors de la messe, dimanche, sur l'esplanade de Letná à Prague, cette ville sainte, car sa foi, imprégnée de l'esprit monastique de Cluny, était trop exigeante pour le peuple et incompatible avec le pouvoir politique. Enfin, avant son retour à Rome, avec les responsables des autres Eglises chrétiennes, le pape louera l'héritage d'Adalbert, dans la cathédrale de Prague, où repose le corps du saint depuis que les soldats tchèques l'ont volé en 1039 aux Polonais. Cette rencontre œcuménique devrait contribuer à effacer le malaise soulevé, en 1995, par la canonisation controversée de Jan Sarkander, prêtre de la

Contre-Réforme du XVII^e siècle, perçu comme symbole des persécutions anti-protestantes.

Mais Jean Paul II saura-t-il convaincre les Tchèques de la modernité de ce message ? Rien n'est moins sûr. De son temps déjà, « Adalbert dérangé par ses appels au renouveau moral », dit Petr Píhoň, intellectuel catholique de Prague. Et son image d'intellectuel européen ne séduit pas le Tchèque, provincial et égoïste dans l'âme. Pourtant, le cardinal Miloslav Vlk, primate de Bohême, souhaite en faire le patron du « retour en Europe » de son pays. Car Adalbert était aussi l'ami des puissants. Avec l'empereur Otton III et le futur pape Sylvestre II (999-1003), il élabore une vision de l'Europe du deuxième millénaire et contribua au projet de Saint Empire romain germanique, dans lequel il défendit le rattachement des provinces slaves, non par le glaive, mais par l'influence de la foi chrétienne. « Ce serait dommage, a dit le cardinal Vlk, de ne pas donner la place qui revient à ce visionnaire d'une Europe unie par les valeurs du christianisme au moment où les responsables de l'Europe qui se construisent sont à la recherche d'une dimension spirituelle. »

Martin Plichta

Boris Eltsine appelle à faire « place aux jeunes »

Le nouveau dauphin du chef de l'Etat, Boris Nemtsov, devient ministre de l'énergie. Il supervisera le géant gazier Gazprom

MOSCOU

de notre correspondant

La nouvelle vertu officielle en Russie est d'être « jeune ». Dans son adresse hebdomadaire à la radio, jeudi 24 avril, Boris Eltsine (66 ans) a été cruel pour son premier ministre, Viktor Tchernomyrdine (59 ans), l'accusant d'avoir tardé à former un gouvernement par « peur de promouvoir des jeunes ».

« Oui, nous avons peur, Viktor Stepanovitch, a-t-il dit. Mais ne vous inquiétez pas, ils ne vont pas intriguer contre vous, ils viennent travailler ». Reconnaissant ainsi ouvertement que l'appareil d'Etat était paralysé par une lutte entre la vieille et la jeune garde, il a pris position pour cette dernière en confiant, le même jour à son protégé, Boris Nemtsov (37 ans), le portefeuille de l'énergie.

Le premier vice-premier ministre était déjà chargé de la supervision des monopoles et du plus puissant d'entre eux : Gazprom, le géant gazier, chasse gardée de M. Tchernomyrdine. Mais l'intérêt pour Boris Nemtsov de cumuler ces fonctions est d'éviter que le « vieux » premier ministre garde un homme à lui. Le ministre de l'énergie contrôle, en effet, les quotas d'exportation de pétrole, source des devises des barons de l'énergie. Il aura fallu trois semaines pour trouver un accord sur ce point sensible. Désormais, le premier ministre est privé de la plupart de ses appuis au sommet de la pyramide gouvernementale. Mais il peut espérer conserver le soutien des « vieux » fonctionnaires, en place depuis l'ancien régime et dont les manœuvres en coulisses sont aujourd'hui présentées comme la cause principale des échecs successifs des « jeunes réformateurs » depuis 1992.

Autre signe des rivalités profondes : le premier vice-premier ministre et ministre des finances, Anatoli Tchoubaïs (42 ans), l'alter-égo de Boris Nemtsov, a choisi de se séparer de son meilleur conseiller économique, Sergueï Vassiliev (40 ans), pour le placer au poste peu glorieux de « chef-adjoint de l'administration gouvernementale ». Chargé donc de veiller à ce que le chef de cette organisation - un redoutable « vieil » apparatchik fidèle au premier ministre - en soit réduit à des travaux d'indépendance et cesse de saboter les décisions des « jeunes réformateurs ».

La tâche est sans doute toujours aussi immense qu'il y a cinq ans. A cette distinction près, explique-t-on au Kremlin, que les « jeunes » au pouvoir aujourd'hui, contrairement à ceux du premier gouverne-

ment Gaidar, ont acquis de l'expérience. L'administration présidentielle, mise en place par M. Tchoubaïs durant la maladie de Boris Eltsine, n'agira plus comme un gouvernement parallèle et travaillera en harmonie avec le vrai gouvernement, investi par le duo Tchoubaïs-Nemtsov. Même s'il ne suffit pas de publier les moyennes d'âge de leurs dirigeants actuels (44 ans à l'administration et 55 ans au gouvernement) pour inciter les jeunes ayant prospéré dans les affaires à « venir travailler pour l'Etat », suivant l'appel de Boris Eltsine.

« J'AI DÉJÀ 66 ANS »

Les caisses de l'Etat sont vides, les fonctionnaires mal payés et corrompus et l'élaboration du décret du 10 avril (obligeant ceux-ci à déclarer revenus et patrimoines ainsi que ceux de leurs familles) s'avère laborieuse. Le décret « pourrait être prêt dans un mois », a dit un haut fonctionnaire anonyme, reconnaissant qu'il devrait s'appliquer en premier lieu au président et au premier ministre, dont la récente mise au point officielle sur son salaire avait été la risée des médias. Boris Eltsine n'avait pas cherché à le consoler en déclarant, lors d'une apparition télévisée en compagnie de Boris Nemtsov : « Nous deux, les médias ne peuvent nous attaquer » sur la question de l'honnêteté « car il n'y a rien à trouver de ce côté-là ».

Jeudi, le président n'a pas été plus tendre en parlant des vertus des jeunes et en se donnant en exemple au premier ministre. M. Tchernomyrdine, a-t-il dit, « est payé par la manière souvent brutale que (les jeunes) ont de s'imposer, mais il arrive à se surmonter ». C'est donc « ces jeunes », qui prendront sa relève à l'issue de son mandat, dans trois ans, car « oui, a-t-il concédé, j'ai déjà 66 ans ».

Le Kremlin, voyant la popularité du « jeune Boris » (Nemtsov) dépasser dans les sondages celle de ses concurrents, y compris celle d'Alexandre Lebed, semble rassuré. Seule ombre au tableau : la nécessité de faire adopter, dès l'été, le budget 1998 par la Douma. Même le correctif drastique du budget 1997, qui sera présenté en mai au Parlement ne paraît pas l'effrayer : la réduction des dépenses, dit-on, se fera en tout état de cause. Nouvelle pression déguisée sur M. Tchernomyrdine ? En fait, il ne serait maintenu à son poste que parce que la Douma n'acceptera jamais un gouvernement dirigé par M. Tchoubaïs.

Sophie Shihab

VENTE EXCEPTIONNELLE COLLECTIONS CHAUMET

Au profit de la Fondation pour l'Enfance dans le cadre de son programme de protection de l'enfance en danger

Création de deux centres d'accompagnement pour les enfants victimes de violence

LES VENDREDI 25 ET SAMEDI 26 AVRIL 1997 DE 10 H 00 A 18 H 30

dans les Salons Concorde de l'Hôtel Intercontinental 3, rue Castiglione 75001 Paris

CHAUMET JOAILLIERS DEPUIS 1761 PARIS

12, PLACE VENDÔME - PARIS - TEL. 01 44 77 24 00

Le parti islamiste de l'Islah domine la vie politique au Yémen

Les premières élections législatives depuis la guerre de 1994 ont lieu dimanche 27 avril dans l'Arabie Heureuse. Elles devraient voir la victoire du Congrès populaire général, le parti du président Ali Abdallah Saleh, allié aux islamistes de l'Islah

Les premières élections législatives organisées au Yémen depuis la tentative avortée de sécession des socialistes du Sud, en 1994, devraient voir, dimanche 27 avril, le Congrès populaire général (CPG)

du président Ali Abdallah Saleh, fort de son accord électoral avec son partenaire islamiste, le Rassemblement yéménite pour la réforme (Islah). Le Parti socialiste boycotte le scrutin. En dépit de la mainmise du

CPG sur l'appareil d'Etat, le président Saleh compte sur l'image démocratique donnée par ces élections pour obtenir des pays occidentaux qu'ils continuent d'aider financièrement le Yémen, l'un des pays les plus

pauvres du monde. La seule incertitude réside dans le taux de participation, pour un pays peu rompu à des pratiques démocratiques qui exaspèrent les royalistes du Golfe. Le président Saleh espère également

que ces élections marqueront l'émergence d'une troisième force, notamment avec les socialistes présents sous l'étiquette d'« indépendants », ce qui lui éviterait de dépendre de l'Islah.

SANAA

Le « soleil » brille sur les murs du Yémen. Le « soleil », c'est le symbole reproduit par milliers sur les affiches et sur les bulletins de vote, qui a été retenu par le Rassemblement yéménite pour la réforme, l'Islah, afin de partir à la conquête des urnes, dans un pays où l'illettrisme est encore largement majoritaire.

Dimanche 27 avril, le Rassemblement devrait effectivement faire bonne figure à l'occasion des premières élections législatives organisées depuis la guerre de 1994, en l'absence des socialistes, hostiles au régime qui a brisé la tentative de sécession de l'ancien Yémen du Sud et qui boycotteront le scrutin.

Inconcevable en Égypte ou en Tunisie, où les mouvements islamistes ont été brutalement bannis de la vie publique, l'Islah est sans doute au Yémen la force politique la plus dynamique et la mieux intégrée dans la société, sauf au sud, où l'idéologie marxiste de l'ancienne République populaire et démocratique a longtemps constitué un puissant rempart contre l'islamisme politique.

En 1993, lors des premières élections pluralistes jamais organisées dans l'Arabie Heureuse, trois ans après l'unification (en mai 1990), l'Islah avait déjà réussi l'impen-

sable : se glisser entre les deux formations qui régnaient jusqu'alors sans partage sur leur territoire respectif, le Congrès populaire général (CPG) du président Ali Abdallah Saleh, maître du Nord, et le Parti socialiste yéménite (PSY), omnipotent au Sud.

Chantre de la lutte contre la corruption, l'Islah cautionne néanmoins des pratiques gouvernementales qui en font leur quotidien

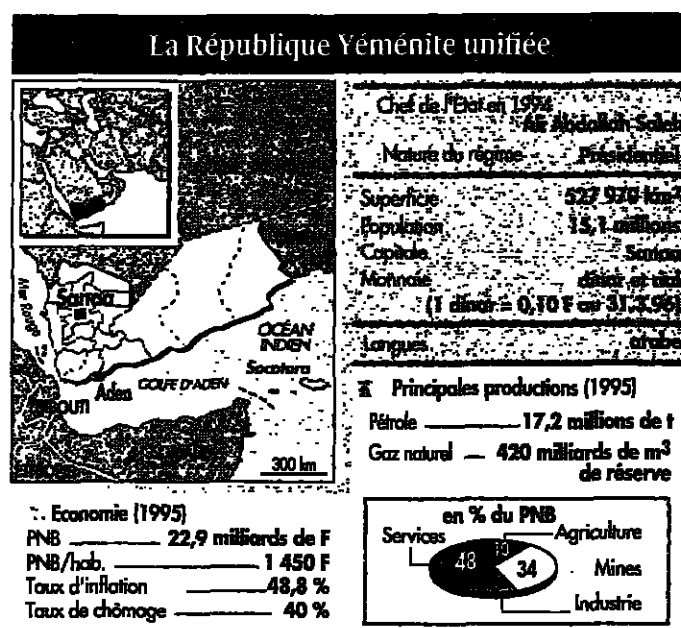
Après l'éviction des socialistes, le Parti islamiste, qui avait largement pris sa part à la lutte du Nord, en déclinant, ni plus ni moins, le djihad contre les sécessionnistes, est devenu le partenaire privilégié du président.

Il est d'ailleurs plus exact de dire qu'il est redevenu l'allié le plus important du CPG, même si aucun des

ministères-clés - intérieur, défense, affaires étrangères, finances - ne lui a jamais été confié. Le régime républicain, installé dans la capitale, Sanaa, à partir de 1962 a, en effet, toujours entretenu des relations de connivence avec un islamisme qui n'a jamais renoncé, de son côté, à collaborer dans la lutte contre la guérilla du Front national démocratique, soutenue alors par Aden. Fait capital au Yémen, où les réseaux tribaux ont gardé toute leur puissance, le patron de l'Islah, le cheikh Abdallah ben Hussein El Ahmar, est par ailleurs le chef de la confédération des Hachémi, dont est membre la tribu Sanhan du président du CPG.

Car le Rassemblement yéménite pour la réforme n'a rien d'un parti monolithique. Il est le produit d'une alliance réalisée en 1991, dans l'effervescence du multipartisme, entre les courants islamistes représentés par les Frères musulmans, ou par la Jamaat el Tabligh, des notables tribaux conservateurs, et la bourgeoisie des commerçants. L'Islah s'incarne aussi bien dans la personne du cheikh Abdallah, qui préside le Parlement, que dans celle du cheikh Abdel Majid El Zendani, réputé pour ses prêches enflammés, et qui dirige l'équivalent du Comité central du Rassemblement.

Cette diversité explique l'ambivalence de l'Islah. Tenté en septembre par le boycottage, pour protester contre les « préparatifs » coulés de fil blanc du pouvoir - maîtrise des inscriptions sur les listes électorales, déplacements massifs de garnisons dans les circonscriptions - à risques... - le Rassemblement a conclu en janvier un accord électoral avec le parti du président, qui lui permet d'envisager une confortable deuxième place au soir des élections. Chantre de la lutte contre la corruption, il cautionne néanmoins des méthodes gouvernementales qui en font leur quotidien. Mieux encore, il arrive souvent que les députés de l'Islah votent au Parlement contre des mesures adoptées par



leurs propres ministères.

« Ils ont un pied dedans et un pied dehors ; à la longue c'est un peu agaçant », maugrée Mohammed El Tayeb, membre du bureau politique du Congrès. Mais en dépit des pronostics des socialistes, le Rassemblement a su résister, pour l'instant, à l'épreuve du pouvoir, et maintenir sa cohésion autour d'une pratique politique et d'un discours modérés.

Le programme du parti est placé sous le signe des réformes. Tout d'abord la réforme administrative, dans un pays gangrené par les prises d'intérêt et où les salaires des fonctionnaires absorbent 75 % du budget de l'Etat, puis la réforme de l'économie, notamment grâce à l'application de la loi sur les banques islamiques - sans taux d'intérêt, prohibés par le Coran - adoptée en 1996.

Les objectifs de l'Islah dans le domaine social sont plus modestes, ce qui se conçoit dans une société où la référence à l'islam vaut pour tous

les partis, y compris pour les socialistes. « Nous nous distinguons dans l'interprétation, mais cette source est la même pour tous », affirme le secrétaire général adjoint et vice-premier ministre Abdelwahab El Ansi, qui reçoit ses visiteurs au siège du parti, dans le quartier administratif de Sanaa. Depuis la défaite des socialistes, la charia (loi musulmane) est d'ailleurs devenue la référence « unique » du droit.

Les objectifs sociaux mesurés tiennent compte des succès déjà remportés, notamment dans le secteur éducatif, confié aux islamistes depuis vingt ans dans le Nord. Ils témoignent aussi de la résistance « des traditions à la Tradition », à l'idéal de société souhaité par les courants les plus idéologiques de l'Islah, selon l'expression de l'anthropologue Franck Mermier (Yémen : l'Etat face à la démocratie, Maghreb-Machrek, janvier-mars 1997).

Ainsi, il n'est pas question pour le

Rassemblement de s'attaquer aux institutions yéménites que sont les tribus, ou la pratique du qat, la plante légèrement euphorisante consommée quotidiennement dans le pays tout entier.

Le secrétaire général adjoint ne fait pas mystère de ses projets pour le lendemain des élections : « Quels que soient leurs résultats, nous sommes prêts à rester au pouvoir ou nous avons un rôle positif à jouer. » Il n'est pas dupe de « l'attention » portée par le pouvoir au vote du 27 avril. « Certes, ces élections seront un peu faussées par l'utilisation de l'appareil de l'Etat par certaines personnes, assure-t-il. Mais ce n'est pas grave. Après tout, c'est une première étape sur la voie de la démocratie. Peu de pays, parmi nos voisins, peuvent nous donner des leçons ! L'Occident considère toujours un peu rapidement que les mouvements islamistes sont prêts à tout pour parvenir au pouvoir ; mais ce qui se passe au Yémen n'a rien à voir avec ce schéma, poursuit M. El Ansi. Nous sommes modernes, pour la démocratie, et nous en faisons la preuve en travaillant à la stabilité du pays. »

Conscients du verrou militaire monopolisé jusqu'à présent par Ali Abdallah Saleh, les jeunes cadres de l'Islah savent qu'il leur faudra attendre encore longtemps avant d'imaginer exercer seuls le pouvoir. « Le président est là jusqu'en 2004 ? ou 2009 ? », plaisantent-ils. « Aussi longtemps que la porte est ouverte, nous avançons. Au pouvoir, nous apprenons », explique le directeur des études politiques du parti, Mohammed Kahtan.

Même s'il se défie de son dynamisme et s'il le juge au fond bien peu « moderne », le secrétaire général du Congrès, le ministre des affaires étrangères, Abdel Karim El Hiani, attribue au moins une qualité immense à l'Islah : « Avec lui, assure-t-il, nous sommes protégés contre toute forme d'extrémisme fondamentaliste. »

Gilles Paris

Les forces de Laurent-Désiré Kabila continuent leur inexorable avancée au Zaïre

A Kinshasa, la classe politique et la population demandent le départ du maréchal Mobutu

KINSHASA

de notre envoyé spécial
« Mobutu doit démissionner. Trente-deux ans de rogne destructrice, cela suffit. » Le message est

REPORTAGE

La perspective de pénuries alimentaires et énergétiques plane sur la capitale

clair et concis. Les grosses lettres bleues et rouges du kallos tendu sur la façade de la permanence de l'Union des démocrates pour le progrès social (UDPS) rivalisent avec celles d'un panneau publicitaire vantant les mérites du « savon Le Coq », planté de l'autre côté du boulevard Patrice-Lumumba. L'UDPS, le parti d'Etienne Tshisekedi, chef de file de l'opposition radicale, fête, à sa manière, le septième anniversaire d'une transition démocratique lancée le 24 avril 1990 par le président Mobutu Sese Seko dans un discours anticipant de deux mois celui que François Mitterrand devait prononcer à La Baule, à l'ouverture d'un mémorable sommet franco-africain. Le multipartisme est vite entré dans les mœurs zaïroises - quelque quatre cent cinquante formations végètent d'un extrême à l'autre du spectre politique -, refoulant au rayon des souvenirs l'époque du parti-Etat, le tout puissant Mouvement populaire de la révolution (MPR) du maréchal Mobutu.

Mais la classe politique, cupide et corrompue, s'est fourvoyée dans des querelles terribles, encourageant le président Mobutu à jouer des divisions pour freiner la transition et rester au pouvoir. Les alliances, les ruptures tranchantes et les ralliements ont lassé les Zaïrois, plus préoccupés par les vicissitudes

de leur vie quotidienne que par les rebondissements d'une farce politique qui les enfonce chaque jour un peu plus dans une inextinguible misère.

L'aboyeur de l'UDPS s'égosille, à l'arrière de la permanence, exigeant des militants qu'ils acclament Adrien Phongo, leur secrétaire général, puis leur président, Etienne Tshisekedi soi-même. « L'adhésion à l'UDPS est libre, sauf aux étrangers », « tout le monde peut poser des questions, sauf les journalistes », prévient l'animateur-présentateur de « la réunion politique d'un grand parti qui va gouverner ce pays pendant de longues années ».

Après une brève prière conduite par le pasteur Mutoko, les mili-

itants de l'UDPS entonnent « la Congolaise », le premier hymne national du Congo belge indépendant, devenu récemment celui de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) de Laurent-Désiré Kabila. M. Phongo brosse ensuite un rapide tableau des sept années de transition, rappelant au passage qu'Etienne Tshisekedi est toujours « le seul premier ministre légal » du pays, puisqu'il a été « élu à ce poste par la Conférence nationale souveraine (CNS) en 1992 ». Le secrétaire général de l'UDPS en arrive vite à octobre 1996, lorsque « des combattants de l'AFDL ont pris les armes pour manifester leur désaccord et libérer le pays, privant la dictature de recettes ».

« Mobutu est un obstacle à la paix, à la démocratie et à la stabilité de l'Afrique centrale. Il doit quitter le pouvoir », dit M. Phongo, qui annonce que « le gouvernement légal de M. Tshisekedi a décidé de saisir le Haut-Conseil de la République-Parlement de transition (HCR-PT) et de lui demander de déferer Mobutu Sese Seko devant la justice pour haute trahison ». Le docteur Phongo a conclu en remarquant que « les élections de membres de l'UDPS dans les territoires libérés, c'est la preuve que le parti est partout, incontournable ». Etienne Tshisekedi, éphémère premier ministre - à quatre reprises depuis le début de la transition -, s'est aussi adressé aux cadres du parti. Mais les journalistes, pourtant dûment

invités à venir l'écouter, ont été priés de déguerpir avant son intervention.

La classe politique kinoise persiste dans ses gesticulations pendant que la rébellion poursuit son inexorable progression vers Kinshasa. Celle-ci s'est emparée de trois nouvelles villes : Boendo dans la province de l'Équateur, Tshikapa et Ilebo au Kasai occidental. Boendo, à 800 kilomètres au nord-est de Kinshasa, ouvre aux rebelles l'accès à Mbandaka, un port stratégique sur le cours du fleuve Zaïre. Tshikapa est une localité diamantifère proche de la frontière congolaise, située sur la route menant à Kikwit, la grande ville du Bandundu.

Ilebo, à 700 kilomètres à l'est de

la capitale, est l'un des centres névralgiques du pays. La ville dispose d'un aéroport pouvant accueillir des avions gros porteurs. C'est le terminal des lignes de chemin de fer venant de Kalemie sur le lac Tanganyika et de Lubumbashi, la capitale du Katanga. La ville, située sur le cours du Kasai, un affluent du Zaïre, est aussi le port fluvial le plus important du pays. Les troupes rebelles s'approchent également de Matadi, la capitale du Bas-Zaïre, le grand port atlantique dans l'estuaire du Zaïre.

Laurent-Désiré Kabila a prévenu qu'il prendrait Kinshasa avant juin. La stratégie du chef rebelle commence à se dessiner. Il veut asphyxier la capitale avant de s'en emparer. Celle-ci est approvisionnée en produits agricoles à partir du Bas-Zaïre, du Bandundu et de l'Équateur. Elle est alimentée en électricité à partir du barrage d'Inga, par le Bas-Zaïre, et reçoit son carburant par un double pipe-line long de 363 kilomètres venant de Matadi.

La perspective de pénuries alimentaires, de carburant et d'électricité plane sur Kinshasa. Les habitants de la capitale ont commencé à stocker de la nourriture, du moins ceux qui en ont les moyens. Mais la population s'inquiète surtout de l'entêtement du président Mobutu à se cramponner au pouvoir. Les Kinnois ont peur de l'arrivée des rebelles, qui engendrerait - comme dans les autres villes du pays - les inévitables pillages perpétrés par les militaires de l'armée gouvernementale. Ils souhaitent que le chef de l'Etat démissionne ou abandonne ses fonctions, à défaut de pouvoir négocier une sortie honorable avec un Laurent-Désiré Kabila de plus en plus intransigent.

Frédéric Fritschier

سكيا به الامم

litique au Yémen

Inculpation d'un militant des droits de l'homme en Turquie

ISTANBUL. Appréhendé à l'aéroport d'Istanbul, le 16 avril, à son retour d'un voyage en Allemagne, le compositeur et militant des droits de l'homme Sanar Yurdutapan a été officiellement inculpé, jeudi 24 avril, par la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul, et accusé d'avoir « abrité et aidé des membres d'une organisation illégale » et de leur avoir fourni des faux papiers. Sanar Yurdutapan, qui fait campagne en Turquie pour la liberté d'expression et une solution pacifique au problème kurde, avait vécu plusieurs années en Allemagne après le coup d'Etat de 1980 et obtenu la nationalité allemande. Il avait déjà été détenu en automne 1996 pour avoir composé la musique d'un programme diffusé sur la chaîne de télévision pro-kurde Med-TV. - (Corresp.)

Nouveaux témoignages accusateurs des ex-otages du MRTA à Lima

LIMA. Des otages libérés ont renouvelé leurs accusations dans la presse japonaise de vendredi 25 avril contre les troupes d'élite péruviennes qui, selon eux, ont froidement exécuté des rebelles capturés vivants et sans armes lors de l'assaut qui a mis fin mardi à la prise d'otages à Lima. Selon plusieurs ex-otages du commando du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) cités en première page du quotidien *Mainichi Shimbun*, au moins deux rebelles ont été assassinés par des soldats après avoir été faits prisonniers, l'un d'entre eux ayant été conduit vivant dans un bâtiment jouxtant la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima. Ces ex-otages, dont l'identité n'est pas précisée, ont expliqué que ces deux rebelles étaient désarmés lorsqu'ils ont été capturés. L'un des preneurs d'otages, Ernesto « Tito » Cruz, s'était dès le début de l'assaut débarrassé de sa veste sur laquelle étaient accrochées des grappes de grenades. - (AFP)

Vaclav Havel salue la réconciliation germano-tchèque à Bonn

BONN. Le président tchèque Vaclav Havel a qualifié, jeudi 24 avril à Bonn, de « chance véritablement historique » la déclaration de réconciliation germano-tchèque signée pour tirer un trait sur le lourd contentieux bilatéral hérité de la seconde guerre mondiale. En signant ce texte, les deux pays ont « montré à toute l'Europe leur volonté de ne pas encombrer de leurs différences une table de négociations de toute façon surchargée », a estimé le président tchèque dans un discours prononcé au Bundestag. Le chancelier Helmut Kohl et le premier ministre tchèque Vaclav Klaus avaient signé le 21 janvier, après de laborieuses négociations, cette déclaration dans laquelle l'Allemagne exprime ses regrets pour l'annexion de la région des Sudètes par Hitler en 1938 et les exactions nazies, et la République tchèque pour l'expulsion des Allemands des Sudètes à la fin de la guerre. - (AFP)

EUROPE

■ **SERBIE** : le président serbe Slobodan Milosevic a opéré, jeudi 24 avril, un « grand nettoyage » au sein de la direction de son parti socialiste (SPS, au pouvoir) pour tenter de le renforcer après son cuisant revers aux municipales et à l'approche des élections législatives et présidentielle qui doivent avoir lieu avant la fin de l'année. Trois des quatre vice-présidents du SPS ont été limogés. Le seul à conserver son poste est Zoran Ljilic, président de la République fédérale de Yougoslavie (RFY-Serbie et Monténégro), selon un communiqué diffusé par l'agence Tanjug. Bosko Perosevic, Nikola Sainovic et Miroslav Djukic-Dejanovic ont été remplacés par Milorad Vucelic, Zivadin Jovanovic et Dusan Matkovic. - (AFP)

■ **RUSSIE** : l'assassinat du président de la Fédération russe de hockey sur glace (FRHG), Valentin Sych, pourrait être lié aux exemptions fiscales dont jouissent notamment les associations d'anciens combattants et les fédérations sportives, a confié Boris Fiodorov, premier directeur adjoint du fonds national pour le sport russe, au journal *Izvestia*, mercredi 23 avril. Valentin Sych a été assassiné mardi lors d'une fusillade sur une petite route de campagne alors qu'il gagnait Moscou en voiture.

■ **ESPAGNE** : un inspecteur de la police judiciaire a été tué par balles jeudi 24 avril à Bilbao (Nord), à la veille d'une « journée de lutte » organisée par l'organisation séparatiste basque ETA, a annoncé la police autonome basque. Luis Andres Samperio Sanudo, un inspecteur de la brigade des stupéfiants, âgé de trente-sept ans, a été abattu d'une balle dans la tête à la sortie de son domicile par un inconnu qui a pris la fuite. - (AFP)

ASIE

■ **PHILIPPINES** : les pourparlers entre le gouvernement et le Front moro-islamique de libération (FREL) n'ont pas abouti à un accord de paix vendredi 25 avril à Cotabato, les deux parties acceptant de se rencontrer de nouveau en mai. Le FREL avait refusé de s'associer à un traité de paix conclu fin 1996 entre Manille et le principal mouvement rebelle musulman, le Front moro de libération nationale (FREL), pour mettre fin à vingt-quatre années de guerre dans le sud des Philippines. - (AFP)

■ **SRI-LANKA** : le gouvernement de Colombo a demandé à la communauté internationale de dissuader les talibans afghans (« étudiants en religion ») de détruire les statues géantes des bouddhas de Bamyan, ont déclaré jeudi 24 avril des responsables sri-lankais. Les deux statues géantes de Bamyan, datant du IV^e siècle de notre ère, sont considérées comme sacrées par le Sri Lanka, dont 70 % de la population est bouddhiste. - (Reuters)

MAGHREB

■ **MAROC** : James Baker, l'envoyé spécial de l'ONU pour le Sahara occidental, a tenu jeudi 24 avril en fin d'après-midi à Rabat une réunion avec les chefs des partis politiques marocains, toutes tendances confondues, pour un échange de vues sur les moyens de débloquent le plan de paix de l'ONU. James Baker a été ensuite reçu une deuxième fois, jeudi soir, par le roi Hassan II. Il doit quitter la capitale marocaine vendredi pour Thadout, siège du Front Polisario, via Alger. - (AFP)

Accusations américaines contre l'Irak

WASHINGTON. Le Pentagone a accusé l'Irak, jeudi 24 avril, d'utiliser le pèlerinage de La Mecque à des fins politiques après de nouvelles violations par Bagdad de la zone d'interdiction aérienne. « Je pense qu'ils essaient de s'abriter derrière la religion ou de manipuler le pèlerinage pour des raisons politiques. Nous n'allons pas jouer ce jeu », a déclaré le porte-parole du Pentagone. Les derniers vols d'hélicoptères censés rapatrier les pèlerins irakiens participant au pèlerinage de La Mecque portent à dix le nombre d'appareils irakiens ayant violé la zone d'exclusion aérienne dans le sud de l'Irak, a indiqué Kenneth Bacon. Ces hélicoptères attendent toujours près de la frontière l'arrivée des pèlerins qui doivent être rapatriés. Washington, qui a qualifié ces vols de « violation technique » de la zone imposée en 1992 par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, les a autorisés afin d'éviter un conflit susceptible d'enflammer la sensibilité religieuse de ses alliés musulmans, dont l'Arabie saoudite. - (AFP)

La liberté de la presse à Taiwan contraste avec la prudence des médias à Hongkong

Une décision sans précédent de la justice taïwanaise illustre l'approfondissement de la démocratie

Un tribunal de Taiwan a débouté, le 22 avril, un haut responsable du Kouomintang, au pouvoir à Taïpeh, mis en cause par la presse dans le finan-

cement asiatique du Parti démocrate américain. Sans précédent, cette décision de justice illustre l'approfondissement de la démocratie sur l'île. A

Hongkong, c'est plutôt une évolution inverse qui est observée, avec l'allégeance de plus en plus affichée à l'égard des futurs maîtres de la colonie.

PÉKIN

de notre correspondant
L'affaire des financements asiatiques soupçonnés d'avoir alimenté la campagne électorale de Bill Clinton aura eu au moins une retombée anecdotique importante pour la liberté de la presse dans l'univers chinois. Une cour de Taiwan a débouté un haut responsable du Kouomintang (KMT, parti nationaliste), qui se plaignait d'avoir été diffamé par un magazine chinois de Hongkong assurant qu'il avait offert 15 millions de dollars américains provenant des coffres-forts du parti au pouvoir à Taïpeh à un collecteur de fonds du Parti démocrate des Etats-Unis.

Le jugement est sans précédent dans le domaine de la presse sous juridiction chinoise, qu'il s'agisse du continent placé sous l'autorité du Parti communiste ou de l'île rétive en pleine démocratisation. Par le passé, à Taiwan, plusieurs journalistes et leurs employeurs ont été condamnés à des peines de prison ou de lourdes amendes pour offense à personnalité publique alors que leurs sources permettaient d'établir qu'ils n'avaient pas enfreint la déontologie de la presse.

Le verdict a été rendu mardi 22 avril au détriment de Liu Tai-ying, le principal responsable des

finances prospères du KMT, qui poursuivait en justice l'hebdomadaire *Yazhou Zhoukan* (Asie Hebdo) pour un article publié en octobre par deux de ses collaborateurs, une Américaine d'origine chinoise et un Taïwanais. L'article fournissait des renseignements précis et sourcés sur des offres de contributions financières avancées à un émissaire démocrate américain par le représentant du parti qui dirigeait autrefois le dictateur Tchong Kai-cheh et qui a conservé, en dépit de sa mutation en force politique autochtone, de puissants alliés aux Etats-Unis, dans les deux camps politiques.

PAS DE DIFFAMATION

Le juge a considéré qu'il ne pouvait y avoir diffamation. Il a estimé que les auteurs de l'article avaient mené une enquête complète leur permettant de publier leurs informations en toute connaissance de cause et en toute bonne foi, et qu'ils ne pouvaient être déclarés coupables « par considération pour la liberté de la presse et pour la protection de la réputation individuelle ».

Ce jugement a été applaudi par un certain nombre d'organes de presse américains, qui avaient pris fait et cause pour les accusés - les deux journalistes et deux respon-

sables éditoriaux de l'hebdomadaire. L'édition asiatique du *Wall Street Journal* new-yorkais - qui est très en pointe dans la campagne de presse visant à obtenir des clarifications sur les financements électoraux du président Clinton - a salué dans cette décision de justice une « victoire pour la démocratie » traduisant la maturation du système politique taïwanais.

La presse continentale, qui est coutumière de diatribes à l'encontre des pratiques politiques encore fortement entachées de corruption à Taiwan, n'a pas cru devoir s'intéresser à l'affaire.

Cette dernière survient alors que commence à se dérouler à Hongkong, en anticipation du très prochain transfert de souveraineté, un scénario classique et prédit de prise de pouvoir à l'intérieur d'organes de presse jouissant d'une certaine réputation d'indépendance. Le *South China Morning Post*, fleuron de la presse de culture britannique dans la région, a récemment embauché comme conseiller de la rédaction un cofondateur chinois du quotidien de langue anglaise continentale *China Daily*, organe entièrement contrôlé par le Parti communiste. Le quotidien hongkongais *Ming Pao* a

pour sa part donné des signes insistants d'allégeance au nouveau patron du territoire, Tung Chee-hwa, contrastant avec le ton généralement critique qu'il avait un temps adopté à l'égard de la mouvance pro-Pékin, notamment lors de la crise de Tiananmen en 1989.

L'exemple donné par la justice taïwanaise, dans ce contexte, apparaît comme une pierre déplaçante dans le jardin bien ordonné de Pékin en matière de rôle des médias sous régime « socialiste ».

Francis Deron

■ Pékin a annoncé, jeudi 24 avril, avoir expulsé trois journalistes de la BBC qui enquêtaient sur les troubles dans la région à majorité musulmane du Xinjiang.

« Les trois journalistes travaillaient illégalement en Chine, de manière non conforme à leur statut de touristes », a indiqué le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Cui Tiankai, ajoutant que leur cas était « sérieux ». Les trois journalistes n'étaient en effet titulaires que de visas de touristes. Un porte-parole de la BBC a confirmé ces expulsions. Il a précisé que les reporters avaient été emprisonnés quelques jours mais qu'ils n'avaient pas été brutalisés par la police. - (AFP)



N'EST PAS "OCCASIONS DU LION" QUI VEUT

L'achat d'une voiture d'occasion ne doit pas s'effectuer au hasard ! S'adresser à l'un des membres du réseau "Occasions du Lion", c'est bénéficier de la compétence et du sérieux de professionnels hautement qualifiés. C'est enfin avoir l'assurance que ces véhicules vous offrent le plus large éventail de garanties.

54 points de contrôle systématique pour tous les véhicules.

12 mois de garantie pièces et main-d'œuvre sur l'ensemble des pièces mécaniques, électriques et électroniques.

L'assistance dépannage-remorquage gratuite 24 heures sur 24 dans l'ensemble de l'Europe sur une période de 1 an.

Pendant 12 mois, mise à disposition d'un véhicule de remplacement si la durée des travaux est supérieure à 1 jour.

Votre véhicule remplacé par un véhicule de même catégorie, pendant les 5 jours suivant l'achat, dans la limite de 1.500 km parcourus, si vous n'en êtes pas satisfait.

Le remboursement de la perte financière entre le prix d'achat du véhicule d'occasion et la valeur Argus de celui-ci au jour de la livraison en cas d'accident, d'incendie ou de vol.

La possibilité de souscrire jusqu'à 3 ans de garantie complémentaire, en cas d'acquisition financée par Peugeot Financement et selon ses conditions financières en vigueur.

RESEAU
OCCASIONS DU LION

* Selon les conditions générales de vente et de garantie des "Occasions du Lion" consultables dans le réseau "Occasions du Lion".

LÉGISLATIVES Alain Juppé et Lionel Jospin ont tenu, jeudi 24 avril, leurs premières réunions publiques, le premier à Marseille et le second à Sarcelles. ● LE PREMIER MINISTRE a

lui-même écarté l'idée de sa reconduction automatique en assurant que c'est le président de la République qui est « seul compétent » pour choisir. M. Juppé a vivement

attaqué le Parti socialiste. Au même moment, M. Jospin a repris ses critiques contre un Etat « confisqué par le RPR » et dévoilé le slogan de sa campagne : « Changeons d'ave-

nir ». ● UN SONDAGE réalisé par Ipsos pour Le Point, au lendemain de l'annonce de la dissolution, indique que le Parti socialiste a regagné trois points dans les intentions de vote au

détriment des écologistes. Gauche et droite seraient au coude à coude dans la nouvelle Assemblée nationale, mais les électeurs se montrent à ce jour réservés et hésitants.

Les premiers meetings confirment la dureté de la campagne

A l'occasion de sa première réunion publique, à Sarcelles, Lionel Jospin a refusé un « Etat confisqué par le RPR ». Au même moment, à Marseille, Alain Juppé a mis en cause l'union PC-PS, affirmant qu'elle « se trompe de siècle », et François Léotard a accusé les socialistes d'être des « marxistes »

IL NE FAUT PAS se tromper d'élection : le scrutin des 25 mai et 1^{er} juin ne doit pas tourner au plébiscite du prochain premier ministre. Tout au long de la journée du jeudi 24 avril, les responsables de la majorité ont cherché à se désemparer du « piège » tendu par les socialistes, selon lequel une victoire de la droite reviendrait à reconduire Alain Juppé pour cinq ans à Matignon.

Pour sa première réunion publique, à Marseille, le premier ministre avait lui-même pris le soin de se faire accompagner par François Léotard, Nicolas Sarkozy, Charles Millon, Jean-Louis Debré, et l'un des plus populaires de ses ministres, Guy Druet. Sur les antennes de France 3 Méditerranée, M. Juppé a lui-même précisé : « On ne choisit pas un premier ministre mais une majorité. (...) Le président de la République, qui est le seul ayant compétence pour cela, choisira. Dans la nouvelle majorité, qui sera, je le crois, UDF-RPR, il y a beaucoup d'hommes et de femmes de qualité ».

Devant près de 4 000 personnes, le président du RPR a précisé : « Ce n'est pas, comme le croit M. Jospin, le troisième tour de la présidentielle. Au même moment, à Sarcelles (Val-d'Oise), Lionel Jospin, qui tenait aussi sa première réunion publique devant un millier de sympathisants, abordait justement dans le même sens : « Cette élection n'est pas le troisième tour de l'élection présiden-

tielle. Elle n'est pas un match Jospin-Juppé. (...) Cette élection est une élection législative ».

Au-delà de cette apparente concordance d'analyse, M. Juppé et M. Jospin se sont employés simultanément, à un millier de kilomètres de distance, à faire le procès l'un de l'autre, tout en le présentant comme un débat de société. « M. Juppé a défini sa campagne comme devant être brutale, brutale comme son style de gouvernement, comme sa politique antisociale », a affirmé le premier secrétaire du Parti socialiste, avant de lancer cet avertissement, à partir d'une métaphore sportive : « Les équipes brutales, la plupart du temps, perdent le match ». A ces propos, la salle a sursauté aux cris de « carton rouge ! ». « Nous agissons avec vigueur et cœur. Ce sont les deux mots que je veux conjuguer », a ajouté M. Jospin.

ÉCLIPSE LE PROBLÈME FN

A Marseille, M. Juppé a estimé que « les socialistes, puissamment aidés par leurs alliés communistes, sans les voix desquels ils ne peuvent escompter aucune majorité, se trompent décidément de siècle ». Il a accusé M. Jospin de « prendre le risque, par pur calcul électoral, de bloquer le processus de construction européenne ». De son côté, le président de l'UDF, M. Léotard, a révoqué les vieux démons de l'époque du « socialo-communisme ».

« Chaque fois que M. Jospin dira que nous sommes des capitalistes, nous dirons que les socialistes sont des marxistes », a-t-il prévenu, tandis que, à Sarcelles, le chef de file du PS reprenait ses accusations contre l'émergence d'un « capitalisme primitif ».

Le premier effet de cette opposition droite-gauche est d'éclipser, pour un temps, le problème que ne manquera pas de poser le Front national. Ce n'est pas un hasard si, parmi l'ensemble des candidats de la majorité dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'adversaire (RPR) de Bruno Mégret, dans la circonscription de Vitrolles, Christian Rossi, a été de loin le plus applaudi. Ses partisans, coiffés de canotiers à son nom et placés au centre de la salle, se sont manifestés tout au long de la réunion. Pour célébrer l'union de la majorité, Jean-Claude Gaudin assure que Marseille porte chance : c'est ici qu'en février 1995, le vent avait commencé à tourner en faveur de Jacques Chirac. Le maire de Marseille se garde toutefois de rappeler qu'il était lui-même absent de cette réunion du premier tour de la présidentielle.

A Sarcelles, les socialistes ont voulu aussi célébrer le rassemblement de la gauche, en donnant la parole à leurs candidats dans le Val d'Oise, comme Dominique Strauss-Kahn, Manuel Valls, candidat contre... Robert Hue dans la 5^e cir-

conscription, mais aussi Yves Cochet, député national des Verts, et François Gayet, du Parti radical-socialiste. Alors que M. Jospin faisait son entrée sur une musique de Robert Miles, « Children », les jeunes, nombreux, donnaient le ton en agitant des petites affiches vertes : « l'échec c'est Juppé ». Le premier secrétaire du Parti socialiste au Parti communiste sur la question européenne.

Un débat « côte à côte » ?

Dans l'avion qui les emmenait, jeudi 24 avril, à Marseille, Alain Juppé et François Léotard ont saisi au bond la proposition faite par TF1 d'organiser un grand débat à quatre le 20 mai, à cinq jours du premier tour des élections législatives. « François Léotard et moi sommes prêts à débattre avec M. Jospin et M. Hue côte à côte, puisqu'ils veulent gouverner côte à côte », s'est plu à annoncer lui-même M. Juppé, après avoir dénoncé les concessions faites, selon lui, par le premier secrétaire du Parti socialiste au Parti communiste sur la question européenne.

Robert Hue a accepté sans tarder la proposition de la chaîne de télévision. « Cette élection législative n'est pas un match Jospin-Juppé, même si un match avec Juppé en tête à tête, brutalité contre vigueur, je suis preneur », a affirmé Lionel Jospin à Sarcelles. Le premier secrétaire du PS, qui doit conclure un accord le 29 avril avec M. Hue, n'a pas voulu écartier trop brutalement l'offre d'un débat à quatre.

pour dévoiler le slogan de sa campagne - « Changeons d'avenir » - qu'il a décliné sur plusieurs registres : « changeons de politique économique », « changeons les règles de la démocratie », « changeons de politique européenne ». Faisant allusion aux affaires liées au financement du parti néogaulliste,

ter les privatisations publiques et même renationaliser pour nous préparer d'autres Crédit Lyonnais, abroger les lois Pasqua-Debré contre l'immigration clandestine et remettre en cause l'Union européenne ». Il a opposé à ces perspectives « le projet d'une France moderne et fraternelle », en proposant notamment

« un véritable plan de cinq ans » pour poursuivre la baisse des impôts, alléger les formalités administratives, favoriser « l'innovation, la création d'entreprise et le capital risque ». M. Juppé a aussi préconisé pour l'avenir la mise en chantier d'un « statut de la toute petite entreprise ».

Revenant aussi à la « modernité », M. Jospin a assuré, tout en réaffirmant ses conditions pour la mise en œuvre de l'euro, que sa politique européenne s'inscrivait « dans la continuité » de celles de François Mitterrand et de Jacques Delors. Il a accusé de nouveau le pouvoir en place de vouloir « escamoter le débat » à travers une campagne électorale courte. « Les Français n'aiment pas se faire manœuvrer. Ils n'aiment surtout pas se faire manœuvrer deux fois », a assuré M. Jospin, pour qui 1997 ne ressemblera pas à 1995. « Il va se passer quelque chose d'inattendu dans cette campagne », a-t-il promis en invitant ses sympathisants à créer la surprise : « Embarquez-vous tous de cette campagne (...) et le pouvoir aura sa réponse : il sera battu le 1^{er} juin ». A la différence de M. Léotard, pour lequel « la victoire n'est pas acquise », M. Juppé s'est montré tout aussi optimiste pour son propre camp : « nous allons évidemment gagner ».

Michel Noblecourt et Jean-Louis Saux

Le PS pour « une sécurité de proximité »

PRÉVU depuis plusieurs semaines, avant la dissolution, le déplacement de Lionel Jospin dans le Val-d'Oise, jeudi 24 avril, devait être centré sur la sécurité. Transformé en premier déplacement électoral du premier secrétaire du PS, il est resté en partie fidèle au projet initial. Pendant quatre-vingt-dix minutes, à Cergy, M. Jospin s'est donc préoccupé de la sécurité quotidienne des Français, qui, a-t-il dit, « sera une des priorités des socialistes ». Au Syndicat d'aménagement des villes nouvelles de l'agglomération, M. Jospin a écouté sagement son président, le rocardien Alain Richard, le maire de Pontoise, Jean-Michel Rollet, et la candidate de la 2^e circonscription, Dominique Gillot, exposer les difficultés auxquelles ils sont confrontés.

Après un trajet en bus, pour discuter avec des agents de leur rôle de prévention, et une promenade à pied, M. Jospin a pris la parole devant trois cents personnes, au quartier des Linandes, sous une banderole « Avec les socialistes, promouvoir une sécurité de proximité ». Dans cette ville dont le maire, Domi-

nique Lefèvre, rappelait que le taux de délinquance y est plus élevé que la moyenne du département, M. Jospin a présenté la sécurité comme « un droit de l'homme fondamental ». « L'insécurité frappe plus particulièrement les plus démunis », a-t-il noté, en pointant « une situation d'échec à laquelle le pouvoir actuel n'a pas remédié ». « La droite instrumentalise la police », a-t-il lancé.

Reprenant largement, en présence de l'auteur, les propositions de Bruno Le Roux, maire d'Épinay-sur-Seine, en Seine-Saint-Denis, adoptées le 5 mars par le bureau national du PS, M. Jospin a plaidé pour un redéploiement des moyens de la police, « en allégeant les opérations de maintien de l'ordre », et la création d'un conseil supérieur de la fonction policière. Afin d'« associer la population », il a préconisé que des « personnes reconnues pour leur sagesse et leur expérience » puissent pénétrer dans les commissariats pendant les périodes de garde à vue.

M. N.

Une direction de campagne commune au RPR et à l'UDF

LE COMITÉ POLITIQUE de la majorité sortante pour les élections législatives s'est réuni pour la première fois, jeudi 24 avril, au siège de campagne, avenue George-V, à Paris, dans le 8^e arrondissement. Il est composé de vingt-neuf membres : quinze RPR et quatorze UDF. Ce comité, qui pilotera la campagne aux côtés des deux directeurs, Patrick Stefanini (RPR) et Renaud Donnedieu de Vabres (UDF-PR), doit se réunir chaque mardi à 11 heures, a précisé le premier ministre et président du RPR, Alain Juppé.

Outre M. Juppé, le RPR est représenté par Jean-François Mancel, Philippe Séguin, Edouard Balaud, Jacques Toubon, Jean-Louis Debré, Anne-Marie

Coudere, Michel Péricard, Charles Pasqua, Nicolas Sarkozy, Michèle Alliot-Marie, Pierre Bédier, Frédéric de Saint-Sernin, Roselyne Bachelot et Josselin de Rohan.

CELLULES OPÉRATIONNELLES

L'UDF est représentée par François Léotard (PR), François Bayrou (FD), Pierre-André Wiltzer (AD), Simone Veil (AD), René Monory (FD), Gilles de Robien (PR), Claude Gosselin (FD), José Rossi (PR), André Rossinot (Rad.), Hervé de Charette (PPDF), Jean-Claude Gaudin (PR), Alain Madelin (PR), Pierre Méhaignerie (FD) et Charles Millon (AD).

Tous n'étaient pas présents jeudi. M. Séguin était en voyage en

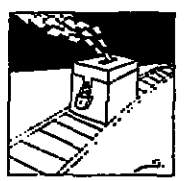
Tunisie. M. Monory et M. Balladur s'étaient excusés. Tous trois ont fait savoir qu'ils seront présents aux réunions suivantes, a précisé M. Juppé.

Chacune des cellules opérationnelles (déplacements, médias, argumentaire, matériels de campagne, etc.) est animée par un binôme composé d'un RPR et d'un UDF. Jean-François Copé et Anne-Marie Idrac sont ainsi chargés de mettre la dernière main au programme de la droite pour le début de la semaine prochaine. La cellule « créativité », chargée de travailler les messages, a été confiée à André Santini et à François Baroin.

J.-L. S.

Il est « sinistre », il « aboie » : combien d'audience à l'Audimat, combien de points dans les sondages ?

L'ANECDOTE est trop jolie : jeudi 24 avril, quelques journalistes erraient en voiture, dans les environs de Sarcelles, à la recherche perdue de la salle où devait se tenir le premier meeting de campagne de Lionel Jospin.



RÉCIT

miliciens RPR. Et c'était le bon ! Formidables militants. Leurs dirigeants devaient s'en souvenir. Car, de leur côté, on joue plutôt les Guignols, mais en vrai. Les originaux ont décidé de surpasser leurs marionnettes, histoire peut-être de leur emprunter un peu de leur popularité. La campagne législative qui a commencé n'est pas vraiment un modèle d'éducation civique à offrir aux enfants de la République.

François Hollande, porte-parole du Parti socialiste, dérape en affirmant qu'Alain Juppé « incarne presque physiquement l'impôt ». Martine Aubry défend Lionel Jospin en déclarant qu'il « n'aboie pas » comme Alain Juppé. A Marseille, jeudi soir, Jean-Claude Gaudin, éminent membre du gouvernement, compare les socialistes à des « multiracistes » et le député RPR Renaud Muselier, les qualifie de « professionnels de la déprime ». François Léotard juge,

pour sa part, Lionel Jospin « sinistre au double sens du terme », c'est-à-dire triste et à gauche, pour ceux qui n'auraient pas eu le temps d'ouvrir un dictionnaire. Dans la série des synonymes, on attend de M. Léotard qu'il varie les plaisirs chaque jour de cette campagne, avec funeste, mauvais, menaçant, effrayant, lugubre, malfaisant, dangereux par lui-même, triste, ennuyeux, ou glauque.

Et lorsque les grands dérapent, il n'y a pas de raison pour que les « petits » ne les imitent pas, et cherchent même à les surpasser. Jeudi 24 avril, le député dissous Yvon Jacob (RPR), ouvre sa campagne législative dans une commune rurale aux confins de l'Île-et-Vallée. Et qu'entendent les quatre cents habitants de Saint-Thual, qui auront à choisir entre M. Jacob et l'ancien ministre socialiste de la santé, maire de Rennes, Edmond Hervé ? Que ce dernier a « prouvé qu'il n'a pas la capacité de mener de front deux mandats », en évoquant, à l'appui de sa démonstration... le réquisitoire sur ce point très sévère du procureur général près la Cour de justice de la République, dans l'affaire du sang contaminé (Le Monde du 13 mars). Du coup - et ce n'est sans doute pas le moins grave des effets - les premières apostrophes de Jean-Marie Le Pen, pourtant créatif en la matière, apparaissent presque banales : la dissolution serait un « hold

up électoral », une « arnaque honnête », une « escroquerie ». Quant à Jacques Chirac, dans les propos de Bruno Mégret, il est devenu le « petit télégraphiste de Maasticht ».

Dominique Voynet, présidente des Verts, avait présidé mis en garde ses camarades de jeu, dès l'ouverture des hostilités, lundi 21 avril : « Cessons de nous parler comme des roquets ! » avait-elle lancé sur les plateaux de télévision après l'annonce télévisée de Jacques Chirac. Laurent Fabius, assis ce soir à côté d'elle, a sans doute peu apprécié ce rappel de son face-à-face télévisé cuisant avec Jacques Chirac en... 1985, à quelques mois des législatives.

« BEAUCOUP DE BÊTES »

En vieux routier, le sénateur Michel Rocard a lui aussi morigéné les combattants politiques : « Chaque fois qu'on sombre dans l'excès, non seulement on ne s'honore pas, mais on dégrade la qualité de la démocratie et les conditions dans lesquelles il faut gouverner après », a-t-il observé. Il a tenu à donner le bon exemple, en affirmant qu'Alain Juppé dit « beaucoup de bêtises » et en ajoutant aussitôt : « Cela m'étonne, parce que cela lui ressemble peu, et c'est inutile ».

Le premier ministre, justement, avait pourtant donné à ses troupes des consignes bien précises, lors du

conseil national du RPR, mercredi soir. « Il faut que cette campagne soit un peu joyeuse. C'est le mois de mai, il faut beau. Si nous sommes heureux de faire cette campagne, ce sera contagieux », avait-il affirmé. Lui-même, il a pris ses précautions pour assurer son bonheur local. Son directeur de campagne à Bordeaux répond en effet au doux nom de Philippe Joyeux.

On attend avec impatience que les experts en analyse d'opinion se penchent sur ces premiers échanges de noms d'oiseaux. Car, sachez-le, il n'est aujourd'hui pas une intervention publique importante, à gauche comme à droite, qui ne soit décryptée par un bataillon d'experts en sémantique et en communication. Ceux qui travaillent pour le PS affirment que le « nouvel élan » annoncé par Jacques Chirac passe très mal. Ceux qui sont sollicités par Matignon et l'Elysée indiquent au contraire qu'il passe très bien.

Tous les experts sont d'accord pour souligner que la prudence est recommandée à propos de l'Europe. La cellule qui travaille autour d'Alain Juppé a ainsi été mise en garde sur l'évocation de l'euro. On a beau le présenter sous son jour le plus favorable, l'euro n'a vraiment pas la cote auprès de l'opinion. On imagine donc qu'il va discrètement s'effacer peu à peu des argumentaires de la campagne RPR et UDF. « Archaisme » et « communisme »

font toujours recette auprès des électeurs de la majorité et sont très recommandés pour cogner sur la gauche.

Après moult études et des heures d'entretien avec des échantillons représentatifs de l'opinion, les experts de Matignon et de l'Elysée avaient également conseillé à la majorité d'insister sur la « grisaille » et la « tristesse » supposées de Lionel Jospin. Dont acte, dès les premières déclarations publiques d'Alain Juppé et de François Léotard.

DES QUESTIONS À POSER

Est-ce parce que le danger avait été perçu ? Toujours est-il qu'au PS, la question du choix de la « couleur » de la campagne, qui se retrouve sur les fonds d'affiche et les décors de réunions électorales, a fait l'objet d'une réflexion approfondie. Le bleu a été éliminé d'office, c'est la couleur de la droite. On a opté pour le vert, comme lors de la campagne présidentielle de 1995, mais en le choisissant « plus vif et plus chaleureux ». Le slogan a lui aussi été longuement travaillé. Devait-il être très « politique » ou plus « social, humain, affectif » ? La « France autrement », qui tenait la corde jusqu'à mercredi, a finalement été abandonnée au profit de « Changeons d'avenir » porté sur les fonds baptismaux, jeudi soir à Sarcelles, par Lionel Jospin. Dans l'entourage de Robert Hue, on se

demande en souriant si l'accusation de « capitalisme dur » martelée par le premier secrétaire du PS à l'égard de ses adversaires, n'est pas une réponse implicite à celle de « gauche molle » lancée par le dirigeant communiste le 1^{er} mars à Lille et qui avait tant irrité les socialistes.

A gauche toujours, on assiste au retour de Bernard Kouchner qui, décidément, a vite renoncé à ses velléités de « ressourcement » sur le continent africain. Dix jours, à peine, ont suffi. L'ancien ministre de la santé et candidat malheureux à Gardanne a repris du service au siège du Parti radical-socialiste et a même été désigné porte-parole de la campagne par le bureau national, chargé des relations avec le PS.

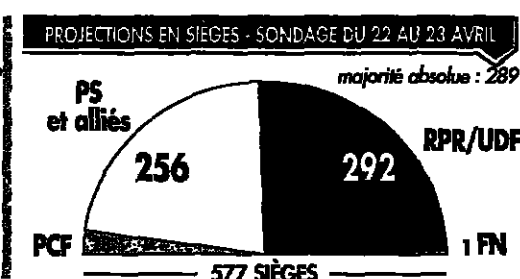
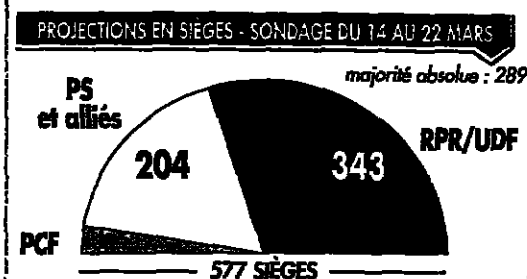
Et pendant que les état-majors affûtent leurs arguments, les conflits sociaux continuent. A Lille, où les salariés de Vivorde se sont fait maltraiter par les CRS ; à la SNCF, dont les contrôleurs du Sud-Ouest continuent leur mouvement de protestation ; à la TAT, où les pilotes s'inquiètent de leur sort ; chez les internes en médecine, dont un petit groupe a d'ailleurs interrompu le meeting de la droite à Marseille. Ils ont des questions à poser. Ils attendent, eux, que la campagne leur apporte des réponses.

Récit du service France avec nos correspondants

سكنات الاحول

La gauche progresse dans les intentions de vote

en %	TENDANCE ACTUELLE	INTENTION DE VOTE MOY	TAUX DE FERMÉTÉ DU CHOIX
1,7	EXTRÊME GAUCHE	entre 1 et 2	1,5
9,1	PCF	entre 9 et 11	10
20,1	PS-DIVERS GAUCHE	entre 27 et 31	29
11,7	ÉCOLOGISTES	entre 4,5 et 6,5	5
44,7	UDF-RPR-DIVERS DROITE	entre 36,5 et 40,5	39,5
12,7	FN	entre 13,5 et 16	15



Les résultats d'intentions de vote reflètent les incertitudes de l'électorat. Les hypothèses basses et hautes de la « tendance actuelle » prennent en compte les électeurs qui sont sûrs de leur choix pour ce parti et un pourcentage — variable selon le taux de fermeté du choix — des électeurs qui mentionnent ce parti en second choix possible.

LE SONDAGE DU JOUR

Les électeurs se montrent réservés et hésitants

LE SONDAGE D'IPSOS pour Le Point (daté 26 avril) a provoqué un moment de flottement, jeudi 24 avril dans l'après-midi, à la Bourse de Paris (lire page 18). Les boursiers n'apprécient guère l'incertitude politique. Or cette enquête fait apparaître l'éventualité que la majorité sortante et la gauche se retrouvent au coude à coude dans la future Assemblée nationale. Dans l'hypothèse moyenne, RPR et UDF ne disposeraient plus que de 292 sièges, soit 3 de plus que la majorité de 289 des 577 députés. Et ils seraient talonnés par le PS et ses alliés (256) et le PC (28), tandis que le Front national ne disposerait que d'un siège.

Au-delà de cette moyenne de sièges, la distinction entre les sièges « acquis », « probables » et « envisageables » est encore plus révélatrice du caractère incertain, à ce jour, du scrutin des 25 mai et 1^{er} juin. Si 130 sièges semblent « acquis » à l'actuelle majorité, 98 au PS et 22 au PC, si 70 sièges supplémentaires sont « probables » pour le RPR et l'UDF, 74 pour le PS et 4 pour le PCF, en revanche, de l'ordre de 180 sièges sont « envisageables » pour chacun des deux grands blocs électoraux, c'est-à-dire qu'ils correspondent à des circonscriptions où la situation est totalement ouverte, avec un écart de voix entre droite et gauche inférieur à 5 points. Dans 75 circonscriptions, l'écart de voix apparaît même inférieur à 2 points.

SITUATION MOUVANTE L'analyse des intentions de vote pour le premier tour du scrutin est également significative des hésitations de l'électorat. Certes, l'annonce de la dissolution a provoqué une première clarification. Le PS progresse, en effet, de 3 points d'intentions de vote (de 26 % à 29 %) par rapport à une enquête similaire d'Ipsos réalisée il y a un mois. Dans le même temps, les candidats écologistes perdent 3 points. Dès l'annonce du scrutin, le PS a donc vu revenir vers lui une partie d'électeurs de gauche incertains, réfugiés dans un vote écologiste. Cela permet à l'ensemble de la gauche (40,5 %) de devancer une majorité sortante quasi stable dans les intentions de vote (39,5 %, en baisse de 0,5 %).

Gérard Courtois

Les jeunes salariés ou étudiants d'un foyer parisien préfèrent les idées aux hommes

THIERRY est « étonné ». « C'est la première fois qu'il entend parler de dissolution », et il ne « sait pas très bien pourquoi Chirac le fait ». Les lois de l'hospitalité lui interdisent de fermer la porte au nez du visiteur, mais la conversation tourne vite court, comme avec la plupart de ses voisins de palier. Du premier au quatorzième étage, la tonalité est la même. Etudiants et jeunes travailleurs, les locataires de la résidence Daviel, dans le 13^e arrondissement de Paris, ne s'enflamment pas à l'évocation du scrutin.



VU PAR

« Le jeune », objet de moult attentions lors de la campagne chiraquienne de 1995, sujet d'envoies lyriques pendant deux ans (jusqu'à faire le thème d'une intervention télévisée du président), n'est guère disert. S'il parle politique, c'est parce qu'on le lui demande. « Je n'y connais pas grand-chose », avoue-t-il rapidement. Et puis, il faut faire vite : en période d'examen, chaque minute est comptée.

« Qu'on passe de gauche à droite ou de droite à gauche, j'ai toujours la même vie, le même salaire. » « Rien ne pourra changer les choses, tout le monde est dans l'impasse », estime aussi Magali, qui prépare le certificat d'aptitude au professorat des écoles. Son ami Franck, lui, ne dénie pas la politique, mais il s'y intéresse de moins en moins parce qu'« on se rend compte qu'on a de moins en moins de poids ». Certes, les « idées de gauche » lui plaisent, mais pas les « hommes de gauche ».

« AUCUN CANDIDAT ACCEPTABLE » « Le jeune » est seul. S'il se situe « plutôt à gauche » ou « plutôt à droite », il ne trouve pas d'hommes politiques qui incarnent ce qu'il met, lui, dans ces mots. A l'élection présidentielle de 1995, Rémi, vingt ans, étudiant en « spé », a voté blanc aux deux tours parce qu'« aucun candidat ne [lui] semblait acceptable ». Pour Sandy, vingt-quatre ans, étudiante en DEA de sciences économiques, « on ne peut pas dire que les jeunes ne s'intéressent pas à la politique ; le problème, c'est qu'ils n'ont personne pour les représenter ».

« passage à l'euro ». Comme en 1995, ils voteront tous deux à droite, mais par défaut : ils ne « supportent pas » Lionel Jospin — « quand on le voit en "Oui-oui" aux "Guignols", c'est à peine exagéré », dit Céline. Samuel, en outre, avait voté « Chirac, mais pas pour Chirac, pour Juppé ». Et il n'est pas déçu : « Ils ont eu pas mal d'initiatives par rapport aux années de passivité qu'on a connues avant. » « Le jeune » n'est pas en règle. Voterait-il ? « Oui », répond-il le plus fréquemment. A-t-il une carte électorale ? « Non », répondent les dix-huit-vingt ans, qui n'ont pas participé aux scrutins de 1995 et ne se sont pas inscrits avant le 31 décembre 1996, puisqu'aucune élection n'était prévue cette année. Ils vont immédiatement s'inscrire, jurent-ils. Inutile de courir, les prévient-on : seuls ceux qui ont eu dix-huit ans après le 31 décembre peuvent le faire. L'information glisse, sans provoquer d'émotion apparente chez ceux qui ne figurent pas sur les listes.

Marie-Pierre Subtil

La température peut bien monter : il fait toujours 20°C.

Nouvelle Mercedes Classe E climatisée.

Le week-end du 26 avril, vous découvrirez les nouvelles Classe E chez votre concessionnaire Mercedes. Vous goûterez au confort de leur finalisation qui, comme le double Airbag et les Airbags latéraux Mercedes, l'ABS et le freinage assisté d'urgence, équipe désormais en série toutes les nouvelles Mercedes Classe E.

Mercedes-Benz

Les acteurs sociaux ne se retrouvent pas dans la campagne des partis de gauche

Les animateurs des mouvements des deux dernières années observent la joute de l'extérieur

La gauche associative et syndicale, qui a occupé le devant de la scène à l'occasion des grèves de décembre 1995, du mouvement de contestation

de la loi Debré ou des manifestations anti-Front national, reste à l'écart de la campagne législative. Jalouses de leur indépendance, ces organisa-

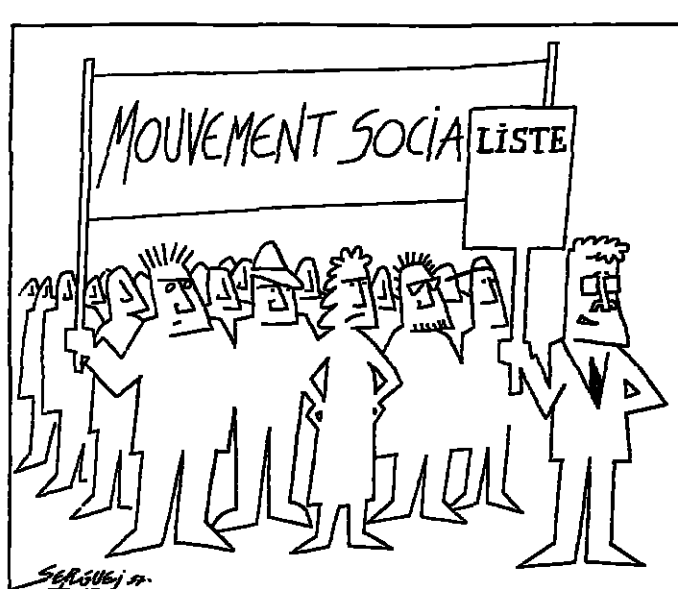
tions ne donneront pas de consignes de vote formelles et adoptent une attitude de « vigilance » dans l'hypothèse d'une victoire de l'opposition.

A GAUCHE, on ne pensait plus que « manifs », nouveaux militants et « mouvement social ». Le temps d'une dissolution, et voilà qu'on repart sondages, candidats, circonscriptions. Alors que la grande manifestation anti-Front national du 29 mars à Strasbourg, est encore dans toutes les mémoires, que décembre 1995 demeure la référence pour une partie des forces politiques, syndicales et associatives, les électeurs sont invités à élire une nouvelle Assemblée, et aucun des nouveaux acteurs remarqués à la faveur de l'agitation sociale ne se présentera, le 25 mai, aux suffrages.

Les promesses, pourtant, étaient grandes. Le PS et le PCF voulaient ieter des passerelles vers ces mouvements. Le socialiste Jean-Christophe Cambadélis utilisait ses Assises de la transformation sociale. Les forums du Parti communiste, lancés en janvier 1996, voulaient favoriser l'« intervention citoyenne ». La campagne brusquée oblige à mettre ces projets entre parenthèses.

Le PCF organise en grande hâte des « rencontres citoyennes », qu'il prête aux traditionnels meetings de campagne, mais c'est peut-être aussi parce que les débats avec « les gens », forcément intimes, permettent de choisir de plus petites salles...

Certains essaient, malgré tout, d'approcher la nouvelle gauche syndicale et associative ou ses présumés parrains intellectuels. Président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius a envoyé une lettre de soutien au syndicat SUD-Rail. Le MDC a contacté le politologue Sami Nair et le cinéaste Claude Lanzmann dans l'espoir de le voir figurer sur ses listes. Jacques Isabete (PCF, refondateur) de Pantin (Seine-Saint-Denis), a tenté d'offrir une place de suppléant au



philosophe Henri Maler, animateur des États généraux du mouvement social. Dans les meetings, d'autres voudront sans doute s'assurer la participation, qui d'un interne, qui d'un jeune réalisateur, qui d'un syndicaliste ou d'un porte-parole des « sans » ; mais, de part et d'autre, la méfiance est grande.

Plus radicaux que dans les années 80, les récents « mouvements sociaux » sont aussi plus indépendants et atomisés. La protestation contre la loi Debré a été lancée par des pétitionnaires hantés par la crainte de la « récupération ». De même pour les organisations syndicales et associatives qui ont émergé à l'occasion des manifestations et des grèves de décembre 1995 contre la réforme de la Sécurité sociale, du soutien aux sans-papiers de Saint-Bernard ou de la défense des chômeurs : SUD ou CFDT en lutte, Droit au logement (DAL), Agir ensemble

contre le chômage (AC!), etc. Leurs animateurs, eux-mêmes militants de gauche ou d'extrême gauche, y regardent à deux fois avant d'entraîner leurs adhérents sur le terrain de l'engagement électoral.

« CLINS D'OEIL »

« C'est comme dans une croisière où l'on se parle d'un bateau à l'autre. On s'entend si le vent souffle dans le bon sens, mais cela reste deux mondes différents. Nous, nous inscrivons notre démarche hors du champ institutionnel et parlementaire, explique Henri Cellé, responsable de SUD-Rail. Hors, mais pas contre. » « La période nous conduit à refuser, si nous en avions l'ambition, de prendre part, confirme Bernard Thibault, secrétaire général de la fédération CGT des cheminots, à qui le Parti communiste n'a pas demandé un soutien particulier pour la campagne en cours, mais il ne s'agit pas pour autant de

rester indifférents. Nous faisons en sorte que la campagne politique intègre les revendications sociales. » Aujourd'hui, on reste dehors, pour jouer avant tout un rôle d'aiguillon ou de groupe de pression.

D'où l'attention portée aux premiers discours de la campagne qui s'engage. Le PS l'a compris, il glisse des « clins d'oeil », explique M. Cambadélis : ainsi en est-il de l'engagement pris par Lionel Jospin de revenir sur la privatisation de France Télécom. En revanche, le « réalisme » sur les « problèmes de société », invoqué par le secrétaire national du PS, le 20 avril, à « 7 sur 7 », a fait frémir ceux qui militent pour le droit de vote des immigrés aux élections locales et l'abrogation des lois Pasqua.

« L'autonomie du mouvement social par rapport au politique ne tient pas seulement au calendrier. Elle tient aussi au fond, commente Michel Deschamps, secrétaire général de la FSU. La campagne, écourtée, ne sera pas l'occasion d'une réconciliation. » La précipitation des échéances a pris de court ceux qui rêvaient d'une recomposition de la gauche politique.

D'autres songent déjà à l'après-élections en cas de victoire de l'opposition. « Si la gauche souhaite faire vivre ses idées, il faut qu'elle s'appuie sur une dynamique populaire qui aille au-delà de la simple action de vote », écrivait le socialiste Jean Poperen, dans un appel rédigé il y a six mois, tout en prenant des contacts pour organiser... un remake de juin 1936.

« Si la gauche emporte les élections, estime Claire Villiers de la CFDT-ANPE, il n'y aura pas de pause, au contraire ! » Si la droite gagne, encore moins, répond, philosophe, M. Cambadélis.

Ariane Chemin et Caroline Monnot

L'image de Jean Tiberi pèse sur l'avenir de la majorité à Paris

Tensions entre candidats RPR et UDF

CHACUN POUR SOI... et sauve qui peut ! A Paris, la campagne des candidats investis par le RPR et l'UDF a commencé dans la matinée de jeudi par une réunion à l'Hôtel de Ville, à l'initiative de Jean Tiberi, maire de Paris. Presque tous les candidats s'y sont montrés, à l'exception d'Edouard Balladur et Jean de Gaulle pour le RPR, de Claude Gaspard, Didier Bariani et Gilbert Gantier pour l'UDF. Les nouveaux venus sur la scène, tels Pierre Lellouche, Patrick Stefani et Corinne Lepage ont écouté les conseils des élus parisiens les plus chevronnés, comme Bernard Pons et Jacques Toubon. S'il s'agissait d'une simple réunion technique, selon le cabinet de M. Tiberi, le fond de la campagne a été évoqué, sur le thème des « pièges tendus par les socialistes » sur le thème de la « vertu ». Le concert de protestations des socialistes parisiens sur les fichiers électoraux du 5^e arrondissement, fief de M. Tiberi, où Le Canard enchaîné affirme avoir trouvé « trois à quatre mille électeurs » inscrits irrégulièrement (Le Monde du 24 avril), a donné le ton de la campagne parisienne, que la gauche avait déjà l'intention de placer sous le signe des affaires.

« Je n'ai jamais connu un tel climat électoral », confiait François de Nafieu (RPR) à la sortie de cette réunion, pressée de rejoindre « le terrain ». Plutôt que de faire bloc contre les socialistes, dont les attaques sont coordonnées, les candidats RPR et UDF vont miser sur leur équation personnelle pour tenter de s'imposer dans les circonscriptions les plus difficiles, en se démarquant le plus possible de la mairie et de M. Tiberi lui-même. Celui-ci, dont la présence n'est pas souhaitée auprès d'eux par plusieurs candidats, se tient à la disposition de ceux qui le solliciteraient. Corinne Lepage, dont la candidature dans le 12^e arrondissement a été très soutenue par M. Tiberi, pourrait être de ceux-là.

L'enquête Ipsos-Le Point, rendue publique le 24 avril sur le rapport des forces politiques au mois d'avril à Paris (réalisée du 16 au 19 avril auprès de 804 personnes inscrites sur les listes électorales parisiennes), crédite la droite de 38,5 % à 48 % des intentions de vote, le PS bénéficiant de 24,5 % à 32 % de voix potentielles. En 1993, la droite avait obtenu 48,9 % des voix, le PS 19,7 %. Cette progression du PS se traduit par des résultats très ouverts, en nombre de sièges : si la droite est assurée de conserver huit des vingt et une circonscriptions, sept sont très ouvertes et quatre semblent pouvoir revenir à la gauche, qui en détient actuellement deux considérées comme non menacées.

Interrogés sur l'image personnelle de M. Tiberi, 58 % des Parisiens en ont une mauvaise opinion, contre 28 % d'opinions positives. En tant que maire, le résultat est à peine meilleur (50 % défavorables, 34 % favorables). Enfin, 49 % (35 % d'opinions contraires) estiment qu'il devrait démissionner à la suite de sa mise en examen dans l'affaire du conseil général de l'Essonne.

L'UDF avait déjà pris ses distances en refusant de partager une permanence électorale avec le RPR, jeudi après-midi, ses représentants ont dû constater que la majorité des candidats RPR susceptibles de prendre des suppléants UDF s'étaient ravisés au profit de suppléants RPR. Philippe Dominati, fils du patron de l'UDF parisienne, évincé par Pierre Lellouche (RPR), menace de se rallier au député sortant Gabriel Kaspereit (RPR-diss.). Jean-François Legaret (RPR), pourtant adjoint de confiance de M. Tiberi, a refusé de coordonner la campagne de la majorité parisienne, et d'être le suppléant de Laurent Dominati (UDF), député sortant du centre de Paris.

Pascal Sauvage

La modification du calendrier électoral embarrasse les syndicats

AU TERME de la réunion de son conseil national, du mardi 22 au jeudi 24 avril, la CFDT a affirmé que la décision de provoquer des élections législatives anticipées « ne change pas la nature des problèmes posés à la société française ». Dans sa résolution, adoptée par 83 % des suffrages, la CFDT rappelle ses priorités revendicatives que sont la réduction du temps de travail et l'Europe. Elle a refusé, cependant, deux amendements venant de son opposition de gauche. Le premier visait à demander « une loi-cadre vers les 32 heures », alors que dans le texte de la résolution, les trente-deux heures sont « un objectif » pour la création d'emplois. Le second amendement demandait « une nouvelle logique de construction européenne ». La centrale, en revanche, réaffirme son soutien « à la mise en place de l'euro ». « La monnaie unique n'a pas les vertus magiques que certains voudraient lui prêter, elle n'est pas davantage le poison empoisonné

que d'autres décrivent », est-il précisé.

Bousculées par le calendrier qui place les élections législatives anticipées le 25 mai et le 1^{er} juin, c'est-à-dire avant les élections prud'homales de décembre, les confédérations syndicales, qui avaient refusé toute « pause syndicale », au lendemain de l'annonce de la dissolution (Le Monde du 23 avril), apparaissent très embarrassées.

Chacune de son côté, la CFDT et Force ouvrière ont annoncé, jeudi 24 avril, qu'elles annuleraient la journée d'action européenne pour l'emploi et contre le chômage, prévue le 28 mai par la Confédération européenne des syndicats (CES). Elles ont renoncé à cette initiative « pour garder à la manifestation son caractère initial », d'après la CFDT, « afin d'éviter tout risque d'interprétation, voire de récupération politique », selon FO.

La CGT, qui s'était associée à cette journée, se voit privée d'un moyen de défiler aux côtés de la

CFDT et de FO et de lever un des obstacles qui bloquent son adhésion à la CES. Certains dirigeants syndicaux craignent que ce rassemblement, situé entre les deux tours des législatives, ne se transforme en tribune pour les anti-maîtrichiens. Une délégation de FO, de la CFDT et de la CFTC, demandera à être reçue par le Président de la République, le 28 mai, tandis que la CFDT a décidé de reporter sa manifestation au 10 juin. Alors que les manifestations programmées le 1^{er} mai présentent un caractère unitaire en province et à Paris - où, pour la première fois depuis 1983, un cortège réunira huit organisations syndicales -, Nicole Notat et Marc Blondel seront absents de la capitale à cette date. Le secrétaire générale de la CFDT sera à Nantes et dans les Pays de la Loire ; Marc Blondel, lui, défilera à Bordeaux.

Alain Beuve-Méry

M. Kaspereit recoiffe le képi du Général

« CES DERNIERS JOURS, il s'est passé quelque chose d'incroyable : la règle de l'âge n'est plus appliquée. » Ainsi Gabriel Kaspereit, soixante-dix-sept ans, traduit-il

PORTRAIT
Ce gaulliste historique se présente dans la capitale contre le candidat du RPR

la décision du RPR de ne pas présenter de candidats contre Jean-Paul de Rocca-Serra (quatre-vingt-cinq ans), Georges Gorsse (quatre-vingt-deux ans), Jacques Baunel (soixante-dix-neuf ans), Robert Galley (soixante-seize ans), ni Pierre Pasquini (soixante-seize ans). Ces cinq députés sortants étaient atteints, comme lui, par cette limite d'âge (soixante-quinze ans) qu'avait imposée, en novembre, le conseil national du RPR, soucieux de « moderniser la vie politique ».

Une « combine assez honnête », se souvient le maire du 9^e arrondissement, qui n'a toujours pas avalé qu'« on rejette ainsi des gens qui ont servi la France et qui sont toujours capables de le faire ». M. Kaspereit avait fait connaître son sentiment lors du pèlerinage traditionnel des gaullistes à Colombey, en novembre. Reçu à Matignon - « dans une ambiance de politesse exquise et de froideur réfrégérante » - avec quelques autres « compagnons » de la première heure, il s'était entendu confirmer par Alain Juppé qu'il n'aurait pas l'investiture officielle et qu'ils trouveraient un candidat RPR face à lui.

A cette « période agitée » succède « l'état d'immersion », qui se traduit par un long silence-radio. Les coups de téléphone se multiplient à la mairie du 9^e pour tenter l'improbable : faire plier un ancien de la 2^e DB, gaulliste « historique », fidèle parmi les fidèles. Les négociations vont bon train.

Une mission en Lituanie, notamment, est proposée à ce passionné des pays baltes, afin qu'il cède la place à un « poids lourd » du RPR : Pierre Lellouche sera finalement investi.

M. Kaspereit assure avoir pris rapidement une première décision : celle de ne pas soutenir M. Lellouche, cet « homme qui fait beaucoup de bruit et qui est instable ». Entré au Palais-Bourbon en juin 1961, à la faveur d'une élection partielle, constamment réélu depuis cette date, M. Kaspereit a toujours représenté le 9^e arrondissement, dont il est maire depuis 1983. Quant à « faire du bruit », médiatiquement s'entend, ce n'est manifestement pas le genre de la maison - en dépit d'un caractère que certains qualifient d'exécrable.

VOCIÉFÉRATEUR D'HÉMICYCLE
A la mairie du 9^e, les huissiers se rajustent longuement avant de frapper à la porte de son bureau. Droit comme un « i », sec et rigide, M. Kaspereit semble avoir peine à se contenir lorsqu'il convient de ne pas trop s'empor- ter. Incontrôlable vociférateur d'hémicycle quand la gauche était au pouvoir, l'ancien officier d'active a un sens très aigu de la hiérarchie. Au point de se faire appeler « monsieur le ministre » par sa secrétaire, vingt-cinq ans après avoir quitté un poste de secrétaire d'Etat dans le gouvernement Chaban-Delmas.

La dissolution a mis un terme aux tractations. « On m'a promis des choses qui n'étaient pas claires », explique M. Kaspereit, qui dit avoir pris la décision de se représenter à la veille de l'intervention télévisée du président de la République. L'application à géométrie variable de la règle de l'âge par le RPR lui a fourni un argument en or. En 1961, « le képi du général sur la tête », M. Kaspereit est reparti en campagne.

Jean-Baptiste de Montvalon

Un ancien dirigeant de l'OAS parmi les candidats du FN

EN PRÉSENTANT, jeudi 24 avril, la liste des candidats de son parti, Jean-Marie Le Pen, qui était entouré du secrétaire général du FN, Bruno Gollnisch - candidat dans la 13^e circonscription du Rhône - et du délégué général, Bruno Mégret - postulant au siège de la 12^e circonscription des Bouches-du-Rhône - a déclaré que le Front national se donne pour objectif de former un groupe parlementaire dans la future Assemblée, c'est-à-dire d'avoir 20 élus. Si les sondages, qui ne prévoient qu'un seul élu pour l'extrême droite, rendent l'objectif utopique, ils laissent en revanche penser que le deuxième que s'est fixé M. Le Pen - être présent au second tour dans 300 circonscriptions - est du domaine du possible.

Le président du FN a indiqué clairement qu'il avait donné « la consigne de maintien » à tous les candidats qui dépasseraient la barre de 12,5 % des électeurs inscrits, au premier tour. « Il n'y aura pas d'exception », a-t-il ajouté. Cette liste comprend, en très grande majorité, des personnes de plus de quarante et un ans. Il y a

68 femmes contre 499 hommes, mais on y relève la présence de Marie-Caroline Le Pen, qui, après avoir tenté sa chance à Neuilly (Hauts-de-Seine), est, cette fois, candidate à Mantes-la-Jolie (Yvelines). Elle ne sera pas seule pour faire sa campagne ; son père, Jean-Marie Le Pen, a promis de venir lui donner un coup de main « si elle le demande ».

CHEMISE KAKI ET CROIX CELTIQUE

Tandis que le parti d'extrême droite clame son respect de la République et de la démocratie, il ouvre la porte à des candidats dont le respect de ces principes est loin d'être assuré. C'est ainsi que l'on découvre sur la liste des candidats, les noms de Thierry Maillard (4^e circonscription du Puy-de-Dôme) et de Liliane Boury (3^e circonscription du Rhône), membres de l'Œuvre française. Clairement fasciste et antidémocratique, cette organisation est présidée par Pierre Sidos, lequel se dit « ni plus ni moins » antisémite que Saint-Louis, roi qui imposa un signe distinctif aux juifs.

Thierry Maillard, trente-quatre ans, est entré en 1982 à l'Œuvre ; il

a été membre du conseil national et délégué dans différentes régions, à Lyon, Reims et Bordeaux. Il était, il y a quelques mois encore, membre du comité de rédaction de Jeune Nation et chargé des relations avec la presse. Thierry Maillard explique que son rapprochement avec le FN date du durcissement, en 1996, du discours de Jean-Marie Le Pen, de ses affirmations sur « l'ingérence des races » et de ses déclarations au mensuel La Une (novembre 1996). Évoquant un changement du mode de scrutin, M. Le Pen y affirmait que « si c'est pour avoir la proportionnelle qui nous donne soixante députés et qui nous permettrait d'avoir cinq ministres, c'est totalement inutile. Ce serait même que c'est nuisible. Ce seraient les seuls espoirs qui restent aux Français ». Thierry Maillard continue de fréquenter l'Œuvre française.

Parmi les nouvelles recrues, il faut également noter la présence dans la quatrième circonscription des Bouches-du-Rhône d'un dirigeant célèbre de l'OAS, Jean-Jacques Susini. Cet ami personnel de Jean-Marie Le Pen fut un partisan farouche de l'Algérie fran-

çaise ; il prit part à la Semaine des barricades à Alger en janvier 1960 et soutint les généraux putchistes en avril 1961. Responsable de l'action psychologique et de la propagande de l'OAS-Algérie (organisation qui a multiplié les assassinats et les attentats outre-Méditerranée comme en métropole), M. Susini, que la chemise kaki et la croix celtique ne rebutaient pas à l'époque où il faisait partie du Front national français de Joseph Ortiz, a été deux fois condamné à mort puis amnistié. On a repéré de lui en 1970 lors de hold-up perpétrés sur la Côte d'Azur par des personnages se réclamant de l'OAS et, la même année, lors de l'enlèvement du colonel Raymond Gori, qui fut l'un des trésoriers de l'OAS. Il a même été plusieurs fois arrêté avant d'être dans le premier cas acquitté et le second amnistié, alors qu'il était cité à comparaître aux assises. Jean-Jacques Susini a aujourd'hui soixante-trois ans et dirige une société d'études et de gestion en sécurité dans le 17^e arrondissement de Paris.

Christiane Chombeau

150

Les candidats investis en métropole par les deux formations de la majorité

Le RPR et l'UDF présentent pour l'essentiel leurs députés sortants

Le RPR et l'UDF ont achevé, tard dans la soirée du jeudi 24 avril, la mise au point de la liste de leurs candidats communs dans les circon-

scriptions de métropole. Moins de dix cas restant à régler. Comme nous l'avions fait pour le Parti socialiste (Le Monde du 12 février), nous publions

cette liste en faisant figurer en italique le nom de ceux qui n'avaient pas été élus en 1993 ou lors de partielles.

■ AIN : 1^{er} (Bourg-en-Bresse) Jacques Boyon, RPR, (a. m.), 2^e (Oyonnax) Lucien Guichon, RPR, 3^e (Femey-Volp) Charles Milon, UDF-AD, (a. m.), 4^e (Trévins) Michel Volin, UDF-AD, (a. m.), 5^e (Lyon) Jean-Claude Lazzari, RPR, 6^e (Saint-Quentin) Charles Baur, UDF-PR, 7^e (Péron) Dominique Mays, UDF-PR, 8^e (Soleman) Emmanuel Souquière, UDF-PR, 9^e (Château-Thierry) Renaud Dutheil, UDF-PR, 10^e (Allier) 1^{er} (Moulins) Pierre-André Pénisson, RPR, (a. m.), 2^e (Montluçon) Jean Gravier, UDF-PPF, 3^e (Cantal) Saint-Paul, Renaud Coulon, UDF-PR, 4^e (Vichy) Claude Mallou, UDF-PR, (a. m.).

■ ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE : 1^{er} (Digne) Francis Galid, UDF-AD, 2^e (Manosque) Pierre Delmas, RPR.

■ HAUTES-ALPES : 1^{er} (Gap) Henriette Martine, RPR, 2^e (Briançon) Pascal Ober, RPR.

■ ALPES-MARITIMES : 1^{er} (Nice 1, 2, 3, 12) Charles Elmann, UDF-PR, (a. m.), 2^e (Nice 4, 5, 6, 7) Jacques Payot, RPR, 3^e (Nice 8, 9, 10, 11) Roger Salles, UDF-PR, 4^e (Menton) Jean-Claude Guibet, RPR, 5^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 6^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 7^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 8^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 9^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 10^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 11^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 12^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 13^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 14^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 15^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 16^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 17^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 18^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 19^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 20^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 21^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 22^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 23^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 24^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 25^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 26^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 27^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 28^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 29^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 30^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 31^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 32^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 33^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 34^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 35^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 36^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 37^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 38^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 39^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 40^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 41^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 42^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 43^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 44^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 45^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 46^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 47^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 48^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 49^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 50^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 51^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 52^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 53^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 54^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 55^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 56^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 57^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 58^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 59^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 60^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 61^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 62^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 63^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 64^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 65^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 66^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 67^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 68^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 69^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 70^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 71^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 72^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 73^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 74^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 75^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 76^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 77^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 78^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 79^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 80^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 81^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 82^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 83^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 84^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 85^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 86^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 87^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 88^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 89^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 90^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 91^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 92^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 93^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 94^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 95^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 96^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 97^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 98^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 99^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 100^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR.

■ ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE : 1^{er} (Digne) Francis Galid, UDF-AD, 2^e (Manosque) Pierre Delmas, RPR.

■ HAUTES-ALPES : 1^{er} (Gap) Henriette Martine, RPR, 2^e (Briançon) Pascal Ober, RPR.

■ ALPES-MARITIMES : 1^{er} (Nice 1, 2, 3, 12) Charles Elmann, UDF-PR, (a. m.), 2^e (Nice 4, 5, 6, 7) Jacques Payot, RPR, 3^e (Nice 8, 9, 10, 11) Roger Salles, UDF-PR, 4^e (Menton) Jean-Claude Guibet, RPR, 5^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 6^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 7^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 8^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 9^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 10^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 11^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 12^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 13^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 14^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 15^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 16^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 17^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 18^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 19^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 20^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 21^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 22^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 23^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 24^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 25^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 26^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 27^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 28^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 29^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 30^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 31^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 32^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 33^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 34^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 35^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 36^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 37^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 38^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 39^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 40^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 41^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 42^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 43^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 44^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 45^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 46^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 47^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 48^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 49^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 50^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 51^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 52^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 53^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 54^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 55^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 56^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 57^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 58^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 59^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 60^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 61^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 62^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 63^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 64^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 65^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 66^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 67^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 68^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 69^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 70^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 71^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 72^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 73^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 74^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 75^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 76^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 77^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 78^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 79^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 80^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 81^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 82^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 83^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 84^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 85^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 86^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 87^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 88^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 89^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 90^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 91^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 92^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 93^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 94^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 95^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 96^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 97^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 98^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 99^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 100^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR.

■ ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE : 1^{er} (Digne) Francis Galid, UDF-AD, 2^e (Manosque) Pierre Delmas, RPR.

■ HAUTES-ALPES : 1^{er} (Gap) Henriette Martine, RPR, 2^e (Briançon) Pascal Ober, RPR.

■ ALPES-MARITIMES : 1^{er} (Nice 1, 2, 3, 12) Charles Elmann, UDF-PR, (a. m.), 2^e (Nice 4, 5, 6, 7) Jacques Payot, RPR, 3^e (Nice 8, 9, 10, 11) Roger Salles, UDF-PR, 4^e (Menton) Jean-Claude Guibet, RPR, 5^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 6^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 7^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 8^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 9^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 10^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 11^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 12^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 13^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 14^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 15^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 16^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 17^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 18^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 19^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 20^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 21^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 22^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 23^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 24^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 25^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 26^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 27^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 28^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 29^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 30^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 31^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 32^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 33^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 34^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 35^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 36^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 37^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 38^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 39^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 40^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 41^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 42^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 43^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 44^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 45^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 46^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 47^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 48^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 49^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 50^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 51^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 52^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 53^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 54^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 55^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 56^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 57^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 58^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 59^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 60^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 61^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 62^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 63^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 64^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 65^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 66^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 67^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 68^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 69^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 70^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 71^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 72^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 73^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 74^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 75^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 76^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 77^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 78^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 79^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 80^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 81^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 82^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 83^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 84^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 85^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 86^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 87^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 88^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 89^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 90^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 91^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 92^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 93^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 94^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 95^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 96^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 97^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 98^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 99^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR, 100^e (Cannes) Jean-Claude Guibet, RPR.

François Léotard suspend Georges Mesmin de l'UDF

LE PRÉSIDENT DE L'UDF, François Léotard, a suspendu, jeudi 24 avril, Georges Mesmin pour dissidence, après sa décision de se maintenir contre Claude Goasguen, candidat officiel de la majorité dans la 14^e circonscription de Paris (XVI^e arrondissement-Sud). Cette mesure, « qui s'applique immédiatement, (...) interdit à M. Mesmin de se prévaloir d'une quelconque manière de l'appartenance à l'UDF, et donc d'utiliser le sigle UDF », précise M. Léotard. Le président de l'UDF avait indiqué, mercredi, qu'il serait « impitoyable » avec les candidats dissidents, précisant qu'ils seraient suspendus « dans le quart d'heure ». M. Mesmin est député sortant. Il a choisi comme suppléant Alain Dumait, ancien maire du 2^e arrondissement, avec lequel il siège comme indépendant au Conseil de Paris depuis les municipales de 1995.

DÉPÊCHES

■ TOURS : Renaud Donnedieu de Vabres (UDF-PR), candidat officiellement investi par la droite dans la circonscription de Tours où Jean Royer (RL), député depuis 1958, ne se représente pas, devrait se voir opposé à Michèle Beuzelin (RPR), qui doit confirmer sa candidature. M. Donnedieu de Vabres est directeur adjoint de campagne de la majorité.

■ RHÔNE : Patrice Hermin (UDF-FD) sera le candidat de la majorité dans la 6^e circonscription du Rhône (Villeurbanne). L'investiture du fils de l'ancien ministre socialiste Charles Hermin s'est faite au détriment d'André Vianès. Cet ancien socialiste, proche de Jacques Delors, avait rejoint le Mouvement des réformateurs.

■ ILLE-ET-VILAINE : Yves Fréville, député (UDF-FD) sortant de la 3^e circonscription d'Ille-et-Vilaine, ne se représente pas. Gérard Pourchet, vice-président du conseil régional et secrétaire départemental de Force démocrate, est le candidat de la majorité.

■ MORBIHAN : Pierre Favet, 71 ans, maire (UDF) de Vannes, suppléant du député sortant Raymond Marcellin (UDF-PR) qui renonce à se représenter dans la 1^{re} circonscription du Morbihan, est candidat alors que la droite a investi François Goulard (UDF-PR). M. Goulard bénéficie du soutien de M. Marcellin.

■ ACCORD PC-PS : les délégations du PS et du PCF qui se rencontreront, mardi 29 avril, à Paris, comptent chacune dix personnes. La délégation socialiste, qui « reflète les diverses sensibilités du PS », sera composée, outre de Lionel Jospin, de Laurent Fabius, Claude Estier, Daniel Vaillant, Elizabeth Guigou, Jean-Christophe Cambadès, Pierre Moscovici, Alain Bergougnoux, Alain Claeys, François Hollande et Jean-Luc Mélenchon.

■ COMMUNISTES : le porte-parole des communistes refondateurs, Guy Hermier, a indiqué, jeudi 24 avril, que « la France a besoin d'un gouvernement qui soit celui de toute la gauche ». Selon lui, le PCF et le PS doivent « énoncer des objectifs en rupture avec ceux qui sont obstinément poursuivis depuis quinze ans » et « montrer qu'ils entendent gouverner autrement, en se nourrissant (...) du mouvement social actuel ».

■ ARCEUIL : le Parti communiste présentera un candidat face à Daniel Breuille, dauphin de Marcel Trignon (ex-communiste), qui a donné sa démission, le 22 avril, après trente-trois ans de mandat. Le conseil municipal choisira, le 3 mai, entre Max Staat (PCF), conseiller municipal et secrétaire fédéral à la communication, et M. Breuille, premier adjoint, membre de la Convention pour une alternative progressiste (CAP).

■ CABROL : le professeur Christian Cabrol (RPR) a annoncé, jeudi 24 avril, qu'il se présenterait, sans investiture, dans la 5^e circonscription de l'Aisne (Château-Thierry), contre le sortant Renaud Dutheil (UDF-PR), investi par le RPR et l'UDF. Conseiller de Paris et député européen, M. Cabrol a été battu aux législatives de 1993 par le sortant socialiste, Jean-Pierre Balligand, dans la 3^e circonscription de l'Aisne (Vervins).

■ AURILLAC : Martine Aurillac, maire (RPR) du 7^e arrondissement de Paris et députée sortant de la 3^e circonscription de la capitale, aura comme suppléant le maire (RPR) du 6^e, Jean-Pierre Lecoq.

■ FONCTIONS : deux arrêtés du mardi 22 avril, signés Jacques Chirac, que publie le *Journal officiel* du 25, mettent fin aux fonctions d'Elisabeth Hubert et de François Baroin comme chargés de mission auprès du président de la République. Un troisième arrêté porte nomination d'Alain Devaquet à la même fonction. M. Hubert et M. Baroin sont candidats aux élections législatives. M. Devaquet était officiellement conseiller à l'Elysée.

■ INFLATION : les prix à la consommation ont progressé de 0,1 % en mars, selon les résultats définitifs publiés, vendredi 25 avril, par l'Insee. Sur un an, la hausse des prix n'est donc plus que de 1,1 %, ce qui constitue le taux d'évolution le plus faible enregistré depuis 40 ans.

■ CONJONCTURE : la production manufacturière (production industrielle hors énergie et agroalimentaire) a progressé de 3,7 % en France en février par rapport à janvier, après une baisse de 1,1 % en janvier, selon l'indice corrigé des variations saisonnières de l'Insee publié jeudi 24 avril. Ce redressement est lié notamment à la hausse de la production dans le secteur automobile (+5,1 %), qui a beaucoup exporté et rompt avec cinq mois de baisse. Sur un an, la production manufacturière progresse de 2,2 %.

■ ENFANTS : la réunion du Parlement des enfants, prévue le 31 mai dans l'hémicycle du Palais-Bourbon, a été reportée au samedi 21 juin en raison des élections législatives anticipées.

Guides de voyage

LET'S GO

L'Amérique comme vous ne l'avez jamais vue !

Créés en 1960, les guides LET'S GO sont aujourd'hui la référence pour plus d'un million de voyageurs dans le monde. Écrits et actualisés par près de 200 enquêteurs, ils recensent des milliers d'adresses originales, fiables et bon marché, pour voyager intelligemment et sans se ruiner. Les 4 titres sur les États-Unis vous font découvrir le meilleur de l'Amérique aux meilleurs prix.

4 titres sur les États-Unis

États-Unis côte ouest, 88 p. • États-Unis côte est, 88 p. • New York, 79 p. • Californie, 88 p.

DAKOTA ÉDITIONS

En vente en librairie

Informations au 01 48 42 08 09

JUSTICE Le tribunal correctionnel de Marseille a condamné, jeudi 24 avril, deux des profanateurs du cimetière juif de Carpentras, Olivier Fimbry et Patrick Laonegro, à la

peine maximale, deux ans de prison ferme. Yannick Garnier et Bertrand Nouveau, qui, selon le tribunal, semblent avoir « admis et intégré le caractère odieux de leurs actes »,

ont été condamnés à vingt mois de prison ferme. **DANS SES ATTENDUS**, le tribunal note que « ces faits, déjà odieux dans leur matérialité, prennent une ampleur encore plus

grave puisque issus de l'antisémitisme le plus primaire et le plus violent ». « Un racisme et un antisémitisme qui vont jusqu'à pourchasser des individus par-delà la mort,

offensant ainsi les vivants, ne peuvent être tolérés », ajoute-t-il. **LE TRIBUNAL** rend également hommage aux enquêteurs et aux magistrats chargés du dossier.

Les juges soulignent l'antisémitisme des profanateurs de Carpentras

Le tribunal de Marseille a condamné Olivier Fimbry et Patrick Laonegro à la peine maximale, deux ans de prison ferme. Pour Yannick Garnier et Bertrand Nouveau, qui semblent « avoir admis et intégré le caractère odieux de leurs actes », la sanction est de vingt mois

MARSEILLE

de notre envoyé spécial
Cet acte, c'est donc fini. L'affaire du cimetière juif de Carpentras a connu son épilogue judiciaire avec le jugement rendu, jeudi 24 avril, par le tribunal correctionnel de Marseille. En début d'après-midi, dans une salle bondée, la présidente, Monique Sakri, a donné lecture des peines prononcées à l'encontre des quatre anciens néonazis prévenus d'avoir saccagé 34 tombes et exhumé le corps de Félix Germon, le 8 mai 1990, dans la petite cité vaudoise. Deux d'entre eux, Olivier Fimbry et Patrick Laonegro, ont été condamnés à deux années d'emprisonnement ferme ; leurs complices, Yannick Garnier et Bertrand Nouveau, à vingt mois. Des condamnations prévisibles, accueillies dans le calme, un mois après des débats remarquables de dignité (Le Monde du 22 mars).

La peine maximale encourue pour ce genre de délit étant de deux ans, les magistrats l'ont appliquée à Olivier Fimbry, l'ancien militaire, et Patrick Laonegro, considéré comme l'« intellectuel » du groupe. Les deux hommes avaient procédé à un repérage des lieux en compagnie du « chef », Jean-Claude Gos, un militant néonazi décédé en 1993 dans un accident de la circulation. Ils ont donc joué un rôle essentiel dans cette profanation, qualifiée par le tribunal de « macabre entreprise ». Une « entreprise » préméditée, vé-



cue comme une sorte d'« apothéose » antisémite, puisqu'elle avait conduit ces skinheads d'extrême droite à simuler l'empalement du corps de Félix Germon à l'aide d'un pied de parasol. Selon le tribunal, Laonegro et Fimbry sont « encore inspirés de certains relents de la pensée qui les a animés ». Les débats avaient effectivement mis en évidence leurs difficultés à demander « pardon » et à renier leur fascination pour Adolf Hitler et le Troisième Reich.

La relative « indulgence » dont a bénéficié Yannick Garnier s'ex-

plique en partie par son statut de « repent ». Ses aveux du 30 juillet 1996 – soit plus de six ans après les faits – avaient permis l'arrestation du groupe et la fin d'un mystère propice aux rumeurs malsaines. Son dialogue à la barre avec Magdeleine Germon, la veuve de Félix, avait marqué les esprits. Quant à Bertrand Nouveau, également condamné à vingt mois d'emprisonnement, il était apparu comme une personnalité fragile et lâche, fortement influençable. A propos de ces deux hommes, les magistrats constatent : « S'ils ont été tout

aussi actifs dans la commission des faits, [ils] n'ont cependant pas autant participé à leur préparation : la conscience de la portée de leur action, au moment des faits, semble moindre, et à ce jour, ils paraissent avoir admis et intégré le caractère odieux de leurs actes ».

Lorsque Monique Sakri a refermé son dossier, tout le monde a eu le sentiment que l'« affaire de Carpentras », objet de mille dérives jusqu'aux aveux de Yannick Garnier, était désormais close. Il semble en effet peu probable que l'un ou l'autre de ces quatre jeunes gens, aujourd'hui âgés de vingt-six à trente ans, fasse appel de ce jugement. Compte tenu des neuf mois déjà passés en détention, il leur reste à purger un peu plus de la moitié de leur peine. En attendant, ils n'ont laissé paraître aucune réaction particulière à l'énoncé du jugement et sont tous repartis, sous escorte policière, vers leurs cellules respectives : Olivier Fimbry et Yannick Garnier à la maison d'arrêt de Lunyès ; Bertrand Nouveau aux Baumettes et Patrick Laonegro à Grasse.

PAS DE MANIPULATION

Le tribunal estime que les prévenus, « largement ouverts aux thèses d'un racisme ordinaire », ont « concrétisé leur pensée antisémite par ces actes ». Mais les magistrats se gardent d'entrer sur le terrain politique. A aucun moment, ils n'évoquent, par exemple, la responsabilité morale du Front natio-

nal, dénoncée par plusieurs avocats de la partie civile. Comme ils l'avaient montré au cours d'une audience parfaitement maîtrisée, les magistrats marseillais ont voulu s'en tenir aux faits, coupant court à toute exploitation polém-

« indices » de la police : ils n'ont pas été manipulés ; il s'agit bien d'un acte antisémite.

Magdeleine Germon ne s'était pas déplacée à Marseille. Par l'intermédiaire de son défenseur, Jean-Marc Fédida, la vieille dame,

Un hommage appuyé aux enquêteurs

Dans son jugement, le tribunal correctionnel de Marseille rend un hommage appuyé à l'« énergie considérable » déployée par les enquêteurs et le magistrat instructeur, Sylvie Mottes, en charge de l'enquête sur l'affaire de Carpentras de mai 1990 à avril 1996, avant que le dossier soit transféré à Marseille pour une « bonne administration de la justice ».

Sur les six années qui ont suivi la profanation, les magistrats marseillais écrivent notamment : « Les moindres indications portées à la connaissance des autorités policières et judiciaires étaient exploitées, et aucune piste, même parmi les plus fantaisistes, n'était négligée ». Le tribunal cite ensuite quelques-unes des hypothèses envisagées : des amateurs de jeux de rôle, des adorateurs de Satan, des jeunes gens de la ville.

La lecture des attendus, on note une seule allusion aux accusations de « manipulation » et de « machination » régulièrement portées par l'extrême droite : « Il convient préliminairement d'observer que les débats ont permis de conforter certains éléments de l'information qui avaient pu laisser subsister un doute dans l'esprit de certains quant à la participation et aux motivations des prévenus aux faits en cause ». Autrement dit : ces quatre-là sont bien coupables et le reconnaissent ; ce ne sont pas des

à néanmoins fait savoir qu'elle allait poursuivre son combat judiciaire en saisissant le Fonds de garantie des victimes d'infractions pénales. Selon M^{re} Fédida, les dommages et intérêts que les quatre anciens skinheads devront verser à sa cliente (50 000 francs) sont en effet insuffisants : « En accordant cette somme, le tribunal a brisé la douleur de Magdeleine Germon. Pour nous, ce jugement est une étape importante mais ce n'est certainement pas le point final ».

Philippe Broussard

Les principales dates

- 10 mai 1990. Le corps de Félix Germon est découvert exhumé dans le cimetière juif de Carpentras, où 34 tombes ont été saccagées. Pierre Joxe, le ministre de l'Intérieur, met en cause les idées véhiculées par le Front national (FN).
- 11 mai. Un skinhead local, Jean-Claude Gos, est entendu par la police puis relâché, faute de preuves.
- 14 mai. A Paris, plus de 200 000 personnes – dont le président de la République, François Mitterrand – défilent à l'appel de tous les partis, à l'exception du FN.
- 10 mai 1991. Jean-Marie Le Pen demande à l'Elysée de « réparer

publiquement l'injustice » dont le FN a été victime.

● 11 novembre 1995. 7 000 sympathisants du FN manifestent à Carpentras. M. Le Pen parle d'un « mensonge d'Etat ».

● 26 avril 1996. Le dossier est déposé à Marseille.

● 30 juillet. Yannick Garnier se présente à la police pour avouer sa participation à la profanation.

● 31 juillet. Interpellation des trois autres profanateurs, Bertrand Nouveau, Patrick Laonegro, puis Olivier Fimbry.

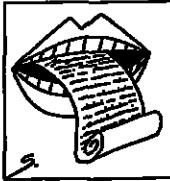
Jean-Claude Gos, le « chef », est décédé en 1993.

● 17-21 mars 1997. Procès devant le tribunal correctionnel de Marseille.

« Une atteinte intolérable au sens sacré de la mort »

Voici les principaux attendus du jugement rendu jeudi 24 avril par le tribunal correctionnel de Marseille :

Attendu que ces faits, déjà odieux dans leur matérialité, prennent une ampleur encore plus grave puisque issus de l'antisémitisme le plus primaire et le plus violent ; qu'en effet les prévenus ont admis, voire revendiqué, qu'ils étaient imprégnés d'une pseudo-idéologie, fascinant par le personnage d'Hitler (notamment Olivier Fimbry, dans la chambre duquel ont été retrouvés, six ans après les faits, des objets du culte voué à cet homme), ils avaient voulu faire ce coup d'éclat ; que la date choisie du 8 mai (...) ne pouvait être anodine ; qu'en effet la date de la



capitulation de l'Allemagne est celle de la mort symbolique de Hitler ; qu'enfin les photos saisies sur lesquelles on peut voir Patrick Laonegro et Jean-Claude Gos paradant, croix gammée au bras, devant un immense drapeau nazi, révèlent de façon éloquent leur état d'esprit d'ailleurs (...).

Attendu, sur la peine, que le tribunal, tout en prenant acte du repentir « actif » de Yannick Garnier, de celui, sincère, de Bertrand Nouveau et des regrets exprimés à l'audience par Olivier Fimbry et Patrick Laonegro, considère que les faits reprochés revêtent une exceptionnelle gravité ; qu'en effet, si l'on peut déplorer que les dégradations dans les cimetières soient relativement fréquentes, il semble bien que jamais, avant ces faits, elles n'aient connu une telle ampleur ; qu'en outre il ressort des déclarations des prévenus, maintenues à l'audience,

que leur motivation était purement antisémite ; que, fascinés par l'apparat du Troisième Reich, adhérent aux valeurs négatives que ce régime véhiculait, s'étant emparés d'une histoire tronquée dont ils avaient mal assimilé le sens, largement ouverts aux thèses d'un racisme ordinaire, ils ont concrétisé leur pensée antisémite par ces actes.

Attendu par ailleurs qu'un racisme et un antisémitisme qui vont jusqu'à pourchasser des individus par-delà la mort, offensant ainsi les vivants, ne peuvent être tolérés ; qu'en effet, au-delà du corps humilié de Félix Germon, au-delà des tombes profanées et dégradées, au-delà du mépris ostensible à l'égard des familles des défunts, les prévenus ont porté une atteinte intolérable au sens sacré de la mort, en troublant par leur haine et leur acharnement le repos de ceux qui ne sont plus (...).

que leur motivation était purement antisémite ; que, fascinés par l'apparat du Troisième Reich, adhérent aux valeurs négatives que ce régime véhiculait, s'étant emparés d'une histoire tronquée dont ils avaient mal assimilé le sens, largement ouverts aux thèses d'un racisme ordinaire, ils ont concrétisé leur pensée antisémite par ces actes.

Attendu par ailleurs qu'un racisme et un antisémitisme qui vont jusqu'à pourchasser des individus par-delà la mort, offensant ainsi les vivants, ne peuvent être tolérés ; qu'en effet, au-delà du corps humilié de Félix Germon, au-delà des tombes profanées et dégradées, au-delà du mépris ostensible à l'égard des familles des défunts, les prévenus ont porté une atteinte intolérable au sens sacré de la mort, en troublant par leur haine et leur acharnement le repos de ceux qui ne sont plus (...).

Le parquet ouvre une enquête au sujet des propos tenus par Catherine Mégret à un journal allemand

MARSEILLE

de notre correspondant
Le procureur d'Aix-en-Provence a chargé le service régional de police judiciaire de Marseille d'une enquête préliminaire consacrée aux propos du maire (FN) de Vitrolles, Catherine Mégret. Le 21 février, peu après son élection, l'épouse du député général du parti d'extrême droite avait accordé, dans sa mairie, un long entretien en français à un journaliste allemand du *Berliner Zeitung* (Le Monde du 26 février). M^{me} Mégret affirmait alors, notamment : « Les immigrés qu'on rencontre continuent à vivre comme s'ils étaient chez eux. On va leur donner moins d'allocations, de façon à ce qu'ils aillent ailleurs. On va réétudier les dossiers retirés à des immigrés pour donner à des Français ».

Cet entretien, dans lequel l'élu revendiquait également la « différence entre les races », n'avait donné lieu à aucune poursuite jusqu'à ce qu'un collectif de citoyens prenne l'initiative, à la mi-mars, d'assigner le maire de Vitrolles, le 30 avril, devant le tribunal correctionnel d'Aix-en-Provence pour diffamation raciale. Au total, 730 personnes, originaires de toute la France, ont fait envoyer par un huissier une citation directe à M^{me} Mégret. Le 1^{er} avril, le

président du Syndicat des avocats de France, Philippe Voulard, dans une lettre au garde des sceaux, a relayé l'action des assignataires : « Il nous paraît absolument indispensable que vous définissiez de manière claire quelle doit être la politique des parquets en matière de racisme ».

NOTE AU GARDE DES SCEAUX

L'initiative des assignataires, représentés par l'avocat aixois M^{re} Alain Molla, a suscité d'autres interventions. Le 24 mars, le président du Syndicat de la magistrature, Jean-Pierre Boucher, a écrit au procureur d'Aix-en-Provence en lui demandant « de bien vouloir donner la suite pénale que méritent ces propos ». Puis SOS-Racisme a adressé au maire de Vitrolles une citation à comparaître le 30 avril pour « provocation à la discrimination, la violence ou la haine raciale », et le SNES, lors de son congrès national à Nice, fin mars, a décidé d'engager une action judiciaire.

Dans le sillage de ces procédures, le parquet d'Aix-en-Provence a adressé au ministre de la Justice une note dans laquelle était proposée l'ouverture d'une information judiciaire pour « provocation à la discrimination, la violence ou la haine raciale » et donc la

mise en examen de M^{me} Mégret. S'entourant de nombreux avis, Jacques Toubon, qui semble avoir hésité à engager des poursuites jusqu'à ces jours-ci, vient de « suggérer » au procureur d'Aix-en-Provence d'ouvrir une enquête préliminaire afin de vérifier les conditions et le lieu dans lesquels l'entretien avec le journaliste allemand a été réalisé.

Cette enquête devrait conduire à l'audition du maire de Vitrolles et pourrait déboucher sur l'éventuelle ouverture d'une information judiciaire. Au cas contraire, « les éléments qui auront été vérifiés par les enquêteurs seront apportés [le jour du procès intenté] par le collectif d'assignataires », précise-t-on au parquet d'Aix-en-Provence, où, dans un souci d'éviter des interférences avec les élections législatives, on souhaite « agir le plus vite possible ». L'audience du 30 avril, simple mise en état de la procédure avec fixation d'une consignation et de la date du procès au fond, préoccupe la justice aixoise, visiblement embarrassée pour accueillir, dans des locaux exigus, les 730 plaignants. L'idée un temps évoquée de louer le Palais des congrès d'Aix-en-Provence a été abandonnée.

Luc Leroux

Les contrôles envivrés de la CRS 61 devant le tribunal

LE SUBSTITUT du procureur de la République a requis, jeudi 24 avril, devant le tribunal correctionnel de Versailles (Yvelines), six mois de prison avec sursis et 3 000 francs d'amende contre Bruno Pourre, trente-quatre ans, et Pascal Martin, vingt-sept ans, de la CRS 61. Le 8 janvier dernier, ils s'étaient livrés à une expédition musclée dans une cité de Trappes (Yvelines), alors qu'ils étaient dans un état d'ébriété avancé. Ce jour-là, en fin de matinée, un petit groupe de la CRS 61, basée à Vélizy (Yvelines), fête le départ d'un des siens province. A cette occasion, comme l'expliquera le chef de patrouille Bruno Pourre au tribunal, « chacun remettra sa tournée ». De verre en verre, l'heure passe et, finalement, les hommes quittent le foyer de la compagnie le ventre vide, à défaut d'être à jeun, pour mener à bien une « mission de sécurisation » dans un quartier sensible de Trappes.

Sur place, l'équipe, composée de quatre hommes, rencontre un gardien d'immeuble portugais qui les convie chez lui pour le café. Mais au café succède un verre de porto puis une tasse de brandy, pour la route. Le concierge a eu le temps de leur exposer ses malheurs, une agression, le 24 décembre 1996, par un jeune de la cité, qui lui a occasionné quinze jours d'arrêt de travail. Les quatre CRS quittent l'appartement bien décidés à le

venger. A défaut de signalement, ils n'ont qu'un prénom : « Kamel ».

Marchant d'un pas décidé dans la cité en entonnant un chant emprunté aux supporters du Paris-Saint-Germain, les CRS se dirigent vers un immeuble du square Henri-Wallon, où résiderait l'agresseur. Sur le chemin, en regardant par le soupirail, ils remarquent la présence de deux personnes qui s'éclaircissent avec une lampe de poche. « Ils sont en train de braquer les caves », s'exclame l'un d'entre eux. Aussitôt, ils se précipitent et plaquent au mur deux hommes, qui se révèlent être des ouvriers réparant une panne d'électricité.

UNE ALLURE BIZARRE

Restés à l'extérieur, deux autres CRS s'en prennent ensuite à un jeune homme qui les regarde par la fenêtre de son appartement. Ils exigent de le contrôler dans le cadre du plan Vigipirate. Vincent sort, présente ses papiers, mais se retrouve plaqué contre un mur. Un de ses amis, qui, selon les policiers, « avait une allure bizarre », est poussé par Bruno Pourre et Pascal Martin dans la cage d'escalier pour être contrôlé à son tour. Les policiers lui répètent la question qui les obsède : « Où est Kamel ? ». Selon leur version et celle des électriciens, les deux jeunes gens recevront alors des claques et Pascal

Martin sortira son arme pour les intimider. Le contrôle ne s'arrête pas là pour l'ami de Vincent. Les policiers l'entraînent dans la cave pour une palpation musclée accompagnée de quelques gifles. Finalement, le jeune craque et, en sanglotant, leur dit « Tuez-moi ! Tuez-moi ! », avouant s'appeler Kamel mais ne pas être celui qu'ils recherchent. Il les menace de porter plainte et les CRS le laissent partir, non sans lui avoir donné « un coup de pied dans les fesses ».

Kamel et Vincent iront plus tard déposer plainte au commissariat de Trappes. Des contrôles d'alcoolémie révèlent pour Bruno Pourre un taux de 1,80 gramme, pour Pascal Martin de 1,50 gramme, et pour les deux autres fonctionnaires, qui n'étaient pas poursuivis, des taux de 1,88 gramme et 1,08 gramme. Interrogés par le président du tribunal, Jean-Michel Hayat, les deux prévenus ont invoqué leur manque de formation et le fait qu'ils doivent « faire du chiffre », contrôler un maximum de personnes. Les défenseurs des deux policiers, ne voulant pas voir condamner des « boucs émissaires », ont dénoncé l'emploi des CRS dans les missions de sécurisation en affirmant qu'« ils sont là pour organiser la terreur ». Le jugement a été mis en délibéré au 15 mai prochain.

Jean-Claude Pierrette

صلى الله عليه وسلم

M. Tarallo s'est servi du compte « Colette » pour financer des travaux de décoration

Le PDG d'Elf Gabon avait affirmé au juge Eva Joly qu'il n'avait pas « mouvementé » ce compte

Selon les enquêteurs, André Tarallo aurait fait réaliser des travaux d'un montant d'environ 25 millions de francs par un décorateur de Saint-

Tropez. Contrairement à ce qu'il avait affirmé au juge Eva Joly, M. Tarallo a signé trois chèques liés sur le compte « Colette » pour rémunérer ce

décorateur. Les enquêteurs de l'IGS sont convaincus que le « fric-frac » de la brigade financière a bénéficié de complicités internes.

SI LE OU LES CAMBRIOLEURS de la brigade financière espéraient préserver le PDG d'Elf Gabon, André Tarallo, d'éventuelles découvertes judiciaires embarrassantes, il est désormais plus que probable qu'ils ont agi en vain. L'énigmatique disparition de l'essentiel des documents saisis le 18 avril chez un décorateur de Saint-Tropez (Var), si elle a provoqué la colère du juge d'instruction Eva Joly et la stupeur des policiers, n'aura sans doute pas d'autre conséquence sur l'enquête qu'un retard de quelques semaines. Outre la découverte de plusieurs règlements effectués à partir du compte 117240 TA - rubrique « Colette » - ouvert par le PDG Elf Gabon à la CBI-TDB Union bancaire privée de Genève (Le Monde des 23 et 24 avril), l'examen des archives comptables du décorateur de Saint-Tropez avait en effet mis en évidence au moins un autre règlement de même origine, au profit d'une entreprise de ferronnerie du Var, ayant également travaillé dans les résidences de M. Tarallo - à Genève, Paris et Bonifacio (Corse-du-Sud).

Interrogé, le 4 avril, par le juge Joly, après la découverte de l'encaissement, sur le même compte « Colette » - prénom de l'épouse

de M. Tarallo -, d'une partie (2,5 millions de dollars) de la commission versée par Elf sur une opération au Venezuela, le PDG d'Elf Gabon avait assuré : « Je n'ai pas moi-même fait des débits sur ce compte. C'est M. Dossou [Samuel Dossou, conseiller personnel du président gabonais Omar Bongo] lui-même qui a mouvementé le compte et qui le mouvementé tous les jours. » Or, le « procès-verbal récapitulatif » dressé par la brigade financière, le samedi 19 avril, au lendemain de la perquisition à Saint-Tropez, inclut la photocopie des trois chèques qui battent en brèche cette version des faits. Tirés sur le compte « Colette », ces chèques sont signés de la main de M. Tarallo et ont servi à rémunérer les interventions du décorateur. Les factures retrouvées par les enquêteurs permettraient d'estimer le montant total des travaux effectués à quelque 25 millions de francs, a-t-on indiqué au Monde de source proche de l'enquête. L'essentiel des pièces saisies à Saint-Tropez avait été faxé dès samedi à M^{me} Joly par les enquêteurs de la brigade financière.

Moins précis que les documents, le témoignage à charge de l'ancienne secrétaire-comptable du dé-

corateur, recueilli par les policiers, puis par M^{me} Joly, estimait les paiements de M. Tarallo à « plus de 20 millions » pour la villa de Bonifacio et « environ 15 millions » pour l'appartement parisien. La secrétaire-comptable ajoutait qu'il était « plus difficile » de chiffrer le montant des travaux engagés dans la résidence suisse.

COMPLICITÉS INTERNES

Parallèlement aux investigations de M^{me} Joly, l'inspection générale des services (IGS), chargée de l'enquête sur la disparition des documents à la brigade financière, a acquis la conviction que les auteurs de ce « fric-frac » ont bénéficié d'une complicité à l'intérieur des services d'enquêtes économiques et financières de la police judiciaire parisienne. On peut d'abord en juger par leur connaissance précise de l'état d'avancement du dossier de M^{me} Joly. Aucun écho n'avait filtré sur l'équipée policière de Saint-Tropez au moment où les cambrioleurs se sont emparés des documents. Il est vraisemblable, toutefois, qu'ils ignoraient que la journée du samedi 19 avril avait été mise à profit par le groupe d'enquête pour commencer l'exploitation des pièces saisies, et notam-

ment pour en dresser l'inventaire détaillé. Le vol n'a pu avoir lieu qu'après 19 heures, samedi, lorsque le commissaire et ses officiers ont quitté, ensemble, les locaux de la rue du Château-des-Rentiers, et avant lundi 9 heures, lorsqu'ils sont revenus au service.

C'est ensuite avec une aisance confondante que les voleurs semblent avoir déjoué le filtrage des entrées, surveillées par des fonctionnaires de police - y compris le week-end -, puis évoluté à l'intérieur de l'immeuble, jusqu'aux bureaux occupés, au neuvième étage, par les enquêteurs chargés du dossier Elf. Cette parfaite connaissance topographique ouvre deux hypothèses sur les « visiteurs » : il peut s'agir soit de policiers travaillant à la sous-direction des affaires économiques et financières (les « AEF », dont la brigade financière fait partie), soit de personnes extérieures au service mais minutieusement informées de la configuration des lieux par des complices en poste au siège de la rue du Château-des-Rentiers.

Les experts du Service d'enquête sur les fraudes aux technologies de l'information (Sefti) ont enfin la certitude qu'un ordinateur au moins - celui du chef du groupe d'enquêteurs - a fait l'objet d'une intrusion : il est avéré que le mot de passe permettant de mettre l'ordinateur en fonction a été « cassé » pendant le week-end concerné. L'ordinateur de l'un de ses subordonnés, qui avait pris part à la perquisition de Saint-Tropez, semble lui aussi avoir été « visité ».

Hervé Gattegno et Erich Inciyan

Gilles Ménage entendu sur les écoutes de la cellule de l'Elysée

L'ANCIEN DIRECTEUR de cabinet du président François Mitterrand, Gilles Ménage, qui reconnaît désormais que la cellule antiterroriste de l'Elysée a procédé à des écoutes téléphoniques, notamment sur des journalistes, un avocat et des écrivains, devait être entendu, vendredi 25 avril, par le juge d'instruction chargé du dossier, Jean-Paul Valat. Lors de sa précédente audition, M. Ménage avait, le 11 avril, pour la première fois en quatre ans d'instruction, reconnu la réalité des écoutes. Il s'était contenté de donner une liste de dix-huit noms - l'avocat Antoine Comte, les journalistes Edwy Plenel et Georges Marion, l'écrivain Jean-Edern Hallier, notamment -, en annonçant qu'il expliquerait, le 25 avril, « les raisons » motivant la mise sur écoutes de ces personnes à la demande de la cellule élyséenne (Le Monde daté 13-14 avril).

La hausse des loyers a été très faible en 1996

POUR LA PREMIÈRE FOIS depuis douze ans, les loyers ont légèrement baissé, en francs constants, en 1996. Il faut remonter au début des années 80 pour retrouver une situation comparable, selon une étude publiée par l'INSEE, jeudi 25 avril. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 1,8 % en 1996 tandis que, sur la même période, l'indice général des loyers n'augmentait que de 1,6 % (contre 2,5 % en 1995). Un locataire sur trois n'a pas connu de hausse de loyer en 1996, et les hausses sont de plus en plus faibles (+ 2,3 %) lors des relocations. En 1996, 17,7 % des logements reloués ont même vu leur loyer baisser, contre 12 % en 1994 et 1995. En janvier 1997, un locataire payait en moyenne 31 francs au mètre carré par mois, 42 francs dans l'agglomération parisienne et 24 francs dans les villes de moins de 20 000 habitants. L'écart de prix entre le secteur libre et le secteur HLM n'est que de 10 francs dans les villes moyennes, mais il atteint 37 francs dans l'agglomération parisienne.

DÉPÊCHES

■ JUSTICE : la cour d'appel de Dijon a condamné, jeudi 24 avril, à quatre mois de prison avec sursis et 4 000 francs d'amende les six membres d'un commando anti-IVG jugés pour entrave au fonctionnement du centre d'interruption volontaire de grossesse de l'hôpital de Mâcon (Saône-et-Loire). Les six prévenus, dont deux ecclésiastiques, avaient été condamnés en première instance, le 24 janvier 1996, à quatre mois de prison avec sursis et à 10 000 francs d'amende.

■ ALIMENTATION : échaudée par la crise de la vache folle et le débat sur les organismes génétiquement modifiés, la Fédération des entreprises du commerce et de la distribution (FCD) a présenté, jeudi 24 avril, son nouveau service d'information alimentaire (SIA). L'objectif est d'informer ses adhérents et de préparer une position commune de la profession sur l'alimentation. Cette banque de données par téléphone est aussi accessible aux journalistes et aux associations de consommateurs.

■ BANLIEUE : vingt-deux associations de banlieue ont été les premières à signer avec le ministère de la ville, jeudi 24 avril, une convention pluriannuelle. Ce dispositif prévu par le pacte de relance pour la ville leur permettra de bénéficier d'une garantie financière, et donc d'une stabilité, sur plusieurs années.

Michel Charasse : « Allez pisser dehors... »

LE COLLOQUE avait pourtant commencé sagement. Réunis, jeudi 24 avril, sous le dôme du grand amphithéâtre de la Sorbonne par le sénateur (RPR, Oise) Philippe Marini, entrepreneurs et avocats d'affaires rappelaient à l'unisson « l'urgence » d'une dépenalisation du droit des affaires et d'une réforme des abus de biens sociaux. Face à eux, quelques rares magistrats tentaient d'expliquer les règles du jeu judiciaire, ne recueillant que des applaudissements mesurés. La torpue menaçait de gagner quand le sénateur (PS, Ruy-de-Dôme) Michel Charasse est entré en scène.

Très en verve, l'ancien ministre du budget a d'abord entonné un thème cher aux patrons, dénonçant « l'imprescriptibilité de l'abus de biens sociaux, qui n'a qu'un corollaire, le crime contre l'humanité ». Il s'en est ensuite pris directement aux juges d'instruction, accusés de pratiquer « la torture par l'incarcération » pour extorquer des aveux, ou d'être de mèche avec les journalistes pour « voler le secret de l'instruction ». Des premiers rires ont alors fusé dans la tribune de presse. Piqué au vif, Michel Charasse a alors changé son fusil d'épaule pour entamer une attaque en règle des médias. Se-

lon lui, depuis le « J'accuse » de Zola, la presse serait bonne à jeter : « La liberté de la presse a une première borne : la liberté d'autrui. Mais parle-t-on d'ailleurs de liberté de la presse ou de liberté de commerce ? Aujourd'hui, les journalistes veulent d'abord vendre. C'est, on écrit, on écrit, on vérifie après. »

Après avoir déclamé être « prêt à mourir pour défendre la liberté de la presse, menacée dans d'autres pays », il lance alors, le doigt pointé vers la tribune de presse : « Si vous n'êtes pas contents, allez pisser dehors... Vous vous croyez les seuls intouchables, mais on n'est pas à vos ordres. » La salle est médusée mais le sénateur paraît convaincant dans son nouvel habit de procureur. Il menace : « Il va falloir un jour que vous rendiez des comptes, n'oubliez pas que vous êtes payés par l'argent du contribuable. » Quelques secondes de flottement et des applaudissements nourris parcourent la salle. Ravi, Michel Charasse se rassoit. A la tribune, les intervenants cachent mal leur gêne. Quelques minutes après, Michèle Cotta, éditorialiste à RTL et invitée des débats, disparaît.

Cécile Prieur

Le « système Chaban » sévèrement critiqué par un rapport de la chambre régionale des comptes

BORDEAUX

de notre correspondant régional

Un rapport de la chambre régionale des comptes d'Aquitaine (CRC) consacré à la Société bordelaise mixte de réalisation urbaine (SBRU) risque de ternir définitivement les dernières années de la gestion de Jacques Chaban-Delmas à Bordeaux. Daté du 21 mars et adressé à Alain Juppé en tant que président de Bordeaux Métropole Aménagement, il pourrait bien avoir des conséquences judiciaires tant pour plusieurs hauts fonctionnaires que pour Jacques Chaban-Delmas et Jacques Valade, président du Conseil régional d'Aquitaine et vice-président du Sénat.

Rendu public vendredi 25 avril, lors du Conseil de la communauté urbaine (CUB), ce rapport porte sur les exercices de 1987 à 1995, c'est-à-dire la période recouvrant les deux derniers mandats de maire de Jacques Chaban-Delmas. Très sévère sur l'observation des formalités légales - qu'il s'agisse de la tenue du conseil d'administration, du contrôle de légalité ou du code des marchés -, la Chambre régionale constate une perte cumulée en six ans de 17,2 millions de francs, supérieure au capital social.

L'exemple le plus flagrant concerne une ancienne concession automobile située au cœur d'un quartier en rénovation. Le vendeur avait signé un compromis de vente de 8,5 millions de francs avec un promoteur parisien. La Ville avait demandé à la Communauté urbaine de faire jouer son droit de préemption. Il n'en fut rien pour des raisons, dit le rapport, « qui mérita-

ient d'être éclaircies ». Trois mois plus tard, la SBRU se portait acquéreur pour une somme de 2,5 millions supérieures à celle qui aurait résulté de la préemption. Elle racheta, en outre, pour 1,4 million, des études effectuées par cette société dont « la teneur et l'intérêt pour le projet resteraient à apprécier », précise encore le rapport qui parle d'un « coût direct difficilement excusable ».

LA FIN D'UN SYSTÈME

La CRC use souvent de la litote. Elle parle, par exemple, à propos d'un lotissement social, « d'opération troublante » pour laquelle il conviendrait « de s'interroger très fortement ». Elle évoque aussi plusieurs recours inutiles à des sociétés intermédiaires au lieu de traiter directement avec les particuliers au prix de l'estimation officielle. Un terrain acheté par la CUB pour les ateliers du métro a finalement été cédé à la SBRU qui les a revendus deux ans plus tard, beaucoup plus cher, à la CUB, pour y implanter un dépôt d'autobus. La chambre régionale dénonce également plusieurs opérations d'achats de terrains à la CUB pour revendre immédiatement avec un bénéfice compris entre 10 % et 23 %.

Enfin, et c'est peut-être ce qui fera le plus de bruit à Bordeaux, il apparaît que deux des directeurs de la SBRU ont bénéficié de prêts personnels importants qu'ils n'ont pas remboursés et pour lesquels on ne leur a rien demandé. Plusieurs cadres importants de la mairie de Bordeaux ont bénéficié de « compléments de salaires » qui ne correspondaient à aucune presta-

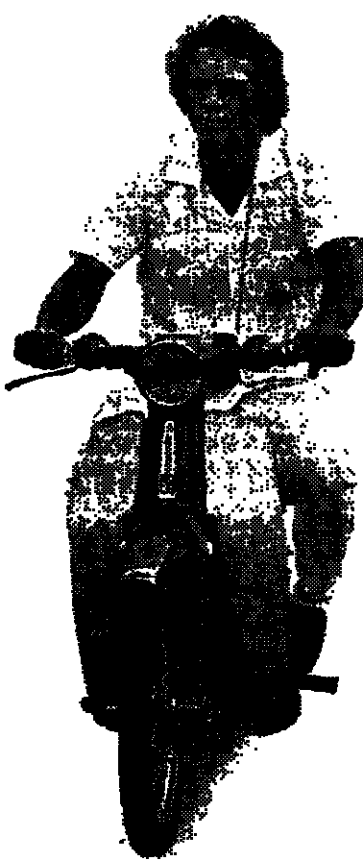
tion. Notamment l'un des plus anciens et plus proches collaborateurs de Jacques Chaban-Delmas, devenu, après son départ à la retraite, directeur de cabinet à la Communauté urbaine, après avoir été son secrétaire général. Une dizaine de hauts fonctionnaires sont au total concernés. Le rapport de la chambre régionale a pour l'heure été transmis à la justice qui décidera des suites à lui donner.

Cette affaire pourrait avoir plusieurs conséquences importantes. Elle signe l'enterrement de la statue du commandeur. « On ne versera pas de larmes là-dessus. C'est la fin d'un système qui cachait des turpitudes que nous ne pouvions pas assumer », reconnaissait, jeudi, un des proches d'Alain Juppé. Quant aux anciens compagnons de route de Jacques Chaban-Delmas encore avec Alain Juppé, ils se déclarent « catastrophés » par l'ampleur des découvertes.

L'un d'entre eux, Jacques Valade, a assumé pendant quelques années la fonction de président délégué de la SBRU, mais n'a jamais présidé un conseil d'administration (qui ne pouvait se tenir qu'en présence du président). Aucun acte n'aurait été signé par Jacques Valade qui, il est vrai, avait été écarté en 1993 lors du retour de Jacques Chaban-Delmas à la mairie de Bordeaux après sa série d'opérations chirurgicales.

Une chose est sûre : on risque de se battre autour de l'héritage de Jacques Chaban-Delmas. Non pour l'assumer, mais pour ne pas le revendiquer.

Pierre Cherruau



Steve McQueen



Le nombre de morts par insuffisance rénale augmente depuis vingt ans

Des médicaments et l'exposition à des substances toxiques sont incriminés

Le Haut Comité de santé publique a indiqué, mardi 22 avril, que « l'incidence de l'insuffisance rénale chronique terminale augmente régulièrement en France ».

L'accroissement de la fréquence de cette pathologie est notamment attribué à des médicaments « présentant un risque toxique pour la fonction rénale ».

LE PROFESSEUR Pierre Ducimetière, vice-président du Haut Comité de santé publique (HCSP), a rendu public, mardi 22 avril, un avis sur la prévention et le traitement précoce de l'insuffisance rénale. Le Haut Comité avait été saisi de cette question le 18 octobre 1995 par Elisabeth Hubert, alors ministre de la santé publique et de l'assurance maladie. « Le nombre d'insuffisances rénales chroniques au stade terminal ne cesse d'augmenter dans les pays développés », écrit M. Hubert. Les différents recensements réalisés en France montrent que pour 30 % d'entre eux aucun diagnostic étiologique n'est possible en raison du stade trop tardif auquel ces malades consultent les néphrologues. Il semble que le dépistage, comme la prise en charge au stade précoce de ce patient, soit actuellement insuffisant.

M. Hubert souhaitait alors que le HCSP « mène une réflexion et propose des actions de santé publique dans le domaine de la prévention de l'insuffisance rénale et de son diagnostic précoce ». Cette pathologie se caractérise par une perte progressive de la fonction rénale, situation qui conduit, notamment chez les personnes âgées, à une mort rapide, l'organisme ne pouvant plus éliminer certaines substances qui l'intoxiquent.

Dans son avis, le HCSP confirme le phénomène épidémiologique. « À partir des données disponibles, il apparaît évident que l'incidence de l'insuffisance rénale chronique terminale augmente régulièrement en

France, comme dans l'ensemble des pays industrialisés. Il atteint, cependant, des taux variables : environ soixante-cinq nouveaux cas annuels par million d'habitants en France contre cent quatre-vingts pour les États-Unis et le Japon. En France, les taux d'incidence sont différents selon les régions. Globalement, sur les vingt dernières années, l'accroissement annuel de l'incidence peut être estimé, dans notre pays, à 5 % ».

« INFORMER LE CORPS MÉDICAL » Selon le HCSP, l'augmentation de la fréquence de cette pathologie est en partie liée au vieillissement de la population. Cet élément n'est pas le seul. Il faut également tenir compte dans ce domaine des patients atteints de diabète et de maladies cardiovasculaires qui sont aujourd'hui mieux traités que par le passé et qui, de ce fait, vivent plus longtemps. De plus, toujours selon le HCSP, « de nombreux médicaments présentent un risque toxique pour la fonction rénale, risque plus ou moins important selon la dose, la durée du traitement et l'association à d'autres médicaments ». Il s'agit essentiellement de certains antibiotiques, d'analgésiques, d'anti-inflammatoires ou encore de médicaments d'utilisation plus systématique, comme le lithium en psychiatrie ou de certaines substances prescrites à des fins anticancéreuses, ainsi que de produits de contraste iodés utilisés en radiologie.

Au terme de ces analyses, le HCSP se borne à une série de recommandations prudentes. Il

propose de renforcer le dépistage dans les populations comportant un risque particulier. Ces actions devraient viser les personnes souffrant de pathologies vasculaires et diabétiques et les professionnels exposés à des agents nuisibles pour leur fonction rénale et présents dans l'environnement. En revanche, le HCSP estime qu'« on ne dispose pas actuellement de données suffisantes pour évaluer l'efficacité et l'efficacité, ainsi que le risque latrogène d'un dépistage de masse sur des groupes à risques plus étendus et à fortiori dans la population générale ».

« Cette démarche de surveillance [en milieu professionnel] doit être étendue à l'environnement général et à l'alimentation pour les produits les plus dangereux », souligne le HCSP. L'avis juge, enfin, indispensable d'« informer précisément le corps médical sur les risques de toxicité pour les reins de certains médicaments et de leurs associations, notamment chez les personnes âgées. Ces recommandations doivent être clairement explicitées au niveau de l'autorisation de mise sur le marché ». Une surveillance périodique de la fonction rénale devrait être systématiquement menée dans tout traitement à long cours, potentiellement toxique pour le rein.

Le HCSP propose, enfin, que la mention du « risque néphrotoxique » d'un médicament figure explicitement sur son emballage de manière à ce que le patient en soit directement informé.

Jean-Yves Nau

Mairie de Paris et académie s'opposent sur la sectorisation scolaire

Les pressions de parents d'élèves du 5^e arrondissement de la capitale hypothèquent la mise en place des nouvelles règles d'affectation dans les collèges

ALORS QUE l'ensemble des collèges parisiens a été soumis à une sectorisation scolaire plus stricte (Le Monde du 22 mars), le 5^e arrondissement de la capitale refuse toujours de rentrer dans le rang. Des parents d'élèves, soutenus par le maire, Jean Tiberi, refusent de voir appliqués à l'établissement le plus convoité de France, Henri-IV, les mêmes règles qu'aux autres établissements parisiens. Dans la guerre qui les oppose à l'académie de Paris, ces parents viennent de marquer plusieurs points.

D'abord, à l'intérieur de la PEEP, fédération de parents d'élèves proche de la majorité, ces « ultras » ont fait élire, vendredi 25 avril, Gérard Catton à la présidence de la PEEP-Paris, en remplacement de Martine Margalef. Cette dernière défendait une stricte sectorisation, tandis que Gérard Catton, président de l'union locale du 5^e et du 6^e, est « membre des associations de la PEEP Montaigne et Henri-IV », s'était mis à la tête des mécontents.

Ensuite, une curieuse lettre, signée d'Hélène Gilibert, inspecteur de l'éducation nationale, a été adressée à tous les parents d'élèves de l'arrondissement, dans la semaine du 21 avril, au moment de confirmer l'inscription de leur enfant. « Afin d'aplanir les difficultés rencontrées par certains parents dans le choix du collège de secteur », écrit-elle, « vous informons que monsieur le directeur de l'académie de Paris : 1) maintient le principe de la sectorisation ; 2) accorde la possibilité de demander un collège suivant l'ancienne sectorisa-

tion ». En somme, si le nouveau système n'est pas abandonné, l'ancien reste en vigueur. Cet « arrangement » a plongé quelques parents dans la perplexité.

La nouvelle règle, dont l'objectif est de rendre les affectations plus transparentes, veut qu'un élève se voit attribuer d'office une place dans son collège de secteur et que celle-ci lui soit garantie. Il avait auparavant le choix entre trois établissements sans être sûr que son premier vœu serait satisfait.

De plus, les circonscriptions scolaires ont été redécoupées : certaines rues qui dépendaient du secteur d'Henri-IV ressortent désormais d'autres collèges du quartier. Cette nouvelle carte provoque l'exaspération de parents qui étaient pourtant sûrs d'avoir « droit » au prestigieux établissement de la montagne Sainte-Geneviève. Les demandes de dérogation sont néanmoins toujours possibles, pour les mêmes raisons que naguère.

Dès le 30 janvier, lors d'une discussion entre représentants de l'académie de Paris, parents d'élèves, chefs d'établissement et maire du 5^e en vue de mettre en place la nouvelle sectorisation, l'affaire s'est envenimée. Le représentant de M. Tiberi, apostrophant l'inspecteur d'académie, s'est fait menaçant : « Cette affaire se règlera devant les électeurs du 5^e. Personne n'acceptera ce système, vous verrez ce que vous verrez », a-t-il lancé, en promettant « une rentrée agitée ». Bon nombre de directeurs d'écoles primaires pré-

Beatrice Gurrey

CARNET

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du mercredi 23 avril sont publiés :

● **Conseil supérieur de l'audiovisuel** : une recommandation du CSA à l'ensemble des services de télévision et de radiodiffusion sonore, en vue des élections législatives. Pour ce qui concerne la couverture de l'actualité nationale, la règle des « trois tiers » continue de s'appliquer : le gouvernement, la majorité et l'opposition disposent d'un temps de parole égal. Pour ce qui concerne l'actualité liée aux élections législatives, les services audiovisuels doivent veiller à ce que chaque formation politique bénéficie d'une présentation et d'un accès à l'antenne équitables. En outre, « lorsqu'il est traité d'une circonscription donnée, il doit être rendu compte de toutes les candidatures ». De plus, « les diffuseurs nationaux veillent à ne pas consacrer une couverture journalistique disproportionnée à certaines circonscriptions ».

● **Bull** : un arrêté fixant les modalités de cession au secteur privé d'une partie du capital de la Compagnie des machines Bull. 150 000 actions seront cédées par l'Etat au prix de 36 francs. 1 800 000 actions sont réservées à la souscription des salariés et anciens salariés, et cédées au prix de 28,80 francs ; un arrêté fixant la valeur de reprise des titres de l'emprunt 0 % juillet 1997 remis en paiement des actions de la Compagnie des machines Bull ; un avis de la commission de la privatisation relatif à la cession au secteur privé d'une partie du capital de la Compagnie des machines Bull ; la commission estime que la valeur de Bull « ne saurait être inférieure à 5,5 milliards de francs, pour un capital social de 165 640 000 actions ».

● **Chasse** : un arrêté relatif à la taxe due par les bénéficiaires du plan de chasse ; un arrêté relatif au montant des redevances cynégétiques.

● **Commission des opérations de Bourse (COB)** : des avis relatifs à des décisions de sanctions.

● **Enseignement** : un décret relatif aux maîtres contractuels ou agréés des établissements d'enseignement privés sous contrat de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

— Nous partageons avec nos familles la joie de fêter la venue à la vie de notre fils

Olivier.

Agnès DENNYS-MARTINOT et **Bertrand MARTINOT**.

87, bis, rue Blomet, 75015 Paris.

Décès

— Agen. Toulouse. Aix-en-Provence.

M. Henri Barbier, son épouse, Anne-Marie et Christine Barbier, Monique et Jacques Rakowitz, Georges et Marie-Hélène Oudin, ses enfants, Pétronille, Emilie, Sylvain, Clémentine, Léa et Naïanaël, ses petits-enfants, Jean et Jacqueline Auba, son frère et sa belle-sœur, ont la douleur de faire part du décès de

Line AUBA,

survenu à Toulouse, dans sa soixante-seizième année.

La cérémonie religieuse aura lieu samedi 26 avril 1997, à 11 heures, en l'église de Venelles (Bouches-du-Rhône).

Selon sa volonté, ni fleurs ni couronnes, dans l'association La Mouette, à Agen.

— M. Josette Bellity, son épouse, Joel et Hanita, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Lucien BELLITY (Pai-sannes-Nathan de Belleville), chevalier de l'ordre national du Mérite, chevalier du Mérite agricole, conseiller de Paris,

survenu le jeudi 24 avril 1997.

L'inhumation a lieu ce vendredi 25 avril, à 15 h 30, au cimetière de Pantin, 65, rue de la Grange-aux-Belles, 75010 Paris.

— Le président de l'université, Le conseil d'administration, Et les membres de la communauté universitaire,

ont la douleur de faire part de la brutale disparition de

Jean ESTEBE, professeur émérite d'histoire contemporaine.

Né à Toulouse, en 1932, élève du lycée Fernand, il va d'abord exercer au lycée français de New York dans les années 60, avant de revenir à Toulouse et d'y accomplir la totalité de sa carrière d'enseignant-chercheur. Sa thèse d'Etat sur « Les ministères de la République » fera autorité en matière d'histoire sociale des élites publiques. Il crée le Centre des études juives et de la diaspora. Son dernier ouvrage, *Toulouse 1940-1944*, qu'il venait de publier (1997), lui a valu le Grand Prix littéraire de la ville de Toulouse.

L'université, reconnaissante et fidèle à la mémoire de

Jean ESTEBE, présente à sa famille et à ses proches ses condoléances attristées.

— Zurich. Paris. Cannes.

M. Solange Herz, M. Jacqueline Michaux, ses filles, Ses petits-enfants, Et ses arrière-petits-enfants, ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Victoria GOLDBERG, née KAGANOVITZ,

survenue dans sa quatre-vingt-douzième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité familiale.

— M. et M. Yves Javion, M. Laurence Javion, M. et M. Noël Olier, Anne, Julien et Sophie, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Maurice JAVION, agrégé d'italien, ancien élève de l'Ecole normale supérieure,

survenu à Aix-en-Provence, le 23 avril 1997.

La famille rappelle le souvenir de son épouse.

Jacqueline.

CARNET DU MONDE

Téléphone 01-42-17-29-94

Télécopieur 01-42-17-21-36

— M. François Mathey, M. Annette Mathey-Lefebvre, M. Hélène Mathey-Gobeaux, ses enfants,

Ses petits-enfants, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part de la mort de

M. Jeanne MATHEY, née KOPACZEWSKI,

survenue le 22 avril 1997, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le vendredi 25 avril, à Semezanges (Côte-d'Or), dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les familles Netter, Vartabedian, Soccari et Orsini ont la tristesse de faire part du décès de

Catherine NETTER, née Marie Germaine MOREL,

survenue le 23 avril 1997.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

Elles rappellent à votre souvenir son épouse.

André NETTER, décédé cinq mois auparavant.

— Lizy-sur-Ourcq (Seine-et-Marne).

Sa famille, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 3 avril 1997, de

Jean-Marie PITOUX, dans sa cinquante-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— M. Jacques Prim, sa mère, Aude et Benoit Prim, ses enfants, Claude Péligny, Françoise Prim, Jacqueline Bleuzé,

Marie-Julie Gvozdenovic, ses sœurs, et leurs familles ont la douleur de faire part du décès du

capitaine de vaisseau **Bugues PRIM**, survenu le 16 avril 1997, à l'âge de cinquante-deux ans.

La Scambrats, 82600 Aucamville.

— M. et M. Stanislas Klossowski de Rola et leur fils Kazimir.

M. et M. Thadée Klossowski de Rola et leur fille Anna, ont l'infirmité tristesse de faire part du décès subit de la

baronne Rose-Alice Antoinette de WATTEVILLE.

leur mère bien-aimée, belle-mère et grand-maman.

A leur douleur et à leur deuil s'associent leur père, beau-père et grand-père, le comte Klossowski de Rola, ainsi que la comtesse Klossowski de Rola, la baronne Harumi Klossowski de Rola, la baronne Hubert de Watteville, belle-sœur de la défunte, ainsi que les familles parentes et amies.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église catholique de Rolle (Suisse), mardi 29 avril 1997, à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires de décès

— Il y a cinq ans, nous quittons

Jocelyne GARBARZ, née OLIVIER, agrégée de physique, docteur d'Etat en sciences physiques, maître de conférences à l'université Paris-VII, mère de famille.

— Il y a treize ans, le 14 avril 1984, disparaissait le philosophe

Noël MOULOUZ.

Sa « présence », sa bonté, son intelligence ne peuvent s'effacer du souvenir de tous ceux qui l'ont connu et aimé.

M. F. N. Mouloud, 38 bis, avenue René-Coty, 75014 Paris.

Remerciements

— Jonathan, François, Frank, Et la famille Feuilhade de Chauvin, M. Bresso et sa famille.

Le docteur Michelle Berrata et ses enfants, remercient du fond du cœur toutes les personnes qui leur ont manifesté des témoignages d'affection lors du décès du

docteur Chantal **FEUILHADE DE CHAUVIN**.

Messe anniversaire

— Messe anniversaire pour la

comtesse **Philippe POZZO DI BORGO**, née Béatrice ROCHE.

le mardi 6 mai 1997, à 19 heures, en la chapelle de l'Ecole militaire, 15, place Joffe, Paris-7.

Soutenances de thèse

— Sophie Lucet soutiendra sa thèse (doctorat nouveau régime) à la Sorbonne (Paris-IV), salle des Actes, le 25 avril, à 14 h 30 : *Le « théâtre en liberté » des symbolistes : dérivés de l'écriture dramatique à la fin du XIX^e siècle*. Le jury est composé de M. et M. les professeurs Duhar, Autrand, Claudon et de Palacio (directeur de la thèse).

Avis de messe

— Le Musée de l'Armée communique :

la messe traditionnelle à la mémoire de

NAPOLEON I^{er} et des soldats morts pour la France

sera célébrée en l'église Saint-Louis des Invalides, le lundi 5 mai 1997, à 18 heures, en présence de LL. AA. II. le prince et la princesse Napoléon.

Des places seront réservées aux membres des associations.

Les portes seront fermées à 17 h 45 précises.

Distinctions

— Le vendredi 18 avril 1997, à l'Hôtel Intercontinental de Genève,

M. Jean-Paul CARTERON, avocat à la cour de Paris, président du forum de Crans-Montana,

après lecture d'un message personnel de M. Alain Juppé, premier ministre, a reçu les insignes de chevalier de l'ordre national de la Légion d'honneur des mains du général d'armée Gilbert Fauray, grand chancelier de la Légion d'honneur, en présence de M. André Gaducy, ambassadeur de France en Suisse, des représentants des autorités fédérales suisses, du gouvernement et de la ville de Genève et du corps diplomatique.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

صكنا من الامل

HORIZONS

ENQUÊTE

Les déboires d'un soldeur de Soyouz

L'HISTOIRE débute à la fin des années 80. L'URSS est alors en pleine mutation. Les « combinats » – ces énormes complexes industriels capables de fabriquer toutes sortes de produits – sont désemparés. Ils voient leurs circuits de distribution s'écrouler en même temps que l'économie locale et sont à l'affût du moindre débouché. Si possible à l'Ouest, où, croient leurs dirigeants, l'argent coule à flots. Chacun se sent une vocation de « capitaliste sauvage ». Du monde entier, des intermédiaires accourent, prompts à faire miroiter les financements les plus mirobolants. Paul Aouizérate est de ceux-là.

Il a le commerce dans le sang. Sa spécialité ? « Le marché parallèle, contourner légalement les difficultés » et « travailler aux limites ». S'il assure être tout à fait « légaliste », il reconnaît pratiquer des méthodes commerciales un peu « tordues ». De l'électroménager aux voitures de collection, les marchandises les plus diverses transitent dans les entrepôts de sa société, Alpax, situés près du boulevard périphérique parisien, à Saint-Ouen. C'est Anatoli Volkov qui lui ouvre les portes de l'URSS. Installé à Besançon, ce Russe a fondé une petite société, Slava, pour importer de son pays des « biens de consommation techniques, électroménagers et appareils photo ». En 1986, il répond à l'un des « appels d'offres » d'Alpax. Les deux hommes s'associent.

Fonceur chaleureux, doté d'un enthousiasme communicatif, le jeune Paul Aouizérate (il a alors vingt-deux ans) saura profiter des relations privilégiées que son nouvel ami entretient avec le Machpriborintorg, l'une des antennes du ministère du commerce. « Comme tous les soldeurs, je paie cash avant enlèvement, explique-t-il. Là-bas, j'ai eu très vite une cote extraordinaire. » Il achète « tout et rien, par lots » ; qu'il écoule dans les circuits de la grande distribution française. L'un de ses premiers coups sera l'importation de plusieurs dizaines de milliers de téléviseurs, aussitôt revendus aux chaînes d'hypermarchés.

Exploitant son avantage, notre « soldeur de Saint-Ouen » – comme il se définit aujourd'hui encore – parvient à faire d'Alpax « la première société commerciale occidentale accréditée dans la République indépendante du Turkménistan ». Grâce, précise-t-il, à ses bonnes relations avec les « grandes familles » du pays. Il organise en 1992 à Achkabad, la capitale, une « foire internationale » à laquelle, assure-t-il, des firmes comme IBM, Alcatel ou Thomson avaient un stand.

La même année, Paul Aouizérate fait aussi parler de lui à Paris en ramenant en France une capsule spatiale Photon usagée. « Comme tous les gosses gâtés, je me passionnais pour les voitures de collection. Je me suis dit que cela pouvait aussi intéresser les amateurs de belles pièces de l'histoire de la technologie. Et comme le Machpriborintorg couvrait aussi le secteur spatial... » La grosse boule de 2,5 tonnes portait encore les marques de brûlure de sa rentrée dans l'atmosphère à l'issue d'une mission scientifique effectuée un an plus tôt. Elle remporte effectivement un franc succès dans les salles de vente spécialisées.

Dès lors, les deux hommes se sentent des aîles. Ils publient une plaquette intitulée *L'espace à votre portée : collaborer avec l'industrie spatiale de la CEI* [Communauté des États indépendants]. Et, de fait, ils comptent parmi leurs relations plusieurs responsables de l'industrie spatiale russe. Avec quelques-uns d'entre eux, ils fondent, en mai 1992, la société Slava Cosmos, dont les parts sont détenues à 60 % par des Russes et à près de 40 % par Paul Aouizérate. Quelques mois plus tard, cette société mixte de droit français prend le nom d'Eskos. Les débuts sont ex-



C'est un polar scientifique et commercial. L'intrigue met en scène un aventurier français de l'import-export qui s'estime aujourd'hui grugé par ses partenaires russes, avec, en « guest stars », le Centre national d'études spatiales et Aérospatiale. Le tribunal de grande instance de Nanterre a été saisi

trêmement prometteurs. Des contrats sont signés avec plusieurs grosses sociétés ou organismes français du spatial. Et notamment avec le CNES (Centre national d'études spatiales), entre 1993 et 1994.

ILS concernent, explique la direction de l'agence spatiale française, « les opérations d'exploitation du satellite russe d'astronomie Granat et le recueil des données du télescope français Sigma embarqué à son bord, d'une part ; la fourniture d'équipements pour le système de locomotion du robot planétaire Iares, alors en cours de développement au CNES, d'autre part ». L'Institut de recherches spatiales (IRS) et la société NPO Lavochkine (pour le projet Granat), ainsi que la société VNIITransmash (robots planétaires), interlocuteurs russes du CNES dans ces affaires, avaient désigné Eskos « aux fins de conclure les contrats correspondants et de s'assurer de leur bonne exécution », ajoute-t-on au CNES.

Eskos entre aussi en relation avec la division espace et défense d'Aérospatiale, architecte industriel de la fusée Ariane. A l'époque, le consortium Globalstar lançait un appel d'offres pour la mise en orbite d'une « constellation » de quarante-huit petits satellites de télécommunications. Afin d'éviter que l'Europe soit absente de ce marché prometteur auquel le futur lanceur lourd Ariane-5 est mal adapté,

Aérospatiale cherche à acheter des lanceurs russes Soyouz – à la fiabilité renommée –, qu'elle se propose d'adapter aux normes occidentales. Un « accord de consultation » est signé entre Eskos et Aérospatiale. Il prévoit le versement d'honoraires (2 087 360 francs TTC seront effectivement payés pour onze mois de travail) et une commission de 1 million de dollars pour Eskos en cas d'obtention de l'accord avant le 30 avril 1995.

Par malchance pour Paul Aouizérate, le contrat convoité ne sera obtenu qu'en décembre 1996. Il prévoit que trois fusées

gément du tribunal de commerce de Nanterre.

Paul Aouizérate accuse ses associés russes de l'avoir grugé. « Les gains de la société montaient en flèche. Je voyais arriver les contrats tous azimuts, mais je ne comprenais rien à ce qui se passait. Je n'intervenais en rien », assure-t-il. Une filiale d'Eskos créée à Moscou aurait, selon lui, servi à récupérer les quelque « 8 millions de francs » perçus avec le cadre des contrats passés avec le CNES et Aérospatiale. Le CNES se refuse à confirmer ces chiffres, mais tient à préciser que « les prestations [promises par les

« C'est un très bon marchand d'aspirateurs et de voitures, mais il aurait dû comprendre que les fusées ne se vendent pas avec les mêmes méthodes »

Soyouz remplacera, pour le lancement de douze satellites, les lanceurs chinois, victimes d'échecs à répétition, que Globalstar avait choisis à l'origine. C'est la société Starsem – créée le 17 juillet 1996 avec pour actionnaires le centre de Samara (constructeur du Soyouz), l'agence spatiale russe RKA, Aérospatiale et Arianeespace – qui a signé. Entre-temps, Eskos a été effacée du paysage. Sa mise en liquidation judiciaire a été prononcée le 13 février par un ju-

Russes] ont été fournies conformément aux termes des contrats ».

La somme, qui apparaît « crédible » aux experts, était destinée avant tout (au moins en ce qui concerne les contrats du CNES) aux Russes, qui détenaient 60 % des parts d'Eskos. Y a-t-il eu néanmoins détournement ? Paul Aouizérate a-t-il été dépossédé de la part qui lui revenait ? Les véritables prestataires de service russes ont-ils bien touché ce qui leur revenait ? Une

intéressé quand, dans le cadre d'une autre de ses sociétés – La Financière de l'espace –, il leur avait proposé de « sécuriser » leurs investissements en Russie. « Mais il s'était immédiatement vanté d'être responsable des transferts de fonds concernant l'espace entre la France et la Russie. Cela avait, évidemment, entraîné le rejet de ses propositions », se souvient un spécialiste du milieu. Il envoyait des mémoires au ministère de la défense pour la préparation des conférences internationales sur l'espace, « préconisait une alliance avec les Russes et les Israéliens pour mener la guerre commerciale aux Américains ». Dans ce monde feutré, sa spontanéité et son manque de diplomatie détonnaient quelque peu. « C'est un très bon marchand d'aspirateurs et de voitures, mais il aurait dû comprendre que les fusées ne se vendent pas avec les mêmes méthodes », lance méchamment un expert.

Le décor de l'histoire évoque inmanquablement John Le Carré. Dans la Russie d'aujourd'hui, en pleine mutation, tous les coups semblent permis aux nouveaux « businessmen », qui sont souvent d'anciens apparatchiks ou leurs hommes de paille. La tentation est forte de tirer le scénario vers l'espionnage économique. Certains protagonistes de l'affaire ne s'en privent pas, affirmant que des « anciens du KGB » figuraient parmi les actionnaires d'Eskos. L'argument est mince : du côté français comme du côté russe, les ex-agents des services spéciaux ne sont pas rares dans un domaine aussi stratégique que le spatial. Et les ingénieurs russes n'ont sans doute pas grand-chose à apprendre de leurs collègues français. Bien plus que des secrets technologiques, ce qu'ils cherchent en Occident, ce sont des marchés.

DANS les milieux proches du gouvernement, on estime qu'il « s'agit, au pire, d'un différend commercial à régler entre Eskos et Aérospatiale ». Il n'en reste pas moins que ce litige pourrait indisposer les Russes à l'égard de la France, au moment même où Français, Américains et Européens se bousculent pour leur offrir un accès au marché occidental. Sous forme, évidemment, d'accords de participation. Et en échange d'une partie de l'expérience technologique amassée – notamment en matière de lanceurs et de vols habités, depuis le premier vol de Gagarine, en 1961 – en plusieurs décennies d'exploitation pratiquement ininterrompue de la seule station spatiale en service autour de la Terre.

La constitution de la société Starsem est un beau succès pour les Français et les Européens. Elle leur permettra de participer à la commercialisation de la fusée Soyouz, dont la réputation n'est plus à faire (plus de 1 500 tirs depuis 1957). Mais Starsem n'est pas seule dans son genre.

Des alliances similaires ont été montées par les Américains : ILS (International Launch Service) permettra à Lockheed-Martin d'exploiter le lanceur russe Proton ; Sea Launch a été fondée par Boeing pour tirer des fusées ukrainiennes Zenith à partir de plates-formes en mer ; Rockwell, enfin, s'est alliée au fabricant du lanceur russe cyclone.

La montée en puissance du couple franco-russe pourrait gêner ces concurrents – et beaucoup d'autres. Certains experts ne manquent pas de remarquer que cet imbroglio économique spatial trouve un développement judiciaire au moment précis où le gouvernement a émis le souhait de voir se former un pôle industriel fort autour de la société Aérospatiale et de ses principaux partenaires européens pour renforcer la position d'Arianeespace sur le marché mondial des lanceurs de satellites.

Jean-Paul Dufour
Dessin : Jy

Le pseudo-miracle britannique

par Will Hutton

TANDIS QUE L'Allemagne et la France s'embourbent dans le chômage, la Grande-Bretagne fait figure de pionnière - avec des records de création d'emplois et de croissance que lui envient ses concurrents. Peut-être le Parti conservateur britannique a-t-il raison : l'Europe de la monnaie unique, du volet social et des moyens puissants mis au service de la cohésion est une Europe qui n'est plus compétitive.

Si telle est la vérité, pourquoi le Parti conservateur est-il en passe d'essuyer un échec cuisant aux élections ? Ou bien l'électorat britannique est pervers, et refuse de reconnaître le paradis terrestre que l'Europe lui offre, ou bien le tableau que trace avec tant de ferveur le Parti conservateur devant la Commission européenne, l'OCDE et les ministres des finances européens ne reflète pas de façon si exacte la réalité de ce qui se passe en Grande-Bretagne, bien qu'un ardent prosélytisme veuille le faire accroire aux lecteurs du Monde.

La vérité est que, si l'extraordinaire expérience économique et sociale vécue par les Britanniques a été sur certains points bénéfique - notamment en ce qui concerne le comportement des syndicats de travailleurs, mieux disposés à l'égard des entreprises, et, à court terme, la gestion des actifs dans certaines industries privatisées -, le bilan global est négatif. La Grande-Bretagne reste handicapée par l'insuffisance de capitaux pour maintenir l'emploi. La flexibilité actuelle du marché du travail entraîne dans son sillage une insécurité et une exclusion sociale qui ne manquent pas d'alarmer. L'inflation reste forte par rapport aux niveaux internationaux, et la reprise actuelle est autant due à la consommation, au crédit qu'à l'encouragement et à la hausse des valeurs immobilières que l'importance que l'autre embellie des années Thatcher et des périodes précédentes.

La triste réalité est que le taux de croissance à long terme a baissé en Grande-Bretagne, tandis que la tendance à l'inflation restait inchangée et le niveau d'investissement insuffisant. Les chiffres du chômage, correctement évalués,

dépassent les 4 millions, et le nombre des foyers sans travail est l'un des plus élevés d'Europe. Parallèlement, les infrastructures publiques de l'aide sociale, de la santé et de l'éducation sont plus détériorées et indigentes que jamais.

Il n'y a pas de miracle, et le mal-être qui a fait chuter aux très bas niveaux de l'après-guerre le soutien électoral au Parti conservateur est intimement lié au sentiment général que l'incomparable prospérité proclamée avec insistance ne correspond pas à ce que les gens vivent. Les décideurs et les politiques de l'Europe continentale feraient bien de réfléchir avant d'adopter pour leur propre société l'individualisme de l'économie de marché à la britannique.

Si l'on exclut les étudiants, quel que soit 30 % des adultes britanniques en âge de travailler sont sans em-

ploi ou économiquement inactifs. La deuxième catégorie est celle des 30 % d'adultes qui possèdent un emploi, mais sans être sûrs de pouvoir le garder en raison de la flexibilité du marché du travail. Enfin, il y a le nombre - en baisse - des détenteurs d'un emploi stable à plein temps, parmi lesquels figurent les travailleurs indépendants. Ils constituent à l'heure actuelle 40 % seulement de l'ensemble du marché, et diminuent en moyenne de 1 % l'an. Ainsi, même ceux qui possèdent un emploi à plein temps savent que le chômage et l'insécurité peuvent être leur lot. L'inégalité s'étant creusée entre les revenus, le coût relatif, en perte de salaire, est d'autant plus fort que l'on descend dans l'échelle des emplois et des revenus.

Avec l'obligation dévolue à chacun de souscrire une assurance personnelle pour financer sa retraite et les soins de santé de ses vieux jours, pour se couvrir égale-

ment contre le chômage, la perte d'un emploi ne s'évalue plus seulement en termes de diminution ou d'absence de revenus. Elle signifie ne plus pouvoir payer ses primes d'assurance. Les 400 000 saisies immobilières des six dernières années - chiffre inégalé depuis l'expulsion des paysans écossais des Highlands au XVIII^e siècle - sont directement liées à l'incapacité croissante où se trouvent les travailleurs de supporter le paiement de leurs traites dans un marché flexible de l'emploi.

Le nombre des créations de postes qui fait la « une » des journaux est peut-être accrocheur, mais ces emplois sont éphémères et leur coût social énorme, quand la tendance à l'inflation salariale, à la baisse de la productivité et à la hausse du chômage reste pratiquement inchangée. Malgré le triomphalisme qui a fait du pays le

La chute du soutien aux conservateurs est intimement liée au sentiment général que la prospérité proclamée avec insistance ne correspond pas à ce que les gens vivent

centre européen de l'entreprise, la Grande-Bretagne ne peut se targuer d'aucune firme comme Microsoft ou BMW. Son industrie automobile a été reprise par les investisseurs étrangers qui se sont engagés dans l'équipement, la recherche et la conquête de parts de marché de façon beaucoup plus importante que ne l'avaient fait les sociétés britanniques.

L'individualisme du système financier britannique, qui repose sur le marché, s'il rapporte des liquidités aux épargnants, crée l'insécurité pour les sociétés. Leur capital est détenu par des fonds de pension et des compagnies d'assurances qui présentent les caractéristiques propres aux rentiers de tous les temps : le pouvoir, sans les responsabilités qui lui sont liées. Les priorités du spéculateur sur le marché à court terme deviennent celles des conseils d'administration, lorsque les sociétés craignent les prises de contrôle. Il leur faut se

débarrasser de leurs actifs, obtenir des marges importantes, diminuer la part de la recherche et du développement, réduire à l'essentiel la force de travail, afin de n'être pas rachetées par une autre société qui l'aura fait. Il existe un lien organique entre la structure de la propriété, la nature du système financier et les tendances qui se font jour sur le marché du travail, avec les conséquences qui s'ensuivent pour la société britannique - et tout cela dans un contexte où les coupes continuelles dans la progression des dépenses publiques ont miné et affaibli l'État-providence.

La vérité est que le capitalisme est une construction plus subtile que les conservateurs n'étaient capables de l'imaginer. Le paradoxe est qu'il fonctionne mieux dans un contexte où s'établissent des rapports de confiance et un engagement personnel, où de solides mécanismes permettent la répartition des risques et limitent la propension aux inégalités, où les droits de la propriété privée sont compensés de façon claire par des obligations. Le capitalisme a besoin de la motivation du profit, du mécanisme des prix et de la vitalité de l'esprit d'entreprise ; mais il a aussi besoin du juste prix et du juste salaire, de relations personnelles fortes et d'un cadre moral exceptionnel pour prospérer.

M. Blair va-t-il reprendre à son compte un peu de cette idée nouvelle dans l'application de son « centrisme radical » ? Sa campagne électorale, au cours de laquelle il n'a guère remis en cause les propos des conservateurs, augure mal l'avenir. C'est pourtant la seule voie qui reste aujourd'hui aux Britanniques - et à la gauche européenne, en fait. L'intéressant chez les Britanniques, ce n'est pas leur capitalisme du laissez-faire, mais la marie à la tradition européenne. L'importance de l'élection de M. Blair est ici.

Will Hutton est rédacteur en chef de « The Observer ».

(Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize.)

Le TUC au secours de l'Europe sociale ?

par Christelle Bertrand

L'EUROPE n'est plus la chasse gardée des technocrates. Les grandes grèves franco-belges de Renault Vilvorde ont révélé aux yeux de tous ce qui existait en germe depuis longtemps, mais auquel on ne croyait guère : l'amorce d'une véritable solidarité syndicale au niveau européen. Depuis la signature du traité de Rome, en 1957, c'est un travail collectif long à se mettre en place qui commence aujourd'hui à porter ses fruits. Feu de paille ou véritable stratégie à long terme, on est en droit de se demander quel peut-être l'avenir d'une telle collaboration syndicale entre les pays de l'Union.

Les élections britanniques vont constituer en cela une échéance essentielle. Si Tony Blair prend les commandes du 10, Downing Street, les syndicats britanniques, et en particulier le Trade Union Congress (TUC), vont gagner une influence considérable en Grande-Bretagne. Quelles vont en être les conséquences au sein de l'Union européenne ? De la réponse à cette question dépendra l'avenir d'une certaine Europe sociale.

On connaît mal le TUC, qui est sans doute l'un des plus puissants syndicats en Europe. Il regroupe une myriade de petits groupes sociaux-professionnels. Les syndicats britanniques ont compris depuis longtemps qu'ils avaient tout intérêt à dépasser leurs intérêts particuliers pour constituer un véritable groupe d'influence auprès des centres décisionnels du pays. Cette union pèse de trois façons sur la vie politique britannique. Par le nombre de ses adhérents tout d'abord. Bien qu'en nette perte de vitesse depuis dix ans, elle compte encore 6 millions de membres. Le TUC constitue aussi une ressource financière et un terrain électoral particulièrement fécond pour le Labour Party, auquel il impose, par ce biais, certaines de ses orientations. Enfin, le TUC bénéficie d'une popularité évidente auprès de la population britannique.

L'influence du Trade Union Congress, réel contre-pouvoir

autre-Manche, se fait aussi sentir depuis quelques années à Bruxelles. L'engagement pro-européen du TUC, pour très récent qu'il soit, n'en est pas moins réel. Il date de l'arrivée de M^{re} Thatcher au pouvoir. Faute d'être écouté dans leur pays, les syndicalistes britanniques se sont servis des instances européennes comme d'autant de tribunes qui leur ont permis de diffuser leurs idées et de recouvrer une légitimité.

Aujourd'hui, le TUC pèse d'un poids non négligeable au sein de l'Europe. Il siège au Comité économique et social, chargé de donner des avis à la Commission et au conseil européens, qui compte huit trade-unionsistes parmi ses membres ; à la Confédération des syndicats européens, où les Britanniques représentent le groupe le plus important, loin devant l'Allemagne ou la France ; au sein, enfin, de différents comités formés autour de thèmes spécifiques, comme l'industrie ou l'agriculture, sur lesquels les syndicats européens travaillent ensemble et tentent de définir une politique commune.

L'influence du Trade Union Congress, réel contre-pouvoir outre-Manche, se fait aussi sentir depuis quelques années à Bruxelles

L'organisation régulière de séminaires communs, la publication de protocoles engageant les différents pays d'Europe à s'entraider lors des négociations nationales, sont autant d'amorces d'actions collectives. Le TUC s'est, en outre, battu pour arriver à une harmonisation des revendications nationales, comme la réduction du temps de travail, une monnaie plus stable et une aide plus efficace pour les régions d'Europe défavorisées.

Un réseau informatique a été mis en place afin de centraliser des informations pour tous les syndicats d'Europe et faire avancer plus facilement les négociations. Le TUC est en cela considéré comme le groupe le plus volontaire des syndicats européens.

L'issue des élections, si elle est favorable au Parti travailliste, ne pourra que renforcer cette position. Alors que, jusqu'à présent, les initiatives du TUC avaient été contrées, en Grande-Bretagne comme en Europe, par une majorité conservatrice, les choses devraient changer avec l'arrivée de Tony Blair au pouvoir. La présence du Labour dans les différentes institutions européennes offrira une tribune aux syndicalistes, mais aussi un soutien dans leurs actions militantes. Tony Blair l'a dit, il se battra pour que la Grande-Bretagne signe enfin la Charte sociale.

On aurait pu penser que les syndicalistes britanniques, poussés à se battre sur le terrain européen par un gouvernement qui ne leur donnait plus le droit de parole dans leur pays, profiteraient du retour des travaillistes pour réinvestir le cadre national. Tel ne paraît pas être le cas. Le TUC semble avoir bien appris sa leçon européenne. La collaboration a été longue à mettre en place mais elle s'est révélée fructueuse pour les syndicalistes de tous les pays européens. Il est donc difficile de croire que le TUC abandonne un terrain qui lui devient encore plus favorable.

Se sentant ainsi soutenu dans ses initiatives, on doit s'attendre que le TUC demande aux autres syndicats européens d'adopter une vitesse supérieure, multipliant les actions communes autour d'une table de négociation ou dans la rue.

Christelle Bertrand prépare un doctorat d'histoire consacré aux relations entre les syndicats britanniques et l'Europe.

Parachever la révolution conservatrice

par Graham Mather

LA transformation de l'économie britannique au cours des années Thatcher-Major est tout à fait singulière. Elle n'est pas uniforme : elle oscille entre pragmatisme prudent et radicalisme idéologique. A la veille des élections, cependant, on peut dire de cette économie qu'elle est, en définitive, plus viable qu'elle ne l'a été depuis un siècle, plus capable de répondre à la concurrence et d'engendrer une croissance soutenue.

Les deux profonds changements structurels qui ont vu le jour étaient à peine perceptibles dans le manifeste électoral de M^{re} Thatcher en 1979. On y trouvait, dans le cadre des structures existantes, une volonté prudente de rendre plus efficace le secteur public. Il n'était proposé qu'une timide révision du mode de fonctionnement interne des syndicats. Pourtant, moins d'un an après la victoire électorale de M^{re} Thatcher, la crise économique provoquait une totale radicalisation de sa politique. L'hiver du mécontentement - démontrait que seule la restructuration la plus drastique pouvait mettre fin aux grèves générales et catégorielles, aux coupures de courant, boycotts, piquets de grève et autres exercices brutaux de la force dont la Grande-Bretagne pâtissait depuis la fin de la guerre.

La solution tenait à la fois de la doctrine de Hayek et des pratiques américaines légales. Son secret : remodeler les règles de l'action syndicale. Ainsi, le tort causé à autrui allait désormais coûter cher. Le système assurait sa propre police. Les employeurs auraient rarement besoin de recourir à la loi : mais le comportement des syndicats allait changer, et les ministres et hauts fonctionnaires n'auraient jamais à intervenir.

En 1979, seuls les idéologues et théoriciens les plus extrémistes

envisageaient de telles mesures. Mais au début des années 90, les journées de travail perdues pour cause de grève étaient en moyenne de 37 seulement pour 1 000 travailleurs, soit beaucoup moins que les 162 de la moyenne américaine. Le nouveau Parti travailliste n'ose pas aujourd'hui rendre aux syndicats leur immunité perdue en 1982 et 1984.

Le second changement structurel - la privatisation - fournit un autre exemple de la radicalisation de la politique économique dont est responsable la crise. Après un an de thachérisme, les sociétés nationalisées présentaient toujours un déficit annuel d'un milliard de livres chacune.

La privatisation ne s'est pas limitée à endiguer les pertes. Elle a donné raison à Milton Friedman pour qui la propriété joue un rôle essentiel. Les idéologues qui ont convaincu M^{re} Thatcher de se lancer dans la vente des télécommunications, du gaz, de l'électricité, de l'eau, du charbon, de l'acier, de l'automobile, des chemins de fer et autres ont mis au point pour le service public un modèle opérationnel soumis à des critères d'efficacité qui a dépassé l'exemple américain et donné d'excellents résultats en matière de profits pour les actionnaires, de gains de productivité, de qualité du service au client et de revenus fiscaux prélevés sur les bénéficiaires.

Tout aussi importante est la démonstration par la privatisation que la meilleure façon de fournir un service public de qualité est de séparer la mission de l'exécution, d'exiger du prestataire de services le dédommagement immédiat du client lorsqu'il ne parvient pas à répondre aux meilleurs critères de qualité. La qualité du service est devenue le critère absolu, et l'idéal du service public le propre du privé.

La politique conjoncturelle

thatchérienne est loin d'avoir connu le même succès, laissant à John Major un héritage difficile. Au lieu de transférer les activités et les fonctions directement au marché, on a cherché à faire mieux tourner la machine étatique. La politique monétaire, notamment, ne se prête pas aisément à la privatisation. Elle a été le seul vrai point faible de l'économie thachérienne. Une inattention momentanée aux risques de l'inflation a entraîné la croissance, ruiné des sociétés, balayé des PME, mis des travailleurs au chômage et apporté le malheur aux familles qui avaient emprunté pour acheter leur maison, et qui l'ont perdue sans y être pour rien.

Un bouleversement se prépare : la privatisation d'une bonne partie du gouvernement lui-même

La politique monétaire de la fin du thachérisme a eu d'autres graves conséquences en économie. Une croissance inexistant rend tous les problèmes plus difficiles à résoudre. Cette vérité s'est fait jour ailleurs en Europe après les restrictions nées du traité de Maastricht. Avec la hausse du chômage, les dépenses sociales se sont mises à grimper. Les impôts ont de nouveau augmenté, tandis que l'emprunt public s'envolait.

La situation dont a hérité John Major était donc mitigée. La privatisation et la réforme du marché du travail furent données en exemple dans le monde entier, approuvées par l'ensemble des organisations économiques internationales.

Cependant, son PIB par tête d'habitant confirmait la Grande-Bretagne comme lanterne rouge de l'Europe. Il a fallu plus de deux ans pour que soit rétablie la confiance dans la politique économique britannique, après des tentatives maladroites pour rester dans le système monétaire européen (SME).

La Grande-Bretagne est d'ores et déjà beaucoup mieux armée que beaucoup de ses partenaires européens pour affronter les problèmes de la santé publique. A l'approche des élections, cependant, les ministres proposent des plans ambitieux visant à accroître, par le biais de traités complémentaires, la part des pensions relevant du secteur privé. Toutes sortes d'encouragements prennent forme pour inciter les personnes âgées à pourvoir à leur propres besoins en contractant des assurances privées. Ces idées radicales, qui auraient pu effrayer les électeurs, ont au contraire été bien accueillies.

Mais un bouleversement plus grand se prépare. Il pourrait rapprocher le radicalisme des premières années Thatcher et les positions plus gradualistes de la fin des années 80 et 90. Il s'agit de la privatisation d'une bonne partie du gouvernement lui-même.

A la fin des années 80, un haut fonctionnaire novateur, sir Peter Kemp, entame un processus d'« agencification » de Whitehall. Les activités d'exécution des services gouvernementaux - du paiement des avantages sociaux à l'impression des documents officiels - sont regroupées en agences ayant chacune leur budget, leur directeur, leur organisation propre. Discrètement, et à titre d'essai, on a commencé à céder les plus petites de ces agences au secteur privé.

Whitehall envisage, à présent, de les vendre toutes. Ce serait la plus grande privatisation que le

monde ait connue : plusieurs dizaines d'agences employant près de 400 000 personnes, une valeur variant entre 50 et 60 milliards de livres sterling. Le gouvernement obtiendrait ainsi une sensible augmentation de ses revenus, ce qui pourrait l'aider à amorcer le passage à un système de santé privé, ou à une réduction de l'impôt sur le capital, ou bien encore aux deux.

Sous le gouvernement de M^{re} Thatcher, les années 1981-1983 furent les plus radicales : des années-clés au cours desquelles le marché du travail et le secteur public ont été soumis aux règles du privé. La dernière période du thachérisme fut plus calme - en raison surtout des désaccords intervenus sur le mécanisme des taux de change, et des pertes économiques causées par une politique monétaire malheureuse.

L'administration de John Major s'est déroulée tout autrement. Ses premières années au pouvoir ont été empoisonnées par la difficile situation dont il héritait. Sa politique monétaire et fiscale en porte encore les traces. Le pragmatisme prudent, cependant, est en train de céder du terrain devant une nouvelle vague de changements structurels et de privatisations, qui pourrait faire de la Grande-Bretagne le pays d'Europe occidentale le plus prisé au monde pour son économie. Une croissance soutenue et des réglementations minimales s'accompagnent ici d'une vive concurrence et du plus faible taux d'intervention publique jamais vu en Europe. Le vote du 1^{er} mai décidera si cette vision d'avenir peut devenir réalité.

Graham Mather est député européen (conservateur) et président de l'European Policy Forum.

(Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize.)



Les A...

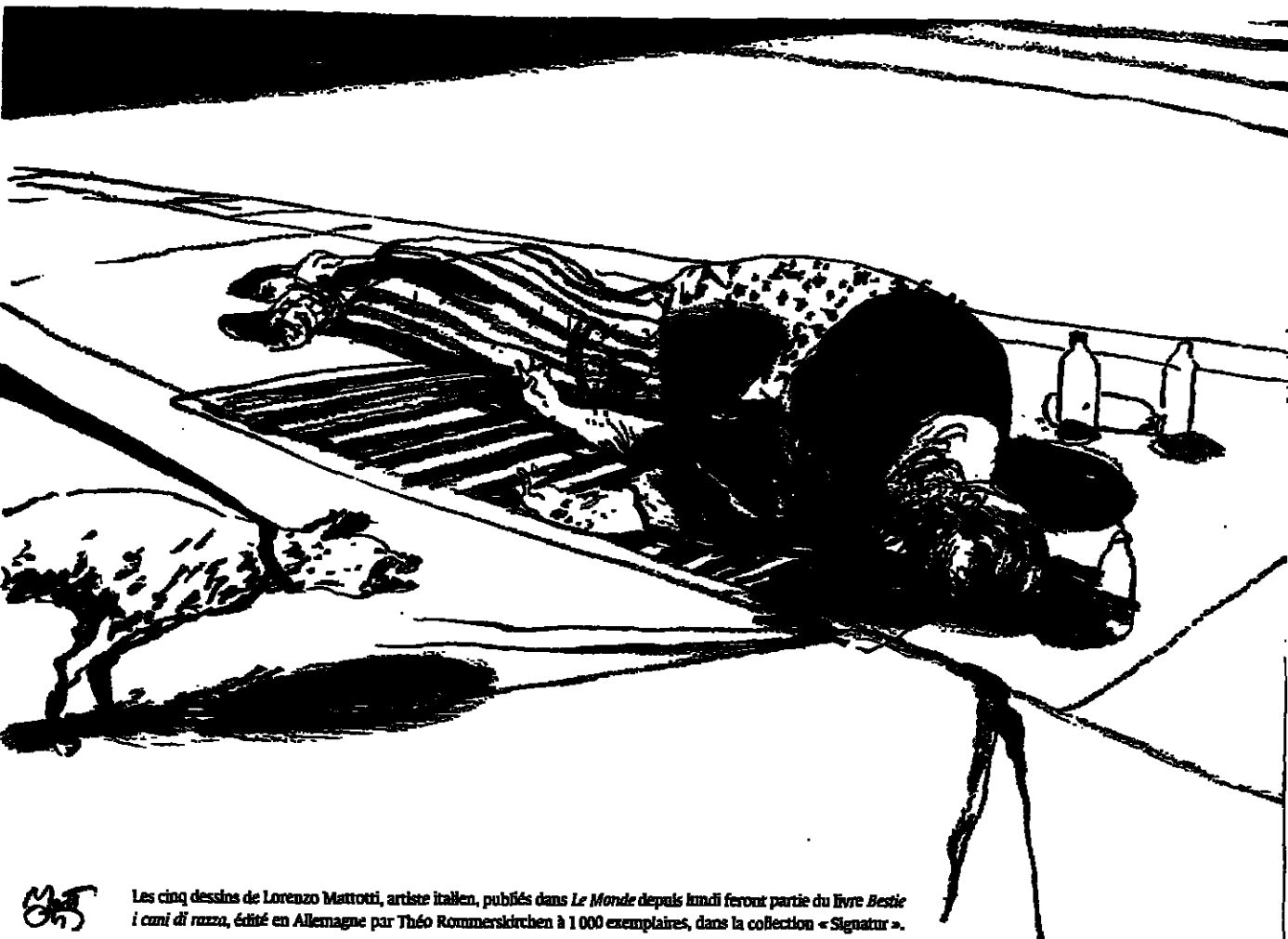
... de la vie ferroviaire...
... des trains...
... des voyageurs...
... des marchandises...

... de la campagne...
... des agriculteurs...
... des éleveurs...
... des pêcheurs...

... de la santé...
... des hôpitaux...
... des médecins...
... des patients...

صحنه من العمل

Scènes de vie féroce - 5 par Lorenzo Mattotti



Les cinq dessins de Lorenzo Mattotti, artiste italien, publiés dans Le Monde depuis lundi feront partie du livre *Bestie i cani di razza*, édité en Allemagne par Théo Rommerskirchen à 1 000 exemplaires, dans la collection « Signatur ».

Les Aubrac et les dévots des archives

L'ESPOIR ET LE DOUTE. Le doute et l'espoir. Telle est la contradiction dans laquelle nous enferme la triste controverse qui oppose le journaliste-historien Gérard Chauvy au résistant Raymond Aubrac.

Le doute est celui que fait peser tout au long de son ouvrage M. Chauvy sur la loyauté de l'un des anciens dirigeants du mouvement Libération-Sud pour conclure : « Aujourd'hui, aucune pièce d'archives ne permet de valider l'accusation de trahison proférée par Klaus Barbie à l'encontre de Raymond Aubrac » (Aubrac, Lyon 1993, éditions Albin Michel). L'espoir, c'est celui que Raymond Aubrac et son épouse placent en la jeunesse. « A mes descendants et à leurs contemporains je lègue cet héritage collectif acquis si chèrement : le droit d'être libres et égaux entre eux », déclare Lucie Aubrac au terme de son dernier livre, *Cette exigente liberté* (éditions de l'Archipel).

Sans doute la bataille est-elle inégale. Le doute s'insinue, rongé, corrode tout. Poison d'autant plus violent qu'on le fait prospérer, ici, sur des archives présentées comme irréfutables : rapports de la Gestapo, procès-verbaux de la police française, pièces de justice, déclarations de Raymond Aubrac devant les services secrets gaullistes, etc.

Le Gesto l'a écrit ; la police française l'assure... Qui dit mieux ? On croit rêver devant cette révérence sans réserve, cette sacralisation des archives. Le culte qui leur est rendu est tel qu'on en oublie les plus élémentaires précautions d'analyse et de prudence. Aujourd'hui, le document d'archive fait foi. Sans discussion.

Les historiens devraient frémir, qui s'efforcent de donner à leur discipline un statut rigoureux, fondé sur le débat, la vérification et la distance par rapport à son objet. Dans la polémique actuelle, on s'interroge sur la place qui revient à l'examen critique indispensable, au doute, puis cette fois dans son acception la plus noble. L'archive domine, donc. Elle écrase. Cet outil merveilleux devient une arme pour accuser et non pour comprendre. Au point que Gérard Chauvy n'a pas demandé à Raymond Aubrac de s'expliquer sur les documents qui appellent de sa part des éclaircissements. Par avance, le témoignage est ainsi récusé. A la limite, son seul intérêt réside dans ses repentirs ou, mieux encore, dans ses contradictions. Soit il bégaye, soit il ment.

GOÛT DU SECRET ET GOÛT DU TÉMOIGNAGE

Raymond et Lucie Aubrac ont beaucoup témoigné. Par chance, ils témoignent encore. Ce sont des militants du témoignage, et ce militantisme-là les trahit aujourd'hui. Raymond Aubrac témoigne à pas comptés. Il minore très vraisemblablement son influence et son rôle passés dans l'appareil communiste. Il lui arrive aussi de se tromper sur telle ou telle date. Il lui arrive enfin de ne pas avoir réponse à tout. Ainsi s'interroge-t-il encore sur les raisons qui ont conduit les Allemands à l'épargner après son arrestation avec Jean Moulin, en juin 1943 : « Pour moi, il n'y a qu'un mystère dans ce qui m'est arrivé : pourquoi m'ont-ils gardé à Lyon ? Cela, je n'en sais rien. »

Lucie Aubrac, elle, aime raconter. Elle

confesse qu'il lui arrive de « fabler ». Cette ancienne professeur d'histoire se surprend parfois à enrichir un récit, défaut certain et trop commun. Son témoignage en est-il pour autant frappé de nullité ? Non. Il repose toujours sur une réalité dont on retrouve la trace dans les procès-verbaux de l'époque. Même les nouveaux dévots des archives ne contestent pas les opérations de commando dont elle prit la direction pour libérer de prison son mari et des camarades. Son audace était légendaire, sa vie est devenue légende.

Cela ne suffisait pas. Leur couple s'est auto-promu indéfectible au travers des engagements politiques et de l'amour conjugal. Il a personifié la Résistance unie contre l'occupant nazi. Telle est ce que les Aubrac appellent leur « cause » : la défense et illustration d'une « armée des ombres » tout entière dressée contre la barbarie, mêlant sans aucune opposition communistes et gaullistes, syndicalistes et démocrates-chrétiens.

Cette image pieuse, ignorante des tensions et déchirements politiques internes à la Résistance, irrite les impatients qui cherchent derrière la légende l'Histoire toute crue, ceux pour qui ne sauraient exister ni héros ni hommes remarquables. Mais l'Histoire en offre heureusement à profusion et les historiens ne peuvent s'arrêter le droit d'insinuer le crime de trahison quand ils n'en détiennent aucune preuve tangible. En la matière, l'espoir est une vertu, le doute une félonie.

Laurent Greilsamer

L'économie dans la campagne

Suite de la première page

Le débat économique s'est, d'entrée, embourbé dans des polémiques biaisées sur les bilans comparés d'une droite autoproclamée vertueuse et d'une gauche éternellement soupçonnée d'être dispendieuse. Et M. Juppé a prononcé ses premiers discours électoraux en annonçant un « nouvel élan » sans préciser quelles mesures économiques nouvelles la formule pouvait laisser présager. Ce débat économique est donc mal engagé. A entendre les protagonistes, les Français n'auraient le choix qu'entre une politique d'austérité pas encore avouée et une politique laxiste, qui, elle aussi, avancerait masquée. Dans les deux cas, l'accusation occulte les questions de fond.

Est-il opportun, comme l'a fait M. Juppé, de pointer « le boulet de la dette accumulée sous les gouvernements socialistes » ? En réalité, la droite n'a guère de leçon à donner dans ce domaine. La dette est ainsi passée de 1 475 milliards de francs en 1988 à 2 107 milliards de francs en 1992, avant d'exploser ensuite, pour grimper à 3 255 milliards de francs en 1995 et sans doute 3 800 milliards à la fin de 1997. De surcroît, la spectaculaire déforma-

tion du partage de la valeur ajoutée, à l'avantage des profits et au détriment des salaires, que l'on a constatée depuis quinze ans est un vrai problème qui a des conséquences ravageuses sur toute l'économie. L'ancien rapporteur de la commission des comptes de la Sécurité sociale, Jean Marnot, a récemment évalué à 35 milliards de francs le manque à gagner en 1996, pour les recettes sociales, du fait de ce partage de plus en plus inégal, soit près des deux tiers du déficit annuel.

Pour autant, les propositions socialistes ne sont pas dénuées d'ambiguïté. Quelle est la marge réelle pour une politique stimulant la demande ? L'Etat devrait-il lui-même donner l'exemple, en conduisant une politique salariale plus expansive en faveur des fonctionnaires ? Cela serait-il compatible avec l'ambition de stabiliser les prélèvements obligatoires ? Caricatural, le débat n'est pas encore entré dans cette complexité.

La gauche elle-même n'a pas hésité à faire fâche de tout bois, au risque de formuler des critiques qui manquent partiellement leur cible. Peut-on en effet soupçonner le gouvernement de tenir, en réserve, un plan d'austérité ? En réalité, s'il y a un non-dit, ce n'est vraisemblablement pas celui-là.

Le gouvernement n'ignore pas qu'il aura les pires difficultés à abaisser les déficits publics à 3 % du produit intérieur brut à la fin de 1997, comme l'exige le traité de

Maastricht. Même avec une croissance plus soutenue, il pressent qu'il risque d'afficher un bilan de l'ordre de 3,2 % ou 3,3 %. Comme en témoignent les nouvelles lettres de cadrage budgétaire (Le Monde du 23 avril), il entend donc poursuivre une politique budgétaire extrêmement serrée, puisqu'il souhaite maintenir en francs courants les dépenses à leur niveau de 1996, pendant la durée de la prochaine législature. Ce qui n'est sans doute pas l'austérité, mais à tout le moins une rigueur renforcée puisque, du même coup, les dépenses baisseraient en volume d'un peu moins de 10 %.

UN DÉLAI TROP COURT

L'autre-pensée est donc transparente : sans pouvoir le dire publiquement, comme le fait M. Jospin, l'Elysée et Matignon tendent à penser qu'il faut impérativement tenir le calendrier de la monnaie unique, mais que, le moment venu, on pourra juger « en tendance » les efforts de rigueur entrepris par les différents pays.

La politique de la droite n'est, elle-même, pas dénuée de zones d'ombre. A preuve, le débat récurrent qui divise ses rangs sur le libéralisme. Qu'est-ce qui distingue la politique économique de M. Juppé de celle de M. Madelin ? C'est sans doute plus affaire de rythme et d'affichage - voire de tempérament - que de principe. Conduisant maintenant une politique de baisse des impôts, de privatisations

accélérées et de contraction de la dépense, le premier ministre a des convictions libérales dont on ne peut guère douter. C'est lui aussi, il ne faut pas l'oublier, qui a relancé au début de l'année, le débat sur la « flexibilité », même si le terme est vite devenu tabou.

Alors, en cas de victoire, M. Juppé, même s'il s'en défend, pourrait-il accélérer les réformes dans un sens plus libéral ? Plusieurs raisons plaident en ce sens. D'abord, « l'option libérale » compte de plus en plus de partisans dans la majorité. L'évolution récente des balladuriers est de ce point de vue révélatrice. De plus, de nombreux grands patrons, notamment ceux qui ont leurs entrées à l'Elysée, font fortement pression pour qu'un cap plus libéral soit retenu. Enfin, dans une économie qui apparaît bloquée et qui a sans doute besoin d'un électrochoc, le chef de l'Etat est plus enclin, compte tenu de son système d'alliances politiques, à choisir cette voie plutôt que celle d'un dirigisme gaullien.

Alors, à quelles réformes faut-il s'attendre ? La vérité, c'est qu'on ne le sait pas encore très bien et que les socialistes n'ont pas encore aidé à cette clarification. Et le chef de l'Etat encore moins : un mois, c'est court pour qu'un débat économique sérieux s'engage. Aurait-on voulu l'escamoter, sans doute ne s'y serait-on pas pris autrement.

Laurent Mauduit

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Pour un vrai débat

CHAQUE époque impose son style. La « fin des idéologies », le resserrement de l'écart entre les politiques menées au pouvoir par la gauche puis par la droite, la banalisation des alternances avaient déjà fait sentir leurs effets sur les campagnes électorales de 1993 et de 1995, dont la qualité du débat n'avait pas été la caractéristique principale. Celle de 1997, telle qu'elle a commencé, ne promet pas de relever le niveau, ni de rendre aux enjeux politiques la dignité qu'ils ont perdue aux yeux de nombreux citoyens.

Rien d'étonnant à cela puisque cette campagne porte la marque du calcul tactique dont elle procède. La dissolution décidée par Jacques Chirac a précisément pour finalité de prendre de court ses adversaires de gauche et d'extrême droite et d'arracher aux électeurs une décision à la hussarde. Dès lors, le combat prend inévitablement le pas sur le débat.

L'exemple britannique, où ces dissolutions tactiques sont la règle - le premier ministre, chef du parti au pouvoir, provoque des élections législatives quand bon lui semble -, avec un scrutin majoritaire à un tour encore plus réducteur, est là pour montrer ce qui en résulte : campagne courte, course aux électeurs indécis, polarisation sur la personnalité du titulaire de l'exécutif et de son rival, arguments simplistes, voire de bas étage.

Si les électeurs d'outre-Manche sont déjà las d'une campagne qui n'aura duré que

six semaines quand elle s'achèvera par leur vote le 1^{er} mai, les Français risquent de l'être rapidement de se voir sollicités de façon à la fois brusque par le président de la République et « brutale » par le premier ministre et chef de la majorité, Alain Juppé, qui l'a avoué avec gourmandise devant ses amis du RPR.

De François Léotard, jouant laborieusement sur les mots pour expliquer que Lionel Jospin est « sinistre », à Martine Aubry répliquant que le premier secrétaire du PS se différencie du premier ministre en ce qu'il « n'aboie pas », les dirigeants de partis républicains sont engagés sur une pente dangereuse, qui risque de les mener à l'exécration rhétorique de l'extrême droite. Verra-t-on la « lépénalisation des esprits » déboucher sur la lépénisation du débat politique ?

La gauche aurait d'autant plus tort de se laisser glisser sur cette pente qu'elle servirait ainsi la tactique d'escamotage du débat choisie par ses adversaires. En outre, l'énervement s'ajoute, pour chef de file du premier ministre en place, empêchée de promettre rien d'autre que la continuité de la politique menée depuis deux ans par M. Juppé et constatant que la mobilisation de son électoral ne répond pas à son attente, la majorité sortante parie sur la peur et sur la caricature. La gauche se voit offrir alors le beau rôle de proposer aux Français ce qu'ils attendent : un vrai débat, pour un vrai changement.

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Président du conseil d'administration : Jean-Michel Colombeau
Directeur : Jean-Michel Colombeau ; Directeur adjoint : Daniel Verne
Nol-Jean Bergeron, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Robert Flénel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhonnau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Gribbenet, Erik Jorveland, Michel Kalmann, Bernard Le Gendre
Directeur adjoint : Dominique Royer
Rédacteur en chef technique : Erik Azou
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourmeau

Médiateur : Thomas Fenech

Directeur exécutif : Erik Flénel ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Robit ; directeur des relations internationales : Daniel Verne

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Bonne-Méry (1944-1948), Jacques Ruwet (1948-1962), André Lantier (1962-1965), André Fontaine (1965-1991), Jacques Lenoir (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 995 000 F. Actionnaires : Société civile « Les redacteurs du Monde », Association Hubert Bonne-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entrepreneurs, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Ima Presse, Le Monde Prevoyance

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Jour de fête au village

HIER jeudi était jour de première communion à l'église de la place des Abbesses, Saint-Jean l'Evangélique, dont l'abbé Loum, célèbre quand il signait ses articles de *La Croix* Pierre l'Ermitte, fut curé.

Jeudi est jour de congé pour les écoliers. Aussi aux bûcheurs de pâtés de sable qui occupaient toute la largeur des allées du square Saint-Pierre s'ajoutaient les communistes et les garçons à brassard blanc en quête avec leur famille d'un fond convenable à la photographie. Le vieux Montmartre voit beaucoup de peintres et de photographes. Hier, c'était une débacle.

Le père de famille, un peu énév, conduisait un petit garçon de la rampe de pierre blanche trop neuve au château d'eau trop classique, et renonçait après des visées découragées d'un seul œil dans le

« box ». Des familles complètes posaient, tendues d'attention devant la parente soigneuse qui avait monté le 6 x 9 planté sur pied, mais qui n'arrivait pas à trouver son niveau à cause des marches.

Tout le monde était pourtant d'accord pour placer les sujets l'œil en plein soleil suivant les conseils du marchand de couleurs. Il a dû se gêner hier beaucoup de pellicule sur les pentes maintenant urbanisées du monticule pelé ! Un autre papa avait trouvé une solution audacieuse : son fils à mi-étage, le poing sur la hanche, de profil, devant le Sacré-Cœur, il le photographiait dix marches plus bas en perspective fuyante, comme les mannequins de journaux de mode qui ont des pieds de la grosseur de leur tête.

Robert Coiplet
(26 avril 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 06-36-29-04-36

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 06-36-68-03-78

SUBVENTIONS Karel Van Miert, le commissaire européen chargé de la concurrence, a présenté jeudi 24 avril aux quinze ministres de l'industrie le cinquième rapport sur

les aides publiques aux entreprises. ● **MALGRÉ** leurs engagements précédents, les pays européens n'ont pas diminué leur soutien à l'industrie. Entre 1992 et 1994, ils ont versé

en moyenne 618 milliards de francs par an aux sociétés. ● **LES PAYS RICHES** de la Communauté (Allemagne, France, Royaume-Uni et Italie) ont mobilisé 85 % du total du-

rant cette période. ● **L'ALLEMAGNE** est le pays qui subventionne le plus ses entreprises, en raison de la réunification. ● **LA COMMISSION EUROPEENNE** veut adopter des règles

beaucoup plus strictes pour limiter ces aides « amenant des distorsions de concurrence ». ● **LES PME-PMI** françaises se débattent dans une multiplicité d'aides.

Bruxelles veut contrôler plus strictement les aides d'Etat à l'industrie

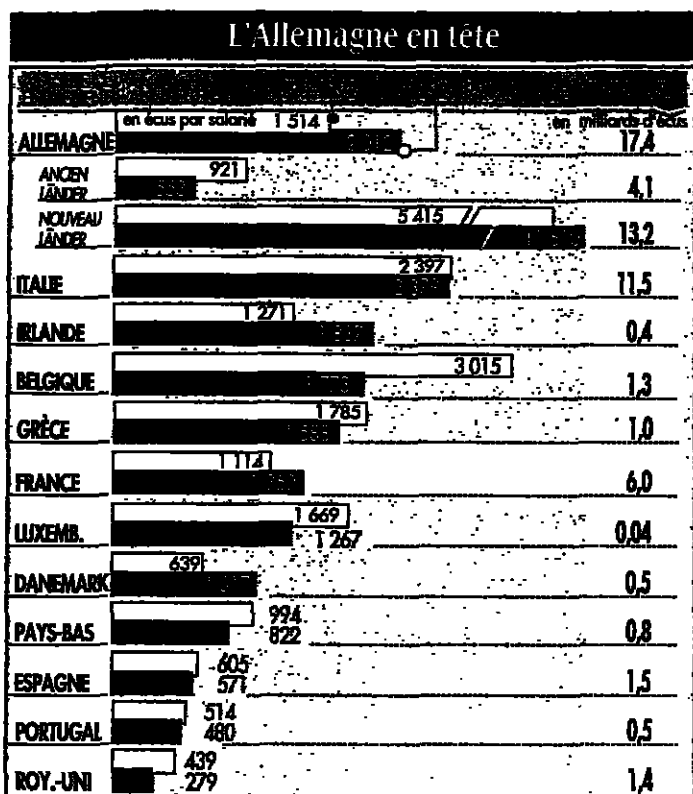
L'Allemagne, à la suite de la réunification, est le pays qui soutient le plus ses entreprises. Les privatisations et la crise ont aussi contribué à la hausse des subventions. La Commission européenne a obtenu jeudi 24 avril un renforcement de ses pouvoirs sur les fusions

KAREL VAN MIERT tape, une fois de plus, du poing sur la table. Bien que les quinze ministres européens de l'industrie, réunis jeudi 24 avril à Luxembourg, aient décidé de reconduire pendant un an le régime d'aides en faveur de la construction navale, le commissaire européen chargé de la concurrence a présenté une série de mesures visant à limiter les subventions des pays membres à leurs entreprises. Des règles plus strictes s'imposent, selon M. Van Miert, au vu du cinquième rapport sur les aides d'Etat.

ENGAGEMENTS NON TENUS

Les engagements pris par les pays européens de diminuer leurs aides à l'économie se sont envolés avec la crise. Alors qu'ils avaient commencé à réduire leurs soutiens financiers à la fin des années 80, ils ont depuis maintenu, voire augmenté, leurs subventions. Entre 1992 et 1994, les douze pays de la communauté européenne (avant son élargissement) ont versé, chaque année, au moins 95 milliards d'euros (618 milliards de francs) d'aides publiques à l'industrie, à l'agriculture, aux transports, à la pêche et au charbon. « Les secteurs industriels d'aujourd'hui ont absorbé au cours de la même période quelque 43 milliards d'euros par an, soit une stabilisation au niveau de la période précédente (1990-1992) », constate le rapport de la commission.

Les grands pays européens (Allemagne, France, Royaume-Uni et Italie) sont ceux qui bénéficient le plus des aides publiques à l'industrie. Leur part est passée de 82 % à 85 % du total entre 1990 et 1994. En revanche, les pays les plus pauvres de la Communauté (Grèce, Portugal, Espagne et Irlande) voient leur part tomber de



9,3 à 8,3 sur la même période. Ces disparités inquiètent la Commission, qui les interprète comme un facteur de déséquilibre « néfaste pour la cohésion économique en Europe ».

L'Allemagne est désormais le pays qui verse le plus d'aides publiques à son industrie. La réunification a beaucoup pesé dans ce changement d'attitude. Confronté à la difficile transition d'une économie planifiée à une économie de marché, le gouvernement allemand a dépensé sans compter pour éviter un effondrement de

l'économie dans l'ex-Allemagne de l'Est. En deux ans, les nouveaux Länder ont reçu en moyenne 13,2 milliards d'euros chaque année, alors que les entreprises d'Allemagne de l'Ouest n'ont perçu que 4,1 milliards d'euros d'aides, en baisse de 43,8 % par rapport à la période 1990-1992. Sans avoir l'excuse d'une réunification, d'autres pays ont continué à augmenter leurs subventions aux entreprises. Le Danemark a ainsi augmenté ses aides de 51,6 % entre 1992 et 1994,

l'Irlande de 47,5 % et la France de 13,7 %. Dans le même temps, la Belgique a réussi à réduire les siennes de 43,4 %, la Grande-Bretagne de 42,3 %, les Pays-Bas de 19 %, l'Espagne de 14 %, l'Italie de 9 %.

Les habitudes, la volonté politique, mais aussi des situations économiques différentes semblent expliquer cette différence d'attitude entre les pays de la Communauté. Surpris par l'ampleur de la crise de 1993, des Etats comme la France ont retrouvé les vieux mécanismes de la subvention pour tenter d'amortir les conséquences dévastatrices de la récession, sans grand succès.

D'autres, engagés dans une réforme des dépenses publiques, comme les Pays-Bas, ont préféré renoncer à ce chemin jugé inefficace. Enfin, à la suite des dévaluations de septembre 1992, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne avaient moins besoin de prendre des mesures de soutien : leur industrie a bénéficié d'une amélioration instantanée de 10 %, 20 % ou 30 % de sa compétitivité.

Si les subventions aux secteurs en difficulté comme le textile et la construction navale restent dominantes, les Etats ont de plus en plus tendance à adopter des mesures de soutien individuelles en faveur de certaines entreprises. « De 7 % du volume global des aides industrielles en 1990, leur part est passée à 36 % du total en 1994, soit 15,5 milliards d'euros sur un total de 43 milliards », constate le rapport de la Commission européenne. Cette tendance devrait se confirmer sur la période 1994-1996, d'après Bruxelles.

Une partie de cette augmentation est liée, à l'encore, à la réunification allemande, l'autre semble être aux privatisations. Sous-ca-

pitaisés, mal en point, les groupes publics ont souvent besoin d'importantes dotations avant de retourner dans le privé. En 1996, l'Etat français a dépensé 13 milliards de francs pour recapitaliser Air France, la GIAT, la CGM (Compagnie générale maritime). Cette année, il va verser 11 milliards rien que pour Thomson. En Italie, la holding publique IRI, actionnaire majoritaire d'Alitalia, s'est vu refuser, jeudi 24 avril, par Bruxelles le plan de recapitalisation de 3 000 milliards de lires (10 milliards de francs environ) prévu pour redresser la compagnie aérienne.

Ne croyant pas à un changement volontaire de comportement de la part des Etats membres, la Commission européenne veut instaurer une surveil-

lance beaucoup plus sévère des aides. Si les soutiens à la création d'entreprise, aux PME, à la protection de l'environnement lui semblent toujours légitimes, toutes les subventions individuelles aux entreprises, surtout dans les pays riches de la Communauté, lui paraissent de nature à fausser la concurrence.

Jeudi, les ministres européens de l'industrie ont d'ailleurs accru les pouvoirs de la Commission sur les fusions. Désormais seront soumises à son approbation toutes les opérations impliquant des entreprises dont le chiffre d'affaires combiné dépasse 2,5 milliards d'euros et dont le chiffre d'affaires européen est supérieur à 100 millions d'euros.

Martine Orange

Le maquis des subventions pour les PMI

LES ENTREPRISES peuvent-elles se retrouver dans le maquis des aides publiques ? Les experts de la BNP ont recensé 7 000 types d'aides, dont 1 400 programmes français, 150 programmes européens et 800 en Allemagne. « Cela représente cinq armoires bien tassées de documentation, difficile à tenir à jour ! Plus des deux tiers des PME qui pourraient bénéficier d'aides passent à côté. Les enveloppes sont sous-utilisées », constate Thierry Laborde et Alexis Delouya, du département entreprises de la banque, qui, logiciel et base de données à l'appui, veulent aider les PME à s'y retrouver.

SIMULATIONS

Pour donner une idée de la multiplicité des aides, la BNP a simulé quelques cas d'entreprises. Le premier est celui de Centronics, une PME de 50 salariés, d'un chiffre d'affaires de 110 millions de francs, basée à Chambéry (Savoie), fabricant des composants électroniques, qui envisage, pour 10 millions de francs, d'implanter un nouveau centre à Vélizy-Villacoublay (Yvelines). Centronics a potentiellement accès à treize types d'aides : huit françaises, cinq européennes. Côté français, elle peut compter sur des exonérations de taxe professionnelle et sur l'aide au recrutement de cadres, du ministère de l'Industrie (ARC) qui couvre 50 % du salaire et des charges d'un cadre de haut niveau durant la première année de son contrat. De même, l'aide au recrutement pour l'innovation (ARI) distribuée par l'Agence nationale de valorisation de la recherche (Anvar), favorise l'embauche de chercheurs et peut atteindre, comme l'ARC, 200 000 francs, plus 100 000 francs allouables par le conseil régional d'Ile-de-France. Côté européen, Centronics entre dans le cadre des programmes de subvention pour la recherche et le développement ACTS et Esprit, qui s'adressent aux PME-PMI intervenant, entre autres, dans les services multimédias, le développement de logiciels ou de composants.

Autre exemple : une PME nîmoise

de rechapage de pneumatiques veut acquérir de nouveaux locaux, acheter une machine et embaucher un salarié. Elle peut prétendre à une quinzaine d'aides. Pour son investissement, elle peut avoir des subventions du conseil régional Languedoc-Roussillon, une subvention du Fonds pour les restructurations du ministère de la défense, un prêt à long terme de la Banque européenne d'investissement (BEI), un soutien en fonds propres de la Sordec, qui dépend du conseil régional, et une réduction de loyer industriel accordée par le conseil général du Gard. Pour le volet emploi-formation, la PME peut bénéficier de prime pour l'aide au premier emploi des jeunes ou d'exonération de charges dans le cadre des contrats d'orientation de l'ANPE, des contrats initiative emploi (CIE), des contrats d'adaptation ou de qualification ou du contrat de retour à l'emploi. Avec son projet considéré comme innovant, elle peut aussi briguer une avance remboursable du ministère de l'Industrie. Enfin, elle peut bénéficier de soutien en conseil et formation : subventions du conseil régional et du dispositif d'épuration des eaux usées de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse.

Dernier cas de figure : celui d'une PME de 192 salariés, réalisant 185 millions de chiffre d'affaires dans l'agroalimentaire et basée en Maine-et-Loire, qui veut s'implanter en Italie. Son projet comprend l'acquisition d'une entreprise, la construction de nouveaux locaux, des investissements en brevets et licences. Elle peut bénéficier de cinq types d'aide. Une aide pouvant aller jusqu'à 200 000 francs du Fram (Fonds d'aide régional pour les marchés extérieurs) du conseil régional des Pays de la Loire, et trois aides européennes destinées à soutenir la formation de capital, et des prêts sans intérêt pour investir dans un nouveau procédé ou de l'équipement de haute technologie.

Sophie Fay

Les inspecteurs du travail CFDT dénoncent le non-respect de la durée légale du travail

EN MATIÈRE de temps de travail, Hewlett-Packard est réputée pour son attitude exemplaire. N'a-t-elle pas signé, en mai 1995, un accord qui réduit à 37 h 30 par semaine la durée du travail de ses salariés ? N'a-t-elle pas, en décembre de la même année, signé un autre accord qui ramène à 35 heures cette durée sur son site industriel de L'Isle-d'Abeau (Isère) en échange d'un accroissement de flexibilité et d'un certain nombre d'embauches ?

Pourtant, le 27 janvier, le tribunal d'instance de Villeurbanne (Rhône) a condamné ses dirigeants pour non-respect du code du travail. Sur le seul établissement de Bron (188 salariés dont 73 cadres), les inspecteurs du travail ont constaté que de mai à décembre 1995, la durée quotidienne maximale du travail (10 heures) a été dépassée à soixante-quatre reprises. Ces infractions concernent vingt salariés et ont été commises cent cinq fois. Sur la même période, la durée hebdomadaire (48 heures maximales) a été dépassée durant dix semaines. Ces dépassements ont été commis deux fois et concernent six salariés. Enfin, sur cent dix-huit salariés, soixante-cinq ne disposent d'aucun document de décompte de la durée du travail. Pour ces infractions, la société a reçu une amende de 29 900 francs.

A l'heure où un certain nombre d'employeurs réclament plus de flexibilité, les inspecteurs du

travail CFDT utilisent cet exemple pour montrer que même les entreprises modèles ne respectent pas la législation sur le temps de travail. Si l'on en croit le dossier d'une soixantaine de pages qu'ils viennent de publier sur les pratiques observées dans la région Rhône-Alpes, « les violations délibérées de la législation sur le temps de travail sont courantes ». En leur « qualité d'inspecteurs et de contrôleurs du travail », ils entendent « témoigner que dans ce pays les salariés font en moyenne plus que la durée légale du travail, qui est fixée à 39 heures par semaine ».

LA HAUTE TECHNOLOGIE MONTRÉE DU DOIGT

Les entreprises de haute technologie, comme Siemens, Thomson CSE, Matra ou Hewlett-Packard, se font de plus en plus souvent condamner pour les dépassements d'horaires de leurs cadres, mais elles ne sont pas les seules. Les inspecteurs du travail CFDT énumèrent les pratiques qu'ils rencontrent tous les jours dans le BTP, la métallurgie, le gardiennage, la distribution, la restauration... Les exemples sont édifiants. Dans une entreprise de travaux publics, les chefs de chantier faisaient, si l'on en croit les décomptes relevés par informatique, 39 heures par semaine. Pas une minute de plus ni de moins. Cela était d'autant plus suspect que les intérimaires placés sous leurs ordres effectuaient, eux, des heures supplémentaires. La di-

rection a dû reconnaître que ces 39 heures ne correspondaient qu'aux heures officielles.

Dans le gardiennage, particulièrement exposé aux abus, il n'est pas rare, selon ce document, de voir des salariés travailler sept jours sur sept pendant deux à trois mois. Dans la distribution alimentaire, les chefs de rayon travaillent souvent 50 heures par semaine pour 8 500 francs par mois, ce qui fait un salaire horaire inférieur au SMIC. Dans la restauration rapide, le contrat de travail d'un plongeur précise que l'intéressé travaillera « 1 heure par semaine », mais qu'il s'engage néanmoins à « consacrer tout son temps de travail à la société ».

Les inspecteurs du travail ne sont théoriquement pas dépourvus de moyens. Dans le seul département du Rhône, six mille lettres d'observations sont envoyées chaque année aux employeurs, mais le tribunal de police ne dresse, selon la CFDT, que trois cents procès-verbaux par an. Le parquet classe rarement sans suite les procès-verbaux, mais l'amnistie présidentielle a des effets ravageurs. Selon la CFDT, la loi d'amnistie du 3 août 1995 votée après l'élection de Jacques Chirac « a enterré en moyenne, sur les années 91, 92, 93, 94, 95, 44 % des procès-verbaux traitant de la durée du travail ».

Frédéric Lemaître

Tensions dans le transport aérien, apaisement à la SNCF

L'EX-AIR INTER s'est mise, vendredi 25 avril, au diapason d'Air Liberté et TAT, les deux filiales en France de British Airways. Ses pilotes ont déclenché une grève reconductible qui devait clouer au sol, au moins jusqu'à samedi, plus de la moitié des vols intérieurs d'Air France (renseignements au 08-02-80-36-02). Les pilotes de TAT, les hôtesses et stewards d'Air Liberté et TAT entamaient, quant à eux, leur dix-septième jour de grève, ce qui devait entraîner pour le week-end un service limité à 60 % du trafic habituel (renseignements au 08-03-09-09-09 pour TAT et 08-03-80-58-05 pour Air Liberté).

Les deux conflits ont des causes communes. Marc Rochet, PDG de TAT et d'Air Liberté, veut aligner les

conditions de travail et de rémunération du personnel navigant des deux compagnies. Christian Blanc, PDG du groupe Air France, tire lui aussi les conséquences de la prise en location-gérance, le 1^{er} avril, de l'ex-Air Inter par Air France, en attendant la fusion complète des deux sociétés. Son conseil d'administration a adopté, jeudi 24 avril, une nouvelle « liste de séniorité », regroupant les 2 800 pilotes d'Air France et les 700 pilotes de l'ex-Air Inter et permettant à ces derniers d'accéder aux vols long-courriers progressivement entre fin 1998 et 2004.

● Dans le transport ferroviaire, la situation devait en principe revenir à la normale dans la journée de vendredi après une grève de 24 heures des contrôleurs (Le Monde du 24 avril). Les

syndicats ont obtenu l'avancée au 30 avril d'une réunion prévue initialement le 7 mai et l'assurance que les propositions financières de la direction (prime et promotions) n'étaient pas subordonnées à l'acceptation de projets contestés (évolution du métier, conditions de travail...). Mais, alors que le mouvement de grève était conduit jusqu'à vendredi 17 heures dans la région lyonnaise, d'annes assemblées générales de grévistes étaient susceptibles d'appeler à la poursuite du mouvement (renseignements par Minitel au 3615 SNCF et par téléphone au 08-36-35-35-35 ou au 01-53-90-10-10 pour l'Ile-de-France).

Christophe Jakubyszyn

L'usine Panasonic de Longwy menacée de fermeture

NANCY

L'usine de magnétoscopes Panasonic de Longwy (Meurthe-et-Moselle) va-t-elle fermer, comme l'unité JVC à Villers-la-Montagne, distante de quelques kilomètres ? C'est bien ce que craint le personnel, qui a débrayé jeudi 24 avril, puis séquestré le PDG, M. Kitagawa. Vendredi, à 4 heures du matin, la police faisait évacuer les locaux, occupés par une cinquantaine de salariés.

Il y a quelques jours, la photocopie d'un document confidentiel dont la direction se refuse à commenter la teneur est parvenue anonymement à deux délégués

CFDT. Selon Marie-Line Quaglia, permanente à la CFDT, on y lit que « la fermeture de l'usine est prévue pour 1998. Six millions de francs ont été inscrits au budget pour financer les licenciements. La direction a beau dire que ce n'est qu'une simulation, on ne la croit pas ». La déléguée syndicale ajoute que pour les années 1999 et 2000 « on tombera à 0 % de pertes, c'est donc qu'ils ont prévu de fermer ». L'usine a perdu 22 millions de francs en 1995, et 6 millions en 1996.

La diffusion de ce document par la CFDT « a eu pour effet de mobiliser encore un peu plus un secteur déjà éprouvé par l'affaire JVC. La logique est la même », note

M^{me} Quaglia. De quoi inquiéter les 130 salariés, surtout des femmes. « On nous dit qu'il y a une conjoncture défavorable, qu'il faut chercher une solution de repli pour l'unité de Longwy. Mais, dans le même temps, on nous répond qu'on ne peut rien fabriquer d'autre ici. » Des rumeurs inquiétantes avaient déjà couru sur le sort de Panasonic, qui fait partie du même groupe que JVC, le géant japonais Matsushita. Il y a deux mois, une ligne de fabrication a été délocalisée vers la Hongrie. L'usine Panasonic est la première unité asiatique qui se soit implantée à Longwy il y a une dizaine d'années.

Monique Raux

صكا من الامل

Le Monde des INITIATIVES LOCALES

LES OFFRES D'EMPLOIS CADRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Cadres Territoriaux

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Rhône organise pour son département et pour les Centres de Gestion des départements de l'Ain, l'Ardèche, la Drôme, l'Isère, la Savoie :

UN CONCOURS EXTERNE ET UN CONCOURS INTERNE DE RÉDACTEUR TERRITORIAL

- **Epreuves écrites les 25 et 26 septembre 1997** à Lyon, Bourg-en-Bresse, Valence, Grenoble, Chambéry.
- **Les épreuves orales** auront lieu à Lyon pour les candidats admissibles.

Ces concours sont ouverts pour 169 postes répartis comme suit :

- **Concours externe** : 97 postes - 81 dans la spécialité administration générale, 16 dans la spécialité secteur sanitaire et social,
- **Concours interne** : 72 postes - 60 dans la spécialité administration générale, 12 dans la spécialité secteur sanitaire et social.

Conditions de participation :

- à titre externe, Baccalauréat ou diplôme ou études de niveau IV,
- à titre interne, être agent public et justifier au 1^{er} janvier 1997 de quatre ans au moins de services effectifs.

Retrait des dossiers de candidature du 13 mai au 30 juin 1997 inclus. (Joindre une enveloppe 24x32 affranchie à 6,70 F et libellée aux nom et adresse du candidat), dans les centres de gestion suivants :

Centre de Gestion de la F.P.T. du Rhône
18, rue du Dr Edmond Locard
69322 Lyon Cedex 05

Centre de Gestion de la F.P.T. de la Drôme
265, Chemin des Iles - Ile Girodet
26500 Bourg-les-Valence

Centre de Gestion de la F.P.T. de l'Ain
Maison des Communes
119, chemin de Bellevue
01960 Peronnas

Centre de Gestion de la F.P.T. de l'Isère
228, cours de la Libération
38030 Grenoble Cedex 2

Centre de Gestion de la F.P.T. de l'Ardèche
Résidence le Parc Vivarais
Rue Baptiste Marcet - BP 187
07204 Aubenas Cedex

Centre de Gestion de la F.P.T. de la Savoie
Immeuble Oméga
53, rue de la République
73000 Barberaz

Les dossiers complets doivent être déposés ou expédiés **EXCLUSIVEMENT** au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Rhône au plus tard le mardi 8 juillet 1997 minuit, le cachet de la poste faisant foi.



LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA MARNE - 558 000 HABITANTS recherche

• UN DIRECTEUR DES AFFAIRES SCOLAIRES, CULTURELLES, SPORTIVES ET TOURISTIQUES

Placé sous l'autorité du Directeur Général des Services, vous êtes chargé de préparer les politiques sectorielles départementales, et de veiller à leur application. Vous disposez à cette fin de plusieurs services dont vous assurez la responsabilité dans les domaines suivants :

- politique éducative : gestion des collèges, transports scolaires, bourses départementales ;
- politique culturelle :
 - projet d'orientations départementales,
 - mise en place d'un plan départemental de lecture,
 - aides financières et contrats d'objectifs avec les associations,
 - mise en oeuvre des actions en liaison avec la bibliothèque départementale de prêt et la direction des archives départementales ;
- politique touristique :
 - suivi des grands dossiers touristiques (Parc naturel de la montagne de Reims - Zone de loisirs du Lac du Der, 1^{er} lac artificiel d'Europe - Développement touristique de l'Argonne),
 - plan départemental de randonnée,
 - développement de la politique touristique du Département en liaison avec le comité départemental de tourisme ;
- politique sportive :
 - aides aux associations sportives,
 - soutien aux sportifs de haut niveau.

Ce poste est à pourvoir par un cadre de la fonction publique territoriale : attaché principal ou directeur territorial, ou par détachement d'un fonctionnaire de l'Etat d'un grade équivalent. Il pourrait offrir à un jeune administrateur une première expérience riche et diversifiée. Il suppose des qualités de créativité et d'adaptabilité ainsi que des capacités relationnelles.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite et CV détaillé, avant le 30 mai 1997, à M. le Président du Conseil Général de la Marne, direction des ressources humaines, service du personnel, 2 bis rue de Jessaint, 51038 Châlons-en-Champagne.

Responsable Marchés



L'Agence centrale des organismes de sécurité sociale recrute au sein de son département Budget-Ordrement-Marchés un responsable marchés publics.

Vous assurez les expertises juridiques des dossiers pré-contractuels ainsi que des études juridiques diverses, le conseil auprès des différentes directions de l'ACOSS en matière d'achat public, la rédaction et le suivi de marchés publics et des contrats. De formation bac + 4 en droit Public, vous possédez impérativement une expérience minimum de 2 à 3 ans dans une fonction similaire. Une bonne pratique de la réglementation applicable aux marchés de l'Etat et des procédures budgétaires, la maîtrise des outils bureautiques, sont des atouts indispensables pour réussir à ce poste. Poste basé à Paris 11. Rémunération annuelle brute 190 Kf.

Merci d'adresser lettre + CV + photo en précisant sur l'enveloppe le réf. BR0697A à l'attention de Rémi GUEVEL - RH PARTNERS - 305 rue de Valenciennes - 75015 PARIS.

RH PARTNERS

NORMANDIE

Avec 12 000 habitants en l'an 2000 et près de 1000 ha, notre ville est un pôle de croissance de l'agglomération caennaise. Par sa situation stratégique et son environnement : Campus universitaire, espace théâtral, I.A.R., elle vit une véritable explosion industrielle et commerciale. Nous créons la fonction de Directeur de Cabinet.

DIRECTEUR DE CABINET

JMELP

"Bras droit" du Maire, vous serez son relais opérationnel et vous mettrez en oeuvre d'importants dossiers. Dans le cadre de projets de grande ampleur, vous accorderez compétence et créativité, dynamisme et tenacité. Nous vous proposons de valoriser dans un contexte passionnant votre diplôme, Droit, Sciences Po., Sciences Eco., et éventuellement votre première expérience.

Merci de nous présenter votre projet de carrière et l'adresser sous la référence DC97400 à notre Société Conseil : JMLP Consultants SA Actis Technopole - 12, rue du Colonel Rémy - 14000 CAEN Confidentialité assurée.

Gestionnaires et Financiers

40 000 habitants, centre de l'agglomération de la côte basque (120 000 habitants), ville dynamique, universitaire, qualité de vie. recherche son

Responsable du service aménagement et habitat

Indépendant, indépendant (H.F.)

Cadre A de la fonction publique territoriale, vous assurez la responsabilité de l'organisation et de l'animation d'un service chargé de l'aménagement et de l'habitat. Vos principales missions sont les suivantes :
 > conduite d'études générales d'urbanisme,
 > gestion du POS (modification, révision),
 > réalisation d'études opérationnelles et pré-opérationnelles (études de faisabilité, ZAC, projets de quartiers),
 > suivi des procédures d'habitat (P.L.U.) et des opérations de logements.

Doté d'une formation supérieure en urbanisme, vous disposez d'une expérience confirmée dans la conception, l'analyse et le suivi d'opérations d'aménagement urbain et d'habitat. Disponibilité, capacité d'écoute et de synthèse, aptitudes à la communication et au travail en équipe sont des atouts vous permettant de réussir vos missions.

Recrutement :
 > par voie de mutation ou de détachement,
 > rémunération statutaire + régime indemnitaire.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) avant le 30/04/97 à Monsieur le Directeur-Maire, Direction des Ressources Humaines, Hôtel de Ville, BP 4, 64008 Bayonne cedex.

VILLE D'ANGERS

147 000 habitants recherche son

Chargé de la Communication Externe H/F

Directement rattaché au Cabinet du Maire et en étroite liaison avec l'Adjoint chargé de la Communication, votre mission principale sera de promouvoir la Ville d'Angers tant sur le plan national que sur le plan international en :

- mettant en oeuvre la politique globale de communication externe de la Ville,
- réalisant les campagnes et plans d'actions à caractère promotionnel de la Ville d'Angers,
- gérant et développant un réseau de leaders d'opinion, ainsi que les relations avec la presse nationale,
- assurant le suivi des relations avec les agences prestataires.

Diplômé d'Etudes Supérieures, vous avez à votre actif plusieurs réussites en communication institutionnelle dont vous pouvez témoigner, à travers environ cinq ans d'expérience, dont si possible une partie en Agence.

Vous avez également :
 - une forte capacité à vous adapter et à fédérer différents univers professionnels et institutionnels,
 - une excellente culture générale, une réelle motivation pour vous investir dans les actions de développement d'image d'une grande ville,
 - une pratique des outils techniques, graphiques et audiovisuels notamment.

Vos qualités relationnelles (écoute et dialogue), votre sens du travail en équipe seront parmi les critères déterminants du choix.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser avant le 4 juin votre CV accompagné d'une lettre de motivation s/réf. 70435 M à FC Conseil, 9, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris, qui garantit toute confidentialité.



FRANCOIS CORNEVIN

Le Monde des Initiatives Locales*

un rendez-vous à ne pas manquer pour vos opportunités de carrière.

* Le vendredi 26 mai.

Les marchés français sont peu affectés par la campagne électorale

Aucune attaque spéculative contre le franc n'a pour l'instant été observée

En dépit de certains pronostics pessimistes, les marchés financiers français ont été jusqu'à aujourd'hui peu affectés par la dissolution de l'Assemblée nationale.

LA TÂCHE devient difficile pour les analystes de marchés. En moins d'une semaine, ils ont été pris plusieurs fois à contre-pied. Totale surprise par l'annonce d'élections législatives anticipées, ils n'avaient pas davantage deviné le calme avec lequel allaient réagir, au moins initialement, les investisseurs. Alors qu'ils étaient en majorité persuadés que le retour de l'in-

certitude politique allait provoquer un plongeon des marchés français, ces derniers se sont montrés plutôt résistants depuis l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale.

La Bourse de Paris a gagné 0,24 %, jeudi 24 avril, après avoir déjà progressé de 0,75 % la veille. L'écart de taux à long terme entre la France et l'Allemagne, qui constitue l'un des meilleurs indicateurs de la solidité du marché français, fait preuve pour sa part d'une grande stabilité. Il évolue dans une fourchette comprise entre 0,05 % et 0,10 % en faveur des rendements français, plus faibles que leurs homologues d'outre-Rhin. Le franc, enfin, n'a cédé qu'un centime face à la monnaie allemande, à 3,3750 francs pour un deutschemark vendredi matin.

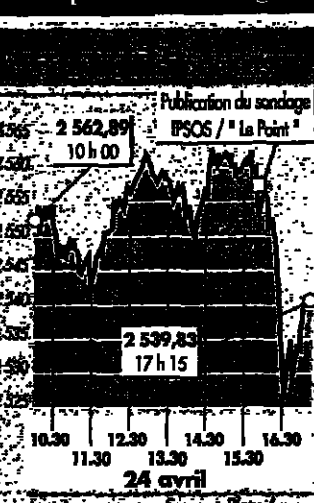
LE PROGRAMME DU PS INQUIÈTE

Aucune attaque spéculative contre la devise française n'a pour l'instant été observée. La légère baisse du franc est la conséquence d'opérations de précaution, « de couverture », comme disent les spécialistes, effectuées par des gestionnaires soucieux de protéger la valeur des actifs financiers français qu'ils détiennent contre d'éventuelles fluctuations de la monnaie. Certains analystes attribuent la bonne tenue du franc à la réputation d'indépendance et d'intransigeance dont jouit sur les marchés financiers internationaux la Banque de France, qui n'avait pas hésité, en mars 1995, durant la campagne pour l'élection présidentielle, à relever ses taux directeurs pour défendre le franc. Les investisseurs sont persuadés qu'elle n'hésiterait pas à utiliser la même

méthode dans le cas où le franc viendrait à dériver. L'institut d'émission, dont le conseil se réunissait jeudi, a choisi de laisser inchangés ses taux directeurs. Le franc bénéficie aussi d'indicateurs économiques favorables. La balance courante est très largement excédentaire, ce qui provoque mécaniquement des achats de francs, tandis que la production industrielle a progressé de 1,6 % en février, ce qui permet d'espérer un chiffre de croissance au premier trimestre meilleur que prévu.

Le calme est toutefois précaire, et l'équilibre des marchés financiers français demeure fragile. Les

L'impact des sondages



L'annonce, jeudi après-midi, d'une réduction de l'écart entre la droite et la gauche dans les intentions de vote a fait temporairement baisser le franc.

opérateurs restent très sensibles à l'évolution des sondages, comme l'a prouvé, jeudi après-midi, le retournement brutal des valeurs françaises observé après la publication d'un sondage Ipsos pour Le Point indiquant une chute des intentions de vote en faveur de la droite et prédisant un scrutin très serré (lire page 7).

Le programme économique du Parti socialiste, axé sur la relance du pouvoir d'achat des ménages et une intervention accrue de l'Etat dans la vie économique, inquiète les opérateurs. Mais ces derniers redoutent surtout les conséquences, pour la construction monétaire européenne, de la position adoptée par la Rue de Solferino à l'égard de l'euro. Tout en s'opposant au respect « absolu » du critère de déficit public « s'il faut imposer une nouvelle cure d'austérité au pays », le premier secrétaire du PS estime qu'« il faut que l'Italie et l'Espagne y rentrent d'entrée de jeu, que l'euro ne soit pas surévalué par rapport au dollar et qu'il y ait un gouvernement économique face à la banque centrale ».

Karl Lamers, porte-parole pour les affaires étrangères du parti de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) du chancelier Helmut Kohl, a qualifié ces propositions de « contre-productives » et « totalement irréalistes ».

Ces incertitudes européennes affectent les marchés financiers italiens, jusqu'à présent soutenus par la perspective d'adhésion de l'Italie à la zone euro. La devise italienne a cédé 10 litres face au mark depuis l'annonce d'élections législatives anticipées en France.

Pierre-Antoine Delhomme

Procédure de flagrant délit contre les salariés de Renault-Vilvorde à Lille

UNE PROCÉDURE de flagrant délit a été établie contre les ouvriers de l'usine Renault de Vilvorde (Belgique) qui avaient forcé, jeudi 24 avril, les portes de l'Hôtel de ville de Lille (Nord), a annoncé le Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais dans la soirée. Des ouvriers de cette usine, en grève jeudi, étaient arrivés en autobus, faisant irruption vers 12 h 15 dans le hall de l'Hôtel de ville. Ils étaient expulsés par les forces de l'ordre quelques minutes plus tard. Cinq ouvriers ont été blessés, et ont dû recevoir des points de suture, selon leurs représentants. La police est intervenue dans le hall de l'Hôtel de ville « sur réquisition de la mairie » pour mettre fin aux « actes de violence », selon le Préfet. Les ouvriers de Vilvorde comptaient remettre au sénateur-maire Pierre Mauroy, ancien Premier ministre (PS) une lettre ouverte adressée au premier secrétaire du Parti socialiste Lionel Jospin. En l'absence de M. Mauroy, son directeur de cabinet Bernard Masset a brièvement dialogué avec eux. (AFP.)

DÉPÊCHES

■ **FIAT** : le groupe italien a réalisé en 1996 un bénéfice net de 7,7 milliards de francs (+10,4 %), pour un chiffre d'affaires consolidé de 260 milliards (+4,2 %), grâce à des cessions qui ont permis de compenser les pertes enregistrées par l'activité automobile.

■ **SNCF** : le trafic maritime de la Société nationale Corse Méditerranée était paralysé, vendredi 25 avril, par un mouvement de grève de 24 heures pour la défense du pouvoir d'achat et de l'emploi.

■ **DASSAULT ELECTRONIQUE** : la filiale de Dassault Industries a enregistré en 1996 un résultat net consolidé, part du groupe, de 116,6 millions de francs contre une perte de 21,4 millions en 1995, pour un chiffre d'affaires en hausse de 7,2 % à 4,6 milliards.

■ **RHÔNE-POULENC RORER** : la filiale pharmaceutique franco-américaine du groupe français a annoncé, jeudi 24 avril, le lancement d'un programme de rachat de 5 millions de ses propres actions sur le marché américain, qui financera un programme de stocks options (options d'achat d'actions) des employés et d'épargne retraite.

■ **CHARBONNAGES DE FRANCE** : les salariés du groupe ont massivement suivi, jeudi 24 avril, l'appel à la grève pour les salaires par toutes les fédérations de mineurs (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC et autonomes).

■ **ELECTRICITÉ JAPONAISE** : le ministre japonais du commerce international et de l'industrie (MITI) s'est dit, vendredi 25 avril, ouvert à toute solution permettant d'abaisser les coûts de l'énergie au Japon, y compris des fusions ou des démantèlements des neuf compagnies régionales d'électricité.

■ **CCF** : la direction des ressources humaines de la banque a recruté, comme directeur chargé des études et des stratégies, Sylvie François (quarante-deux ans). Cette énarque, ancienne secrétaire nationale du PS à l'éducation et à la recherche, a été conseiller technique dans les cabinets de Georgina Dufour, de Pierre Bérégovoy, de Michel Sapin et de Michel Rocard.

■ **SUEZ** : le groupe va céder à Commercial Union l'essentiel de sa participation dans la Société d'Epargne Viagère, la compagnie d'assurance-vie qui gère le contrat AFER à parité avec Abellie Vie, filiale de Commercial Union. Cette cession lui apportera 600 millions de liquidités et contribuera positivement pour plusieurs dizaines de millions de francs, au résultat de Suez.

■ **NISSAN MUTUAL LIFE** : le gouvernement japonais a décidé de mettre en faillite la compagnie d'assurance-vie. Cette dernière va cesser toute activité à l'exception des engagements pris à l'égard de sa clientèle actuelle. Cette faillite est la première d'une compagnie d'assurance-vie depuis la restructuration du secteur après-guerre.

Le Monde INITIATIVES LOCALES

LES OFFRES D'EMPLOIS CADRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Cadres Territoriaux

CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE SEINE-ET-MARNE organise

■ **FILIERE ADMINISTRATIVE**
- Un concours sur épreuves de **REDACTEUR TERRITORIAL**
Spécialité Administration générale
Période légale d'inscription : du 2 juin au 7 juillet 1997
Date des épreuves écrites : les 25 et 26 septembre 1997
Le nombre de postes mis au concours : 46 postes au moins.

■ **FILIERE SANITAIRE ET SOCIALE**
- Un concours interne avec épreuve de **COORDINATRICE DE CRECHES TERRITORIALE**
(organisé en convention avec le Centre de Gestion du LOIRET - 45)
Période légale d'inscription : du 30 juin au 4 septembre 1997
Date de l'épreuve orale : à partir du 22 octobre 1997
Le nombre de postes mis au concours : 4 postes au moins.
Les demandes de dossiers d'inscription doivent être adressées à :
Centre de Gestion de Seine-et-Marne
335, rue du Bois Guyot
77350 LE MEE SUR SEINE

AVIS DE CONCOURS

LE CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE GESTION DE LA GRANDE COURONNE organise au titre de l'année 1997 les concours suivants :

Filière sociale CONCOURS INTERNE DE COORDINATRICE DE CRECHES TERRITORIALE

Ce concours est ouvert aux puéricultrices territoriales hors classe justifiant au 1^{er} janvier 1997 d'au moins trois ans de services effectifs dans leur grade.

Période d'inscriptions : du 30 juin au 4 septembre 1997
Entretiens : le 22 octobre 1997
Nombre de postes : 20

Un courrier accompagné d'une enveloppe 23 x 32 cm, timbrée à 11,50 francs et libellée à vos nom et adresse personnelle est à adresser au CIG - Service concours - 15, rue Boileau - BP8656 - 78008 VERSAILLES CEDEX.

Filière administrative CONCOURS DE REDACTEUR TERRITORIAL

ouvert en externe pour au moins la moitié des postes aux candidats titulaires du baccalauréat ou d'un équivalent ou ouvert en interne pour au plus la moitié des postes aux fonctionnaires et agents publics justifiant au 1^{er} janvier 1997 de quatre ans au moins de services effectifs.

Période d'inscriptions : du 2 juin au 7 juillet 1997
Épreuves écrites : les 25 et 26 septembre 1997
Nombre de postes : 246 (Spécialité Administration Générale : 238 - Spécialité Sanitaire et Sociale : 8)

LE PARC NATIONAL DU MERCANTOUR

Etablissement public à caractère administratif, siège à NICE 06 recrute son

- **Mission** : Gestion des moyens et des personnels.
- **Profil** : Maîtrise des règles de la comptabilité publique et du statut de la fonction publique de l'Etat, pratique de la micro-informatique indispensable, qualités rédactionnelles, de rigueur et d'organisation, expérience dans des fonctions comparables.
- **Recrutement** : Par voie de détachement d'un fonctionnaire de catégorie A ou (niveau attaché ou attaché principal) ou agent contractuel.

Candidature manuscrite avec CV à adresser pour le 5 mai 1997 à Madame le Directeur du Parc National du Mercantour, 23 rue d'Italie - BP 1316 - F-06006 NICE Cedex 1.



La Ville de VIF - Isère
Chef-lieu de canton - 6.500 habitants
recrute

UN SECRETAIRE GENERAL

cadre d'emploi des Attachés Territoriaux

Profil :
● Solide expérience de la fonction communale.
● Formation supérieure juridique et financière.
● Compétence en matière d'organisation et de management.

Missions :
● Mobiliser les services à partir des orientations définies par les élus.
● Cadre, coordonner et suivre les projets de développement.

Avantages liés à la fonction.
Lettre manuscrite, curriculum vitae et photo à adresser à :
Monsieur le Maire de VIF - place de la Libération - 38450 VIF.

La Communauté de Communes du Pays de Condé recrute

un DIRECTEUR(TRICE)

pour son Plan Local d'Insertion Economique.

Profil souhaité :
□ formation supérieure Bac+4 minimum ou expérience professionnelle équivalente.
□ connaissance du fonctionnement d'un P.L.I.E. et expérience dans les domaines de la formation, de l'insertion et/ou de la création d'activités.

Le poste est à pourvoir immédiatement.
Il sera proposé un contrat de 3 ans renouvelable.
La lettre de motivation, le C.V. et les prétentions sont à adresser à :
Monsieur Gérard DECHY, Vice-Président de la C.C.P.C., Hôtel de Ville, 59278 Escoutpont.

Le Monde des Initiatives Locales*

un rendez-vous à ne pas manquer pour vos opportunités de carrière.

* Le vendredi daté samedi.

صلى الله عليه وسلم

AUJOURD'HUI

LE MONDE / SAMEDI 26 AVRIL 1997

ICHTHYOLOGIE Reconstituée grâce à une étude génétique, l'histoire migratrice des truites qui peuplent les cours d'eau de la partie occidentale des Pyrénées représente

un vrai casse-tête. ● LA RÉPARTITION des espèces atlantique et méditerranéenne montre que la pratique du repeuplement par des poissons « domestiques » est une

pratique très ancienne. ● LES DÉVERSEMENTS massifs et trop fréquents d'alevins sont cependant inutiles : 2 % seulement d'entre eux survivent à plusieurs années de li-

berté. ● MALGRÉ ce faible pourcentage de rescapés, le repeuplement à l'aide de truites d'élevage risque d'avoir un impact génétique néfaste sur les populations sauvages.

● L'ENTRETIEN des berges et l'aménagement des fonds constitueraient des mesures plus efficaces pour préserver le capital piscicole des sociétés de pêche.

Les truites d'élevage n'aiment pas la vie sauvage

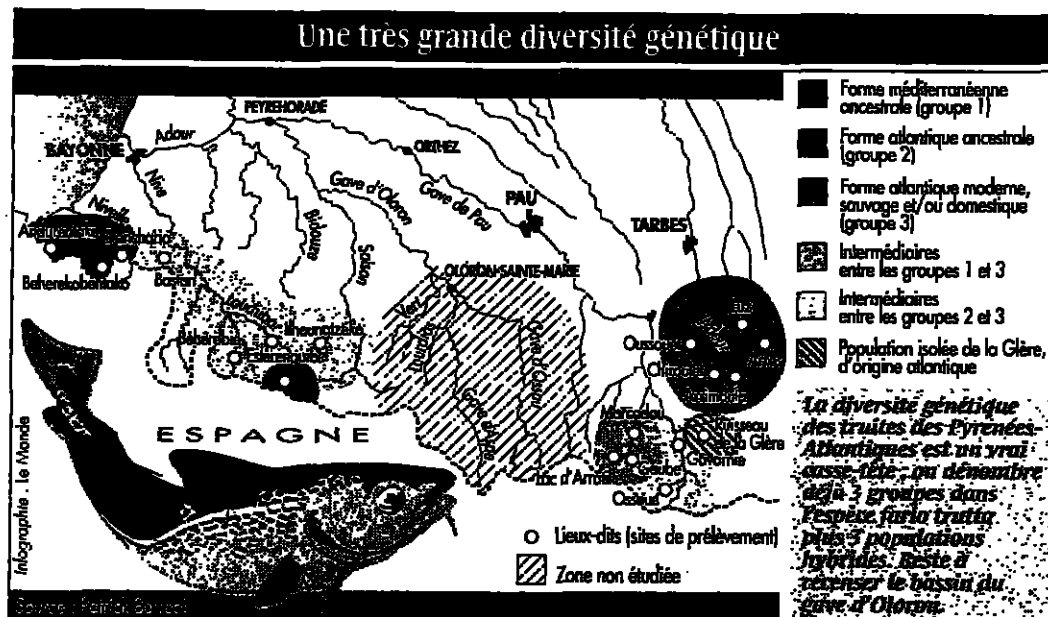
Une étude sur l'origine des « *Salmo trutta fario* » qui peuplent les cours d'eau de la partie occidentale des Pyrénées montre que l'alevinage massif est inefficace et risque d'avoir un impact génétique négatif sur les espèces locales

POUR ATTRAPER des poissons en rivière, le plus commun est d'utiliser une canne à pêche. Philippe Baran, de l'École nationale supérieure d'agronomie de Toulouse (Ensat), et Marc Delacoste, de la Fédération de la pêche des Hautes-Pyrénées, ont trouvé mieux : l'électrification. Dans le Chiroulet, un affluent de l'Adour mis en réserve en 1992, ils sondent le fond avec une perche surmontée d'une électrode positive en forme d'anneau, alors qu'une grille immergée à quelques dizaines de mètres en amont sert d'électrode négative.

Le tout est alimenté par un groupe électrogène à courant continu délivrant 500 volts. A la suite d'une série de réactions sur les voies nerveuses du poisson, ce dernier est comme aimanté par l'anneau : lentes ondulations, tressaillement, contraction ; le poisson se retourne, ventre à l'air. C'est l'« effet narcotisant » de l'électricité. Deux préposés à l'épuisette le récupèrent aussitôt, vivant mais tétanisé pour quelques minutes.

Miraculeuse, leur pêche permet de capturer plus de 200 truites en moins d'une demi-heure ! Ce « braconnage » que les docteurs des truites multiplient à l'ouest des Pyrénées est pour la bonne cause : « On mesure les truites, puis on les marque en découpant leur nageoire adipeuse située à l'arrière du dos. Re-capturées ultérieurement, on surveille leur santé et leurs déplacements », explique Jean-Marc Lascoux, un ancien de l'Ensat, qui vient de monter un bureau d'études (Ecogea).

Rien d'irréparable : la truite remise à l'eau vagabonde à nouveau. Associés à cette pêche électrique, les chercheurs du laboratoire Génome et populations (CNRS) de l'université de Montpellier tentent, de leur côté, de mesurer l'impact des repeuplements massifs effectués avec des truites d'élevage, et de reconstituer l'histoire migratrice de



l'espèce (*Salmo trutta fario*) par l'étude de ses enzymes et de son ADN (support de l'hérédité). Un vrai casse-tête.

RÉBUS INDÉCHIFFRABLE Relativement claire à l'échelle millénaire et continentale, l'histoire évolutive de la truite se brouille à y a quelques siècles, à force de déplacements de *Salmo trutta fario* d'une rivière à l'autre... « Depuis au moins un siècle, les pratiques de repeuplement en rivière par des truites domestiques sont malheureusement courantes. Même dans les Pyrénées, les bergers s'échangent des poissons d'une vallée à l'autre... », raconte Patrick Berrebi (CNRS).

Son équipe a pu reconstituer la répartition géographique entre truites « modernes » d'Atlantique et truites « ancestrales » de Méditerranée, grâce à la comparaison de certains allèles (variants d'un même gène). Mais la carte de répartition

entre truites sauvages, domestiques et hybrides devient un rébus indéchiffrable. Car non seulement leurs différences physiques ne sautent pas aux yeux, mais l'analyse génétique effectuée jusqu'ici pour les distinguer demeure inefficace.

« Les variations entre allèles sont trop ténues. Pour sortir de l'impasse, nous tentons une autre technique : celle, très récente, des microsatellites », précise Didier Aurelle, qui prépare à Montpellier une thèse sur le sujet. Les microsatellites sont des séquences répétées d'ADN qui comportent facilement des erreurs de réplication. Il en résulte un grand nombre d'allèles différents, ce qui permet de mieux distinguer les populations d'un même groupe d'espèce. En l'occurrence, entre truites d'Atlantique sauvages et domestiques.

Et, pour cela, l'équipe a besoin de chair fraîche... Au centre d'un champ inondé de soleil qui jouxte

l'Oussouet, la rivière où les pêcheurs à l'électricité accumulent aujourd'hui les prises, l'équipe de Montpellier organise une surprenante chaîne de dissection.

ENTRETIEN DES BERGES

Après une anesthésie de rigueur dans un bain d'alcool phénolique, Didier Aurelle glisse son index dans la bouche du salmonidé qui n'en peut mais, l'égorge sans crier gare et presse son sang dans un tube, puis le passe à Ghislaine Cattanéo-Berrebi, chargée, elle, des organes : le coup de scalpel efficace, en deux minutes, le muscle principal, le foie, les yeux, la nageoire caudale sont mis en tubes et étiquetés.

Son épouse glisse alors le corps dans un linceul de plastique blanc dûment répertorié. Puis tous les tubes rejoignent une bonbonne fumante d'azote liquide (à -190 °C). A Montpellier, chaque organe fera

l'objet d'analyses poussées de l'ADN et de ses enzymes.

« Apprendre à reconnaître les truites sauvages de celles de pisciculture est une condition pour préserver la biodiversité de l'espèce et instaurer une meilleure gestion de la pêche », souligne Philippe Baran.

En effet, les déversements de millions de « jaunardes » d'élevage chaque année dans les rivières font craindre une pollution génétique des variétés sauvages. Pourtant, tous les prélèvements effectués dans les rivières des Pyrénées orien-

ties sauvages des « piscis ». Malgré le très faible pourcentage de rescapés parmi ces truites domestiques, et compte tenu des quantités et des fréquences de déversement, elles finiront cependant par avoir un impact génétique sur les populations sauvages. Surtout si l'on déverse des *mi-sang* (hybrides sauvage-domestique), plus robustes, craint Patrick Berrebi.

Inutiles dans la plupart des cas, ces « repeuplements » confinent, en plus, au gaspillage. Car l'élevage et le repeuplement coûtent cher :

Les « ancestrales » et les « modernes »

En comparant certaines formes d'un même gène (les allèles) de truites issues de plusieurs bassins versants, le Britannique K. E. Hamilton a esquissé, en 1989, ce qui pourraient être les grandes étapes de l'histoire biogéographique de la truite en Europe de l'Ouest. L'allèle 100, retrouvé chez douze espèces de salmonidés, était présent en Europe avant les perturbations glaciaires du quaternaire (-20 000 ans). Au quaternaire, des truites à l'allèle 90 (pour l'enzyme LDH5) seraient apparues dans la mer Baltique et les îles Britanniques. Ces « modernes » auraient peu à peu colonisé le continent européen où ils auraient supplanté les « ancestrales » (allèle 100). Ces dernières se seraient néanmoins maintenues dans les bassins versants de Méditerranée, ainsi que dans les zones d'altitude coupées des plaines lors des effondrements géologiques consécutifs à la déglaciation.

quelque 10 millions de francs chaque année rien qu'en Languedoc-Roussillon et en Provence-Alpes-Côte d'Azur. « Ces sommes seraient plus utiles à l'entretien des berges et à l'aménagement des fonds », suggère le chercheur.

Le message commence à être entendu : déjà, plusieurs associations des Hautes-Pyrénées ont cessé ou réduit l'alevinage. Mais des résistances persistent. Notamment chez les présidents d'association, qui craignent de ne plus être élus par ceux qui rêvent de rivières peuplées « comme des bassins pour truites de cirque »...

Vincent Tardieu

Un exceptionnel casque saxon est découvert en Grande-Bretagne

LE CASQUE d'un prince saxon de la guerre, ayant vécu au VII^e siècle, a été exhumé d'une tombe située près de Wellingborough (Northamptonshire, Grande-Bretagne). Qualifié par les experts britanniques de découverte exceptionnelle, précise *The Times* du 23 avril, ce casque de fer, qui protégeait à la fois le crâne, l'arête du nez et les joues, est surmonté d'un petit sanglier, symbole de protection cité dans certains poèmes épiques. Seuls trois casques similaires ont jusqu'alors été trouvés en Grande-Bretagne, en 1861, 1939 et 1992. De facture aristocratique ou princière, les casques en métal se transmettaient à l'époque de génération en génération, ce qui explique leur rareté. Selon le professeur Rosemary Cramp, qui fait autorité en matière d'archéologie anglo-saxonne, cette découverte témoigne de l'importance « d'un des tout premiers chefs de guerre saxons ».

DÉPÊCHES

■ **BUDGET** : le Centre national d'études spatiales (CNES) disposera en 1997 d'un budget de 12,5 milliards de francs, dont 9,2 milliards de subventions de l'État, a indiqué son président, Alain Bensoussan. Ce montant est stable par rapport à l'année dernière. Sur ce total, 5 022 millions sont réservés à la contribution de la France à l'Agence spatiale européenne (ESA), dont 3 238 millions au programme de lanceur lourd européen Ariane-5.

■ **ENVIRONNEMENT** : la couche d'ozone stratosphérique est plus mince que jamais au-dessus de l'Arctique canadien. Cette année, elle est en moyenne inférieure à 3 millimètres, alors que sa valeur normale est de 4,5 mm, affirme le ministère canadien de l'environnement. Ce phénomène ne devrait cependant pas entraîner d'effet important sur les valeurs de l'ozone au-dessus du territoire canadien cet été, a précisé le ministère. - (AFP)

■ **NUMÉRIQUE** : Eastman Kodak vient d'annoncer le lancement d'un nouveau modèle d'appareil photo numérique coûtant moins de 1 000 dollars (environ 6 000 francs) et disposant d'une définition d'1,2 million de pixels. Un progrès considérable par rapport aux modèles bas de gamme du fabricant américain, qui comportent moins de 200 000 pixels pour des prix d'environ 2 000 francs (modèle DC20) et 4 000 francs (DC25). Le modèle supérieur, le DC50, comprend près de 400 000 pixels et coûte environ 5 000 francs HT. Avec son nouvel appareil, Kodak réalise donc un véritable bon en avant en matière de rapport qualité d'image/prix.

■ **SERVICES EN LIGNE** : Steve Case, PDG d'American Online, a déclaré qu'il s'attendait à voir le Japon devenir le plus important marché pour les services en ligne en dehors des États-Unis. Il a précisé qu'il s'attendait à une croissance nippone comparable à celle des États-Unis, où le pourcentage des familles américaines qui font appel aux services en ligne est passée de 5 % à 15 % en trois ans. L'entreprise se heurte à un marché encombré par environ 1 000 fournisseurs d'accès à Internet dont 30 % à 40 % possèdent un contenu ou un réseau propriétaire. Au Japon, AOL s'est associée à Mitsu et au groupe de presse Nihon Keizai Shimbun. - (AR)

La vitamine E freinerait la progression de la maladie d'Alzheimer

SELON UNE ÉTUDE conduite sous l'égide de l'Institut américain de la santé et publiée dans le dernier numéro du *New England Journal of Medicine* (daté du 24 avril), la consommation de fortes doses de vitamine E, ou celle d'un médicament déjà utilisé dans le traitement de la maladie de Parkinson, permettrait de freiner la progression de la maladie d'Alzheimer, affection neurodégénérative toujours mortelle.

Cette étude réalisée dans 35 centres spécialisés a consisté à examiner, dans un groupe de 341 personnes souffrant d'une forme débutante de maladie d'Alzheimer, l'effet de différentes prescriptions.

Les malades ont été répartis en quatre groupes, l'un recevant un placebo, le deuxième de fortes doses de vitamine E (2 000 unités internationales par jour), le troisième de la sélégiline (10 mg par jour) et le quatrième ces deux derniers produits associés.

Au terme de leur étude, les spécialistes américains expliquent avoir observé que, chez les malades du deuxième et du troisième groupe, l'affection progressait plus lentement. Les auteurs de ce travail, qui réunissent les quatre critères (le déclin, l'hospitalisation, la perte d'autonomie et l'installation d'une démence sévère), précisent que la consommation de l'une ou de l'autre de ces substances permet en moyenne de retarder de sept mois ces échéances. Paradoxalement, l'association des deux molécules réduit ce délai.

L'étude montre aussi que la consommation de ces molécules semble réduire de 25 % la détérioration des capacités des malades de se nourrir, de faire la cuisine ou de se vêtir. « Notre travail est un argument de plus en faveur de l'hypothèse selon laquelle les lésions d'origine oxydative jouent un rôle dans

la maladie d'Alzheimer, et nous travaillons activement dans cette voie », explique le docteur Niel Buckholts (Institut américain de la santé).

EFFET ANTIOXYDANT

La vitamine E est en effet une substance dont on pense qu'elle pourrait avoir un effet protecteur, « antioxydant », vis-à-vis des cellules de l'organisme. La sélégiline (molécule commercialisée en France sous le nom de *Deprenyl* par la multinationale Schering-Plough) est un médicament controversé (famille des inhibi-

teurs de la monoamine oxydase) dont certaines études laissent penser qu'il pourrait retarder, sinon l'évolution de la maladie de Parkinson, du moins le moment où le recours à un traitement médicamenteux habituel devient indispensable. Ces deux substances ne sont pas dénuées d'effets secondaires, parfois graves.

Ces résultats constituent-ils une avancée thérapeutique importante face au défi majeur que constitue, pour les neurologues, la maladie d'Alzheimer ? Pour Donna E. Shalala, secrétaire d'État américain à la santé, il s'agit-là d'« une très

bonne nouvelle ». « Je suis pour ma part très réservé », a déclaré au *Monde* le professeur Yves Agis, spécialiste de la physiopathologie des maladies dégénératives du système nerveux (Inserm, hôpital de la Salpêtrière, Paris). Les chiffres publiés sont hétérogènes et incomplets. Ce travail se fonde, d'autre part, sur le rôle du « stress oxydatif » dans la genèse de ce type d'affection - un mythe qui dure depuis trente ans -, et ces résultats n'apportent nullement de démonstration dans ce domaine. »

Jean-Yves Nau

**FOIRE
DE
PARIS**

DU 26 AVRIL AU 8 MAI 97

**Vous irez de surprises
en découvertes**

DE 10 H A 19 H
Nocturnes jusqu'à 22 H les mardis
Des informations et des surprises au
08 36 69 50 00*

PARIS - PORTE DE VERSAILLES

Le Paris-Saint-Germain rejoint le sommet de l'Europe du football

Vainqueurs (3-0) à l'aller, les Parisiens ont été battus (2-0) par le FC Liverpool en demi-finale retour de la Coupe des coupes, mais ils se sont qualifiés pour la finale. Face aux impressionnants joueurs espagnols du FC Barcelone, ils défendront le titre obtenu en 1995

Les joueurs du Paris-Saint-Germain ont passé une difficile soirée, jeudi 24 avril, dans le stade anglais d'Anfield Road où les « Reds » du FC Liverpool les ont dominés (2-0). Robbie Fowler (11') et Mark Wright

(79') ont marqué deux buts, mais pas le troisième qui aurait pu mettre fin au rêve des Parisiens. Vainqueurs du match aller (3-0), les Français se sont qualifiés pour la finale de la Coupe des coupes qui se jouera

le 14 mai à Rotterdam (Pays-Bas). Il y défendront le titre conquis en 1996 face au Rapid de Vienne. C'est la première fois dans l'histoire du football français qu'un club atteint ce niveau de la compétition deux années

consécutives. Cette qualification sauve une saison décevante, avec un nouveau titre manqué, et des éliminations prématurées en Coupe de France et en coupe de la Ligue. Pour conserver son trophée européen, le

PSG devra battre le FC Barcelone du redoutable Brésilien Ronaldo, venu à bout des Italiens de la Fiorentina. En 1995, les Parisiens avaient éliminé les Espagnols en quart de finale de la Ligue des champions.

LIVERPOOL
de notre envoyé spécial
Charmants, ces Anglais, vraiment. « Welcome in Liverpool », lançaient des enfants aux supporters parisiens qui arrivaient au stade d'Anfield Road. Du coup, se sentant un peu chez eux, nos Gervais se photographiaient devant l'entrée principale en fer forgé, surmontée de la célèbre inscription : « You'll never walk alone » (Vous ne marcherez jamais seul).

Dans le fond, cette demi-finale retour de la Coupe des coupes n'était pas un déplacement touristique après les trois buts infligés aux Anglais au Parc des Princes ? Ces « Reds », auréolés du prestige de leurs glorieux aînés, n'avaient pas paru bien séduisants au match aller. Les discours de prudence des dirigeants parisiens passaient pour un exercice de politesse.

Une demi-heure avant le coup d'envoi, ce jeudi 24 avril, les trèves étaient d'ailleurs aux trois-quarts désertes. On imaginait les spectateurs lampant une dernière tournée, puis s'extirpant à regret de quelque pub afin d'assister à ce match perdu d'avance.

Pendant ce temps, dans ce stade qui fit peur, autrefois, régnait une ambiance de pique-nique familial. Robbie Fowler et Steve McMan-

man discutaient pendant l'échauffement avec les rares spectateurs.

Les visiteurs n'étaient pas sifflés plus que ça pendant leurs étirements. Aucun n'avait encore rencontré Liverpool et tous pensaient déjà à Rotterdam, son port, sa finale du 14 mai. Les joueurs du Paris-Saint-Germain ne se doutaient pas qu'ils allaient être bientôt jetés dans une machine à laver.

Le match ? Quel match ? A Liverpool, jeudi, il se passa autre chose qu'une rencontre de football. Ce fut un machin plutôt moche, mais si fort. Qui peut décrire une action pleinement construite réalisée durant ces quatre-vingt dix minutes ? Qui se souvient d'une séquence où la balle soit restée au sol plus de trente secondes ? Pas Ricardo, le manager général du club parisien. « Ce soir, il s'agit d'un autre sport », résumait le Brésilien, né au pays du beau jeu.

Vous aimez la samba ? Tant pis pour vous, ça c'est du pogo. Roy Evans en avait décidé ainsi. L'entraîneur de Liverpool était l'offense : au match aller, on avait moqué le jeu de médinettes de ses troupes. Il avait donc le choix des armes au match retour.

En retirant John Barnes, son meneur, il renonçait à construire. En alignant quatre attaquants, dont

trois rôdeurs des dix-huit mètres – autrement dit trois techniciens de surface –, il comptait sur l'effet de masse. Pour alimenter ces gentlemen, retour aux vertus ancestrales du football anglais : engagement physique total, et longues balles vers l'avant. Pour rattraper son retard, Liverpool choisit résolument la voie des aîres.

MATCH D'HOMMES

Ce ne fut pas beau, mais cette danse sabbatique tint en haleine comme rarement. Peut-être était-ce d'ailleurs là le dernier rôle initiatique que devait passer le Paris-Saint-Germain avant de se prétendre un grand club. En plus de cette deuxième place consécutive en fin de blanc, match élégant : Rai crotté,

match acharné. Autant dire que vendredi matin, la fignole du club parisien a dû froter sec.

Un match d'hommes, dit-on en pareilles circonstances. Bruno Ngotty s'y mit sinon à son avantage du moins en évidence. Soldat de plomb, il a répondu au défi physique, imposant sa carrure de lutteur de foire.

Ce ne fut pas beau, mais cette danse sabbatique tint en haleine comme rarement. Peut-être était-ce d'ailleurs là le dernier rôle initiatique que devait passer le Paris-Saint-Germain avant de se prétendre un grand club. En plus de cette deuxième place consécutive en fin de blanc, match élégant : Rai crotté,

Le FC Barcelone sûr de lui

C'est une équipe de Barcelone impériale que va rencontrer le Paris-Saint-Germain, le 14 mai, à Rotterdam. Car le « Barça » a conquis sa place, jeudi 24 avril, pour la finale de la Coupe des Coupes en allant gagner à Florence (2-0), grâce à des buts de Fernando Couto (30') et de Josep Guardiola (39'), après avoir fait match nul (1-1) sur son stade de Nou Camp contre la Fiorentina.

Comme pour tenter de déstabiliser les Parisiens, Bobby Robson, l'entraîneur anglais des Catalans, a déclaré après cette victoire en terre italienne : « La différence entre Paris et Barcelone, c'est que nous, nous n'avons jamais perdu un match européen cette saison. » C'est bien entendu Ronaldo qui a dominé le match de toute sa classe. La star brésilienne du Barça a été à l'origine des deux actions victorieuses sur coup de pied arrêté, et s'est montré dangereux pendant toute la partie.

l'équipe a acquis un autre titre de gloire : elle a pu résister à une équipe anglaise survoltée. Après l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, voilà gagné le respect de l'Angleterre.

Le Paris-Saint-Germain a pris deux buts. Il était donc « moins une ». « Cela a été notre match de Coupe d'Europe le plus difficile depuis cinq ans », reconnaissait Bernard Lama. « Ce fut de la résistance, et de l'héroïsme même dans les dix dernières minutes », estimait Michel Denisot, le président délégué, qui aura regardé sa montre plus de cent fois avant d'exploser de joie au dénouement.

Ses qualités n'auront rien fait pour dissiper ses angoisses. En encaissant un but à onze minutes du début (Robbie Fowler, 11') et un autre à onze minutes de la fin (Mark Wright, 79'), elle a donné à la « dramatique » une consistance dès son début et un insoutenable suspense vers sa conclusion. « Toute ma vie je garderais en mémoire ces dix dernières minutes », affirmait Ricardo.

La possibilité d'assister à un incroyable retournement de situation aura surtout entretenu jusqu'au coup de sifflet final l'extraordinaire chœur d'Anfield Road. Car ils étaient finalement arrivés, ces spectateurs, à 40 000 même.

Benoît Hopquin

Parcours vers la finale

● PARIS-SAINT-GERMAIN
Premier tour : Vaduz (Lie.)-Paris-SG : 0-4 ; Paris-SG-Vaduz : 3-0. Huitième de finale : Galatasaray (Tur.)-Paris-SG : 2-4 ; Paris-SG-Galatasaray : 4-0. Quart de finale : Paris-SG-AEK Athènes (Gr.) : 0-0 ; AEK Athènes-Paris-SG : 0-3.

Demi-finale : Paris-SG-Liverpool (Ang.) : 3-0 ; Liverpool-Paris-SG : 2-0. ● FC BARCELONE (Esp.)
Premier tour : FC Barcelone-AEK Lamaca (Chy.) : 2-0 ; AEK Lamaca-FC Barcelone : 0-0.

Huitième de finale : FC Barcelone-Etoile Rouge de Belgrade (You.) : 3-1 ; Etoile Rouge-FC Barcelone : 1-1. Quart de finale : FC Barcelone-AIK Stockholm (Sue.) : 3-1 ; AIK Stockholm-FC Barcelone : 1-1.

Demi-finale : FC Barcelone-Fiorentina (Ita.) : 1-1 ; Fiorentina-FC Barcelone : 0-2. Finale Paris-SG-FC Barcelone le 14 mai à Rotterdam (PB).

Saison en dents de scie pour les joueurs du PSG

VICTOIRE de « l'expérience », résurrection des « vieux », dans les vestiaires du Paris Saint-Germain, les mots de Michel Denisot, le président délégué, et de Ricardo, le manager général, se bousculaient pour expliquer la qualification de l'équipe pour sa deuxième finale consécutive de la Coupe des coupes.

« Cela restera un des exploits du club », soulignait Michel Denisot. Je suis très heureux pour les anciens joueurs qui ont été beaucoup critiqués ces derniers temps. Leur expérience nous a beaucoup servi ce soir. Bernard (Lama), Vincent (Guédo), Laurent (Fournier), Paul (Le Guen) apportent la structure qui nous permet d'en arriver là. Ce n'est pas une résurrection. L'équipe joue bien depuis un certain temps. Elle a toujours su se dépasser en Coupe d'Europe. La Coupe d'Europe, c'est une spécialité maison. Pourquoi me parlez-vous de Clermont-Foot, ce soir ? Retour sur la drôle d'année du PSG.

● Le bel et long été. Les Parisiens de Ricardo réussissent un excellent début de championnat. Ils ne concèdent leur première défaite qu'à l'occasion de la 14^e journée à

Rennes (2-1). Le joueur brésilien Leonardo, arrivé du Japon à l'intersaison, donne entière satisfaction. Il s'entend parfaitement avec son compatriote Rai, promu capitaine, et, en quatorze matches, il inscrit 7 buts. En Coupe d'Europe, le PSG s'est joué des amateurs du FC Vaduz, un club du Liechtenstein (4-0 et 3-0).

● L'automne et les premiers signes du malaise. L'avertissement vient de l'Europe. Le 17 octobre, les tenants de la Coupe des coupes se déplacent en Turquie pour affronter en huitièmes de finale le Galatasaray d'Istanbul. Dans le stade Ali-Sami-Yen, Paris se fait durement secouer et s'incline (4-2). La préparation du match retour au Parc des Princes donne lieu à un nouveau psychodrame : une élimination coterait, selon une estimation non officielle, 20 millions de francs au club. Mais, une fois de plus, la « pression » va ressouder les joueurs. Ils écrasent leurs adversaires au match retour (4-0). En championnat, les lézards apparaissent. Vendredi 6 décembre, lors de la 21^e journée, le PSG

enregistre sa première défaite à domicile contre Nancy et l'AS Monaco s'empare de la tête du classement.

● L'hiver glacial. Les contre-performances spectaculaires s'accumulent. Certaines prennent un tour humiliant. Mercredi 15 janvier, Paris reçoit la Juventus de Turin en match aller de la Supercoupe, qui oppose le vainqueur des éditions 1996 de la Ligue des champions et de la Coupe des coupes. Le club italien fait une véritable démonstration (6-1).

Le recrutement effectué à l'intersaison est mis en cause. Paris a laissé échapper Ibrahim Ba, qui démontre sa valeur à chaque match avec Bordeaux. Nicolas Anelka, un jeune attaquant, part pour le club londonien d'Arsenal, plutôt que de signer son premier contrat professionnel avec ceux qui l'ont formé. Michel Denisot refuse la démission de Ricardo. En championnat de France, dimanche 26 janvier, Monaco bat Paris (2-0) et l'équipe de Jean Tigana s'envole vers le titre. Le pire est à venir : le 1^{er} mars, le PSG est éliminé de la Coupe de France, après une épique séance de tirs au

but, par Clermont-Ferrand qui joue en National 2, soit un écart de trois divisions.

● Le printemps, saison du renouveau ? Au milieu de tous ces malheurs, le PSG poursuit son parcours en Coupe d'Europe. Il se qualifie au détriment de l'AEK Athènes pour une cinquième demi-finale européenne consécutive. Puis élimine Liverpool, jeudi 24 avril, pour obtenir le droit d'affronter le FC Barcelone en finale. Que les Parisiens conservent le trophée obtenu en 1996 contre les Autrichiens du Rapid de Vienne, et leurs tribulations seront oubliées. Déjà, il faut préparer la saison prochaine. Les dirigeants ont annoncé une augmentation de capital de 80 millions de francs et un effort particulier sur les transferts (Le Monde du 22 mars). Aujourd'hui, le club veut conserver sa deuxième place en championnat pour se qualifier pour la prochaine Ligue des champions, la compétition européenne la plus intéressante financièrement.

Résumé du service Sports

L'assistance vidéo à l'arbitrage n'est toujours pas d'actualité

S'IL EST un sujet délicat qui agite le monde du football et revient de plus en plus souvent sur le devant de la scène, c'est bien celui de l'assistance vidéo à l'arbitrage.

Alors que la médiatisation intensive du sport le plus populaire de la planète permet à des millions de téléspectateurs de voir et revoir la moindre action litigieuse sous tous les angles, la position de l'arbitre s'est incontestablement fragilisée.

De buts valables refusés en fautes non signalées, les erreurs d'arbitrages, partie intégrante du jeu, sont de moins en moins bien acceptées. Les équipes s'estiment lésées. Les supporters crient leur colère. Les spectateurs, mécontents, se moquent de l'« homme en noir » et de ses assesseurs.

Mardi 22 avril, à l'issue de la demi-finale de Coupe de l'UEFA entre son équipe de l'AS Monaco et l'Inter de Milan, Jean Tigana avait de bonnes raisons d'en vouloir à l'arbitre, M. Van der Ende, qui avait refusé un but pourtant valable, inscrit en début de rencontre par Martin Djetou.

Mais en une phrase, l'ancien grand joueur devenu entraîneur philosophe évacue le problème : « Les erreurs d'arbitrage existent toujours, il faut faire avec. » Un avis partagé par Guy Roux, le maître à jouer de l'AJ Auxerre : « Si le football est un sport aussi

populaire, c'est parce qu'il s'agit d'une aventure humaine. Et qui dit aventure humaine dit erreurs, injustices, drames et joies. Le but refusé à Lilian Laslandes à Dortmund, par exemple, a plus fait parler que si l'arbitre l'avait accordé à Auxerre : il faut laisser ce sport aux hommes, pas aux machines. »

« Si on enlevait le pouvoir aux arbitres, le football perdrait son âme »

Les enjeux économique-sportifs étant devenus ce qu'ils sont dans le football de haut niveau, à savoir colossaux, beaucoup ont du mal à adopter une attitude aussi

serène que celles de Jean Tigana et Guy Roux. Mais concernant l'aspect spécifique de l'assistance vidéo à l'arbitrage, rien de nouveau. En février dernier, la commission d'arbitrage de la Fédération internationale (FIFA), présidée par l'Ecosais David Wili, avait émis un avis clairement défavorable sur la question.

En revanche, conscients des difficultés grandissantes que connaissent les arbitres lors d'actions litigieuses, les dix membres de la commission s'étaient montrés intéressés par l'apparition d'un quatrième arbitre, dont le rôle serait de corriger une erreur grave ayant échappé à l'arbitre central en la signalant au juge de touche le plus proche.

« L'utilisation éventuelle de la vidéo dans le football pourrait être adoptée, mais seulement dans un cas de figure bien précis : lorsqu'il s'agit de savoir si le ballon a effectivement franchi la ligne de but. La

technologie permettra peut-être d'installer un système perfectionné dans le but ou sur la ligne. En tout cas, pas question de faire appel à la vidéo pour juger d'un hors-jeu, par exemple. L'arbitre doit rester maître de la situation », estime Joël Quiniou, ancien arbitre international de renom.

Du côté de l'International Board, l'organisme garant des règles du jeu, l'apparition de la vidéo dans le football, même utilisée uniquement dans le cas de figure bien précis du franchissement de la ligne de but, n'est pas à l'ordre du jour : « Les enregistrements vidéo ne peuvent être utilisés que pour juger des cas disciplinaires et non pour remettre en cause une décision arbitrale. »

Interrogé jeudi 24 avril par Le Monde, Sepp Blatter, secrétaire général de la FIFA, a confirmé ce point de vue, tout en précisant : « Le seul point de litige éventuel sur lequel nous sommes prêts à expérimenter une nouvelle technologie concerne le franchissement ou non de la ligne de but par le ballon. Je sais que la Fédération anglaise est actuellement en contact avec une université britannique pour mettre au point une technologie permettant de vérifier scientifiquement la validité des buts marqués. Mais rien n'est encore fait. Quoi qu'il en soit, pour toutes les autres phases de jeu, même les plus conflictuelles, comme le hors-jeu par exemple, il faut absolument laisser le pouvoir aux arbitres. Si on le leur enlevait, le football perdrait son âme. »

Alain Constant

"GRAND JURY"
RTL-Le Monde

CHARLES MILLON

ANIMÉ PAR
JEAN-PIERRE DEFRAIN

AVEC
CÉCILE CHAMBRAUD (LE MONDE)
ET
DOMINIQUE PENNEQUIN (RTL)

RTL

DIMANCHE 18 H 30

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

صلى الله عليه وسلم

En forme

à la coupe

aux infos

à la coupe

aux infos

à la coupe

aux infos

à la coupe

aux infos

à la coupe

aux infos

à la coupe

aux infos

à la coupe

aux infos

à la coupe

aux infos

à la coupe

aux infos

à la coupe

aux infos

à la coupe

aux infos

à la coupe

aux infos

à la coupe

aux infos

à la coupe

aux infos

à la coupe

aux infos

l'Europe du football

En formule 1, Williams-Renault marque les essais

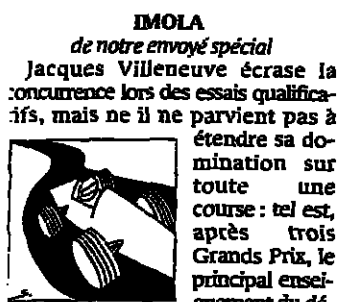
A la veille de la course de Saint-Marin, les adversaires du Canadien Jacques Villeneuve cherchent à combler le retard qu'il leur inflige régulièrement lors des qualifications avec sa monoplace britannique au moteur français

Quatrième épreuve du championnat du monde 1997 de formule 1, le Grand Prix de Saint-Marin doit se disputer dimanche 27 avril sur le circuit d'Imola, en Italie. Celui-ci a même été le triple champion du monde

brésilien Ayrton Senna a trouvé la mort le 1^{er} mai 1995. Ce sera pour l'Autrichien Gerhard Berger, doyen des pilotes de formule 1 à trente-sept ans, l'occasion de disputer son 200^e Grand Prix sur un circuit où il s'est clas-

sé deux fois deuxième (1990 et 1991). Pour le Canadien Jacques Villeneuve, leader actuel du classement du championnat du monde des pilotes, il s'agit de trouver le moyen de conserver en course la supériorité affichée

par sa Williams-Renault lors des essais. Avantage que les écuries Prost-Mugen Honda, Benetton-Renault, et surtout Ferrari - qui évoluera devant son public - chercheront à lui contester.



FORMULE 1
1997 de formule 1.

En ouverture, à Melbourne, le pilote canadien avait estomaqué ses adversaires, tous relégués à deux secondes après la séance d'essais du samedi.

Ensuite, s'il est parvenu à s'assurer une première place sur les circuits de Sao Paulo et de Buenos Aires, il n'a jamais été en mesure de prendre ses aises en course. Au Brésil, il a franchi la ligne d'arrivée avec 4 secondes

d'avance sur la Benetton-Renault de l'Autrichien Gerhard Berger ; puis, en Argentine, il a contenu les tentatives de la verve de l'Irlandais Eddie Irvine, sur Ferrari.

« Les résultats en course et aux essais font l'accordéon », résume le « patron » de l'écurie Ferrari. « On voit des voitures qui partent en sième ligne et qui font le meilleur tour en course, ajoute-t-il dans une allusion à la performance de Gerhard Berger lors du Grand Prix de Buenos Aires. Williams a trouvé quelque chose que les autres écuries n'ont pas encore trouvé. »

Quelle chose ? « Si je savais quoi, je le ferais ! », s'amuse Olivier Panis. A la veille du Grand Prix de Saint-Marin, dimanche 27 avril à Imola, ses adversaires cherchent la solution susceptible d'empêcher Jacques Villeneuve de s'octroyer systématiquement la première place de la grille de départ. Les membres de l'équipe Williams s'efforcent, eux, de comprendre pourquoi la supériorité de leur voi-

ture ne dure pas toute une course. Chacun évalue les différents paramètres en jeu.

« Le pilote. Je ne sais pas expliquer ce phénomène », avoue Jacques Villeneuve. « En qualifications, on peut jouer son va-tout, suggère-t-il. En course, c'est un travail différent : les pneus sont davantage sollicités, et cela resserre un peu le niveau des équipes. » « Jacques fait partie de ces pilotes qui n'ont pas besoin de dix tours pour exploiter la voiture au maximum », avance son ingénieur motoriste, Denis Chevreton. « Villeneuve dispose du châssis de référence, et il a atteint un niveau de maturité qui lui permet d'assommer tout le monde, ajoute Christian Blum, ingénieur motoriste de Benetton-Renault. Les pilotes de Benetton ont sans doute moins l'habitude de pousser leur voiture à 100 % au cours des essais libres. »

« La mise au point. Une voiture qui n'embarque que 5 kilos d'essence ne se comporte pas du tout comme une voiture lestée de 80 kilos d'essence, souligne Christian Blum. La Benetton marche mieux avec le plein, mais nous n'arrivons pas à savoir pourquoi. Il s'agit peut-être d'un problème de châssis. » « A la base, la Williams est la plus proche de la bonne version, elle dispose de la meilleure maîtrise des données aérodynamiques, reprend Denis Chevreton. Ensuite, l'expérience acquise par l'écurie, la connaissance qu'elle a de chaque virage de chaque circuit, lui permettent d'optimiser la voiture mieux que d'autres, en une trentaine de tours seulement. » « Mais une voiture plus neuve, avec des réglages aussi fins que ceux de la Williams, est forcément plus difficile à conduire sur la durée », observe-t-on chez Ferrari.

« Les pneus. De l'avis de tous les pensionnaires du paddock, ce seul pa-

ramètre explique très largement la différence de comportement de la Williams en course et en essais. Le nouveau règlement impose aux écuries de choisir dès le samedi matin les pneus qui équiperont la voiture pour tout le week-end (course et essais). Or la moindre variation climatique peut favoriser une équipe un jour et la pénaliser le lendemain. A Buenos Aires, par exemple, Jacques Villeneuve avait opté pour des gommes tendres : bon choix le samedi, c'est devenu un handicap au moment de la course, lorsque la température a augmenté de 15 degrés. Pour Christian Blum, « dans des conditions de température constante, la Williams conservera son avantage en course ».

« La stratégie. Le nombre d'arrêts aux stands pendant la course découle directement du choix des pneus. Le penchant naturel de Williams consistant à privilégier la performance, l'écurie britannique a souvent recouru à des gommes tendres, ce qui en-

traîne un plus grand nombre d'arrêts. Stratégie à hauts risques, elle ne supporte pas la moindre bécasse. Au contraire, l'équipe Benetton favorise traditionnellement la course : « Au cours de sa dernière année chez Benetton, Michael Schumacher a gagné beaucoup de courses alors que la Williams s'ajustait souvent la pole position », rappelle Christian Blum.

« La suite ? La semaine passée, en essais libres, à Barcelone, l'écurie Benetton a consacré une bonne partie de son temps à travailler sur des configurations « qualification » pour essayer de rattraper son retard sur ce terrain. Les responsables de Williams ne sont pas plus sereins : « Faut-il continuer à privilégier la performance absolue ? Ou faut-il au contraire s'orienter vers une stratégie favorisant la régularité des performances ? », s'interrogeait Denis Chevreton à la veille du Grand Prix de Saint-Marin, à Imola.

Eric Collier

Polémique autour de la réglementation en 1998

La Fédération internationale de l'automobile n'a pas fait l'unanimité en décidant de modifier certaines caractéristiques des monoplaces de formule 1 en 1998. Jacques Villeneuve, actuel leader du championnat du monde, et vainqueur des deux derniers Grands Prix, estime que sa Williams-Renault est inconciliable avec des pneus sculptés sur une piste sèche. Il peste surtout contre la réduction des performances en courbe et au freinage : « On se croirait revenu à la F3. Si c'est ça, je préfère quitter la F1. »

Pour Max Mosley, le président de la FIA, il s'agit « d'éviter l'escalade des performances » qui lui semblait inévitable avec l'arrivée d'un nouveau manufacturier, le japonais Bridgestone, qui va vouloir démontrer la supériorité de ses produits sur ceux de l'américain Goodyear. Toutefois, Max Mosley n'exclut pas des aménagements de la réglementation : « Si nous nous apercevons que nous sommes allés trop loin, nous amènerons notre décision, nous diminuerons le nombre de rainures. Nous essaierons de trouver le meilleur compromis. »

L'Américain Henry James, vedette de la NBA, a la nostalgie du basket français

ATLANTA
correspondance

Le récit de sa vie ressemble par moments au recueil usé d'un vieil explorateur. Une interminable succession de pays et de lieux, récitée d'une voix souvent hésitante, de ceux sans doute d'en oublier certains. Henry James, pourtant, n'est pas vieux. Et encore moins explorateur. A trente ans passés, il fait profession de joueur de basket en NBA, la première ligue professionnelle américaine. Un « métier », comme il le répète en ponctuation de tous ses propos, qui l'a conduit à jeter ses pas un peu partout aux États-Unis, avant de s'envoler vers l'Europe, puis revenir vers son point de départ. « J'ai joué en Utah, puis à Cleveland, Los Angeles, Houston, énumère-t-il comme e ferait un cancre renvoyé de tous les lycées de la ville. En Europe, j'ai été en Italie, en Espagne, en France et en Belgique. » Il porte aujourd'hui le maillot rouge et blanc des Hawks, l'équipe d'Atlanta. Un « job », donc, bien de plus.

Banal ? Pas vraiment. Dans un sport américain où le goût de l'argent s'accroît mal de la plus petite envie de stabilité, ce parcours en zigzag peut sembler commun et ordinaire. Il ne l'est pas. Chose rare, voire unique : Henry James a transporté sa bouillie de clown chatoyant, ses sourires timides et son sac de basket du championnat de France vers celui des États-Unis.

Il a joué à Antibes, une saison, en 1993-1994. Il attaque aujourd'hui les « play-off » de la NBA avec, derrière lui, le souvenir encore frais

d'un exploit personnel que les statisticiens ont reconnu historique : le 15 avril dernier, Henry James a égalé le record de paniers à trois points réussis dans un seul quart-temps. Il en a marqué sept, sur neuf tentés. Et achevé la rencontre, une victoire d'Atlanta sur New Jersey, avec en poche 24 points pour seulement dix minutes passées sur le parquet.

De son expérience française, le joueur parle aujourd'hui en hésitant sur les mots à choisir. « J'étais plutôt bien à Antibes, dit-il. Je ne regrette rien, au contraire. L'équipe était solide et l'entraîneur, Jacques Monclar, je crois, faisait du bon boulot. J'aurais bien prolongé l'expérience, mais cela n'a pas marché. Ils ne voulaient plus de moi. Il n'a pas été possible de s'entendre pour une saison de plus. Alors, j'ai quitté la France. Et j'ai cherché ailleurs. »

« JE SUIS UN BUSINESSMAN »

Il a trouvé Houston, puis posé un temps ses mailles en CBA, sorte de deuxième division américaine. Il y serait encore, occupé jour après jour à « faire le métier », si l'entraîneur d'Atlanta, Lenny Wilkens, n'avait pas eu besoin d'un joueur d'expérience capable de renverser le cours d'un match en quelques paniers marqués de loin.

A l'époque de son départ d'Antibes, la rumeur avait couru que le club ne voulait plus de lui. Trop cher, plus assez rentable. Vrai ou faux, peu lui importe. Henry James est américain et joueur de basket professionnel. Deux attributs dont il résume le corollaire de cette simple phrase : « Hey man, je suis un businessman. » Un homme d'affaires

en short long et maillot sans manches. « Je n'avais pas choisi la France pour le climat ou l'aventure, explique-t-il. Mais simplement pour l'argent. Le contrat que me proposait Antibes était alors le meilleur que j'aie pu obtenir. Meilleur que l'Italie et, plus encore, que la NBA. Lorsqu'il a fallu en négocier un nouveau, j'ai pensé à mon intérêt. Et j'ai été voir ailleurs. »

Les mots regret ou amertume ne lui viennent jamais à la bouche. Il n'en connaît, à l'évidence, pas la signification. Mais le regard qu'il porte aujourd'hui sur le basket français reste positif. Il insiste sur la qualité des joueurs qu'il a croisés sous les paniers et affirme, d'une voix soudain grave et sérieuse, qu'il en est au moins un d'être eux que la NBA pourrait bien accueillir un jour prochain. « Ostrowski, dit-il. C'est bien lui, Stéphane Ostrowski. Nous étions ensemble à Antibes. Il est fort, très fort. Et il pourrait jouer en NBA, il en a le niveau. Il lui manque seulement cinq ou dix kilos de muscles. En France, les joueurs ont souvent le talent, mais ils manquent de physique. Aux États-Unis, on vous enferme dans la salle de musculation. Mais quand vous en sortez, vous êtes prêt à rentrer sur le terrain. »

Retourner à la France ? Il le croit sans peine. Et se laisse aller, parfois, à en faire le projet. « Ma femme a beaucoup apprécié l'expérience, raconte-t-il. Nous pourrions peut-être, qui sait, monter un jour une affaire d'import-export entre la France et les États-Unis. Je connais la culture des deux pays, c'est un atout. »

Alain Mercier

Chicago menacé dans les play-offs

Les Bulls de Chicago ne sont pas assurés cette année d'une nouvelle victoire dans le championnat professionnel américain (NBA). L'équipe de Michael Jordan est certes donnée comme favorite des play-offs qui ont débuté jeudi 24 avril, mais la fin de la saison régulière des joueurs de l'Illinois n'a pas été aussi flamboyante qu'en 1996. Avec quatre défaites au mois d'avril, les Bulls n'ont pas réussi à approcher leur record de 72 victoires, obtenu l'an dernier.

Avec 17 succès pour leurs 18 derniers matches, les Utah Jazz sont en revanche sur la pente ascendante. Jeudi, les New-York Knicks ont battu (109-99) les Charlotte Hornets pour une suprématie dans la Conférence Est qui pourrait donner la clé de la victoire finale.

■ L'Olympiakos Le Pirée est devenu champion d'Europe en s'imposant (73-58) en finale de l'Euroleague, jeudi 24 avril à Rome, face à l'équipe de Barcelone. Emmenés par un David Rivers d'une exceptionnelle efficacité, les Grecs, qui succèdent au Panathinaïkos d'Athènes au palmarès, se sont joués des Espagnols, qui perdent ainsi leur deuxième finale d'attente. La troisième place du Final Four est allée à l'Uralan (Slovénie) qui a dominé (79-86) l'Asvel de Lyon-Villeurbanne.

[Yves Calvi]
9h → 13h30

CLONAGE. FOURMIS. MÉMOIRE. BÉBÉS...
AVEC SA MANIE DE RENDRE TOUS LES SUJETS VIVANTS, CET HOMME AGACE LES INTELLOS.

EUROPE 1
A quoi sert l'info si on ne s'en parle pas ?

Douceur avec un peu de pluie

L'ANTICYCLONE qui bloquait les perturbations atlantiques est redescendu sur les Açores. Quelques bandes pluvieuses vont pouvoir traverser le pays.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Un passage pluvieux accompagné d'un vent modéré touchera la Bretagne en matinée, la Normandie et les pays de Loire l'après-midi. Le soleil apparaîtra timidement. Il fera 13 à 16 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - La grisaille s'évacuera en matinée vers l'est. Le ciel nuageux pourra alors laisser filtrer de courtes éclaircies. En cours d'après-midi, les nuages s'épaissiront pour donner de la pluie en soirée sur la Haute-Normandie et le Centre.

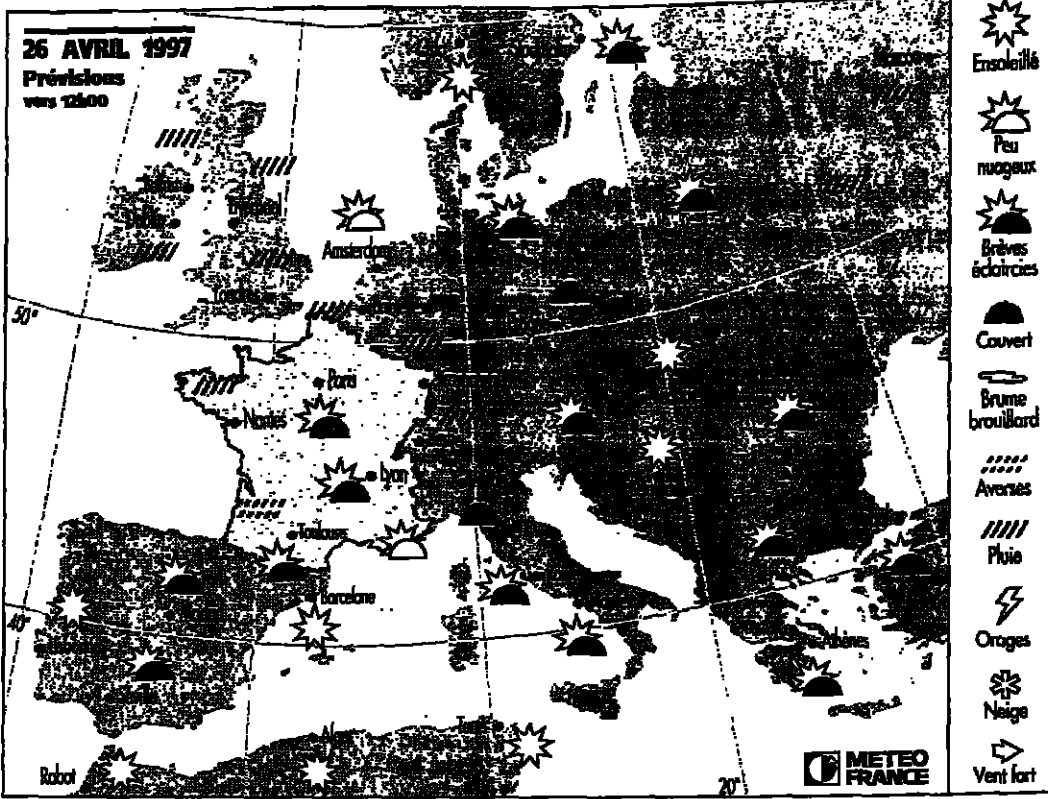
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Une vague nuageuse accompagnée de quelques gouttes couvrira la frontière allemande en matinée. A l'arrière, le soleil apparaîtra furti-

vement. Dans l'après-midi, la couverture nuageuse se renforcera, apportant ici ou là une ondée. Le mercure indiquera 16 à 18 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Sur le Poitou-Charentes et le littoral aquitain, le ciel se couvrira en matinée avec un peu de pluie l'après-midi. Plus à l'est, les passages nuageux l'après-midi donneront quelques averse. Les températures varieront de 16 degrés à 20 degrés sur le midi toulousain.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Le ciel à dominante nuageuse laissera passer de belles éclaircies. L'après-midi, des orages éclateront localement sur le relief. Les températures s'élèveront de 16 à 20 degrés d'ouest en est.

Langue-doc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Sur le littoral, le soleil restera bien présent, accompagné d'un vent d'ouest soutenu l'après-midi. Sur le relief des averse sont à craindre l'après-midi. Le mercure avoisnera 20 à 23 degrés.



PRÉVISIONS POUR LE 26 AVRIL 1997
 Ville par ville, les minima/maxima de température
 et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux;
 C : couvert; P : pluie; * : neige.

PARIS	12/17	N	NANCY	5/16	N	KIEV	4/10	P	VENISE	9/17	S	LE CAIRE	18/26	S
LYON	10/19	N	NANTES	10/15	P	LISBONNE	13/20	S	VIENNE	6/18	S	MARRAKECH	14/22	S
MARSEILLE	13/21	S	NICE	11/19	S	LIVERPOOL	10/12	P	BRASLIA	19/26	P	NAIROBI	16/22	P
			AMSTERDAM	7/14	N	LONDRES	10/14	P	BUENOS AIRES	8/22	S	PRETORIA	8/21	S
			ATHÈNES	12/17	S	LUXEMBOURG	9/16	P	CARACAS	24/28	S	TUNIS	12/19	S
			BARCELONE	14/20	S	MILAN	12/21	C	CHICAGO	1/15	C	ASIE-OCCIDENTALE	26/34	P
			BELFAST	7/12	P	MOSCOU	3/9	P	LIMA	19/25	S	BANGKOK	27/35	S
			BELGRADE	3/15	S	MUNICH	6/13	P	LOS ANGELES	17/26	S	BOMBAY	27/35	S
			BERLIN	2/13	S	NAPLES	9/19	S	MEXICO	6/21	S	CHICAGO	26/30	P
			BERNE	8/15	P	OSLO	4/7	S	MONTREAL	2/8	S	DUBAI	22/29	S
			BRUXELLES	8/15	P	PALMA DE M.	9/20	S	NEW YORK	3/14	S	HANOI	20/24	C
			BUCAREST	7/17	N	PRAGUE	7/14	C	SAN FRANCISCO	12/22	S	HONGKONG	20/25	C
			BUDAPEST	7/18	S	ROME	8/17	S	SANTIAGO-CH	10/25	S	JERUSALEM	15/25	C
			COPENHAGUE	2/9	S	SEVILLE	14/26	S	TORONTO	1/10	S	NEW DELHI	24/29	S
			DUBLIN	7/12	P	SOFIA	4/15	S	WASHINGTON	9/16	S	SEOUL	14/27	S
			FRANCFORT	8/18	P	ST-PETERSBURG	1/5	S	ARABIQUE	10/21	S	SINGAPOUR	27/31	P
			GENEVE	11/17	P	STOCKHOLM	12/17	S	DAKAR	19/26	S	SYDNEY	16/21	S
			HELSINKI	3/4	S	TENERIFE	12/17	S	KINSHASA	20/30	S	TOKYO	10/19	S
			ISTANBUL	8/13	S	VARSOVIE	1/10	S						

TECHNOLOGIE

L'informatique fait la chasse au mensonge dans la campagne électorale anglaise

1992. Le vice-président Al Gore, qui fait la promotion des autotextes de l'information, dote le Parti démocrate d'un outil de pointe pour exploiter au mieux les masses énormes d'informations politiques et économiques. Une aubaine pour Excalibur, petite entreprise high-tech américaine, qui commercialise le logiciel EPS « d'accès à l'information et de recherche documentaire ».

Grâce à cet outil, l'exploration de dizaines de milliers de pages de texte en fonction d'un besoin précis ne prend que quelques secondes. Ainsi, la réaction à la déclaration d'un candidat devient une affaire de minutes. Son adversaire peut découvrir la citation datant de plusieurs années ou le chiffre exact qui prend l'homme politique en défaut. Et cela avec une redoutable précision. De quoi chasser du débat électoral toute tentation de tricherie avec l'implacable vérité.

« Nous exploitons les résultats des travaux du biologiste James Dowd qui a fondé l'entreprise en 1980 », explique Kamran Kahn, directeur des opérations européennes d'Excalibur. Ce scientifique est l'inventeur de la technologie APRP (Adaptive Pattern Recognition Processing). Tra-

vailant sur la grenouille. Il remarque l'aptitude de cet animal à distinguer rapidement le caractère comestible ou non d'une proie. James Dowd part de cette observation pour bâtir un système fondé sur les réseaux neuronaux de traitement de l'information. Parmi ses premiers clients, un exploitant forestier voulant distinguer automatiquement les différentes essences d'arbres.

ALGORITHME PERFORMANT

Fort de ses premiers succès, Excalibur cherche un domaine d'application plus large et plus standardisé. L'information, dont le volume croissant rend la gestion de plus en plus délicate, lui fournit le champ d'investigation parfait. « Nous ne travaillons pas à l'aide de mots-clés comme les systèmes classiques. En fait, nous indexons tous les mots d'un texte », explique Kamran Kahn. Le système travaille par recherche associative. Il compare la « signature » numérique du ou des mots recherchés avec l'ensemble des motifs binaires présents dans le texte.

Ce principe assure une précision de la recherche, indépendante de la subjectivité inhérente au choix des mots-clés. Mais, surtout, il tolère les

erreurs. « C'est très important pour les textes imprimés qui ont été numérisés avant d'être traités par un logiciel de reconnaissance de caractères (OCR) », indique Kamran Kahn. En effet, un OCR (optical character re-

Du texte à l'image

Si les mots d'un texte numérisé possèdent une signature binaire, il en va de même des images. Ainsi, le logiciel d'Excalibur propose dans ses applications des aides précieuses à la recherche documentaire de photos. Deux sites l'exploitent déjà sur Internet: Yahoo et Infoseek. Ils donnent la possibilité d'interroger l'immense réserve d'images de la Toile. La télévision italienne, la RAI, fait de même pour ses propres besoins. Le système identifie les photos « proches » d'une image de référence. Il se fonde pour cela sur trois critères: la couleur, la texture et la forme. A partir d'un coucher de soleil, on trouve ainsi toutes les images de la même scène, mais aussi celles comportant des couleurs proches et/ou une sphère lumineuse.

La cognition) atteint au maximum 95 % de taux de réussite et fonctionne plus souvent autour de 80 % à 85 %. Le logiciel EPS d'Excalibur tient compte de cette incertitude. Si le mot « grenouille » fait l'objet de la recherche, il va détecter également « grenouille », « granouille » ou « grenouille », car les motifs binaires sont très proches. Encore

de l'OCR permet d'exploiter immédiatement les nouveaux documents. En 1995, Excalibur fusionne avec ConQuest Software, spécialiste des réseaux sémantiques. Le nouvel logiciel de recherche, RetrievalWare, ajoute le sens des mots à la signature numérique comme outil d'exploration. « Cela nous a conduits à offrir une solution de recherche de

connaissances et non plus simplement de données », précise Kamran Kahn. Et les ventes explosent. Le chiffre d'affaires passe de 12,6 à 18,6 millions de dollars (110 millions de francs) entre 1995 et 1996, pour une entreprise qui compte aujourd'hui 200 personnes dans le monde.

Le logiciel est vendu 50 000 dollars (290 000 francs) pour un groupe de 20 utilisateurs ou 150 000 dollars (870 000 francs) pour une entreprise voulant équiper 100 postes. Au-delà, les contrats peuvent dépasser le million de dollars. Les clients se trouvent essentiellement dans l'industrie. Aérospatiale, Airbus Industrie, Air France, la Cogema, EDF, Rhône-Poulenc, la RATP ou Total font partie des sociétés françaises qui l'utilisent.

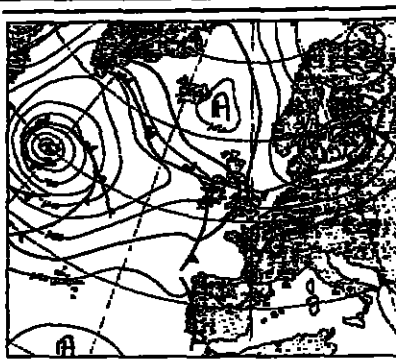
En politique, l'exemple des démocrates américains a franchi l'Atlantique. La botte secrète de Bill Clinton n'a pas échappé à Tony Blair, futur leader du Parti travailliste britannique et témoin attentif de la campagne pour la Maison Blanche. En 1994, il arme son propre parti de la technologie d'Excalibur. A-t-il eu le nez creux? En tout cas, le Labour entame une remontée spectaculaire dans les sondages. L'équipe de John

LE CARNET DU VOYAGEUR

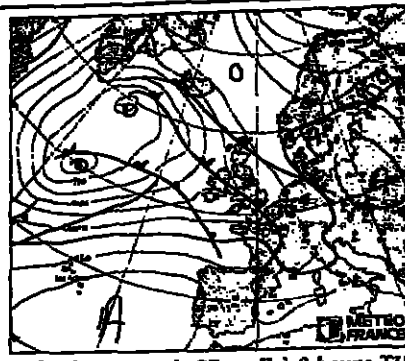
■ CROATIE. Le couloir aérien entre la Yougoslavie (RFY, Serbie, Monténégro) et la Croatie, fermé depuis 1991, vient d'être rouvert au trafic civil, d'après un responsable du contrôle aérien de l'aéroport de Belgrade. - (AFP)

■ SUISSE. Les Chemins de fer fédéraux suisses (CFF) ont annoncé la suppression prochaine des cabines téléphoniques installées depuis 1988 dans les wagons de première classe, en raison de la multiplication des téléphones mobiles. - (AFP)

■ FRANCE. La compagnie aérienne régionale Brit Air vient de signer un accord de franchise global avec Air France (Le Monde du 25 avril). A partir de l'hiver prochain, les quelque 150 vols exploités chaque jour par Brit Air en France et en Europe passeront sous numéros de vols Air France, et ses passagers bénéficieront du programme de fidélisation de la compagnie nationale. - (AFP)



Situation le 25 avril à 0 heure TU

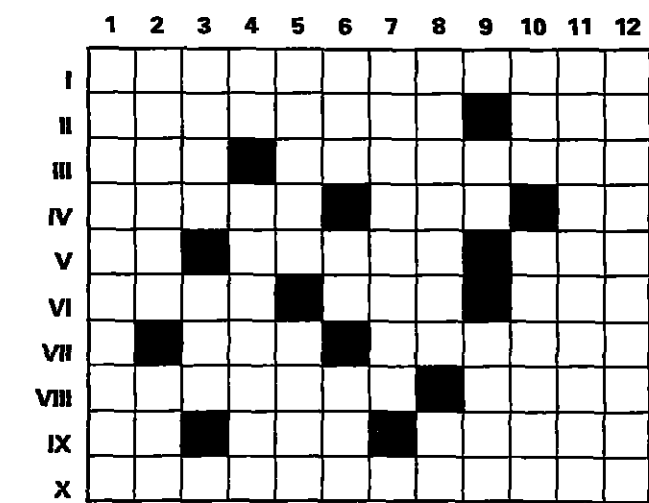


Prévisions pour le 27 avril à 0 heure TU

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97082

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. Bon gros sauveur. - II. A perdu toute sa sérénité. Un Américain bâtisseur de pyramide. - III. Découle parfois de la nécessité. Inversés pour faire de bons tirages. - IV. Changeait de timbre. Crié pour encourager. Vont avec les coutumes. - V. La valeur du silence. Où la brosse a dû passer. Grecque. - VI. Philippe, le fondateur de l'Oratoire. Solubles dans l'eau régale. Rouge et anglais. - VII. Un jeune d'aujourd'hui. Fait envie. - VIII. Prépare le terrain pour bâtir. Pendu par Esther. - IX.

A croquer quand il est petit. Déchiffre n'importe comment. Sédult. - X. Porte un grand intérêt à tous nos mots.

VERTICALEMENT

I. Peut aussi nous apporter la typhoïde. - II. Perd sa queue en grandissant. Marque la fin avant la fin. - III. Fleur bulbeuse. A du mal à déboucher. - IV. Négation. Métal blanc et dur. - V. Abri de voyages. Capitale européenne. - VI. Avalée. Saint normand. Pour relever. - VII. Une feuille que l'on trouve par paire. - VIII. Fait son

cinéma. Lettres de Ponge. - 9. Pour tracer. Traîné dans la boue. - 10. Une petite pomme. Récompensas. - 11. S'opposera à tout. - 12. Retrouve sa liberté en sortant du droit chemin.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97081

HORIZONTALEMENT

I. Banalisation. - II. Arabica. Atto. - III. IGN. Ta. Acier. - IV. Nuai. Ramin (Marin). - V. Sangle. Eténa. - VI. Mi. Ni. Puéril. - VII. Assommât. Api. - VIII. Ure. Iasi. - IX. Idée. Criarde. - X. Enregistrées.

VERTICALEMENT

I. Balns-marie. - II. Arguais. Dn. - III. Nanai. Suer. - IV. AB. Ignorée. - V. Lit. Lime. - VI. Icare. Ci. - VII. Sa (as). Pairs. - VIII. Ameutait. - IX. Tacite. Par. - X. Itinéraire. - XI. Oté. Tip. Dé. - XII. Normalisés.

Le Monde est édité par le SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administrateur.

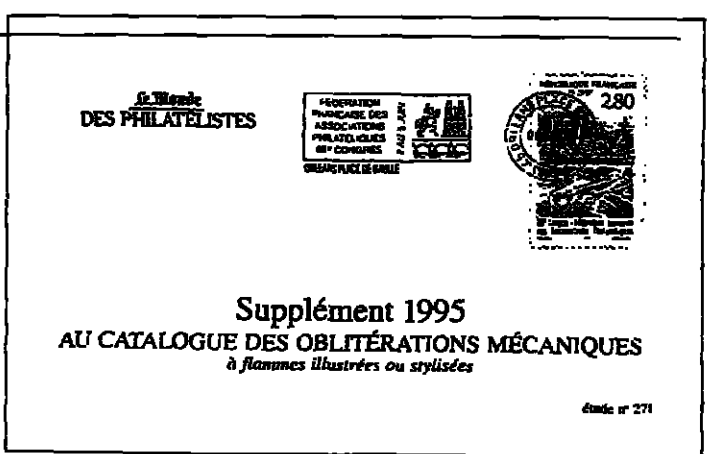
Imprimerie du Monde 12, rue M. Guesbroux 94028 Ivry cedex

ISSN 0335-2037

PRINTED IN FRANCE

PHILATÉLIE

Les flammes illustrées de 1995



Noter, enfin, que les Alpes-de-Haute-Provence se caractérisent par l'absence de toute nouvelle flamme, tandis que, au contraire, le Nord en enregistre vingt-huit, Paris trente-quatre, Lyon douze et les seuls bureaux de poste de La Rochelle Gare, Saint-Nazaire Ppal, Cahors CT et Nancy CT, quatre chacun.

EN FILIGRANE

■ Prêt à poster. Deux nouvelles pochettes cartonnées affranchies avec une Marianne de Briat rouge sans indication de valeur et illustrées d'une rose des vents ont vu le jour le 17 mars: petit format (10 F) pour un poids maximum de 100 g et grand format (20 F) jusqu'à 500 g. Ces deux « prêts à poster » sont utilisables en France, pour Monaco et Andorre, à l'intérieur des DOM et pour les échanges réciproques entre Martinique, Guadeloupe et Guyane.

* Brochure n° 271 éditée par Le Monde des philatélistes, 76 pages, 85 F, plus port 11,50 F, auprès du service de la vente au numéro du Monde, 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05.

صكنا من الامل

CULTURE

LE MONDE / SAMEDI 26 AVRIL 1997

PATRIMOINE Le château médiéval de Falaise (Calvados), qui a vu naître Guillaume le Conquérant, vient d'être rouvert au public après dix ans de travaux de rénovation.

Les interventions de l'architecte en chef des Monuments historiques, Bruno Decaris, notamment l'avant-corps de béton installé à l'entrée, suscitent des critiques violentes de

visiteurs et des Falaisiens. Bruno Decaris répond que sa rénovation a sauvé cette ruine et que l'avant-corps permet notamment de rappeler la vocation défensive de l'édifice.

● EDWARD IMPEY, conservateur adjoint de la Tour de Londres, estime que cette rénovation est contestable pour des raisons esthétiques, pratiques, scientifiques et de pré-

sentation au public. ● LE STATUT des architectes en chef des Monuments historiques confère à ces derniers des pouvoirs sans véritable contrepoids.

Falaise, son château, son architecte et son béton de la discorde

Depuis le 30 mars, cet édifice médiéval qui a vu naître Guillaume le Conquérant est de nouveau accessible au public après dix ans de travaux. Mais les interventions « musclées » de l'architecte des Monuments historiques provoquent une vague d'indignation. Et un procès sans précédent

FALAISE (Calvados)
de nos envoyés spéciaux

« Si c'est cela le bon goût français, alors la France dégringole ! » Cette touriste britannique a la dent dure contre la restauration du château de Falaise (Calvados), un édifice médiéval classé, du XI^e siècle, surplombant la charmante cité de 9 000 habitants meurtrie par la guerre. Le guide avoue recevoir un flot de réactions indignées : « 90 % des gens sont contre » ; « Défiguration » ; « Blockhaus » ; « Saloperie » sont des noms d'oiseaux entendus. Les Falaisiens ne sont pas en reste : « Une honte ! », s'exclame un commerçant. Une pétition locale a recueilli plus de 12 000 signatures. Et le 18 avril quatre associations ont déposé une plainte avec constitution de partie civile, visant à réclamer le démantèlement d'une œuvre en cours d'achèvement, exécutée par l'administration des Monuments historiques. Donc par l'Etat.

Après dix ans et 40 millions de francs de travaux, le château, qui appartient à la ville, a rouvert au public le 30 mars. Une fois passée l'enceinte fortifiée, le visiteur découvre l'objet de la discorde. Sur la haute façade est du donjon qui porte les cicatrices du temps ont été « collés » d'énormes blocs de béton lisse, couleur gris peau d'éphant, parfois saignés de fines meurtrières. Ce gigantesque pavant abrite un pont-levis et un escalier de béton, couronnés de plaques de fer qui évoquent une série de créneaux. Le rejet est à la hauteur de l'enjeu touristique d'un donjon qui a vu naître Guillaume le Conquérant et sur lequel flotte le drapeau frappé des deux léopards de Normandie. 10 000 visiteurs venaient chaque année avant la restauration. La municipalité en attend dix fois plus.

PLANCHERS DE VERRE

Un homme attise toutes les critiques : Bruno Decaris, architecte en chef des Monuments historiques, qui a dirigé les travaux de Falaise. L'avant-corps de béton (l'entrée), c'est son idée, son œuvre. « C'est le pari d'un homme seul au mépris de tout le monde », s'indigne Christian Lair, de l'association Aimer Falaise. Bruno Decaris a également aménagé l'intérieur du donjon, tout aussi décrié pour ses partis pris « musclés ». « Les visiteurs circulaient sur la crête des murs, et l'édifice n'était pas à l'abri des intempéries, se défend l'architecte, en insistant sur l'état de délabrement. Le maire de l'époque, Paul German, désirait que le château retrouve l'allure des gravures imagi-



Sur la façade est du donjon, d'énormes blocs de béton.

naïres publiées au siècle dernier.

Les planchers disparus ont été remplacés par du verre transparent. L'étanchéité de l'édifice est assurée par un double toit - fibres de verre enduites de Téflon - tendu par une armature métallique. « Un véritable chapiteau de cirque », dit-on dans la ville. Bruno Decaris répond qu'il

ocre et noir. Un escalier intérieur a été creusé au centre. La tour Talbot a été surmontée d'une ellipse de béton et de métal afin de permettre aux visiteurs d'admirer la campagne.

C'est surtout l'avant-corps de béton - le plus visible - qui focalise l'indignation. Comme il ne restait

Les pouvoirs des architectes des monuments historiques

Les cinquante-cinq architectes en chef des monuments historiques détiennent le monopole des travaux sur les bâtiments classés et sont rémunérés au pourcentage, selon la difficulté du chantier. Mais ils sont à la fois juge et partie : ils conduisent les études préalables, fort coûteuses (65 millions de francs à Vaux-le-Vicomte pour « restituer l'état Le Nôtre » des Jardins), décident de l'opportunité et de l'importance des travaux, rédigent le rapport d'inspection et sont contrôlés par des inspecteurs généraux - cinq seulement pour toute la France. Les commissions de spécialistes (universitaires, paysagistes, archéologues) qui pourraient faire contrepoids sont de plus en plus tennues à l'écart. Un décret de 1996 donne en effet au préfet de région le pouvoir de décider de l'opportunité des travaux. D'où les dérives possibles, comme à Falaise. Néanmoins, un propriétaire peut, selon un décret de 1980, récusar un architecte en chef. Ce fut le cas au château de Brécly (Calvados), où fut récusé... Bruno Decaris.

a voulu « retrouver l'éclairage latéral qui existait » : « J'ai donc choisi une couverture légère dans un matériau moderne pour éviter les confusions archéologiques. Les planchers sont en verre pour les mêmes raisons. » Le mur de refend, qui divisait en deux le volume du donjon, a été prolongé par deux panneaux

« quelques fondations », Bruno Decaris admet que son œuvre est une interprétation libre. Et nécessaire ? « L'escalier d'accès au donjon, qui datait de 1953, était mal commode et glissant. En outre, il fallait mettre un « pansement » sur cette façade crevassée. Créer un volume donne aussi une échelle à la mu-

raillie. Enfin, sur le plan pédagogique, nous indiquons au visiteur qu'il s'agit d'un ouvrage défensif. » Ces arguments sont balayés par beaucoup, dont Christian Lair : « L'escalier de pierre était solide, discret, et on l'a remplacé par du béton. Ce blockhaus ne sert à rien, c'est un simple décor monstrueux. » Le pont-levis ? « Un plan incliné de garage avec des barres de dépanneuses ! C'est du Grand Guignol ! »

Bruno Decaris reconnaît que l'avant-corps peut faire l'effet d'un « coup de poing dans le ventre » pour nombre de visiteurs ou de Falaisiens, « mais la construction du donjon au XII^e siècle a dû provoquer un choc semblable ». Et de justifier le choix du matériau : « Le béton brut répond à la charte de Venise qui interdit le pastiche et demande que les interventions sur des monuments anciens soient identifiables. Le béton est le matériau des systèmes de défense du XX^e siècle - le mur de l'Atlantique par exemple. »

La population ne voit que le résultat et craint l'« effet repoussoir » de l'armature de béton, visible de loin et que l'on peut confondre avec « un échafaudage ». Bruno Decaris demande alors un peu de patience : « La couleur de l'avant-corps doit être atténuée et la surface de la muraille du donjon doit être rendue moins hétérogène pour éviter un contraste trop grand entre les deux constructions. » Le béton pour-

rait être recouvert d'une peinture « pierre de lune », dit le maire, Claude Leteurte (UDF-PR), qui ajoute : « On a le droit de ne pas aimer, mais nous avons sauvé une ruine. Cet outil est exceptionnel. »

Il n'est pas sûr qu'un coup de peinture en beige-gris apaisera les esprits. D'autant que quatre associations de défense du patrimoine, dont MoMuS (Monuments Musées Sites), ont porté l'affaire devant les tribunaux - une première pour un projet des Monuments historiques. Quatre irrégularités sont relevées : l'avant-corps est une création qui nécessitait un permis de construire et qui n'a pas été étudiée par la commission supérieure des Monuments historiques. Les Architectes des Bâtiments de France (ABF) n'ont pas été consultés. Il y a eu destruction de vestiges archéologiques pendant les travaux.

RELECTURE

Bruno Decaris, qui de son côté poursuit MoMuS en diffamation, rétorque que l'avant-corps fait partie d'un projet global visant la rénovation du donjon, projet validé en 1986 par une commission comprenant le directeur régional des affaires culturelles de Basse-Nor-

mandie, le conservateur régional et trois inspecteurs des Monuments historiques. Il ajoute qu'un permis de construire est inutile puisqu'il ne s'agit pas d'une construction mais d'une rénovation et que, de ce fait, les ABF n'ont pas à donner leur avis. Quant aux destructions archéologiques, tout au plus reconnaît-il « la dépose de quelques pierres et celle du blocage (mélange de mortier et de pierre) du mur de refend pour la construction d'un escalier, mais ce blocage datait du XIX^e siècle ».

La justice tranchera. Reste que l'on peut s'interroger sur la philosophie d'une rénovation lourde - doublée d'un projet muséographique à l'étude - qui vise à transformer une ruine romantique en forteresse vouée à attirer les touristes. « Il faut proposer une relecture des monuments qui, tout en protégeant leur authenticité, leur redonne un sens, leur permet d'être vécus à nouveau », affirme Bruno Decaris. Les partis pris de l'architecte ne risquent-ils pas de modifier les lectures que les nouvelles générations ne manqueront pas de faire à leur tour ?

M. G. et E. de R.

COMMENTAIRE

UN MOYEN AGE
KITSCH

Avouées ou non, discrètes ou tonitruantes, les interventions d'une époque sur un monument ancien sont toujours datées. La neutralité est illusoire : chaque génération, consciemment ou non, matérialise sa vision de l'histoire. S'agissant des édifices médiévaux, ces lectures successives sont éloquentes. Le romantisme du siècle passé a fait éclore sur ces bâtiments d'innombrables discours sous forme de dentelles de granit, des pignons taillés en dents de scie et de verrières en fleurs. Viollet-le-Duc, le rénovateur de Notre-Dame de Paris, a porté ce style, dit « troubadour », à son comble au château de Pierrefonds. Notre époque est-elle à ce point influencée par le mur de l'Atlantique et la guerre des étoiles ? Elle pare en tout cas les forteresses médiévales de toutes les vertus de l'héroïc fantasy, si l'on en croit les interventions à Falaise : béton brut et quincaillerie technologique, accommodés de l'esthétique la plus rebattue des aéroports les moins réusis.

Manifestement, Bruno Decaris « s'est fait plaisir » et a fait plus œuvre de création que de rénovation. Quand on sait les multiples tracasseries dont font l'objet les propriétaires de monuments classés qui souhaitent changer la moindre tuile, le blanc-seing obtenu ici laisse pantois. Sans doute ces partis-pris sont-ils justifiés par l'archéologie, la science du nombre d'or, les vertus pédagogiques et le respect de la charte de Venise. Mais sans doute aussi les siècles futurs verront dans ces travaux menés sur le berceau de Guillaume le Conquérant une œuvre navrante, kitsch et d'un pompiérisme achevé.

Michel Guerrin
et Emmanuel de Roux

« Le remède n'est-il pas pire que le mal ? »

EDWARD IMPEY, conservateur adjoint de cinq palais royaux en Angleterre, dont la Tour de Londres, est un archéologue spécialiste de l'architecture militaire anglo-normande.

Dans un texte qui sera publié début mai par le journal MoMuS, il donne son point de vue - sévère - sur les travaux effectués au château de Falaise. En voici des extraits.

« Les travaux du donjon de Falaise ont suscité des critiques que l'on peut classer en quatre catégories : esthétique, présentation au public, aspects pratiques et scientifiques. Sous la première rubrique, on peut dire que les toitures, vues de loin, apportent quelque chose à l'aspect du donjon. Mais sinon, pratiquement rien ne peut prétendre posséder une valeur intrinsèque ou apporter visuellement quelque chose : que ce soient les ridicules « paniers à friture » placés sur les fenêtres ou le monstrueux avant-corps.

« S'agissant de la présentation au public, le donjon de Falaise est le

seul édifice presque complet de ce type et de cette époque en Normandie, et l'un des plus importants bâtiments d'habitation du XII^e siècle en Europe. A ce titre, Falaise pouvait être mis en valeur - ou laissé en l'état - comme un témoin extraordinairement puissant de la vie, de la politique et de la technologie au Moyen Age : étant donné que la logique à l'œuvre derrière la préservation de pareils édifices doit inclure l'idée qu'ils instruisent le public, tout en le divertissant, ce potentiel a été ignoré et dilapidé.

« Le peu qui reste visible à l'intérieur de la structure médiévale est si envahi par l'intrusion moderne que même le matériel pédagogique le plus réussi ne peut avoir aucune signification. A l'extérieur, il serait à la rigueur possible de considérer l'avant-corps comme une réussite, dans la mesure où l'utilisation d'un vocabulaire militaire moderne exprime la fonction du bâtiment original. Mais ce « gross blockhaus » ne peut qu'induire en erreur la majorité des visiteurs, et banaliser l'impact émotionnel et visuel de la structure réelle qui se trouve derrière.

« Côté pratique, certaines questions s'imposent : comment empê-

cherait-on les gargouilles de cuivre de détériorer sur les murs ? Combien de temps dureront la couverture, en tesson, et ses haubans ? Le béton armé, avec sa durée de vie limitée, est-il approprié pour consolider un monument historique ? L'absurdité des sols en verre du premier étage paraît évidente à tous les visiteurs - y compris aux Ecossais de passage. Plus généralement, on se demande à quoi sont supposés servir les intérieurs reprofilés : lieux d'explication du monument, « salle des fêtes » ou « centre culturel » ?

« Le terrain scientifique est le plus sérieux : le mépris total de Bruno Decaris pour la réflexion moderne sur la conservation (aussi inconsiderée soit-elle parfois), ou pour les principes de l'« enregistrement » archéologique préalable à toute altération, et sa façon de traiter le donjon non pas comme un monument historique, mais comme un moyen d'expression personnelle. Anticipant ces attaques, Bruno Decaris fait remarquer, non sans raison, que le donjon a été drastiquement restauré par Ruprich-Robert dans les années 1860. Mais loin de lui laisser les mains libres, cela

aurait dû l'amener à traiter la structure médiévale avec un respect particulier et à reconnaître l'intérêt de l'œuvre du XII^e siècle pour elle-même.

« Ayant visité le chantier à deux étapes, je suis tenté de penser que bon nombre d'éléments historiques ont été purement et simplement détruits en raison des changements de circulation, de l'introduction de gaines de service, et du remplacement inutile de nombre de pierres. Ce qui peut encore demeurer comme témoignage complexe, fragile et subtil de l'histoire structurée du bâtiment, et qui survivait avant le commencement des travaux, est à présent obnubilé, à l'intérieur par une tartine de mortier qui recouvre tout. Étant donné l'importance de la structure, il s'agit d'une perte irréversible. Et, pour autant que je sache, aucun relevé archéologique complet et sérieux des intérieurs n'a été fait avant les travaux qui auront permis une meilleure compréhension du bâtiment. Bruno Decaris et ses partisans peuvent prétendre avoir « sauvé » le donjon de Falaise, mais - en supposant que ce soit le cas - le remède n'a-t-il pas été pire que le mal ? »

CHIPPENDALES
NOUVEAU SPECTACLE
du 12 au 17 MAI
PARIS-ELYSÉE MONTMARTRE
RESERVATION : 01 47 42 32 80

Travaux sur papier au SAGA 97

Cent vingt-huit exposants proposent leurs éditions récentes d'estampes, de livres d'artiste, de photographies, et des dessins

son départ : il souhaite retrouver son autonomie de créateur, tout en gardant en lui l'esprit de l'ATEM.

ÉVÉNEMENTS INSTITUTIONNELS
Quelques événements institutionnels renforcent la manifestation. Par exemple la présentation par le ministère de la culture de sa commande d'estampes à quarante artistes (d'Armleder à Bernard Venet en passant par Favier, Gäggen, Dolla, Maysaux, Pommereulle, Renouret...) invités à travailler dans trente des quelque cinquante ateliers de gravure qui existent en France. Les œuvres, tirées à cent exemplaires, seront distribuées dans les administrations, les centres culturels, les ambassades. A noter encore l'hommage à la maison Moulrot, dont les affiches réalisées par Picasso, Braque, Matisse, Dubuffet et tant d'autres pour leurs expositions, ont entumé les rues entre 1944 et 1974.

Enfin, il ne faut pas manquer l'exposition « Lignes de fuite », proposée par la Bibliothèque nationale, qui rassemble un choix de photographies autour de l'idée de voyage, de lignes de partance : ralis, routes, cimes, mâts de navire, quais... de Legray à Plossu, pour une reconnaissance de l'espace de l'image et de l'image de l'espace, au-delà des voies connues.

- L'opéra connaît aujourd'hui un engouement exceptionnel auprès de compositeurs

G. B.

Si c'est avant tout à travers ses études, ses livres et de nombreuses expositions consacrés aux deux artistes déjà cités que Wer-

01 41 32 26 26

en collaboration avec

de Luigi Pirandello - M
Théâtre de Gennevilliers

se en scène Claudia Stavisk
rs 22 avril - 16 mai

هيكنا من الاله

ROCK

Abstract

Geneviève Breerette

PREMIER FESTIVAL DE CRÉATION
THÉÂTRALE POUR LA JEUNESSE
DU 24 AVRIL AU 15 JUIN 1992

Jérémy Fisher
Mohamed Rouabhi /
Claire Lasne

La Main Bleue
Joël Jouanneau,
Serge Richez
Le Diamant d'écume

**I.K. Patard / Philippe Adrien,
Catherine Riboli
Mille Sabords
Gilberte Tsai**

Pirates
Olivier Maurin
60 VILLES DES YVELINES

300 MANIFESTATIONS

01 30 86 77 77

POUR LES INFOS

MEYER Hofmeister

CLASSIQUE

VLADIMIR HOROWITZ
(piano)

Piotr Ilitch Tchaïkovski : *Premier Concerto pour piano et orchestre* - Serge Rachmaninov : *Troisième Concerto pour piano et orchestre* - New York Philharmonic Symphony Orchestra, Sir John Barbirolli (direction).

Enregistrées respectivement le 31 mars 1940 et le 4 mai 1941 à New York, ces deux interprétations ont été captées alors que l'art pianistique d'Horowitz était au beau fixe. De toutes les interprétations qu'il a laissées de ces deux concertos qui lui doivent tant, ces deux-là sont incontestablement les plus accomplies. Virtuose stupéfiant, Horowitz l'aura été toute sa carrière y compris quand il faillait un nombre assez impressionnant de fausses notes ; musicien convaincant, il ne le fut pas toujours. Il lui arrivait de distordre la musique pour la plier à son égo : le compositeur Virgil Thomson l'avait d'ailleurs méchamment traité de « roi de la déformation musicale » - quand ils sont critiques, les musiciens professionnels sont souvent terribles. Ce ne fut pas le cas ces deux soirs-là, d'autant que Barbirolli était au pupitre et que ce chef aimait ses solistes. De bout en bout, malgré un son parfois brumeux, on est captivé, « scotché » à des lectures flamboyantes qui valideraient, s'il en était besoin, le mot de Martha Argerich : « Horowitz ? Ce qui est arrivé de mieux au piano ». **AL. Lo.**

★ Un CD Applian Recordings APR 5519. Distribué par Danta.

RICHARD CŒUR DE LION

Troubadours et trouvères à la fin du XII^e siècle

Alla Francesca

L'idée est heureuse : fils d'Aliénor d'Aquitaine qui introduisit l'art du troubadour dans la France du nord, Richard Cœur de Lion n'a pas démenti de son bisainvillain Guillaume IX, premier troubadour selon la tradition. Il sut s'entourer de poètes et de ménestrels qui le suivirent jusqu'en Terre sainte - lui-même s'essaya à la composition. Et si une seule de ses mélodies nous est intégralement parvenue, réunir autour de l'illustre croisé toutes les musiques qui évoquent l'héroïsme et la courtoisie du monarque, jusqu'à la déperdition de sa captivité qu'il signa lui-même (« *Ja nus hons pris ne dira sa raison* ») ou au poignant *planctus* que Gaucelm Faladit composa sur la mort du Plantagenêt, est un hommage judicieux. L'interprétation d'Ala Francesca (Emmanuel Bonnardot, Raphaël Boulay, Pierre Hamon et Brigitte Lesne) livre un regard d'une idéale variété : flûte, cornemuse et cistre, rebec, harpe ou vièle, cymbalettes et tambour contribuent au charme contrasté des pièces. D'une émotion terrible et juste, Brigitte Lesne livre ici l'une des plus belles versions de la chanson de Guot de Dijon, *Chanterai por mon coraige*, plainte d'une dame inquiète du retour de son seigneur. **Ph.-J.C.**

★ 1 CD Opus 111 OPS 30-170

JAZZ

ERIC LE LANN

To-Day I Fell In Love

Eric Le Lann (trompette) vient de séjourner en club avec le trio de son dernier disque (*To-Day I Fell In Love*) : Eric Legnini (piano), Rémi Vignolo (basse) et Jean-Pierre Arnaud (batterie). Le disque fait foi. Cette musique a besoin de son temps réel, de son extérieur-muet, de ce petit monde d'avant qui joue les musiciens. Il n'y a plus beaucoup de musiciens jusqu'au bout. Ce qui a le plus changé en jazz, ce n'est pas l'académisme mondain, le didactisme puéril, c'est autre chose : la perte de personnalité. Il fut un temps où même les musiciens discutables étaient des personnes incroyables, des sujets, des éclats d'humanité, des âmes aux prises avec l'histoire. Ce qui est perdu en jazz, ce n'est pas le savoir-faire (il en regorge), c'est le sujet, l'émotion, le monde pensé à l'envers. Écoutez, pour une fois qu'on en tient un qui ne vit pas comme on dit de vivre, qui sait donner, même de *My Funny Valentine*, une autre idée de l'amour, ne le lâchez pas. Le Lann a cette liberté d'attaquer *So what* ? ou *The Theme* sans l'ombre d'un complexe, à hauteur d'homme et à hauteur de musique. Les tem-

« La Voix de son maître » a cent ans

Dix disques compacts racontent l'histoire du plus ancien éditeur de disques encore en activité

C'EST à une plongée dans les profondeurs de ses archives illustres qu'EMI Classical (la célèbre marque au petit chien) nous convie en publiant un coffret de dix disques regroupant les interprétations qui ont marqué un siècle d'enregistrement. Pour faire bonne mesure, l'éditeur a ajouté un disque supplémentaire. André Tubeuf y conte de sa voix chantante l'histoire de cet éditeur et de ceux qu'il a absorbés tout au long de ce siècle, ponctuant son récit captivant d'extraits musicaux historiques.

Si Thomas Edison fut le premier à fixer et reproduire les sons, EMI peut être tenu pour l'inventeur du disque. Les premiers ingénieurs du son-directeurs artistiques de la marque avaient pleinement conscience de l'importance qu'il y avait de fixer pour la postérité l'art des interprètes les plus admirés de leur époque. Ce mode de diffusion de la musique s'imposa rapidement. Les chefs-d'œuvre de la musique devinrent accessibles dans des villes et villages où ils n'étaient pas joués.

Quand Walter Legge prit les rênes du catalogue classique d'EMI à la fin de la seconde guerre mondiale, il poussa ce système à son acmé, met-

tant tout en œuvre pour que le disque devienne une référence interprétative : les interprètes furent distribués comme l'étaient les acteurs du grand cinéma hollywoodien. EMI inventa une esthétique de la captation du son et de l'interprétation de studio si marquante par sa perfection qu'elle est vraisemblablement à l'origine du refus du chef d'orchestre Sergiu Celibidache - dont les rares enregistrements ont été produits par Legge - de faire des disques : pour lui le son (donc le disque) et la musique étaient des domaines qui ne se rencontraient qu'exceptionnellement.

Ce que nous apprennent aujourd'hui les interprétations réunies dans ce coffret est capital. Contrairement à bien des idées reçues, le style d'interprétation de la musique qui n'a cessé d'être joué depuis sa création n'a aucunement varié avec le temps. L'individualité de l'interprète, son propre rapport à la musique sont toujours emportés sur d'autres considérations. Écoutez Saint-Saëns ou Grieg jouer leur propre musique, Dame Eva Turner chanter *Turandot*, Karl Muck diriger Wagner, Ginette Neveu jouer le *Concerto* pour violon de Brahms, Muriel Dringler, Rostropovitch et Casals, Alfred Cortot et Stephen Bishop

Kovacevich, dans Chopin et Brahms, le prouve d'une façon éclatante. Il n'y a pas d'interprétations anciennes et d'interprétations modernes. On ne jouait pas Beethoven, Richard Strauss, Schubert, Brahms ou Chopin à l'ancienne en 1920 et de façon moderne aujourd'hui. Les interprètes rigoureux ont toujours coexisté avec ceux qui prennent de grandes libertés avec le texte : Schwarzkopf, Schnabel, Menuhin, Backhaus, Cortot auraient vingt ans aujourd'hui qu'ils occuperaient le rang qui fut le leur et le reste grâce à leurs disques. En revanche, EMI aura raté le mouvement d'interprétation baroque des années 60... quand il fut le premier éditeur de la clavicembaliste Wanda Landowska dans les années 30. Ceci est une autre histoire qui s'écrit aujourd'hui et que *Le Monde* relatera dans cent ans.

Alain Lompech

★ 1997-1997 Centenary Edition, un coffret de 11 disques compacts EMI Classical 5 66250. Deux cent cinq interprétations enregistrées par les gloires du catalogue EMI des origines de la marque à nos jours.

THE CHEMICAL BROTHERS

Dig Your Own Hole

DJ préoccupés avant tout d'extasiation, Tom Rowlands et Ed Simons n'ont jamais cru à la séparation des genres. Seul compte pour les Chemical Brothers, l'excitation potentielle de chaque musique. Issu d'une génération qui, dans le nord de l'Angleterre, a appris à aimer les machines sans renier les guitares, le duo écossais mélange et mixe les ingrédients les plus électrisants du rock, du hip hop et de l'acid house pour un cocktail diabolique. Il est conseillé d'avoir la santé pour suivre le rythme de cette rave fédératrice, mais on se regrette pas de céder à ces constants appels à la débauche.

Avec une aisance instinctive, ces alchimistes extasiés manipulent les corps. Bourrés de trouvailles accrocheuses, boucles hypnotiques et décharges d'adrénaline nous prennent au lasso. Évitant le piège du monolithisme, Tom et Ed ont convié quelques invités à cette fête orgiaque. La Britpop de Noel Gallagher, le leader d'Oasis (sur le tube *Setting Sun*), la douce folk de Beth Orton (*Where Do I Begin*) et le psychédéisme de Mercury Rev (*The Private Psychedelic Reel*) en sont encore tout retournés. **S.D.**

★ 1 CD Freestyle Dust 72438 42950. Distribué par Labels/Virgin.

SUPERTRAMP

Some Things Never Change

Artisan méticuleux d'un rock progressif tenté par la pop, Supertramp a laissé, à l'orée des années 80, une collection de chansons qui mélangent sophistication adulte et mélodies léchées. Depuis le départ, en 1982, de son guitariste Roger Hodgson - co-signataire avec Rick Davies de tous ses succès -, le groupe n'a jamais retrouvé la popularité gigantesque qu'il était la sienne à l'époque de *Breakfast in America*. On ne voit pas comment *Some Things Never Change* pourra lui faire retrouver le lustre d'antan. Si le décor semble immuable - les harmonies vocales teintées d'une gentille ironie, le clavier si reconnaissable de Rick Davies -, les artifices et le vernis de la production ne peuvent dissimuler une inspiration appauvrie. Jazz et blues de buffet froid essaient en vain d'animer des mélodies désespérément ternes. **S.D.**

★ 1 CD EMI 8 56183 2.

CHANSON

JULIEN CLERC

Julien

Deux ou trois chansons, une pincée d'humour caribbe, une immense brassée de romantisme à vif : Julien est un album de variétés basiques, de légèreté approximative, d'arrangements bien trop musclés pour les langues charismatiques de la voix (superbe) de Julien Clerc. Du côté du gâchis, *Les Séparés*, un texte amoureux de Marceline Desbordes-Valmore, actrice et poétesse de la première moitié du XIX^e siècle (« *Au fond de ton silence, écouter que tu m'aimes / C'est entendre le ciel sans y monter jamais* »), que le chanteur, incomparable mélodiste, a mis en musique de façon limpide. Mais qui a eu l'idée d'y adjoindre des chœurs féminins angéliques (façon Vangelis), une pointe d'écho, d'au-delà superflu ? Qui a plaqué des

claviers pompiers à l'aérien *Quand*

femme rêve (paroles de Jean-Louis Bergheaud, alias Jean-Louis Murat) ? Du côté des talents gâchés, quelques titres anecdotiques de Laurent Dabadie, de Laurent Chalmieu ou même de David McNeil, servant à éclairer la face mûche de Julien Clerc. Et puis il y a les réussites, telle *Star de l'entracte*, de Jean-Claude Vannier, et *C'est mon espoir*, qu'il faut écouter à plusieurs reprises, s'en droguer, en sachant que la passion est en train d'arriver, irrésistiblement. La musique est de la veine des grandes chansons d'amour. Le texte est signé Étienne Roda-Gil. L'auteur fêché de Julien Clerc était le seul à pouvoir écrire : « *Aucune passion ne me menace / De la ligne de Sceaux à la Croix-Sette... / Mais tous les jours, pouvoir te voir / Même dans le noir, c'est mon espoir / Mais pour longtemps nos quatre yeux / Perdus à deux, un seul regard / C'est mon espoir, c'est ma victoire* », et qu'on en soit submergé d'une surprenante tendresse. **V. Ma.**

★ 1 CD Virgin 7243-9440362

LOUIS CHÉDID

Répondez-moi

L'auteur du prémonitoire *Anne, ma sœur Anne* (sur le retour de la « nazie nostalgique ») est un homme constant, il n'a en rien dérogé à la règle de vie qu'il s'était fixée dans les années 80 : anti-fric, garant de la démocratie éclairée, porte-parole de la tolérance. Bon mélodiste, chanteur velouté, Louis Chédid a rarement déçu autant que dans ce *Répondez-moi* exploiteur de filons, exposés au premier degré (« *Bon père, bon fils et bon mari / Mais sous le costume de chez Dior / Se cache un bon constrictor / Qui de son téléphone sans fil / Vous fomentez une guerre civile* »). Malgré la présence de musiciens de premier ordre (Chédid lui-même, Janic Top à la basse, Patrice Renson au piano, aux percussions et aux arrangements, Roland Romanelli à l'accordéon...), l'ensemble ne décolle jamais, se prend au sérieux, en devient balourd même dans les meilleurs moments de swing (*A part vous*). **V. Ma.**

★ 1 CD Philips 534690-2

MUSIQUE DU MONDE

ANTONIO CARLOS JOBIM

Antonio Carlos Jobim : Composer (1) Urubu (2)

Terra Brasilis (3)

Répondant à une longue attente, Warner s'est enfin décidé à rééditer quelques-uns des chefs-d'œuvre du musicien brésilien mort en 1994, inventeur de la bossa-nova, pianiste et compositeur de génie. *Antonio Carlos Jobim : Composer* est une compilation de trois albums réalisés aux États-Unis de 1965 à 1967, *The Wonderful World of Antonio Carlos Jobim*, *Love, Strings And Jobim* et *A Certain Mr. Jobim*. Tom Jobim y chante en anglais, en portugais, sur des arrangements de Nelson Riddle ou Claus Ogerman, qui ont sorti avec sa complicité la bossa-nova de la case guitare pour l'amener vers les paradis veloutés et glissants des violons d'orchestre. A ces extraits, s'ajoutent quatre titres inédits, dont une version totalement anormale d'un classique de la bossa-nova, *Desafinado*.

L'acclimation de ces standards au lyrisme de la variété américaine imprègne *Terra Brasilis*. C'est Claus Ogerman, soyeux, délicat, aérien, qui en a imaginé les orchestrations, comme celles d'*Urubu* ou encore de *Joao*, le dernier et magnifique album de Joao Gilberto, autre père fondateur du modernisme brésilien.

Urubu est sans doute l'album le plus original de Tom Jobim. Lyrique, flamboyant, profondément brésilien avec ses sonorités africaines, indiennes, ses heures méditatives - le titre d'ouverture, *Bôto*, en duo avec la chanteuse Miucha, est sublime -, *Urubu* navigue dans la profondeur du métissage, de l'inconscient cinématographique de l'Amérique des origines. **V. Ma.**

★ (1) 1 CD Warner Bros. 9362-46114-2.

★ (2) 1 CD Warner Bros. 7599-27480-2.

★ (3) 1 CD Warner Bros. 7599-23409-2

Opéra Co

place Boieldieu 75002 Paris

Domenico Le Cimarosa

Mariage

nouvelle production

secret

direction musicale : Andreas Stochr

mise en scène : Michael McGaffery

décor et costumes : Paul Edwards

avec la troupe du Théâtre Lyrique de France

avec : Nicolas Courjal, Marianna Khudenskaya, Peiman Yu, Jael Zazzarini, Karine Ouhayan, Patricia Fernandez, Frederic Goncalves, François Nicolas Gascot

le TLF est soutenu par la Fondation d'entreprise France Télécom

5 6 7 12 13 14 15 16

mai 1997

avec le soutien des AGF

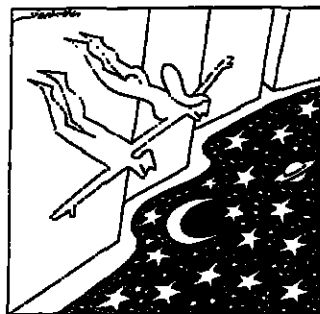
Ministère de la Culture

01 42 44 45 46

Pour ne pas en finir avec Gabily

La dernière pièce du dramaturge est présentée à Nanterre

DIDIER-GEORGES GABILY devait écrire, faire du théâtre par tous les bouts, encore et toujours. Il est mort, brutalement, des suites d'une opération cardiaque, en août 1996, à quarante et un ans. En 1991, il avait fondé le groupe T'chan'G, qui n'était pas une troupe, mais une équipe — des terrassiers chez Novalis — travaillant quoi qu'il arrive, et présentant des spectacles-manifestes — comme *Des cerueils de zinc*, *Enfouir* ou *Les Gibiers du temps*. Chez Gabily, le silence de Hölderlin couvrait le bruit de la guerre, l'horizon du désir butait sur le champ de l'actualité. Une écriture difficile, exigeante, un théâtre



violent, nécessaire. Gabily est mort alors qu'il préparait un diptyque, composé du *Dom Juan* de Molière et de *Chimère* et autres bestioles, une pièce qu'il avait écrite. Le groupe T'chan'G a décidé de poursuivre le travail en cours. C'est donc une mise en scène inachevée qui se donne à Nanterre. Il faut la voir comme telle : un chant d'adieu.

★ **Théâtre Nanterre-Amandiers**, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. RER Nanterre-Préfecture, puis navette. 20 h 30, du mardi au vendredi ; intégrales 16 heures, samedi et dimanche. Jusqu'au 1^{er} juin. Tél. : 01-46-14-70-00. De 80 F à 140 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Orchestre symphonique de la NHK de Tokyo
Patron de l'Orchestre de Montréal, du National de France, Dutoit l'est aussi de celui de la NHK de Tokyo. Le voici à Paris avec l'excellente formation de la radio-télévision japonaise.

Wagner : *Le Vaisseau fantôme*, ouverture. Sibelius : *Concerto pour violon et orchestre*. Prokofiev : *Symphonie n° 1*.

Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. AP Termes, 20 heures, le 25. Tél. : 01-45-41-53-00. De 80 F à 190 F.

Orchestre national de France
Avec Muti, ni les musiciens du National ni le public qui aime le Subot Matet de Rossini n'auront à se plaindre.

Haydn : *Symphonie n° 48* — *Maria-Thérèse* — Rossini : *Stabat Mater*. Barbara Fritoli (soprano), Luciana D'Intino (mezzo-soprano), Paul Austin Kelly (ténor), Michele Pertusi (basse), Chœur de Radio-France, Riccardo Muti (direction).

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e. AP Alma-Marcoux, 15 heures, le 26. Tél. : 01-49-52-50-50. De 50 F à 220 F.

Musica Antiqua Köln
Une des formations de musique ancienne les plus parfaites du moment.

Œuvres de Scheidt, Schmelzer et Biber. Reinhard Goebel (direction). Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaures, Paris 19^e. AP Porte-de-Pantin, 16 h 30, le 26 ; 15 heures, le 27. Tél. : 01-44-84-44-84. 75 F.

Brigitte Engerer (piano)
Brigitte Engerer, revenue en France il y a quinze ans, fait applaudir un peu partout dans le monde un jeu souverain et bien souvent inspiré. Schumann : *Scènes d'enfants*. Moussoirgès : *Les Tableaux d'une*

exposition. Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1^{er}. UGC Châtelet, 11 heures, le 26. Tél. : 01-40-26-35-40. 30 F.

Marilyn Crispell, Urs Leimgruber, Fritz Hauser
La pianiste américaine pour une rencontre avec l'un des duos les plus soudés des musiques créatives, les Suisses Urs Leimgruber (saxophones) et Fritz Hauser (batterie).

Montreuil 1931. *Instant chaviré*. 7, rue Richard-Lenoir. AP Robespierre, 20 h 30, le 25. Tél. : 01-42-87-25-91. De 40 F à 80 F.

Laurent de Wilde Trio
Nuits du piano au Duc des Lombards avec de Wilde, une rythmique prometteuse, le contrebassiste Ira Coleman et le batteur Simon Goubert.

Au cœur des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1^{er}. AP Châtelet, 22 h 30, les 25 et 26. Tél. : 01-42-33-22-88. De 70 F à 100 F.

Christine Bastin
Cette ex-avocate n'a pas choisi la danse pour donner des pièces têtes. Christine Bastin se livre tout entière, féminine, femme, mère, amante. Est-ce trop ? C'est elle. *L'Eternel Printemps* est un montage nouveau d'extraits de ses spectacles.

Théâtre de Bezaux, 154, rue Maurice-Berteaux, 95 Bezons. 21 heures, les 25 et 26 avril. Tél. : 01-34-10-20-20. 85 F.

Soirée Inside : Anokha
Le Hot Brass reçoit le projet Anokha emmené par le joueur de tabla Talvin Singh. Les boucles répétitives des musiques indiennes sont mixées avec celles de la jungle et du drum'n'bass. En invités, deux innovateurs du genre, le batteur Mark Gilmore et le DJ Gilg-R.

Hot Brass, 211, avenue Jean-Jaures, Paris 19^e. AP Porte-de-Pantin, A partir de 23 heures, le 25. Tél. : 01-42-00-14-14. 70 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

BEKO

Film allemand-arménien de Nizametdin Arslan, avec Nizametdin Arslan, Bezar Arsen, Liska Hesen, Cemile Jora, Fila Tsal, Yuriy Tsal (1 h 40). VO : Studio des Ursulines, 5^e (01-43-26-19-08) ; Le République, 11^e (01-48-05-51-32).

LA CIGLE

Film français de Pierre Courrège, avec Daniel Russo, Sagamore Stévenin, Hippolyte Girardot, Anémone, Jean-Claude Dreyfus, Bernard Rosselli (1 h 35).

UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; UGC Opera, dolby, 9^e ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1^{er} ; UGC Danton, dolby, 6^e

COMMUNICATION

LE MONDE / SAMEDI 26 AVRIL 1997

ÉTATS-UNIS Alors qu'il fête son dixième anniversaire, le dernier-né des quatre grands réseaux hertziens de télévision américains, Fox Television, vient d'accéder à la

deuxième place des audiences en prime time, derrière NBC. ● RUPERT MURDOCH, propriétaire de la Fox entre autres sociétés, envisage de conquérir la première place en

mettant à l'écran des programmes de meilleure qualité, alors que la chaîne s'est surtout bâtie jusqu'à maintenant sur un mélange de séries et d'événements sportifs, très

prisés par les téléspectateurs du réseau, dont l'âge moyen est de trente-deux ans. ● L'INTÉGRATION de la grille des journaux télévisés nationaux ne fait toutefois pas

partie des projets de Fox Television. Rebuts par leur coût et leur lourdeur, le plus jeunes des networks table sur les informations à caractère local et régional.

Fox Television devient le deuxième réseau généraliste américain

La Fox a conquis la deuxième place des networks, en panachant séries pour les jeunes et événements sportifs. Rupert Murdoch veut maintenant détrôner NBC en donnant à sa chaîne une tonalité plus « intelligente »

LOS ANGELES
correspondance

En prenant la deuxième place en audience de début de soirée, le réseau hertzien Fox Television vient de célébrer en beauté le dixième anniversaire de sa création par Rupert Murdoch. Le quatrième et petit dernier network, en se plaçant juste derrière NBC mais devant ABC et CBS dans la tranche démographique des 18-49 ans, très convoitée par les publicitaires, rend caduque la référence aux « Big Three » (les trois grands). Les networks sont désormais quatre, et parmi eux Fox est une jeune chaîne, la moyenne d'âge de ses téléspectateurs étant de trente-deux ans.

Comment ce réseau parti de rien a-t-il pu réussir une pareille ascension, précisément pendant les dix ans qui ont vu une érosion spectaculaire de l'audience des chaînes hertziennes ? L'ambition de Barry Diller, fondateur de Fox TV et artisan de ce succès, était de proposer une programmation « alternative », destinée au créneau des jeunes délaissés par les autres chaînes – qui se

fondent sur l'idée qu'un public âgé détient un plus grand pouvoir d'achat. La Fox a donc systématiquement contre-programmé des séries dramatiques et des sit-coms (comédies de situation) qui ont attiré et fidélisé un public juvénile et lui ont permis de construire, un à un, ses débuts de soirée. « Beverly Hills 90210 », le plus populaire et le modèle des sitcoms ados, a drainé une audience considérable dont le succès a d'ailleurs abouti à une suite, « Melrose Place ».

Quant à la série « Marié... avec enfants », marquée par sa sincérité autant que sa vulgarité, elle a pris délibérément le contre-pied du sitcom familial par excellence (le « Cosby Show », sur NBC) et aura tenu à l'antenne de Fox, de la date de création de la chaîne, en 1987, à aujourd'hui.

PAS D'INFORMATIONS NATIONALES

Dans un genre plus chic et abrasif, « Les Simpson » ont fait un tabac, au point que la Fox les a programmés face au « Cosby Show », qui n'y a pas résisté ! La chaîne a fait

fi des critères du bon goût qui prévalaient sur les autres networks et se vante de ne pas pratiquer la censure exercée ailleurs. Ainsi la série « Dream On », produite par HBO, a-t-elle été reprise en syndication, mais avec quelques scènes de nu en moins. Dès sa création, Fox s'était lancé sans remords dans la télé-réalité, avec des succès comme « America's Most Wanted », qui a permis

l'arrestation de plus de 400 coupables en fuite, et « Cops ».

Mais ces produits phares n'empêchent pas les programmes de la chaîne d'être globalement consternants. Si CBS fut comparé au grand magasin de luxe Tiffany, Fox en serait plutôt une version bon marché. Une mauvaise réputation difficile à redresser. « X-Files » est révélateur de la volonté de changement

Une galaxie hertziennne et câblée

Parallèlement à son réseau hertzien Fox Television, News Corp. s'est implanté sur le câble avec FoxNet, qui reprend les programmes hertziens à destination des marchés qui ne sont pas desservis par une station locale. « FX » propose du sport, des séries, des talk-shows ; « XM » (« M » comme movies) diffuse les films du catalogue Fox. Fox Sports offre des décrochages régionaux (Fox Sports West en Californie), tandis que Fox Sports Americas s'adresse aux sportifs latinos.

Dernière née, Fox News Network promet « des informations sans préjugés » à 17 millions de foyers (soit un quart de l'audience de CNN). Les enfants disposent de Fox Kids Network (avec « Power Rangers »), qui émet sur le réseau Fox depuis 1990, ainsi qu'en Grande-Bretagne, en Amérique latine et en Australie. Avec EchoStar, Murdoch s'attaque au satellite à domicile avec Sky et promet, à la différence de DirecTV, d'offrir aussi des chaînes locales, à un prix très compétitif.

d'image de marque de la chaîne, qui ambitionne « de programmer désormais des shows intelligents, non vulgaires », selon David Hill. La série du jeune réalisateur Chris Carter, qui traite du paranormal, est à la fois la coqueluche de l'Amérique et le joyau de la couronne Fox, grâce à son score à l'Audimat, ses Emmys et son énorme succès international. C'est le symbole même d'une télévision moderne et futuriste.

La Fox a toutefois réalisé son plus joli coup en décrochant en 1993 les droits de retransmission de la coupe de football américain, la National Football League (NFL). Grâce au SuperBowl de fin janvier, la Fox a battu ses propres records d'audience tout en utilisant efficacement le public sportif comme plate-forme de lancement de ses programmes. En faisant du sport sa locomotive (la chaîne retransmet aussi du base-ball et du hockey), Fox a mis en place une stratégie payante qui lui a permis de devenir et de rester numéro deux, dès février.

Fox Television a aujourd'hui 176 stations affiliées dont 22 en

toute propriété. Mais à la différence des autres networks, elle ne possède pas de rédaction nationale. La seule émission d'informations est programmée le dimanche matin (« Fox News Sunday »), et les infos quotidiennes émanent uniquement des stations locales, dans un style encore à l'image du network, souvent racoleur et violent. « Nous n'avons pas l'intention de construire une rédaction au niveau national, indique David Hill, président de Fox Television. C'est une organisation trop lourde, et les taux d'audience [des journaux des autres networks] sont en chute libre. Nous pensons que l'avenir est aux informations locales servant une audience régionale. »

Une stratégie qui devrait épargner une controverse à Rupert Murdoch. Il n'a jamais caché ses opinions politiques de droite – il reproche à CNN, la chaîne d'informations en continu de Ted Turner d'être trop « libérale » – et aurait eu sans doute beaucoup de mal à établir sa crédibilité en matière d'information.

Claudine Mulard

L'audience des radios chrétiennes est en forte croissance

L'AUDIENCE DES RADIOS CHRÉTIENNES est en croissance régulière. Celle des quarante et une stations du serveur RCF (Radios chrétiennes en France) est de 445 100 auditeurs par jour (soit une progression de 31 % par rapport à 1994) et de 1 138 000 par semaine (en hausse de 5,5 %). Il faut ajouter à ces chiffres les 43 500 auditeurs-jour de Radio-Notre-Dame, qui émet sur l'île-de-France mais n'appartient pas à RCF. En outre, une enquête de l'Institut CSA pour la Fédération française des radios chrétiennes (FFRC) publiée dans l'hebdomadaire *La Vie* du 24 au 30 avril souligne la notoriété des radios chrétiennes (28 % de Français en connaissent au moins une) et leur bonne image, « chaleureuse » (93 %) et « enrichissante » (84 %).

DÉPÊCHES

■ **PRESSE** : André Rousselet continue « Télévision le Mensuel » au moins jusqu'à la fin de l'année. Le numéro deux, qui vient de paraître, a été remanié. Tiré à 400 000 exemplaires, le premier numéro a été diffusé à environ 120 000 exemplaires, selon les NMPR. Le point d'équilibre se situe à 140 000 exemplaires. ■ L'hebdomadaire « Politis » a proposé une nouvelle formule, jeudi 24 avril. La pagination est renforcée (32 à 36 pages), la couverture est en couleur. Après plusieurs périodes difficiles, l'hebdomadaire a monté un tour de table de 2 millions de francs, avec la Fédération des sociétés coopératives ouvrières de participation (SCOP), l'imprimerie Tao graphic, le personnel et les amis de *Politis*. L'hebdomadaire dirigé par Bernard Langlois souhaite atteindre une diffusion de 20 000 exemplaires, contre 14 000 aujourd'hui.

■ Un journaliste de « Liberté Le Havre Dimanche », qui avait été mis à pied, puis licencié pour avoir manifesté contre le plan Juppé, vient d'obtenir réparation. Le conseil des prud'hommes du Havre a condamné l'hebdomadaire du groupe Hiersant à lui verser 15 000 francs d'indemnités en « réparation du préjudice d'atteinte aux libertés d'expression et syndicale du salarié » et plus de 38 000 francs pour un licenciement « dépourvu de cause réelle et sérieuse ».

■ **Entreprise et Prévention**, association regroupant 17 entreprises commercialisant des alcools, s'est élevée, jeudi 24 avril, contre « la mesure d'exception que s'approprierait à prendre le gouvernement » en autorisant le brasseur américain Budweiser à placer ses panneaux publicitaires lors de la prochaine Coupe du monde de football, qui aura lieu en France (le 15 mars). Ils réclament une modification de la loi Evin, interdisant la publicité télévisée pour le tabac et l'alcool, afin de « la rendre au moins égale et praticable par tous, et conforme aux obligations européennes de la France ». De son côté, le mouvement Vie libre, association de « guérison et promotion des victimes de l'alcoolisme », s'est adressé, jeudi 24 avril, au président de la République « pour que cesse une transaction honteuse et indigne ».

■ **PUBLICITÉ** : Ford Motor Co., qui commercialise les marques automobiles Ford, Lincoln-Mercury, Jaguar et Mazda, va regrouper l'intégralité de son achat d'espace (estimé, aux États-Unis, à plus de 4 milliards de francs) au sein d'un département spécialement créé par l'agence J. Walter & Thompson, baptisé Ford Motor Media.

Les trois bonheurs de Christine Ockrent

C'EST LE RÉCIT d'une passion, totale, intransigeante et encore intacte, bien que parcourue de profondes rides d'amertume. C'est le journalisme selon Christine Ockrent. Un petit manuel de déontologie sous couvert de Mémoires très personnels.

Pour Christine Ockrent, il n'y a que deux manières d'exercer la profession : la bonne et la mauvaise. La bonne est celle que lui ont enseignée ses maîtres américains, ce journalisme anglo-saxon qui colle aux faits, questionne, montre et explique sans interpréter. A CBS News, la jeune diplômée de Sciences po apprit à bannir de son vocabulaire les mots de plus de trois syllabes. Au contact de Walter Cronkite, Dan Rather, Ed Murrow ou Mike Wallace, elle a apprécié la rigueur, l'esprit de famille, la franchise camaraderie et la continuité des équipes, le tout baignant dans une déontologie de fer. Bref, résume-t-elle, « une noblesse du journalisme de télévision ».

De retour en France, écrivaine, « j'ai souvent cherché à retrouver ces élites-là », cultivant à chaque accroc dans sa carrière « la nostalgie de [son] rêve américain ». Car la mauvaise façon de faire du journalisme serait la plus répandue de ce côté-ci de l'Atlantique. Là-bas, elle avait des patrons tyranniques et machos, mais admirés. Ici, elle devra faire son chemin dans l'environnement hostile des clans, des clientèles, des jalousies et des haines.

Sans oublier l'incompétence des hiérarchies : celle de FR3, par exemple, qui attendit des semaines avant de diffuser l'interview qu'elle avait faite de l'ex-premier ministre iranien Abbas Hoveyda, réalisée dans sa cellule de Téhéran. Elle le fit finalement, sans explication et dans la pire des circonstances, le 8 avril 1979, à la veille de son exécution par les ayatollahs. Christine Ockrent garde aussi en mémoire l'ingratitude de la télévision. Même pas un merci pour l'interview langue de bois de Saddam Hussein en pleine guerre du Golfe ! « C'est ainsi que la télévision française néglige souvent le moral de ses troupes, favorisant en leur sein aigreurs et ressentiments, constate-t-elle. On y cultive peu le patriotisme de chaîne : l'esprit maison tel que je l'ai connu à « Sixty Minutes » y est rarement de saison. Chacun pour soi, et la débâcle pour tous. »

Christine Ockrent garde aussi en mémoire l'ingratitude de la télévision. Même pas un merci pour l'interview langue de bois de Saddam Hussein en pleine guerre du Golfe ! « C'est ainsi que la télévision française néglige souvent le moral de ses troupes, favorisant en leur sein aigreurs et ressentiments, constate-t-elle. On y cultive peu le patriotisme de chaîne : l'esprit maison tel que je l'ai connu à « Sixty Minutes » y est rarement de saison. Chacun pour soi, et la débâcle pour tous. »

« Sixty Minutes », émission d'information de CBS, à laquelle elle collabora à ses débuts, fut le premier des trois bonheurs professionnels de Christine Ockrent. Ensuite, il y eut l'aventure du « 20 heures » d'Antenne 2, qui fit d'elle « la reine Christine ». Enfin, la direction de la rédaction de *L'Express*, éphémère passage dans la presse écrite dont elle garde la frustration du travail inabouti, pour cause de collusion entre capitalisme et politique à la française.

Entre ces périodes de profonde jouissance professionnelle, la journaliste est toujours retournée à la source, sur le terrain, là où elle a définitivement pris ce « goût du reportage éloignant de soi les miasmes des affrontements parisiens, les poussières de la gloriole médiatique ». Le parcours ressemble à celui de l'ancien combattant, avec toute l'immodestie du genre. Avec aussi cette vision anamorphosée de l'histoire quand on veut à tout

prix se placer en son centre.

Ainsi, de chapitre en chapitre, suit-on l'héroïne, de Beyrouth, où elle est accusée de terrorisme, à Damas, qui voit en elle une espionne. On la retrouve à Tel Aviv sous une pluie de Scud. A Berlin, elle y était aussi, à la fin des années 60, pour son premier documentaire, et ce fameux soir de novembre 1989, pour un scoop qui, lui, ne franchira pas le mur.

Les anecdotes fourmillent, les portraits aussi. Souvent tendres. Pas toujours. Quand elle sort ses griffes, Christine est davantage lionne que chatte. A la manière des grands fauves à crinière, d'un coup de patte imperceptible et gracieux, elle lacère. Le plus grièvement atteint est Patrick Le Lay, actuel PDG de TF1, identifié comme « tueur professionnel ». De son aventure avec la télé-Bouygues, Christine Ockrent a acquis une certitude : « C'est dans ce climat que je compris que je n'aimais pas le pouvoir pour lui-même et que je n'aimais que le journalisme. »

Pas étonnant que l'un des rares à trouver grâce à ses yeux fut Pierre Desgraupes, dont la conception de l'indépendance – proche du modèle américain – contribua à forger l'âge d'or d'Antenne 2. Il osa donner le « 20 heures » à une femme, n'apprécia guère PPDA qu'il appelait, paraît-il, « le condiment », mais surtout il força le respect « dans un milieu professionnel qui le réclame toujours et ne l'entretient guère ». Son congédiement fut pour Christine « la fin d'un bonheur, et comme la perte d'une innocence ».

Jean-Jacques Bozonnet

★ *La Mémoire du cœur*, de Christine Ockrent, éditions Fayard, 320 pages, 110 francs.

« L'EDJ » se renforce avant l'arrivée de « Marianne »

ALORS que l'hebdomadaire *Marianne* de Jean-François Kahn doit paraître lundi 28 avril, *L'Événement du jeudi*, journal qu'il avait fondé en 1984 et qui est désormais dirigé par Thierry Verret, fournit ses répliques financières et rédactionnelles. Selon *Les Echos* du 25 avril, le groupe Lagardère, déjà actionnaire de *L'Événement* à hauteur de 24 % via sa société Holpa, devrait doubler sa participation jusqu'à détenir 48 % du capital grâce au rachat des parts de l'éditeur québécois Gaëtan Morin (24 %), estimées globalement à 7,2 millions de francs. Thierry Verret resterait l'actionnaire majoritaire, en conservant 51 %.

L'accroissement de la participation d'Hachette était prévisible. La nomination, fin février, de Georges-Marc Benamou à la tête de la rédaction avait été faite avec la bénédiction d'Hachette, l'ancien directeur de *Globe* ayant auparavant collaboré à plusieurs magazines de la galaxie Hachette-Filipacchi. De plus, les chiffres de *L'Événement* s'améliorent, tant sur le plan de la diffusion – Thierry Verret a annoncé 201 902 exemplaires diffusés en moyenne en 1996, soit 39 % de plus qu'en 1995 – que sur celui des recettes publicitaires, qui restaient le talon d'Achille du titre.

L'Événement du jeudi devrait recruter plusieurs chroniqueurs de renom. Parmi les « grandes signatures » pressenties figurent des écrivains comme Philippe Sollers, le philosophe Jean-Paul Dollé, ainsi que des journalistes (Lamr Adier, Philippe Alexandre, Dominique Jamet, Antoine Spire, Gilles Torjmann). *L'Événement* annonce aussi qu'il collaborera avec le groupe de catholiques contestataires Golias.

QUESTIONS ORALES SUR RADIO CLASSIQUE

M. Marc BLONDEL, Secrétaire Général de FORCE OUVRIERE

Samedi 26 avril 1997 de 12 à 13 heures

TOUTES NOS FREQUENCES SUR 3615 RADIO CLASSIQUE (L2S France)

PARIS - ÎLE-DE-FRANCE 101.1 FM



صكنا من الامل

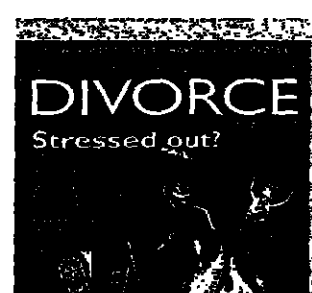
La presse du cœur intermittent

Les Américains sont de plus en plus nombreux à divorcer pour la deuxième fois et à faire, entre deux remariages, l'expérience du célibat. Des revues s'intéressent à ces périodes de leur vie

« LES ENFANTS viennent juste de renverser leur crème au chocolat sur votre clavier et, du coup, vous ne pouvez pas terminer le rapport que vous avez promis au directeur pour demain. Vous aimeriez pousser un bon coup de gueule, mais si vous n'êtes pas un parent parfait, vous risquez de ne pas avoir la garde des enfants. Alors et vous, fait de journées allusives sur ses velléités de modifier l'accord de séparation. Et votre directeur espère bien que vous n'êtes pas le genre de personne à laisser sa vie privée déborder sur son travail ». Bref : le stress.

Alors, vous êtes sûr pour devenir lecteur, ou lectrice, de *Divorce Magazine*, dont le numéro 2, actuellement en kiosque aux États-Unis, vous donne toutes les recettes pour lutter contre le stress de ce type de situation. Premier

périodique américain consacré au divorce, *Divorce* n'est pas seulement un support publicitaire de rêve pour les avocats, démolisseurs et autres vendeurs de régimes amaigrissants : c'est un vrai magazine sur papier glacé, avec des rubriques santé, éducation, psychologie, des chroniques fiscales et juridiques et, à la fin, le témoignage d'un heureux divorcé sur la civilisation du divorce lui-même. « Il n'est jamais trop tard pour obtenir un bon divorce », affirme l'un des titres de couverture, et ce magazine, de toute évidence, entend vous y aider. Diana Shepherd, la rédactrice en chef, souhaite néanmoins dissiper un malentendu peut-être né du succès du premier numéro, dans un pays où le divorce est devenu si courant qu'un important mouvement militait à présent pour des cours



de formation prénuptiale obligatoires : « Nous ne cherchons pas à promouvoir le divorce, précise-t-elle. Mais le sujet du divorce a été tabou trop longtemps. Inflation, honte, douleur, sentiment de culpabilité et colère à ceux qui affrontent cette transition. » Ceux qui l'auraient réussie pourraient

alors passer au stade supérieur et acheter, au risque d'encourir le regard ironique de leur marchand de journaux pakistanais, un autre magazine, *Single Again* (plus ancien que *Divorce*, avec lequel il n'entretient aucune relation), pour célibataires récidivistes. Moins honteux, un brin déprimant, *Single Again* manque de couleur et d'humour. Ses annonces ne cherchent plus seulement à vous faire marier, mais aussi à vous faire engager un détective (pour savoir où l'on met les pieds la fois suivante, car pour l'instant il est trop tard), utiliser les services d'agences d'escortes ou apprendre une nouvelle langue pour étendre votre champ de recherches. Publié à Fairfield, en Californie, mais distribué dans les plus grandes villes des États-Unis, *Single Again* vous aidera à « surmonter

la grisaille de l'hiver » et à décider « qui doit faire le premier pas ». Les Américains, en tout cas, se laissent rarement abattre par un premier mariage malheureux : les statistiques officielles montrent qu'ils sont de plus en plus nombreux, dans les années 90, à se remarier une deuxième fois, soit deux fois plus qu'il y a vingt ou trente ans. On ne dit plus qu'un mariage « a échoué », on dit qu'il a « pris fin ». De moins en moins vécu comme une tache personnelle, le divorce n'est plus un obstacle au mariage.

Sylvie Kauffmann

EN VUE

■ Les homosexuels pourront accéder à la sainteté, confirme le théologien Jean Louis Brugès, dans *l'Osservatore Romano* du 24 avril, mais à condition de rester chastes, de pratiquer la prière, l'ascèse, de se vouer au renoncement, à la maîtrise de soi, de célébrer l'eucharistie, de faire pénitence, etc. « L'Eglise est cruelle », a aussitôt réagi Franco Grillini, président, en exercice, de l'Archi Gay, mouvement des Italiens homosexuels.

■ Deux Vietnamiens de Ho-Chi-Minh-Ville viennent de célébrer, sans trop de protestations, leur « mariage », en compagnie d'une centaine de convives dans un grand restaurant de la ville, fréquenté par une clientèle homosexuelle, rapporte *Lao Dong*, le très sérieux journal des travailleurs. Au Vietnam, l'homosexualité reste un délit.

■ Des policiers venus faire la classe dans une école de Largo (Floride) ont passé sans hésiter les menottes à une petite fille de six ans qui refusait de regarder une vidéocassette sur la prévention du crime. Comme l'enfant hurlait, donnaient des coups de pied et lançait son ours en peluche sur le téléviseur, les forces de l'ordre l'ont « saisie », et placée, pendant quelques heures, dans un centre pour mineurs délinquants. « La petite a déjà été blâmée pour mauvaise conduite », a expliqué au quotidien américain *Tampa Tribune* le directeur de l'école, sur lequel la fillette avait aussi craché.

DANS LA PRESSE

FRANCE-INTER

Pierre Le Mor

Le premier secrétaire du Parti socialiste tente, d'évidence, d'élargir les trois failles du dispositif majoritaire. La première, c'est l'impopularité d'Alain Juppé et ses maladresses (la promesse d'une campagne brutale en est une). La seconde faille, c'est le bilan des gouvernements depuis 1993 et la perspective d'une aggravation de la politique économique de la droite, d'une accentuation de sa dimension « capitaliste », adjectif préféré à celui de « libéral » dont la connotation est un peu trop positive. La troisième cible de Jospin est celle sur laquelle s'est tant acharné Fran-

çois Mitterrand : la confiscation de l'Etat par le RPR, la substitution de l'esprit de clan au principe de l'impartialité démocratique avec ce que cela véhicule d'allusions judiciaires difficiles à parer.

RTL

Michèle Cottu

Alain Juppé contre Lionel Jospin, dès le premier jour de campagne, le retour à l'affrontement droite-gauche s'impose. De cette inévitable polarisation, les deux meetings d'hier étaient le symbole. Pourtant, ce duel simpliste droite-gauche risque de tourner à la caricature. D'abord, parce que Lionel Jospin n'est pas, les Français le savent, un homme au couteau entre les dents et Alain Juppé n'est pas davantage un ogre capita-

liste dévoreur de travailleurs. Ensuite, parce que cet affrontement sommaire ne correspond pas ou en partie seulement, à l'électorat français, lassé précisément des luttes binaires et périodiquement tenté par d'autres discours, ceux de Jean-Marie Le Pen notamment. Enfin, parce que le véritable enjeu économique, humain, national de cette fin de siècle, celui de la monnaie unique et plus largement de l'Europe, dépasse, et de loin, le clivage traditionnel droite-gauche.

LE FIGARO

Charles Rebès

Sur la liste des 567 candidats présentés hier par le Front national, il manque un nom, celui de Jean-Marie Le Pen. Ce dernier réserve sa décision. Le président du Front national se

trouve confronté à un problème qui concerne à la fois sa formation et son équation personnelle. Le scrutin majoritaire dessert le Front national. S'ajoute à ce handicap l'effet de surprise créé par Jacques Chirac. La dissolution a pris de court le FN au moment où son électorat potentiel changeait de nature. Les dernières études montrent que la majorité de ses sympathisants appartient maintenant à des milieux populaires. Les douze prochains mois devaient permettre de fidéliser ces nouveaux électeurs.

LIBÉRATION

Serge Joly

Le « revival » de la bataille droite/gauche que nous propose cette dissolution met aux prises deux leaders

handicapés. Le « kriegspiel » électoral d'Alain Juppé était à peu près parfait. Une opération précipitée qui prend toutes les composantes de court, PS et UDF compris, qui lamine les petites formations, qui polarise un affrontement droite/gauche, au service d'une politique à l'œuvre depuis deux ans et qui ne devrait connaître en principe qu'un léger infléchissement libéral. La faille de ce plan très sophistiqué : l'auteur du plan est aujourd'hui le principal obstacle à sa réussite (...). La bataille traditionnelle du bilan se fait pour l'instant aux dépens d'Alain Juppé, sur fond de promesses non tenues. Cette campagne électorale, qui n'a que trois jours, n'est déjà plus que le théâtre d'un scénario ayant imaginé : ils sont sur la défensive.

TF 1

17.15 Xéna la guerrière. Série. La défense du village.
18.10 Météo. Série. Blizzards. Le massacre de la Saint-Vérand.
19.00 Beverly Hills, 90210. Feuilleton. Bonnes surprises.
19.55 Comme une intuition. Du sport. Spécial FI, Météo, Météo.

20.45

VOUS NE RÊVEZ PAS !
Diversions avec Hagai (140 min).
Pour cette émission, le public sera composé essentiellement d'hommes... déguisés en femmes.

23.05

HOLLYWOOD NIGHT
Téléfilm de Jack Bender, avec Tiffani-Amber Thiessen (95 min).
Sur une plage, une jeune femme se réveille trouillée et choquée. Amnésique, elle rencontre un homme qui va l'aider à retrouver son passé...
0.40 Formule FI. Magazine.
1.15 Spécial sport : Formule foot. 1.30 et 2.30, 3.30 TF 1. 2.15 Les Aventures de Tintin. Magazine.
2.30 Météo. 2.40 Météo. 2.45 Météo. 2.50 Météo. 2.55 Météo. 3.00 Météo. 3.05 Météo. 3.10 Météo. 3.15 Météo. 3.20 Météo. 3.25 Météo. 3.30 Météo. 3.35 Météo. 3.40 Météo. 3.45 Météo. 3.50 Météo. 3.55 Météo. 4.00 Météo. 4.05 Météo. 4.10 Météo. 4.15 Météo. 4.20 Météo. 4.25 Météo. 4.30 Météo. 4.35 Météo. 4.40 Météo. 4.45 Météo. 4.50 Météo. 4.55 Météo. 5.00 Météo. 5.05 Météo. 5.10 Météo. 5.15 Météo. 5.20 Météo. 5.25 Météo. 5.30 Météo. 5.35 Météo. 5.40 Météo. 5.45 Météo. 5.50 Météo. 5.55 Météo. 6.00 Météo. 6.05 Météo. 6.10 Météo. 6.15 Météo. 6.20 Météo. 6.25 Météo. 6.30 Météo. 6.35 Météo. 6.40 Météo. 6.45 Météo. 6.50 Météo. 6.55 Météo. 7.00 Météo. 7.05 Météo. 7.10 Météo. 7.15 Météo. 7.20 Météo. 7.25 Météo. 7.30 Météo. 7.35 Météo. 7.40 Météo. 7.45 Météo. 7.50 Météo. 7.55 Météo. 8.00 Météo. 8.05 Météo. 8.10 Météo. 8.15 Météo. 8.20 Météo. 8.25 Météo. 8.30 Météo. 8.35 Météo. 8.40 Météo. 8.45 Météo. 8.50 Météo. 8.55 Météo. 9.00 Météo. 9.05 Météo. 9.10 Météo. 9.15 Météo. 9.20 Météo. 9.25 Météo. 9.30 Météo. 9.35 Météo. 9.40 Météo. 9.45 Météo. 9.50 Météo. 9.55 Météo. 10.00 Météo. 10.05 Météo. 10.10 Météo. 10.15 Météo. 10.20 Météo. 10.25 Météo. 10.30 Météo. 10.35 Météo. 10.40 Météo. 10.45 Météo. 10.50 Météo. 10.55 Météo. 11.00 Météo. 11.05 Météo. 11.10 Météo. 11.15 Météo. 11.20 Météo. 11.25 Météo. 11.30 Météo. 11.35 Météo. 11.40 Météo. 11.45 Météo. 11.50 Météo. 11.55 Météo. 12.00 Météo. 12.05 Météo. 12.10 Météo. 12.15 Météo. 12.20 Météo. 12.25 Météo. 12.30 Météo. 12.35 Météo. 12.40 Météo. 12.45 Météo. 12.50 Météo. 12.55 Météo. 13.00 Météo. 13.05 Météo. 13.10 Météo. 13.15 Météo. 13.20 Météo. 13.25 Météo. 13.30 Météo. 13.35 Météo. 13.40 Météo. 13.45 Météo. 13.50 Météo. 13.55 Météo. 14.00 Météo. 14.05 Météo. 14.10 Météo. 14.15 Météo. 14.20 Météo. 14.25 Météo. 14.30 Météo. 14.35 Météo. 14.40 Météo. 14.45 Météo. 14.50 Météo. 14.55 Météo. 15.00 Météo. 15.05 Météo. 15.10 Météo. 15.15 Météo. 15.20 Météo. 15.25 Météo. 15.30 Météo. 15.35 Météo. 15.40 Météo. 15.45 Météo. 15.50 Météo. 15.55 Météo. 16.00 Météo. 16.05 Météo. 16.10 Météo. 16.15 Météo. 16.20 Météo. 16.25 Météo. 16.30 Météo. 16.35 Météo. 16.40 Météo. 16.45 Météo. 16.50 Météo. 16.55 Météo. 17.00 Météo. 17.05 Météo. 17.10 Météo. 17.15 Météo. 17.20 Météo. 17.25 Météo. 17.30 Météo. 17.35 Météo. 17.40 Météo. 17.45 Météo. 17.50 Météo. 17.55 Météo. 18.00 Météo. 18.05 Météo. 18.10 Météo. 18.15 Météo. 18.20 Météo. 18.25 Météo. 18.30 Météo. 18.35 Météo. 18.40 Météo. 18.45 Météo. 18.50 Météo. 18.55 Météo. 19.00 Météo. 19.05 Météo. 19.10 Météo. 19.15 Météo. 19.20 Météo. 19.25 Météo. 19.30 Météo. 19.35 Météo. 19.40 Météo. 19.45 Météo. 19.50 Météo. 19.55 Météo. 20.00 Météo. 20.05 Météo. 20.10 Météo. 20.15 Météo. 20.20 Météo. 20.25 Météo. 20.30 Météo. 20.35 Météo. 20.40 Météo. 20.45 Météo. 20.50 Météo. 20.55 Météo. 21.00 Météo. 21.05 Météo. 21.10 Météo. 21.15 Météo. 21.20 Météo. 21.25 Météo. 21.30 Météo. 21.35 Météo. 21.40 Météo. 21.45 Météo. 21.50 Météo. 21.55 Météo. 22.00 Météo. 22.05 Météo. 22.10 Météo. 22.15 Météo. 22.20 Météo. 22.25 Météo. 22.30 Météo. 22.35 Météo. 22.40 Météo. 22.45 Météo. 22.50 Météo. 22.55 Météo. 23.00 Météo. 23.05 Météo. 23.10 Météo. 23.15 Météo. 23.20 Météo. 23.25 Météo. 23.30 Météo. 23.35 Météo. 23.40 Météo. 23.45 Météo. 23.50 Météo. 23.55 Météo. 24.00 Météo. 24.05 Météo. 24.10 Météo. 24.15 Météo. 24.20 Météo. 24.25 Météo. 24.30 Météo. 24.35 Météo. 24.40 Météo. 24.45 Météo. 24.50 Météo. 24.55 Météo. 25.00 Météo. 25.05 Météo. 25.10 Météo. 25.15 Météo. 25.20 Météo. 25.25 Météo. 25.30 Météo. 25.35 Météo. 25.40 Météo. 25.45 Météo. 25.50 Météo. 25.55 Météo. 26.00 Météo. 26.05 Météo. 26.10 Météo. 26.15 Météo. 26.20 Météo. 26.25 Météo. 26.30 Météo. 26.35 Météo. 26.40 Météo. 26.45 Météo. 26.50 Météo. 26.55 Météo. 27.00 Météo. 27.05 Météo. 27.10 Météo. 27.15 Météo. 27.20 Météo. 27.25 Météo. 27.30 Météo. 27.35 Météo. 27.40 Météo. 27.45 Météo. 27.50 Météo. 27.55 Météo. 28.00 Météo. 28.05 Météo. 28.10 Météo. 28.15 Météo. 28.20 Météo. 28.25 Météo. 28.30 Météo. 28.35 Météo. 28.40 Météo. 28.45 Météo. 28.50 Météo. 28.55 Météo. 29.00 Météo. 29.05 Météo. 29.10 Météo. 29.15 Météo. 29.20 Météo. 29.25 Météo. 29.30 Météo. 29.35 Météo. 29.40 Météo. 29.45 Météo. 29.50 Météo. 29.55 Météo. 30.00 Météo. 30.05 Météo. 30.10 Météo. 30.15 Météo. 30.20 Météo. 30.25 Météo. 30.30 Météo. 30.35 Météo. 30.40 Météo. 30.45 Météo. 30.50 Météo. 30.55 Météo. 31.00 Météo. 31.05 Météo. 31.10 Météo. 31.15 Météo. 31.20 Météo. 31.25 Météo. 31.30 Météo. 31.35 Météo. 31.40 Météo. 31.45 Météo. 31.50 Météo. 31.55 Météo. 32.00 Météo. 32.05 Météo. 32.10 Météo. 32.15 Météo. 32.20 Météo. 32.25 Météo. 32.30 Météo. 32.35 Météo. 32.40 Météo. 32.45 Météo. 32.50 Météo. 32.55 Météo. 33.00 Météo. 33.05 Météo. 33.10 Météo. 33.15 Météo. 33.20 Météo. 33.25 Météo. 33.30 Météo. 33.35 Météo. 33.40 Météo. 33.45 Météo. 33.50 Météo. 33.55 Météo. 34.00 Météo. 34.05 Météo. 34.10 Météo. 34.15 Météo. 34.20 Météo. 34.25 Météo. 34.30 Météo. 34.35 Météo. 34.40 Météo. 34.45 Météo. 34.50 Météo. 34.55 Météo. 35.00 Météo. 35.05 Météo. 35.10 Météo. 35.15 Météo. 35.20 Météo. 35.25 Météo. 35.30 Météo. 35.35 Météo. 35.40 Météo. 35.45 Météo. 35.50 Météo. 35.55 Météo. 36.00 Météo. 36.05 Météo. 36.10 Météo. 36.15 Météo. 36.20 Météo. 36.25 Météo. 36.30 Météo. 36.35 Météo. 36.40 Météo. 36.45 Météo. 36.50 Météo. 36.55 Météo. 37.00 Météo. 37.05 Météo. 37.10 Météo. 37.15 Météo. 37.20 Météo. 37.25 Météo. 37.30 Météo. 37.35 Météo. 37.40 Météo. 37.45 Météo. 37.50 Météo. 37.55 Météo. 38.00 Météo. 38.05 Météo. 38.10 Météo. 38.15 Météo. 38.20 Météo. 38.25 Météo. 38.30 Météo. 38.35 Météo. 38.40 Météo. 38.45 Météo. 38.50 Météo. 38.55 Météo. 39.00 Météo. 39.05 Météo. 39.10 Météo. 39.15 Météo. 39.20 Météo. 39.25 Météo. 39.30 Météo. 39.35 Météo. 39.40 Météo. 39.45 Météo. 39.50 Météo. 39.55 Météo. 40.00 Météo. 40.05 Météo. 40.10 Météo. 40.15 Météo. 40.20 Météo. 40.25 Météo. 40.30 Météo. 40.35 Météo. 40.40 Météo. 40.45 Météo. 40.50 Météo. 40.55 Météo. 41.00 Météo. 41.05 Météo. 41.10 Météo. 41.15 Météo. 41.20 Météo. 41.25 Météo. 41.30 Météo. 41.35 Météo. 41.40 Météo. 41.45 Météo. 41.50 Météo. 41.55 Météo. 42.00 Météo. 42.05 Météo. 42.10 Météo. 42.15 Météo. 42.20 Météo. 42.25 Météo. 42.30 Météo. 42.35 Météo. 42.40 Météo. 42.45 Météo. 42.50 Météo. 42.55 Météo. 43.00 Météo. 43.05 Météo. 43.10 Météo. 43.15 Météo. 43.20 Météo. 43.25 Météo. 43.30 Météo. 43.35 Météo. 43.40 Météo. 43.45 Météo. 43.50 Météo. 43.55 Météo. 44.00 Météo. 44.05 Météo. 44.10 Météo. 44.15 Météo. 44.20 Météo. 44.25 Météo. 44.30 Météo. 44.35 Météo. 44.40 Météo. 44.45 Météo. 44.50 Météo. 44.55 Météo. 45.00 Météo. 45.05 Météo. 45.10 Météo. 45.15 Météo. 45.20 Météo. 45.25 Météo. 45.30 Météo. 45.35 Météo. 45.40 Météo. 45.45 Météo. 45.50 Météo. 45.55 Météo. 46.00 Météo. 46.05 Météo. 46.10 Météo. 46.15 Météo. 46.20 Météo. 46.25 Météo. 46.30 Météo. 46.35 Météo. 46.40 Météo. 46.45 Météo. 46.50 Météo. 46.55 Météo. 47.00 Météo. 47.05 Météo. 47.10 Météo. 47.15 Météo. 47.20 Météo. 47.25 Météo. 47.30 Météo. 47.35 Météo. 47.40 Météo. 47.45 Météo. 47.50 Météo. 47.55 Météo. 48.00 Météo. 48.05 Météo. 48.10 Météo. 48.15 Météo. 48.20 Météo. 48.25 Météo. 48.30 Météo. 48.35 Météo. 48.40 Météo. 48.45 Météo. 48.50 Météo. 48.55 Météo. 49.00 Météo. 49.05 Météo. 49.10 Météo. 49.15 Météo. 49.20 Météo. 49.25 Météo. 49.30 Météo. 49.35 Météo. 49.40 Météo. 49.45 Météo. 49.50 Météo. 49.55 Météo. 50.00 Météo. 50.05 Météo. 50.10 Météo. 50.15 Météo. 50.20 Météo. 50.25 Météo. 50.30 Météo. 50.35 Météo. 50.40 Météo. 50.45 Météo. 50.50 Météo. 50.55 Météo. 51.00 Météo. 51.05 Météo. 51.10 Météo. 51.15 Météo. 51.20 Météo. 51.25 Météo. 51.30 Météo. 51.35 Météo. 51.40 Météo. 51.45 Météo. 51.50 Météo. 51.55 Météo. 52.00 Météo. 52.05 Météo. 52.10 Météo. 52.15 Météo. 52.20 Météo. 52.25 Météo. 52.30 Météo. 52.35 Météo. 52.40 Météo. 52.45 Météo. 52.50 Météo. 52.55 Météo. 53.00 Météo. 53.05 Météo. 53.10 Météo. 53.15 Météo. 53.20 Météo. 53.25 Météo. 53.30 Météo. 53.35 Météo. 53.40 Météo. 53.45 Météo. 53.50 Météo. 53.55 Météo. 54.00 Météo. 54.05 Météo. 54.10 Météo. 54.15 Météo. 54.20 Météo. 54.25 Météo. 54.30 Météo. 54.35 Météo. 54.40 Météo. 54.45 Météo. 54.50 Météo. 54.55 Météo. 55.00 Météo. 55.05 Météo. 55.10 Météo. 55.15 Météo. 55.20 Météo. 55.25 Météo. 55.30 Météo. 55.35 Météo. 55.40 Météo. 55.45 Météo. 55.50 Météo. 55.55 Météo. 56.00 Météo. 56.05 Météo. 56.10 Météo. 56.15 Météo. 56.20 Météo. 56.25 Météo. 56.30 Météo. 56.35 Météo. 56.40 Météo. 56.45 Météo. 56.50 Météo. 56.55 Météo. 57.00 Météo. 57.05 Météo. 57.10 Météo. 57.15 Météo. 57.20 Météo. 57.25 Météo. 57.30 Météo. 57.35 Météo. 57.40 Météo. 57.45 Météo. 57.50 Météo. 57.55 Météo. 58.00 Météo. 58.05 Météo. 58.10 Météo. 58.15 Météo. 58.20 Météo. 58.25 Météo. 58.30 Météo. 58.35 Météo. 58.40 Météo. 58.45 Météo. 58.50 Météo. 58.55 Météo. 59.00 Météo. 59.05 Météo. 59.10 Météo. 59.15 Météo. 59.20 Météo. 59.25 Météo. 59.30 Météo. 59.35 Météo. 59.40 Météo. 59.45 Météo. 59.50 Météo. 59.55 Météo. 60.00 Météo. 60.05 Météo. 60.10 Météo. 60.15 Météo. 60.20 Météo. 60.25 Météo. 60.30 Météo. 60.35 Météo. 60.40 Météo. 60.45 Météo. 60.50 Météo. 60.55 Météo. 61.00 Météo. 61.05 Météo. 61.10 Météo. 61.15 Météo. 61.20 Météo. 61.25 Météo. 61.30 Météo. 61.35 Météo. 61.40 Météo. 61.45 Météo. 61.50 Météo. 61.55 Météo. 62.00 Météo. 62.05 Météo. 62.10 Météo. 62.15 Météo. 62.20 Météo. 62.25 Météo. 62.30 Météo. 62.35 Météo. 62.40 Météo. 62.45 Météo. 62.50 Météo. 62.55 Météo. 63.00 Météo. 63.05 Météo. 63.10 Météo. 63.15 Météo. 63.20 Météo. 63.25 Météo. 63.30 Météo. 63.35 Météo. 63.40 Météo. 63.45 Météo. 63.50 Météo. 63.55 Météo. 64.00 Météo. 64.05 Météo. 64.10 Météo. 64.15 Météo. 64.20 Météo. 64.25 Météo. 64.30 Météo. 64.35 Météo. 64.40 Météo. 64.45 Météo. 64.50 Météo. 64.55 Météo. 65.00 Météo. 65.05 Météo. 65.10 Météo. 65.15 Météo. 65.20 Météo. 65.25 Météo. 65.30 Météo. 65.35 Météo. 65.40 Météo. 65.45 Météo. 65.50 Météo. 65.55 Météo. 66.00 Météo. 66.05 Météo. 66.10 Météo. 66.15 Météo. 66.20 Météo. 66.25 Météo. 66.30 Météo. 66.35 Météo. 66.40 Météo. 66.45 Météo. 66.50 Météo. 66.55 Météo. 67.00 Météo. 67.05 Météo. 67.10 Météo. 67.15 Météo. 67.20 Météo. 67.25 Météo. 67.30 Météo. 67.35 Météo. 67.40 Météo. 67.45 Météo. 67.50 Météo. 67.55 Météo. 68.00 Météo. 68.05 Météo. 68.10 Météo. 68.15 Météo. 68.20 Météo. 68.25 Météo. 68.30 Météo. 68.35 Météo. 68.40 Météo. 68.45 Météo. 68.50 Météo. 68.55 Météo. 69.00 Météo. 69.05 Météo. 69.10 Météo. 69.15 Météo. 69.20 Météo. 69.25 Météo. 69.30 Météo. 69.35 Météo. 69.40 Météo. 69.45 Météo. 69.50 Météo. 69.55 Météo. 70.00 Météo. 70.05 Météo. 70.10 Météo. 70.15 Météo. 70.20 Météo. 70.25 Météo. 70.30 Météo. 70.35 Météo. 70.40 Météo. 70.45 Météo. 70.50 Météo. 70.55 Météo. 71.00 Météo. 71.05 Météo. 71.10 Météo. 71.15 Météo. 71.20 Météo. 71.25 Météo. 71.30 Météo. 71.35 Météo. 71.40 Météo. 71.45 Météo. 71.50 Météo. 71.55 Météo. 72.00 Météo. 72.05 Météo. 72.10 Météo. 72.15 Météo. 72.20 Météo. 72.25 Météo. 72.30 Météo. 72.35 Météo. 72.40 Météo. 72.45 Météo. 72.50 Météo. 72.55 Météo. 73.00 Météo. 73.05 Météo. 73.10 Météo. 73.15 Météo. 73.20 Météo. 73.25 Météo. 73.30 Météo. 73.35 Météo. 73.40 Météo. 73.45 Météo. 73.50 Météo. 73.55 Météo. 74.00 Météo. 74.05 Météo. 74.10 Météo. 74.15 Météo. 74.20 Météo. 74.25 Météo. 74.30 Météo. 74.35 Météo. 74.40 Météo. 74.45 Météo. 74.50 Météo. 74.55 Météo. 75.00 Météo. 75.05 Météo. 75.10 Météo. 75.15 Météo. 75.20 Météo. 75.25 Météo. 75.30 Météo. 75.35 Météo. 75.40 Météo. 75.45 Météo. 75.50 Météo. 75.5

La loi, c'est lui !

par Pierre Georges

MICHEL CHARASSE, sénateur du Puy-de-Dôme et pic de vulgarité lui-même, a le verbe grossier et l'aplomb manifeste d'un grand démocrate. Son mandat lui est une armure. Sa qualité d'ancien ministre une présomption d'être au-dessus des lois. Et sa gouaille de camelot, la garantie des triomphes de tréteaux.

Michel Charasse est impayable. Il a le bon sens glaiseux, la blague glorieuse et le propos outrancier qui, sous le socialisme, annonce le populiste. Il n'aime ni trop les juges, ni trop la loi quand elle lui donne de l'urticaire. Et encore moins les journalistes, qu'il conçoit ou compulse verbalement selon son humeur démocratique.

Voilà bien en effet un parfait élu. Un juge d'instruction le convoque, à la fin de l'an dernier, comme témoin. Comme il a convoqué deux autres anciens ministres du budget, Henri Emmanuelli et Nicolas Sarkozy. Il s'agit, pour la magistrature chargée du dossier des bureaux d'études proches du PC, d'obtenir des précisions sur la bienveillance de l'administration fiscale à l'égard de la Compagnie générale des eaux.

Henri Emmanuelli et Nicolas Sarkozy ont une curieuse conception de la loi. Ils la respectent. La loi leur fait obligation de répondre à la convocation du juge. Ils y répondent. Michel Charasse, lui, campe sur ses hauteurs, sur son Puy. La loi, c'est lui, ou, à tout le moins, ce n'est pas pour lui, mais pour les autres. Michel Charasse n'est pas d'une espèce convoquée. Il n'a pas à répondre de ce qu'il fit, puisqu'il le fit du haut de sa hauteur, ministre un jour, ministre toujours. Bref, il envoie la magistrature à ses

dossiers, joue de son immunité parlementaire, refuse son témoignage. L'affaire tourne vinaigre. Le juge, en désespoir de cause, demande au bureau du Sénat la levée de l'immunité parlementaire de ce témoin récalcitrant. Et, à l'unanimité, le bureau du Sénat rejette mercredi cette demande. Le Sénat, campe donc, lui-aussi, sur son Dôme. Au-dessus des lois.

En fait, on l'aura bien compris en cette affaire, Michel Charasse sert de sentinelle avancée, insoumise et vocifératrice à la fronde des élus contre les juges aux affaires. Il n'est, en le cas, ni de droite, ni de gauche, ni ancien ministre, ni sénateur. Il est un des gladiateurs de la cause commune des élus contre tous ces magistrats trop curieux, de la simple curiosité de la loi. Il veut casser du juge, faute de pouvoir encore casser la législation sur l'abus de biens sociaux. Il part en guerre contre l'hydre à double tête, l'attribution infame, juges et journalistes en « leur grand tam-tam médiatique ».

Michel Charasse, en son souci de fossier des affaires, tape et creuse dur. Couchée, la magistrature ! Muette, la presse ! Au meilleur de son art, jeudi, lors d'un colloque, le sénateur Sans-Gêne, a, ainsi que cela vous est rapporté en page 11, lancé une malle invite aux gens de presse présents : « Si vous n'êtes pas contents, vous pouvez aller pisser dehors. Il va falloir un jour que vous rendiez des comptes. N'oubliez pas que vous êtes payés par les contribuables ! » C'était ajouter l'ineptie à la grossièreté. Mais il n'empêche. La sortie, paraît-il, a beaucoup plu et fut très applaudie. On a les triomphes de scène qu'on peut chez les sénateurs-troupiers !

Une journaliste de France 2 mise à pied après avoir dénoncé un « ménage » d'Arlette Chabot

Cette nouvelle affaire détériore un peu plus le climat au sein de la rédaction de la chaîne publique

LA CHASSE aux « ménages » – ces collaborations extérieures commerciales effectuées par des journalistes – est ouverte. Après France 3 et l'affaire du faux « 19/20 » (Le Monde du 25 mars), c'est au tour du personnel de France 2 d'être pris dans la tourmente des dénonciations internes, qui, cette fois, n'épargnent pas les membres de hiérarchie.

Arlette Chabot, éditorialiste politique et directrice générale adjointe de l'information à France 2, a été mise en cause, mercredi 23 avril, par Eve Métals, déléguée syndicale SNJ-CGT, pour un « ménage » exécuté en avril 1996 au profit de France Télécom. Une dénonciation, vivement critiquée dans sa forme, et qui lui coûterait son poste de chef adjoint du service « économie et social », même si c'est officiellement pour « insultes envers son chef de service » que la journaliste a été mise à pied jeudi.

Cet argument est jugé irrecevable par les syndicats CFTD et SNJ, majoritaires au sein de la rédaction. « Nous doutons de la réalité

du motif de cette sanction survenue le lendemain même de la distribution d'un tract de son organisation syndicale dénonçant le ménage d'Arlette Chabot », explique Dominique Pradalié, déléguée SNJ. Et les syndicats de renchérir, à croire qu'« il vaut mieux être membre de la hiérarchie que simple journaliste, qu'il vaut mieux faire des ménages que dénoncer ces pratiques ».

SOUTIEN DE LA DIRECTION

Arlette Chabot se trouve dans le collimateur des syndicats pour avoir animé une prestation de « communication interne qui sert les intérêts d'une entreprise ». Dans ce document consacré à la loi de libéralisation des télécommunications, elle interroge Michel Bon, président de l'entreprise, et donne la parole, par le biais de duplex, aux salariés de France Télécom. « Il s'agit d'une prestation strictement journalistique, rétorque la directrice adjointe de l'information, il n'y a pas de prise de parti en faveur de la privatisation. Pour participer à ce tournage – le seul « ménage » que

j'ai jamais fait – j'avais obtenu l'autorisation de mon directeur de la rédaction ».

Depuis l'affaire Laurence Piquet – suspendue dix jours le 3 avril pour avoir participé à un film publicitaire –, les syndicats exigent que « toute la lumière soit faite sur les ménages » et que « les personnes mises en cause soient sanctionnées ». Or, dans deux cas récents, disent-ils, « la direction couvre les membres de la hiérarchie au nom d'une autorisation qui leur aurait été accordée ». À leurs yeux, la collaboration extérieure commerciale reste « un fait particulièrement grave qui entache la crédibilité de [la] rédaction et l'image de [la] chaîne ». Ce jugement avait conduit Eve Métals à adresser un courrier, dénonçant Arlette Chabot, au président de France Télévision, Xavier Gouyou-Beauchamps, afin de demander à ce que la direction « tire les conséquences de ces agissements ».

Michèle Pappalardo, directrice générale de France 2, a immédiatement réfuté les arguments avancés. Selon elle, il s'agit « d'une prestation

d'usage interne de France Télécom et non de prestations publicitaires ou commerciales qui sont clairement interdites par les textes » pour laquelle « il n'y a pas de raisons d'intervention de la direction ». La polémique s'est envenimée : un tract illustré et intitulé « Voici Arlette Chabot prise la main dans le sac » a été aussitôt diffusé par le SNJ-CGT. A l'issue d'une rencontre des délégués du personnel et des syndicats avec Jean-Loup Demigneux, directeur de la rédaction, jeudi, Eve Métals était suspendue.

La démarche adoptée par le SNJ-CGT, qualifiée « d'acharnement » dans les couloirs de la chaîne, n'emporte pas l'adhésion de l'ensemble du personnel, qui mène actuellement des négociations sur la « charte déontologique » de France Télévision. Pour Arlette Chabot, « il s'agit de « ficage » qui s'apparente à une déstabilisation de la rédaction. J'ai parfois été contestée, mais, dans ce cas précis, j'ai reçu de nombreux mots de soutien ».

Florence Amalou

Incendie au siège d'AB Sat

UN INCENDIE, dont on ne connaît pas l'origine, a détruit, jeudi 24 avril, les deux tiers du bâtiment abritant le siège de la société AB Sat, filiale du groupe de production audiovisuelle AB, à la Plaine-Saint-Denis, dans la banlieue nord de Paris. Quatre employés ont été blessés, dont deux sérieusement, et deux pompiers ont été légèrement blessés. Les dix-huit programmes du bouquet numérique AB Sat sont interrompus pour une semaine, l'une des deux antennes satellites situées sur le toit de l'immeuble ayant été endommagée.

L'est et le sud-est de la France

toujours contaminés par Tchernobyl

ONZE ANS après l'explosion de la centrale de Tchernobyl, le sol des régions est et sud-est de la France garde l'empreinte du nuage radioactif (Le Monde du 7 mars). Un certain nombre de points contaminés par le césium subsistent dans les Vosges, en Alsace, en Corse, dans les Ecrins et dans le Mercantour, où des pics de radioactivité de plus de 300 000 becquerels par kilo ont été découverts. Chiffres qui doivent inciter les amateurs de champignons et de gibier à une certaine prudence dans ces régions où la radioactivité moyenne reste élevée.

DÉPÊCHES

■ SAINT-SUAIRE : l'Eglise pourrait relancer l'enquête, selon le cardinal Giovanni Saldarini, archevêque de Turin, qui a estimé, jeudi 24 avril, que les conclusions actuelles de l'Eglise ne sont pas « définitives ». Une étude au carbone 14 avait conclu, en 1988, que le Saint-Suaire n'était pas une relique du Christ, mais un linéol fabriqué entre le XII^e et le XVI^e siècle. – (APR)

■ PÊCHE : le gouvernement a obtenu, jeudi 24 avril, l'abandon des avertissements prononcés contre les pêcheurs qui avaient bloqué les ports du littoral nord. Le ministre de l'Agriculture et de la Pêche, Philippe Vasseur, a par ailleurs promis que la France « demandera à Bruxelles de reconsidérer sa position » relative au maillage des filets.

■ AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : le ministre de l'Aménagement du territoire, Jean-Claude Gaudin, a précisé, jeudi 24 avril, le calendrier de la consultation sur l'avant-projet de schéma de développement et d'aménagement. Le délai de quatre mois prévu par la loi de 1995 commencera le 1^{er} septembre, l'absence de réponse des régions, départements ou organisations représentatives de communes dans ce délai valant avis favorable.

BOURSE

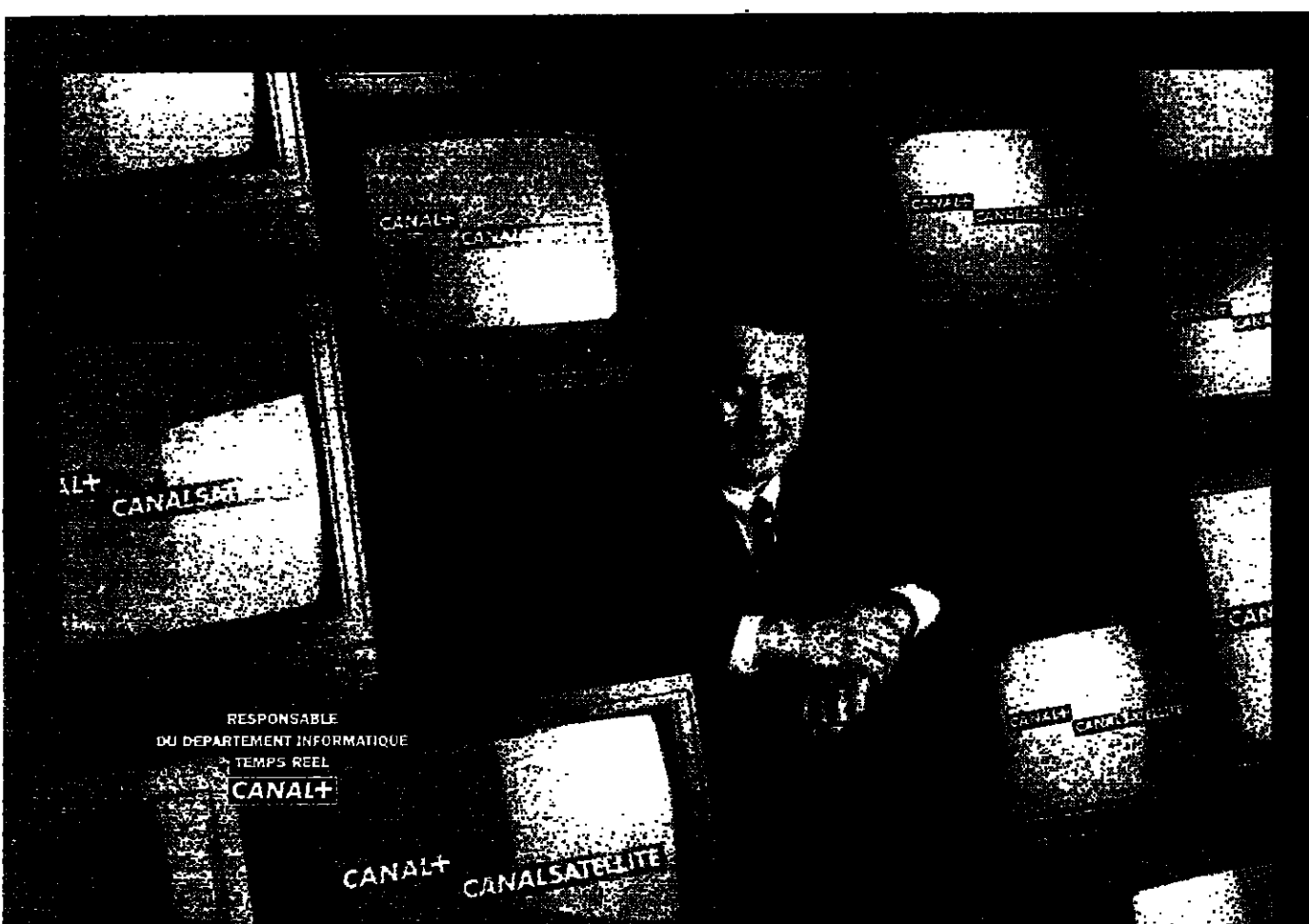
TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

3615 LE MONDE

Cours relevés le vendredi 25 avril, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES			
Tokyo Nikkei	18698,10	-0,20	-3,47
Hong Kong Index	12726,80	-0,16	-5,38
OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES			
Paris CAC 40	2539,83	-0,24	-9,68
Londres FT 100	—	—	-5,91
Zurich	—	—	-21,02
Milan MIB 30	—	—	-2,65
Frankfurt Dax 30	3401,25	-0,17	-17,76
Bruxelles	—	—	-12,42
Suisse SMI	—	—	-19,81
Madrid Iboex 35	—	—	+13,40
Amsterdam CBS	—	—	+17,37

Tirage du Monde daté vendredi 25 avril 1997 : 531 930 exemplaires.



Avec le numérique, la télévision par abonnement est devenue un véritable service interactif où chaque demande doit être traitée

en temps réel. Pour Pierre de la Tullaye, Responsable du Département Informatique Temps Réel de Canal+ « Il est vital de disposer

de systèmes offrant un maximum de souplesse et de sécurité, 24 h/24, sans interruption ». CANALSATELLITE a donc choisi

DIGITAL... Pour la puissance «CANALSATELLITE, c'est plus de des architectures innovantes,

les performances de sa **10 000 000 d'abonnés** technologie réseau et

pour la **potentiels. En clair, il nous fallait des systèmes sûrs et** qualité

déjà prêts à grandir

des services associés à la **avec nous.** sécurité. « Quelques secondes

d'interruption de service et ce sont des milliers d'abonnés

qui risquent de passer à la concurrence » explique P. de la Tullaye. La solution DIGITAL supporte et sécurise donc les

services les plus critiques de CANALSATELLITE. « Nos systèmes peuvent déjà accepter 10 millions d'abonnés et répondre à

dix mille requêtes par minute ». P. de la Tullaye est un client pour le motas satisfait : « Notre montée en charge s'est déroulée

sans le moindre problème ». Alors, pour vivre votre croissance en toute tranquillité, rendez-vous sur <http://www.digital.fr>

digital

Plus que jamais.

© Digital Equipment Corporation. DIGITAL et le logo DIGITAL sont des marques déposées de Digital Equipment Corp. Les autres noms ou marques dépendent de leur appartenance à leurs détenteurs respectifs.

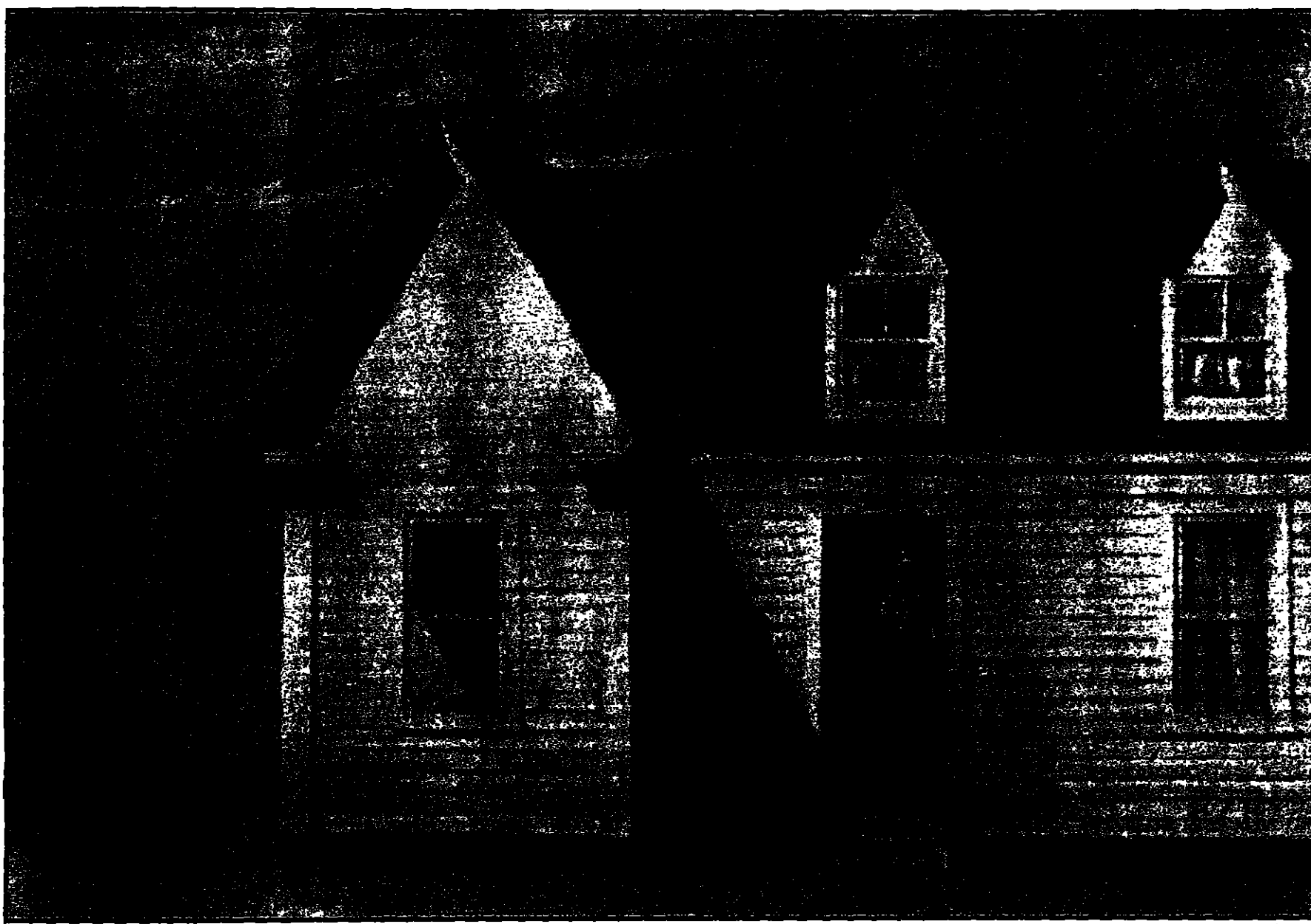
1501

صحننا من العمل

LE MONDE / TERRES D'AMÉRIQUE / SAMEDI 26 AVRIL 1997

Le Monde
VOYAGES

Terres d'Amérique



Edward Hopper (1882-1967). - « High Noon » (1949). The Dayton Art Institute

L'Est esthète

De New York à Washington via Philadelphie, un festin de musées

NEW YORK
de notre envoyée spéciale
« Get your damn' car out of the way... », « bouge ta maudite caisse de là... » Marek, le taxi driver, brandit le poing. Il faut dire que Manhattan, à 17 heures, c'est l'enfer. La voiture traverse Broadway, longe le Rockefeller Center. C'est l'heure où, sur la patinoire en plein air, on règle son pas de deux. Marek raconte qu'il a vécu un an à Paris, « Auber-villiers et la porte de la Chapelle, ça c'était le bon temps ! ». La circulation se fait plus fluide. Un taxi en profite pour faire une queue de poisson. On a le temps d'apercevoir, sur le toit de la voiture, un squelette de chameau avec l'inscription « Cancer country », une publicité antitabac. Plus que deux cents mètres à parcourir. Klaxons, sirène d'une voiture de police. On arrive enfin devant le building en verre du MoMA, dans la 53^e rue Ouest. On salue Marek et on entre dans le temple de l'art moderne. Exit l'enfer.

Ici, tout est luxe, calme et transparence. « Un musée sans murs », écrit jadis un critique. Ordonné autour d'un délicieux « jardin de sculptures ». Une sorte de patio où *Le Chèvre* de Picasso dialogue avec le *Babac* de Rodin. On se retrouve devant un chien blanc, posé sur un échiquier sanglant, peint par Bacon. Puis devant la *Nuit étoilée* de Van Gogh. Puis devant des grosses femmes en combinaison, des hommes en bretelles et chapeau, une barque immobile : *Un dimanche sur les bords de la Marne*, vu, en 1939, par Cartier-Bresson. Il y a aussi des clichés de Man Ray et de Manuel Alvarez Bravo, un Mexicain, né en 1904, qui a composé de beaux portraits. Par exemple, cette fillette à l'allure de madone, debout sur un ponton et tenant un poisson.

En tout, quelque cent mille peintures, sculptures, dessins, photographies et objets. Sans compter l'impressionnant fonds filmique, créé en 1935.

On regarde encore des photos de Diane Arbus avant d'aller dévorer des raviolis à la ricotta et aux épinards dans une sauce noire, à la truffe, en écoutant du jazz. Des standards, joués par des musiciens new-yorkais. Bizarre et délicieux musée où le saxo prolonge la magie des pincesaux. Dehors, le calme est revenu. Abdul, un taxi driver indien, a même le sourire. La voiture sent la vanille et la cardamome. « Take care » (« faites attention à vous »), dit-il en arrivant à Penn Station, la gare d'où part le train pour Philadelphie, à 162 kilomètres au sud.

Philadelphie - Philly, pour les intimes -, c'est tout un art. C'est à la fois très-chic et très-très-swing. Ici aussi, il y a la musique : le Zydeco - un mélange de gospel, soul, cajun et R & B - et le jazz, *hot* ou *acid*, qui s'écoute au *Zanzibar Blues*. Quant aux musées... Un vrai marathon ! On décide de commencer par la Fondation Barnes, l'une des plus grandes collections privées d'impressionnistes au monde créée, en 1922, dans le faubourg cosu de Merion, par un étonnant personnage, médecin, businessman et chimiste, féru de Freud et de pédagogie.

C'était dimanche. L'air sentait bon la campagne. On poussa la porte d'une noble demeure, installée dans un parc. Il n'y avait que des chefs-d'œuvre. Soixante Matisse, soixante-neuf Cézanne, cent quatre-vingts Renoir. Un tourbillon de rose et de bleu. Jeunes femmes en bottines, odalisques, acrobates, arlequins, nus couchés, assis, de dos, matelots en colottes courtes taquinant l'écrivisse, petit

pâtissier. Fillette en ruban répondant à une autre fillette en ruban, comme cette *Lise* de Renoir, si semblable à *Mademoiselle Voisin* de Manet : même visage de trois quarts, même air un peu timide et rêveur, même gros ruban en-dessous du corsage, mêmes cheveux à demi lâchés, même paysage vert dans le fond... Magie d'un musée si peu musé, où les œuvres, classées par affinités électives (et non par chronologie ou par peintres), conversent naturellement.

CAVERNE D'ALI BABA

Midi, il était midi lorsqu'on sortit, à regret, de chez le docteur Barnes. L'air fleurait de plus en plus la campagne. On calcula qu'il restait encore quatre heures pour visiter le Philadelphia Museum of Art, le troisième musée américain. Un bâtiment très pompeux, construit dans le « style temple », mais dissimulant une vraie caverne d'Ali Baba. Amures de chevaliers, pistolets de combat, tapisseries, vitraux, meubles, peintures. Et même un cloître roman avec une fontaine en marbre, où les amoureux aiment venir s'asseoir. Ce n'est pas un musée, c'est une *Wunderkammer* : une chambre des merveilles. Un vivier, une ruche où, sans relâche, on contemple, on s'éblouit, on apprend. Avec un appétit de géant.

Ce jour-là, l'atmosphère était particulièrement studieuse au département, très riche, de l'art contemporain. Alors que d'autres « brunchaient » ou « joggèrent » dans Fairmont Park, trois visiteurs, assis sur des trépiers, assez inconfortables, écoutaient, religieusement, une « leçon de choses ». La leçon portait sur *Why not sneeze, Rose Selavy ?* de Marcel Duchamp : un thermomètre, un os de seiche et des cubes de marbre, imitant le

sucré, enfermés dans une cage à oiseaux. Un des visiteurs - une femme en loden jaune citron - cribla soudain le guide de questions. L'os était-il vraiment un os de seiche, le thermomètre, un vrai thermomètre, et la cage, une banale cage à oiseaux ? Et le guide, enthousiaste, de répondre que oui, que c'était ce qu'on appelait un *ready made*, plus exactement un *ready made aidé*, dans la mesure où l'artiste était intervenu sur les objets. Et d'ajouter que Rose Selavy était le pseudonyme adopté, en 1920, par Duchamp, que Duchamp avait d'ailleurs posé deux fois sous un accontrement de femme pour son ami Man Ray et que l'une de ces photographies avait servi d'étiquette pour un autre *ready-made*, *Belle Haleine*, eau de toilette, un flacon de parfum... Intarissable... On aurait pu rester là, méloisé, encore des heures, s'il n'y avait eu cet autre Duchamp absolument étonnant - *Étant donné* : 1) la chute d'eau, 2) le gaz d'éclairage - représentant un corps de femme nu, en peau de porc. Et surtout, à 15 h 55, le train 145, à destination de Washington D.C.

Deux petites heures, dans un wagon presque vide. Balade à la fois ordinaire et exotique. Balade un peu triste, à l'image des toiles d'Edward Hopper. A travers les vitres, des maisonnettes en bois, des arbres nus, des mes désertes, des parkings damés d'automobiles rouges, noires, blanches, dont personne ne sort jamais. Dans le compartiment, des hommes avec des attaches-casques : un *buppy* (black urban professionnel), cravaté à pince et gilet ; une ménagère occupée à faire des *soap opera* *cross-words* (mots croisés « spécial guimauve ») tout en piochant un gâteau géant. « Strawberry short-

cake », précisa-t-elle, devant notre regard intrigué, « *Do you want to taste ?* » (« vous voulez goûter ? »). Elle avait la parole facile. Elle demanda qui on était, ce qu'on faisait. Quand elle sut qu'on allait à Washington visiter non pas la Maison Blanche mais les musées, elle écarquilla ses yeux porcelaine et s'exclama, avec cet enthousiasme que seuls semblent, décidément, avoir les Américains : « Oh really ? Green... »

Thérèse Rocher

Lire la suite page V

□ Nouveau-Mexique

Le long du Rio Grande, d'Albuquerque à Taos Pueblo via Santa Fe. p. II

□ Virginie

L'art de convertir un passé douloureux en patrimoine fructueux. p. III

□ Mississippi

Trois bateaux pour revivre l'époque des steamboats. p. III

□ Missouri

Au cœur de l'Amérique, Saint Louis se souvient de son âge d'or. p. IV

□ Pennsylvanie

S'adapter sans perdre son âme, tel est le défi lancé aux amish. p. V

□ Californie

San Diego ou le laboratoire de l'Amérique de demain. p. VI

□ Enquête à Frisco

A San Francisco, sur les pas de Dashiell Hammett. p. VII

□ Alaska

Après celle des chercheurs d'or, la ruée des touristes. p. VII

□ Louisiane

Sous un air bon enfant, la Nouvelle-Orléans est plutôt déglurée. p. VIII

□ Who's Who

Au fil des pages, de A à Z, l'inventaire de ceux qui vendent les États-Unis. Pour en savoir plus, le Minitel 3615 USA (informations générales), 3617 USAtourism (informations détaillées) et la messagerie vocale (tél. : 01-42-60-57-15).

CONCEPTION ET COORDINATION : Patrick Francis
ICONGRAPHIE : Sophie Malexis
CARTOGRAPHIE : Infographie Le Monde
PUBLICITÉ : Géraldine Dardelet et Guillaume Drouillet



AMÉRIQUE

La "bible" du voyage en Amérique

Elle comprend :
- Tous les vols à prix réduit*. Exemple :
NEW-YORK 1 650 FF A/R
LOS ANGELES 2 650 FF A/R
MIAMI 2 195 FF A/R
SAN FRANCISCO 2 650 FF A/R
MONTREAL 1 890 FF A/R
- Les locations de voiture à partir de 500 FF HT par semaine (kilométrage illimité)
- Les locations de camping-car à partir de 251 FF HT par jour
- Les locations de moto
- Les hôtels et motels à partir de 200 FF TTC la chambre de 1 à 4 personnes
- Séjours en ranches, expéditions et rafting
- Renseignements pratiques
(* Offre promotionnelle limitée : prix au 15/04/97 révisables)

guide gratuit à nos bureaux ou envoi contre 10 FF en timbres
BACK ROADS
Le Club du Grand Voyageur
LI 075960068
14, place Danfort-Rochereau 75014 PARIS
Tél. : 01 43 22 65 65

0 d'abonnés
à grandir
nous."

Who's who

A

- **ACCESS.** Vols réguliers à prix réduits et prestations à la carte. Dans les agences, au 01-44-76-84-50 et 3615 Accessvoyages.
- **AIR FRANCE.** Sept destinations desservies sans escale quotidiennement de Paris 2C: New York (dont le Concorde), Washington, Miami, Chicago, Houston, Los Angeles et San Francisco. Des accords avec Delta et Continental facilitent les correspondances, offrent des tarifs privilégiés sur les vols de ces compagnies, trajets pris en compte dans le programme de fidélisation d'Air France. Consulter les tarifs « Le Kiosque ». À bord des avions, de nouveaux produits: Espace 180 (inclination du siège en Première), Espace 127 (« affaires ») et Tempo (« éco »). Agences et 0-800-802-802.
- **ALLIBERT.** Six randonnées, de Seattle, Salt Lake City, San Francisco, Los Angeles, Albuquerque et en Alaska. Tél.: 04-76-45-22-26 et 01-40-21-16-21.
- **ALAMO RENT A CAR.** Location de voitures sur l'ensemble du territoire nord-américain. n° vert: 0800-44-78-07.
- **ALTERNATIVE TRAVEL.** Entre autres, un New York en Concorde et des hôtels haut de gamme, à New York et en Floride. Tél.: 01-42-89-42-46.
- **AMERICA FOREVER.** L'Amérique profonde. En vedette, la formule avec hôtels réservés et roadbook. Tél.: 01-46-66-56-36 et 3615 Go America.
- **AMERICAN AIRLINES.** Vols quotidiens sans escale d'Orly Sud vers Boston, New York, Dallas, Chicago et Miami avec, de ces villes, des correspondances pour d'autres destinations américaines. Renseignements au 01-49-12-73-07 et, de province, au n° vert 0800-23-00-35.
- **AMERICATOURS.** Voyages à la carte (vols, « pass » aérien USA, voitures, hôtel, forfait-ville avec hôtels Accor), autours (dont une balade aux sources de la musique américaine, de Chicago à New Orleans) et circuits accompagnés et garantis. Dans les agences.
- **AMERICA WEST AIRLINES.** Dessert plus de 30 villes aux USA, Canada et Mexique. Outre un « pass » sur l'ensemble de son réseau, elle propose, dans l'Ouest, un « pass 3 États ». Tél.: 01-53-77-13-20.
- **AMTRAK.** La compagnie ferroviaire américaine. Représentée par Wingate Travel (tél.: 01-44-77-30-16). Forfaits intéressants à acheter en France.
- **ANYWAY.** Vols, séjours et circuits à prix réduits surtout de 7 à 15 jours avant le départ. Tél.: 01-40-28-00-74 et 3615 Anyway.
- **ADM.** Los Angeles en vol direct non stop et non fumeurs. Les familles peuvent réserver des sièges voisins. Tél.: 0800-30-12-34 et 3615 ADM.
- **ARTS ET VIE.** Cette association propose des circuits en car (bon rapport qualité/prix), dont une transaméricaine (23 jours) et une découverte de l'Ouest en 19 jours. Tél.: 01-40-43-20-21 et 3614 arvie.
- **ASSINTE.** Deux circuits USA/Canada avec un itinéraire, dans l'Ouest associant des parcs des deux pays, et un Yukon/Alaska sur les traces des chercheurs d'or. Tél.: 01-45-44-45-87.
- **AT&T FRANCE.** Carte de téléphone (abonnement gratuit) disponible en 2 semaines (appels locaux et internationaux). N° gratuit: 0800-90-82-83.
- **AVA.** Contrats bien adaptés à la prise en charge des frais médicaux et utiles quand on loue une voiture. Inventaire de la « carte santé ». Tél.: 01-48-78-11-88.
- **AVIS.** Différentes formules « vacances ». Tél.: 01-46-10-60-60.

B

- **BACK ROADS.** Spécialiste du voyage à la carte: locations de voitures et de camping-cars, hôtels, ranches, rafting, excursions, etc. Tél.: 01-43-22-65-65.
- **BEST WESTERN.** Plus de 2 000 établissements en Amérique du Nord. Centrale de réservation au 0800-90-44-90.
- **BODMERANG.** Forfaits, hôtels et location de villas (en Floride), location de voitures, autours, excursions au départ des grandes villes, circuits accompagnés. Tél.: 04-98-82-20-72.
- **BOX OFFICE INTERNATIONAL.** Pour réserver un spectacle (comédie musicale, opéra, ballet, théâtre, concert) à New York. Tél.: 01-49-95-08-06. Paiement par carte de crédit, envoi des billets à domicile. Service analogue avec Édouard Édouard, au 01-42-65-39-21.
- **BROKAR.** Pas de brochure mais les éléments pour construire un voyage à la carte: vols, hôtels et locations de voitures. Dans les agences.

Tranches d'Ouest

En remontant le Rio Grande, d'Albuquerque à Taos Pueblo en passant par Santa Fe

orange, violette – qui m'a fait penser à la cathédrale d'Albi». Vous laissez une page blanche au cas où d'autres idées vous viendraient mais, tout en bas, en lettres minuscules pour que personne ne lise, vous notez: « Mon incapacité descriptive m'effraie ».

Un auto-stoppeur vous fait signe. Il est indien. Il va à quelques miles de là apporter des médicaments à un beau-frère. Il s'appelle Peter Chavez et, dans un espagnol émaillé d'anglais, il confesse que pour vivre – « survivre, disons » – il construit des tipis « à la chaîne ». Les abords immédiats de la maison de son beau-frère sont encombrés d'objets divers. Peter Chavez m'explique qu'ici les gens n'ont ni cave ni grenier. Si bien que les objets défilants sont laissés à l'abandon. Avec une pointe d'ironie, il ajoute: « Les carcasses de voiture, ce sont nos signes extérieurs de richesse ».

A Santa Fe, les touristes texans et californiens redécouvrent, enchantés, la marche à pied. Sur la Plaza, à touche-touche, les artisans indiens exposent des bijoux d'argent incrustés de turquoise, des poupées *kachinas* et des poteries qui, malgré leur charme, ont beaucoup perdu de leur vie intérieure. Les antiquaires proposent de belles pièces à des prix déraisonnables. Mieux vaut flâner. En passant devant le palais du gouvernement, vous aurez une pensée pour Lewis Wallace, qui – comble de l'historicisme et de l'exotisme – y écrivit *Ben Hur*. Vous prendrez un café à la boulangerie française, où un Marseillais d'origine arménienne vous racontera sa *success story*. Peut-être, comme moi, à l'aide des pages jaunes de l'annuaire téléphonique, vous dénicheriez quelques boutiques excentriques: bazar d'artisanat polonais, maison du hamac ou de la pêche à la mouche, boutiques du Père Noël (à longévité d'année) et magasin de curiosités orthopédiques. Un ou deux musées s'ajouteraient à ce menu déjà copieux. Un concert de rock n'aurait peut-être pu conclure la journée: Les Mud Poles, les Tribal Dada, les United Apache Front et les Cherokee Rose sont à l'affiche. Le poète John Trudell déclare: « Les Indiens d'Amérique et le rock'n'roll libèrent



Au Casino de Shodokai, Coyote Valley, la ruée vers l'or

les mêmes énergies. Ils chantent la terre, la lutte contre l'oppression et le droit au rêve. » A l'entrée de l'Alhambra Hall, un écriteau: « Pas d'armes. Pas de drogue. Pas d'alcool. » Un homme averti en vaut deux.

En reprenant la route vers Taos, il faut absolument s'arrêter à l'Opéra de Santa Fe. Construit aux confins du désert, une paupière de béton soutenue par des cabestans, sans murs latéraux ni arrièrescaie, s'ouvre sur la vaste vallée baignée par les vents. Cette année, l'opéra donnera *La Traviata*, *Così fan Tutte*, *Samle*, *Arabella* et, en avant-première mondiale, *Ashoka's Dream*, de Peter Lieberman.

Tesquie Pueblo. Pojaque. Española. Les stations-service se sont substituées aux relais de diligence. Vous pouvez, faire provision de tout et même, comme à Camel Rock, risquer vos dollars dans les machines à sous. Les casinos des réserves indiennes sont ouverts vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Une loi récente les a légalisés, au grand dam de ceux qui militaient pour leur fermeture définitive et qui, par dépit, n'ont pas été leur T-shirt « *casino* ».

Conduire n'a rien de monotone. Vous pouvez fumer et réfléchir à loisir. Le moindre détail vous interpelle. Un oiseau qui court le long de la route – le fameux *road runner* des dessins animés – ou un buisson errant qui roule au travers de la chaussée alimentent votre rêverie pendant des kilomètres. Un camion, gros Dinky Toy au nez aplati, qui vous suit d'un peu trop près, vous fait inmanquablement penser à *Duel*. Deux moitiés de maisons préfabriquées arrimées à l'arrière de deux semi-remorques se doublent et se redoublent. Une forêt de panneaux publicitaires annonce une pizzeria qui vous attend *in the middle of nowhere* (« au milieu de nulle part »). La moindre petite ville fait l'inventaire de ses services: quatre postes à essence, douze hôtels, cinq sources chaudes, trois musées, douze églises et deux stades. Là, sans en avoir l'air, vous touchez à l'essentiel: l'hystérie est sans doute à l'origine du « mauvais goût » américain, qui est fait d'hyperbole et de surcharge. Malheureusement, l'explication, trop simpliste, ne tient pas dix secondes puisque – objection de taille – la même hystérie, par contraste, par réaction, favorise la mode minimaliste du zen et du tao.

Les gorges du rio Grande se resserrent. Les radeaux ont transformé cette partie de la rivière en l'unapark et, dans le fracas des rapides, s'en donnent à cœur joie. Les buissons de genévriers, les *cottonwoods*, les yuccas et les *paloverde* tentent, ici où là, de s'implanter. Les premiers saules rouges, qui ont donné son nom à Taos, apparaissent. L'église Saint-

les fragrances du café chaud, et personne ne serait surpris d'entendre le rire clair des hôtes.

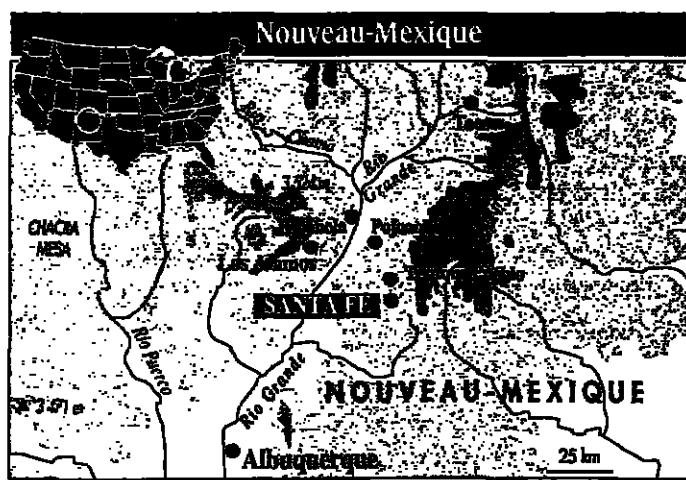
BALEINES ET SCAPHANDRIERS
Taos suscite des rencontres improbables. Il y a nombre d'excentriques qui ont pris leur retraite dans ce coin ensoleillé du Nouveau-Mexique. C'est le cas de M. Arthur Bachrach, qui a passé dix-huit ans dans la marine et qui a ouvert une librairie à l'enseigne hybride: *Moby Dickens*. Il porte cravate et blazer bleu. Sa passion? Les baleines et les scaphandriers. Cela évidemment surprend dans un pays où, selon son expression, « même les rivières ont soif ». Posez-lui alors la question que tout le monde lui pose: « Pourquoi Taos? » Il vous répondra, superbe: « Je cultive le paradoxe ».

Los Alamos. Hôpitaux, églises et centre d'études nucléaires. Forêts de pins pignons. A Puyé, vous escaladerez les falaises pour vous réfugier dans les abris semi-troglodytiques des anciens Pueblos. L'endroit sent la sauge, et les lézards filent comme des flèches entre les rochers. Les écuries vous narguent. Un beau pétroglyphe en forme de gidouille attire l'attention. Un ranger indien impassible essuie ses Ray-Ban en sifflant. Il est plus cow-boy que les cow-boys d'antan.

Bandelier's Monument. Le temps presse un peu. Visite au pas de course. Les ruines ont environ six cents ans et appartiennent à la culture d'Anasazi. Moins spectaculaires que celles de Mesa Verde, moins romantiques que celles de Puyé, elles sont plus agrestes et plus tragiques. Un ruisseau vif coule à leur pied.

Il sera toujours temps de décrypter ce que vous avez vu en lisant les guides et les monographies. La route reprend ses droits. Albuquerque à nouveau. Il a négligé. Les panneaux indicateurs sont illisibles et, pour trouver le chemin de l'aéroport, vous vous guidez sur la trajectoire des avions qui attendent. On dirait des oies égarées qui rejoignent leur bande. Jack London et James Oliver Curwood vous reviennent en mémoire. Peut-être, après tout, au terme de ce vagabondage en Technicolor, s'agit-il d'un petit signe prémonitoire: le retour du primitif?

Jacques Meunier



Carnet de route

■ **AVEC QUI?** Ce reportage a été réalisé avec la Compagnie des États-Unis et du Canada (3, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél.: 01-55-35-33-55), qui programme notamment quatre voyages exclusifs encadrés par des guides spécialistes du thème traité. Parmi ces derniers, « Opéra et culture chamane », à Santa Fe et Taos, au Nouveau-Mexique: 9 jours/7 nuits, à partir de 14 650 F par personne en chambre double et repas mentionnés, avec l'avion de Paris, deux représentations à l'Opéra de Santa Fe et un spécialiste de la culture indienne. Quatre départs en juillet et en août. Également « Terres et cultures indiennes », un circuit (12 jours/10 nuits) de Phoenix à Albuquerque via Monument Valley, Taos et Santa Fe (à partir de 11 970 F de Paris avec petits-déjeuners américains, 6 départs de mai à août) en mini-van (11 passagers) avec chauffeur-guide parlant français et spécialiste de la culture amérindienne.

■ **AGENDA.** Du 27 juin au 23 août à Santa Fe, la Santa Fe Opera Season, avec, à l'affiche, cinq opéras en plein air, dont *La Traviata* et *Così fan Tutte*. Les 23 et 24 août, la Santa Fe Annual Indian Market, un grand marché indien. Du 5 au 21 septembre, à Albu-

querque, la New Mexico State Fair: rodéos, courses de chevaux, musique country, etc.

■ **LA PISTE INDIENNE.** Parmi les nombreux voyageurs qui proposent de s'engager sur la piste indienne, chons Comptoir des Amériques (découverte culture des territoires indiens en 18 jours), Terres d'aventure (randonnée de 15 jours dont 8 de marche dans les parcs de l'Ouest), Aliberti (randonnée de 15 jours dont 9 de marche autour d'Albuquerque), Ter-set (autotour et circuit accompagné sur le plateau du Colorado et trek guidé de 6 jours, en anglais), Kuoni (qui programme un grand rassemblement indien, du 25 au 27 juillet, à Hinkley, dans le Minnesota) et Vacances Fabuleuses (survol du Grand Canyon avec arrêt dans la réserve de Hualapai).

A noter les voyages d'études organisés de juin à septembre par l'université du Minnesota sur la vie et la culture des Indiens d'Amérique. Renseignements au 00-1-612-624-5214.

■ **LIRE.** Outre les Guides bleus (Hachette) et Lonely Planet, ceux qui lisent l'anglais pourront affiner leur approche en achetant sur place *Great River*, de Paul Hogan, *Star over Adobe*, de Dorothy Pillsbury ou *The House at Otowi Bridge*, de Peggy Pond Church.

Un patelin très cathodique

TRUTH OR CONSEQUENCES. Vérité ou conséquences. Un bourg assez modeste, sur la route 25, au sud. Un nom à exciter votre curiosité même si vos amis de Santa Fe sont peu encourageants: « Les gens y sont stupides. Enfin, plus stupides que la moyenne nationale... ». Bref, T. or C., comme disent les locaux, n'est pas bien vu. Normal. « Vérité ou Consequences » fut, pendant des années, une émission de télévision très populaire. Pour fêter son dixième anniversaire, Ralph Edwards – une sorte de Guy Lux – eut l'idée de demander à une ville de changer de nom pour prendre celui de *talk show*. Hot Springs fut choisie. Le maire organisa un référendum et, le 31 mars 1950, par 1 294 voix contre 295, Hot Springs devint Truth or Consequences. Imaginez que l'une de nos villes de province décide d'appeler « Fa si la chanter », « Perdu de vue » ou « Faut pas rêver », et vous comprendrez mieux le ridicule de la situation. Cela dit, Truth or Consequences ne se plaint pas de la publicité qui a suivi. Les sources chaudes sont appréciées pour leurs vertus thérapeutiques. Les hôtels poussent comme les bolets après la pluie. Les brocanteurs font recette. Les Truth or Consequencesiens sont contents.

J. M.

VOYAGES SUR MESURE Exemples parmi nos 20 hôtels de New York Newton 240 F* Metro 395 F* Sohograd 590 F* Plaza 756 F* * prix par personne en chambre double		Location voiture 7 jours km ill. 750 F* Location de moto 7 jours 3 065 F* Location de motorhome 7 jours 2 490 F* * prix à partir de selon saisonnalité.
CIRCUIT ACCOMPAGNÉS Ontario - Gaspésie 14 j. de Paris 9 335 F* Lumière de l'est 15 j. de Paris 14 235 F* Terres et cultures indiennes 12 jours de Paris 13 010 F* * prix à partir de selon dates de départ	CIRCUITS INDIVIDUELS EN VOITURE Floride Express 8 jours 970 F* Charme de Louisiane 8 jours 1 500 F* La Route 66 12 jours 3 610 F* L'Ouest Grand Ecran 20 jours 3 430 F* * prix à partir de hors loc. de voitures et vols transatlantiques	
CIE DES ETATS UNIS & DU CANADA 3, AVENUE DE L'OPERA 75001 PARIS - M° PALAIS ROYAL MUSÉE DU LOUVRE - TEL. CIE DES ETATS UNIS 01.55.35.33.55 CIE DU CANADA 01.55.35.33.50 - FAX 01.55.35.33.59 - 01.47.97.97.97		
POUR RECEVOIR LES BROCHURES CONTRE 18 F EN TIMBRE - CIE Séjours et Circuits CIE Vols négociés. Nom _____ Prénom _____ Adresse _____ Ville _____ Code Postal _____		

150

L'Est épique

L'art de convertir un passé douloureux en patrimoine fructueux

RICHMOND
de notre envoyé spécial
La Virginie cumule les places d'honneur. Fondée en 1607, elle fut la première colonie du Nouveau Monde. La première, également, à être une Assemblée, puis à se révolter contre l'occupant anglais. Pas étonnant que les Américains la considèrent comme un lieu de mémoire : ils lui doivent tant. A commencer par huit présidents et quatre pères fondateurs. Thomas Jefferson, James Madison, George Mason et George Washington, issus, à quelques nuances près, de cette classe de planteurs virginiens, style gentlemen farmers cultivés, libéraux, épris de chevaux et administrateurs d'une Europe qu'ils s'attachèrent à imiter.

De leurs ancêtres, les Virginiens ont hérité un sens de la civilité et un self-control très britannique : rien ou presque ne transparaît de leurs opinions. La Virginie est un enfant gâté qui a appris à recevoir avant d'apprendre à souffrir. L'histoire rectifiera le tir tout en lui permettant de s'y tailler un habit sur mesure, épique et romanesque à souhait. C'est ici, en effet, que s'achèveront les deux seuls conflits disputés sur le sol américain : la révolution américaine à Yorktown, en 1781, et la guerre de Sécession (les nordistes parlent de « guerre civile », les sudistes de « guerre entre les États ») à Appomattox, en 1865. Une densité historique illustrée par les quelque 1 500 *markers* (panneaux indicateurs) disposés le long des routes ou devant les édifices dignes d'intérêt. Plus que les éléments d'un jeu de piste historique, ils apparaissent comme autant de petits cailloux semés dans la mémoire collective de la nation.

Un tiers de ces indications concerne la guerre de Sécession. La Virginie sera, en effet, le seul des *borders States* (les États voisins de Washington DC) à rallier le camp des sudistes, également appelés confédérés. Et sa position stratégique en fera une cible privilégiée. En fait, un grand nombre de

Virginiens (près de 60 % des Blancs ne possédaient aucun esclave) s'opposaient aux théories raciales, mais ils se rangeront finalement aux côtés de leurs frères du Sud. « Je suis virginiens avant d'être américain », proclamera fièrement Robert Lee, qui, après avoir décliné le commandement des armées nordistes que lui offrait Lincoln, se retrouvera à la tête des troupes sudistes. Une loyauté « géographique » que la Virginie allait payer chèrement. Richmond, sa capitale, sera incendiée. La splendide vallée de la Shenandoah, surnommée la « corbeille à pain » de la Confédération, sera dévastée par le nordiste Sheridan. Au total, vingt-six batailles seront livrées sur un territoire qui, quand sonnera l'heure de la défaite, sera amputé d'un tiers au profit d'un nouvel État, la Virginie-Occidentale. Les Virginiens n'en ont pas moins la défaite courtoise. Ni nostalgiques ni revanchards, à l'inverse d'autres sudistes, ils sont tolérants mais fières de ce qu'ils considèrent comme un devoir de mémoire.

Le passé, il est vrai, est devenu ici un patrimoine omniprésent. Rares sont les lieux qui ne cherchent ou ne revendiquent une filiation avec la guerre de Sécession. Car ce patrimoine fait recette. Ainsi, le tiers des quinze millions de visiteurs qui, chaque année, sillonne la Virginie est d'abord attiré par les lieux liés à la guerre civile. « Une guerre qui, relève Janene Charbeneau, responsable du marketing au Musée des Confédérés de Richmond, fascine les Américains car elle a concerné, directement ou indirectement, quelque treize millions de personnes et tous les États qui, à l'époque, constituaient la jeune Union. » Résultat : un déluge de brochures, de cartes routières, de guides, de périodiques, de radios spécialisées et de numéros de téléphone verts destinés à étancher la soif d'une foule avide de savoir. A Manassas, à 40 kilomètres de Washington, le champ de bataille de Bull Run, lieu de violents affrontements, en juillet 1861 et août 1862,



Groupe d'infirmiers d'un hôpital de campagne, en 1865

est aujourd'hui envahi par des familles déboussolées cotoyant des bataillons de Japonais qui se font photographier devant la statue du général sudiste Jackson. L'histoire au ras des paquerettes.

L'ÉPÉE, LA BIBLE OU LE CHAPEAU

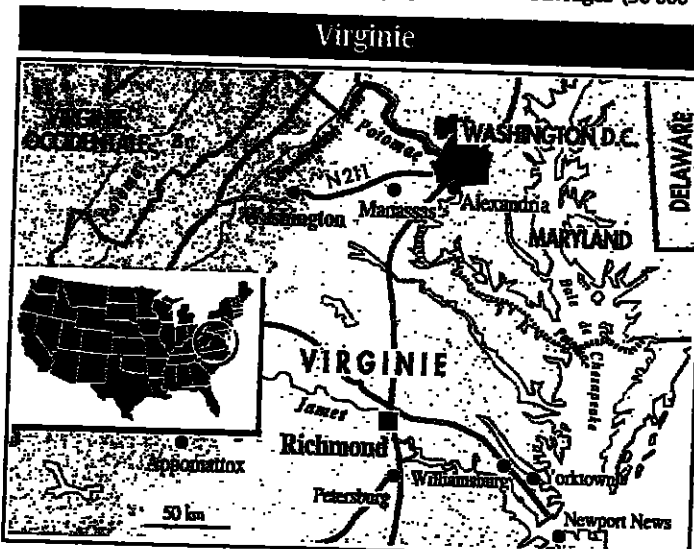
Capitale de la Virginie, Richmond, hier centre du pouvoir sudiste, affiche ses opinions. Sur Monument Avenue se dressent les statues des héros de la Confédération : Jefferson Davis, Lee, Jackson et Stuart. « Les Américains », explique Jon Gutman, l'un des responsables du magazine *America's Civil War*, ont un faible pour les confédérés, dont les effectifs étaient nettement inférieurs. Les nordistes voulaient gagner la guerre, les sudistes, eux, refusaient de la perdre. C'est cette volonté farouche, ce côté rebelle, ce romantisme du perdant magnétique qui fascinent les Américains. Ces derniers viennent ainsi, par centaines, assourir leur appétit historique au Musée des Confédérés, où, parmi les drapeaux, les uniformes et les armes,

on se bouscule pour apercevoir l'épée de Lee, la bible de Jackson ou le chapeau à plumes de Stuart. Didactique et exhaustif, le lieu ne prétend pas à l'objectivité, à l'instar du Civil War Library and Museum de Philadelphie, qui, fondé en 1888, exalte surtout Lincoln, Grant et les généraux nordistes. Ici, en Virginie, les perdants de viennent les gagnants et on célèbre les « enfants du pays ». Ainsi la leçon d'histoire change-t-elle d'une rive à l'autre du Potomac, symbole frontière entre le nord et le sud du pays.

« La guerre civile est la pire chose qui puisse arriver à une nation », reconnaît Jon Gutman, qui se sent néanmoins plus concerné par la guerre d'indépendance. « Reste que ce conflit nous a permis de devenir ce que nous sommes. » « Ce Musée des Confédérés », observe Janene Charbeneau, c'est d'où ils viennent et comment leurs ancêtres se sont comportés, sur le champ de bataille mais aussi dans leur vie quotidienne. « Une curiosité qui explique le flot d'ouvrages (50 000 à

ce jour et une cinquantaine de plus chaque mois) consacrés à l'une des pages les plus sanglantes de l'histoire américaine : quelque 600 000 victimes. Pouvait-on, pour autant, convertir l'histoire en machine à divertir ? C'est ce que pensait Michael Esner, le patron de Disney, dont le Disney's America devait mêler reconstitutions historiques, attractions, restaurants, hôtels et parcs de golf. « Les Virginiens auront la chance d'avoir Orlando à domicile », proclamait Michael Esner, qui avait choisi d'implanter son « parc historique » à Manassas, à deux pas du champ de bataille de Bull Run. Mais, confronté aux réserves des historiens et à l'hostilité de la bonne société locale, Disney allait être obligé de battre en retraite, momentanément... « En fait, confie Robert Reed, la levée de boucliers s'explique surtout par la peur des nuisances. Disney aurait dû choisir la Caroline-du-Nord ; là-bas, ils ont davantage besoin d'argent que nous... »

Jonathan Farren



■ **LIRE.** Côté guides : les guides incluant cette région des États-Unis (Bleu et Routard de Hachette, Artaud, Let's Go) ou s'y consacrant exclusivement (Guide Jika et, en anglais, Compass, Frommer's, Fodor's et Insight). Sur place, en anglais, Mobil Mid-Atlantic (Fodor's), Virginia (Compass Guide), The Smithsonian guide to Historic America (Stewart, Tabori & Chan), In Search of Robert E. Lee (Combined Books), The Civil War Battlefield Guide (Houghton Mifflin). Côté magazines : The Guide to Historic Virginia (gratuit), Civil War Times Illustrated et America's Civil War. Pour approfondir la question : La guerre de Sécession d'André Kaspi (Découvertes Gallimard) et La crise de l'identité américaine, de Denis Lacorne (Fayard). Ajouter deux livres en anglais, un roman de Mikael Skarva, The Killer Angels, et une biographie romancée, en cinq volumes, The Civil War, de l'écrivain Shelby Foote.

■ **DÉGRIFTOUR/REDUCTOIR.** Le premier est spécialiste du voyage à pied solé à 10 jours du départ (3615 DÉGRIFTOUR ou 07), le second, un TO à part entière (3615 REDUCTOIR ou 07) qui commercialise directement sa production par Minitel, de 1 jour à 8 mois avant la date de départ.

■ **DEJIA AIRLINES.** Quatre vols quotidiens de Paris vers New York/JFK, Atlanta et Cincinnati, et de New York vers Paris. Plus de 20 correspondances. Tél. : 01-47-68-92-82. ■ **DIRECTOURS.** Spécialiste des États-Unis, achète, construit et vend, en direct, des voyages à prix compétitifs. Outre des autotours (départs garantis, parkings gratuits, assistance 24 heures sur 24 en français) et des circuits en autocar (clients francophones), il propose une brochure sur New York (28 hôtels à la carte, de l'hébergement de jeunesse au palace) avec des week-ends à très bons prix. Tél. : 01-45-62-62-62, 04-72-40-90-40 (Lyon), 0801-63-75-43 (Nice) et 3615 DIRECTOURS.

Carnet de route

■ **REPÈRES.** La guerre de Sécession (Civil War) oppose, de 1861 à 1865, une confédération d'États du Sud esclavagistes aux États du Nord anti-esclavagistes. Considérant comme un *casus belli* l'élection, en 1860, d'un président, Lincoln, hostile à l'esclavage, la Caroline du Sud et dix des trente-quatre États de l'époque font « sécession » et constituent, à Richmond, une confédération dirigée par Jefferson Davis. Commandés par Lee et Jackson, les sudistes (confédérés) menacent Washington mais échouent à Gettysburg, en juillet 1863. Les nordistes, commandés par Grant et Sherman, enchaînent les victoires et Lee capitule le 9 avril 1865 à Appomattox. Le 15 avril, Lincoln est assassiné par un sudiste. L'esclavage, lui, est aboli.

■ **Y ALLER.** Ce reportage a été organisé avec l'assistance de Kuoni dont la brochure permet, depuis Washington (pour la desserte aérienne se reporter au Who's Who), de construire « à la carte » un circuit en Virginie. Citons notamment un « autotour » de 15 jours/14 nuits (à partir de 4 845 \$ par personne, de Washington, avec une voiture en kilométrage illimité et l'hébergement en chambre double en hôtel standard) baptisé « Historic Trail » qui, en boucle de Washington, passe à Richmond, Williamsburg, Annapolis, Baltimore, Philadelphie, Lancaster et Gettysburg. Autre option : un circuit accompagné en autocar de 15 jours/13 nuits (à partir de 20 000 \$ par personne en chambre double et demi-pension, avec vols United Airlines et guide français) associant Louisiane et Virginie avec étapes à Richmond (au séduisant Jefferson) et Williamsburg, et traversée du Shenandoah National Park.

Au fil du Mississippi

Les années 1850 marquent l'âge d'or des steamboats, ces navires à vapeur et à aubes qui croisaient sur le fleuve en rivalisant d'élégance et de vitesse. A leur bord, de célèbres pilotes, dont l'écrivain Mark Twain, qui, dans sa jeunesse, sillonna le Mississippi. Si, aujourd'hui, les remorqueurs sont les rois du fleuve, y naviguer n'a rien perdu de son charme. Fondée en 1890, la Delta Queen Steamboat Company perpétue la tradition en proposant, toute l'année, plusieurs itinéraires pour découvrir plantations et sites liés à la guerre de Sécession. ■ **LA FLOTTE.** Construit en 1926 et positionné, en 1947, sur le Mississippi, le légendaire Delta Queen - un monument historique classé qui navigue à 13 km/h - accueille 174 passagers dans une ambiance chaleureuse et intime. Tout en bois, il est décoré de mobilier d'époque. Conçu par James Gardner, le co-architecte du QE2, le Mississippi-Queen (414 passagers), lancé en 1976, a été entièrement rénové. Élégant décor victorien, meubles de style, gravures d'époque et photos surannées cohabitent avec piscine, salle de remise en forme, théâtre, etc. En vedette, un orgue à vapeur fier de ses 44 tuyaux plaqué or. Avec une capacité de 436 passagers, l'American-Queen, lancé en 1995,

est le plus grand vapeur à aubes jamais construit. Copie fidèle, il ressuscite les palaces flottants d'autan : style gingerbread, énorme roue arrière actionnée à la vapeur, majestueuses cheminées noires. A bord de ces bateaux, clientèle plutôt âgée (plus jeune sur l'American-Queen) et massivement américaine. Ambiance chaleureuse et informelle. Côté cuisine, spécialités régionales et menus diététiques. ■ **LES CROISIÈRES.** De deux à quatorze nuits, elles sillonnent le Mississippi et ses affluents, ainsi que l'intracoastal Waterway, à deux pas du golfe du Mexique. Embarquement et débarquement de La Nouvelle-Orléans, Memphis, Cincinnati, Pittsburgh, Saint-Louis, Saint-Paul, Louisville, Nashville, Chattanooga, Little Rock, Tulsa, Galveston et Ottawa. De La Nouvelle-Orléans, des circuits courts privilégient plantations et sites historiques, explorent l'univers tropical des « bayous » ou l'immensité du delta. Également proposées, des croisières à thème. Du 24 juin au 5 juillet, de New Orleans à Saint-Louis, « The Great Steamboat Race » opposera le Delta-Queen au Mississippi-Queen dans un remake d'une célèbre course disputée, en 1870, entre le

Natchez et le Robert-E.-Lee. Dans un autre genre, le crozier Pat Boone sera à bord de l'American-Queen du 15 au 18 août (Memphis-Memphis) et du 18 au 24 août (Memphis-New Orleans). Quant aux admirateurs de Mark Twain, ils pourront, du 5 au 11 juillet, croiser de Saint-Louis à Hannibal, où l'écrivain passa sa jeunesse. Côté musique, ragtime, dixieland jazz, blues et musique cajun seront à l'affiche de trois croisières programmées par l'American-Queen dans la seconde quinzaine d'août. Enfin, pour admirer l'été indien, de fin septembre à début novembre, une série de « Fall Foliage Cruises » (deux à quatorze nuits) seront proposées de Saint-Paul à New Orleans. ■ **LES PRIX.** A partir de 450 dollars par personne pour une croisière de nuits-trois jours en cabine double, de port à port. Jusqu'à seize ans, les enfants partageant la cabine de deux adultes voyagent gratuitement sur le Mississippi-Queen et l'American-Queen. Renseignements à Paris, auprès du bureau d'information de La Nouvelle-Orléans et de la Louisiane (tél. : 01-44-77-68-05) et du voyageur Jet Set (tél. : 01-53-47-13-00).

Michèle Valandina

ARTS & VIE

ARTS ET VIE
PREMIÈRE ASSOCIATION
CULTURELLE
DE VOYAGES À L'ÉTRANGER
OUVERTE À TOUS
AGREMENT MINISTÉRIEL TOURISME
N° AG 07095002

POUR RECEVOIR GRATUITEMENT LES BROCHURES

Nom : _____

Adresse : _____

Code : _____

Ville : _____

Souhaitez recevoir :

La brochure Été-Automne 97 ☐

La brochure Printemps 97 (valable jusqu'en juin) ☐

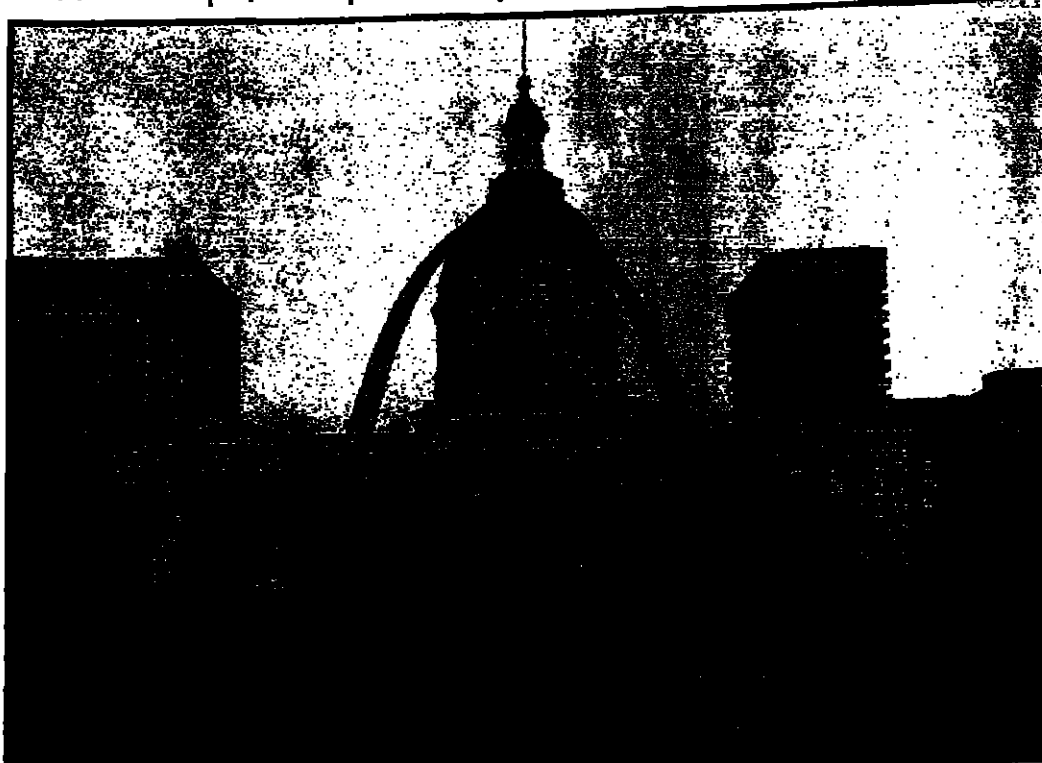
La brochure Toussaint 97 (parution mai) ☐

... sillonne aussi
les États-Unis des arts
et les 2 Amériques du Nord au Sud :
circuits USA grands Musées de l'Est,
USA grands Musées de l'Ouest
Spécial nature :
Costa Rica, parcs et volcans
Nouveau : Argentine-Chili
avec croisière préantarctique
Spécialement à la Toussaint :
semaines culturelles à New York

■ **BROCHURES GRATUITES SUR SIMPLE DEMANDE**
Arts et Vie - 39, rue des Favorites, 75738 Paris cedex 15
Tél. : 01 40 43 20 21 - Fax : 01 40 43 20 29 - Minitel : 3614 AREVIE
Délégations régionales : Grenoble 04 76 86 62 70 - Lyon 04 72 69 87 77
Marseille 04 91 80 89 60 - Nice 04 93 98 78 16

Saint Louis blues

Au cœur de l'Amérique, celle qui fut la « porte de l'Ouest » se souvient de son âge d'or



Encadrant la coupole de l'Old Courthouse, l'arc de fer de Gateway Arch



dans le Tennessee, une meute de chiens sauvages avait fait le siège de ma tente. Dans les deux cas, j'ai dû fuir pour sauver ma peau.

De la rive où nous nous trouvons, près du centre historique de Saint-Louis, impeccablement ravalé, on distingue avec peine l'autre bord du fleuve, à six ou sept cents mètres de là. Eddy avoue sa réticence à s'y rendre. East Saint Louis, l'autre Saint Louis, appartient à un autre État, celui de l'Illinois. Une autre planète. Le long des rues défoncées, bordées de maisons déchuës, des silhouettes noires aux yeux vagues se retournent d'un air soupçonneux en zigzaguant entre les débris. L'ancien fief de la Black Culture (ici naquirent Josephine Baker, Miles Davis et Tina Turner) n'est plus qu'un de ces faubourgs terrifiants de l'autre Amérique, cette Amérique sans espoir. Saint Louis Blues, l'œuvre fameuse du compositeur noir W. C. Handy en hommage à sa ville, trouve ici, au cœur du quartier qui l'a vu naître, une résonance sinistre. A l'horizon, sur une autre rive du temps, l'Arche étincelante et son invitation aux lendemains qui chantent prennent, soudain, un drôle d'air, sournoisement dégingé.

Marie-Hélène Fraissé

E
■ **ÉCHANGE D'APPARTEMENTS.** Deux organismes spécialisés, Intervac (tél. : 01-43-70-21-22) et Homelink International (tél. : 04-42-27-14-14).
■ **EVIA.** Spécialiste des assurances annulées/assurances rapatriement avec couverture des frais médicaux. Tél. : 01-42-89-62-99.
■ **EMPRENTEUR DÉFI AMÉRICAIN.** Voyages à la carte, autotours et circuits accompagnés dont deux en minivan, en Californie, avec guide parlant français. Tél. : 04-42-07-07-77.
■ **ESPRIT D'ADVENTURE.** Belle brochure, avec 17 jours en minibus (rafting et marches faciles), de San Francisco jusqu'aux déserts de l'Utah et de l'Arizona (9 départs) et une balade de 18 jours en minibus (4 jours de canot, 2 jours de bateau et des marches faciles), d'Anchorage, en Alaska, jusqu'au Prince William Sound avec descente de la Yukon River (3 départs). Tél. : 01-53-73-77-88 et 3615 tendar.
■ **EXPLORATOR.** Un circuit de 17 jours en Utah/Arizona, les déserts oubliés du Colorado, du rafting dans l'Utah et des balades dans le Wyoming avec séjour dans un ranch, formule idéale pour les familles. Tél. : 01-53-45-85-85.

F
■ **FLAMERIES AMÉRICAINES/WINGATE.** Une Amérique sur mesure (vois, locations de voitures et de motomoteurs, « pass » ferroviaires, hôtels, resorts, forfaits grandes villes), des autotours (avec un bon road book), des circuits accompagnés en autocar (en français, multilingues ou en anglais avec une clientèle américaine) ou en minivan (dans l'Ouest, avec chauffeur et guide francophone), des circuits Trek America (camping) et des croisières. Wingate représente le Queen Elizabeth 2, qui effectue la traversée transatlantique en 6 jours. En agences et au 01-44-77-30-30.
■ **FLIBES DU MONDE.** Descente en raft de 5 jours sur le Colorado, dans le cadre d'un circuit de 18 jours (en vol) à travers les plus beaux parcs de l'Ouest. Tél. : 01-44-52-12-40.
■ **FORUM VOYAGES.** Filiale du Club Med et spécialiste du voyage à la carte (vois, discours réguliers, locations de voitures, motomoteurs, sélection d'hôtels et locations en Floride). Des excursions (rafting, survol), des circuits accompagnés en autocar et des circuits individuels organisés. Et une brochure Trek America avec des circuits camping pour les 18/38 ans. Dans les agences Forum Voyages ou Club Med Voyages, au 01-46-43-71-72 et 3515 PV.
■ **FRAM.** Trois circuits avec guide accompagnateur et départs hebdomadaires, d'avril à octobre : de New York à Miami (9 jours avec une journée chez les Amis), en Floride (9 jours en boucle de Miami avec les Keys, les Everglades, Disney World et Cap Canaveral) et de Los Angeles à San Francisco (14 jours via le Grand Canyon, Las Vegas et Yosemite). Dans les agences, au 05-62-15-16-17 et 01-40-26-30-31.

G
■ **GOLF ATOUR DU MONDE.** Pour les golfeurs, une sélection de voyages individuels en Floride, en Caroline du Nord et du Sud, en Arizona et au Vermont. Tél. : 01-53-43-36-36.
■ **GOLFSSIMES.** Des offres séduisantes (la chaire fait fondre les prix) dont des séjours au Phoenician, à Scottsdale, en Arizona (du 17 juin au 2 septembre), à la Quinta Resort, à Palm Springs, en Californie (du 16 mai au 26 juin), à Kiawah Island, en Caroline du Sud (du 1^{er} mai au 13 juin) et au Ramada Resort, à Orlando, en Floride (du 1^{er} mai au 27 juin). Tél. : 01-53-81-97-97.
■ **GREYHOUND.** Les forfaits de la célèbre compagnie de bus sont vendus en France par Council Travel, tél. : 01-44-55-55-55.

H
■ **HAVAS VOYAGES.** Une brochure Etats-Unis regroupe vacances à construire (vois, voitures, coupures d'hôtels, sélection d'hôtels, randos et plantations, villas et appartements, autotours, forfaits visites de villes, excursions aériennes) et circuits accompagnés. Tél. : 01-41-06-41-06 et 3615 Havas voyages.
■ **HILTON HOTELS.** Dans plus de 150 villes américaines, un choix d'hôtels et de resorts proches de plages, de golf ou de stations de ski. Pour les fidèles, un programme permet de gagner des séjours et des voyages en accumulant des points « hôtel » et des miles avec les partenaires aériens de la chaîne. Tél. : 08-00-90-75-46.
■ **HOLIDAY INN.** Réservation centrale au numéro vert 0800-905-999.
■ **HYATT.** 87 établissements aux Etats-Unis au Canada et dans les Caraïbes. Renseignements au numéro vert 0800-90-85-29.

SAINT LOUIS
de notre envoyée spéciale
Jaillie dans l'un de ces crépuscules en Cinémascope dont le Nouveau Monde a le secret, on ne voit qu'elle : l'Arche, porte symbolique d'un Ouest qui commence à Saint Louis, une fois franchi le Mississippi.

Capitale des émigrants en partance vers la « frontière », Saint Louis est bien « la seule ville, si ce n'est un humoriste, à avoir ainsi dédié un monument à ceux qui la quittent ». Jane Robert, une dynamique « quadra » qui, elle, n'a jamais quitté la région, contemple, en silence, ce « geste architectural » métallique, signé du génial Eero Saarinen. Une œuvre qui vaut à Saint Louis l'honneur de figurer dans les anthologies de l'architecture contemporaine.

Conduisant d'une main ferme sa berline automatique tapissée de cuir grège, réajustant son rétroviseur à boussole intégrée (un gadget judicieux pour s'orienter dans le vertige des autoroutes urbaines), Jane avoue un seul regret : n'avoir pas séché la classe, comme ses camarades, le 28 octobre 1965, lors de la pose du dernier module d'acier de l'Arche, vertigineuse clé de voûte culminant à près de 200 mètres du sol.

L'excitation des grands jours se fait rare, il est vrai, dans une cité qui se souvient d'avoir été la troisième des Etats-Unis. Mark Twain, au temps des steamboats – ces bateaux à aubes et à vapeur qu'il dirigeait sous le regard du terrible capitaine Horace Bixby –, avait rêvé d'acheter le terrain pour 6 millions de dollars... Une somme dont il n'avait pas le premier cent. Vingt ans plus tard, en 1875, le journaliste qu'il était devenu retrouvait une « métropole de brique et de mortier défilant les mesures », noircie par le charbon des aciéries et la fumée des locomotives.

CORNET DE GLACE, THÉ ET HOT DOG

Apaisée, soigneusement décapée, Saint Louis a, aujourd'hui, le charme des villes que l'histoire a traversées puis lentement quittées. Elle se souvient des générations de pionniers qui embarquaient sur le Mississippi pour aller à la « frontière ». Traditionnellement esclavagiste, quoique favorable à l'Union, elle devint, dans l'après-guerre de Sécession, le lieu de passage obligé d'une nouvelle migration : celle qui conduisait vers les cités industrielles du Nord la main-d'œuvre noire fraîchement émancipée du Sud profond. Impériale, au cœur cérébral de l'Amérique, Saint Louis allait vivre un âge d'or qui culminait avec l'Exposition de 1904, grand-messe de l'ère industrielle qui célébra pêle-mêle la « fête Électricité », le progrès et, à l'occasion des JO qui s'y déroulèrent simultanément, le corps humain. Un grand événement populaire également marqué par l'invention de trois produits-phares de la nourriture ambulatoire : le cornet de glace, le thé glacé et l'universel hot dog, que seuls les Québécois s'entendent à baptiser « chien chaud ».

A Union Station, la grande gare centrale de 1894 aujourd'hui reconstruite en galerie marchande,

sous la lumière dorée des vitraux fin de siècle, dans le grand salon voté de l'Hôtel Hyatt qui occupe l'ancien hall, on se prend à rêver au « Green Diamond », au « Morning Star » ou au « Nighthawk », ces trains mémorables qui s'en allaient brinquebaler dans toutes les directions, sous les labels de la Pacific Railroad and Missouri ou de la Cotton Belt Route. Le pays était jeune, l'espace à prendre, la *success story* à écrire.

Nostalgie pour nostalgique, on cherche bientôt le Mississippi, ce « Grand Boueux » (« Big Muddy ») du temps des navires en bois et dont les sœurs raouques hantent toujours les mémoires. En fait, la direction n'en est indiquée nulle part. Ingrate, la ville tourne le dos au fleuve d'où elle est née. Sans le Mississippi et son affluent, le sauvage Missouri, dont les eaux cho-

colat descendent des lointaines Rocheuses, Saint Louis aurait-elle attiré l'attention de son fondateur, un négociant en fourrures nommé Pierre Laclède ? Détenteur du monopole de la traite avec les Indiens, Laclède avait, en 1763, à la tête d'une trentaine d'hommes, remonté le Mississippi depuis La Nouvelle-Orléans. Le choix judicieux du site de Saint Louis (à l'abri des inondations) allait faire la fortune de son beau-fils, Auguste Chouteau, dont les descendants se sont établis dans la région.

Toujours boueux, le fleuve, qui a vu passer les canots français, puis les vapeurs de la grande époque, n'est plus emprunté que par d'énormes convois de barges qui mugissent aux premières écluses, en amont de Saint Louis. Amarrés au pied de l'Arche, plusieurs bateaux à aubes

éveillent des envies de croisière à l'ancienne. On s'enquiert des horaires auprès d'un vigile armé, posté à l'un des embarcadères. Hilarie, il répond : « Aucun de ces navires ne prend le large, Mâdâm, vu que ce sont tous des... casinos ! » Les lois du Missouri, précise Jane, interdisent les jeux d'argent sur la terre ferme.

Non loin de là, dans le Laclede's Landing, le quartier des berges, patiente Eddy Harris, un écrivain amoureux du fleuve. D'une navigation en canot qu'il a conduit de la source au delta, il a tiré un beau récit intitulé *Mississippi Solo*. Une aventure initiatrice, qui, pour le jeune étudiant noir qu'il était alors, fraîchement émoulu de Washington University, fita le drame à deux reprises. « Le soir, raconte-t-il, je campais sur la berge. Au sud de Memphis, deux petits Blancs racistes sont venus me provoquer. Quelques jours plus tôt,

La petite France des Illinois

« ILLINWEK », vrais hommes, tel était le nom que se donnaient les Indiens rencontrés, en 1673, par les explorateurs Marquette et Jolliet, au bord du Mississippi. Le cœur du continent allait se dévoiler à la proue des canots, au fil de la grande artère fluviale, pour devenir le « pays des Illinois ». Depuis, tout le monde a oublié cette province grande comme la France qui, pendant un siècle, constituait le maillon essentiel, entre Louisiane et Canada, de l'empire français d'Amérique.

Tout le monde hormis les « Dames coloniales » qui attendent de pied ferme, à 70 kilomètres en aval de Saint Louis, sous la galerie d'une belle maison créée « historique ». Bâtie entre 1770 et 1785, en madriers de chênes et en « bouzillage » (pisé), ceinte d'une galerie et recouverte d'un toit de bardeaux de cèdre résistant à l'humidité, l'auguste demeure se dresse, à deux pas du Mississippi, au cœur d'un village baptisé Sainte Genevieve en hommage à la protectrice de Paris.

La maison Bolduc, qui porte le nom de son fondateur, un négociant franco-canadien, est le bijou de ces « Dames » regroupées dans une association de sauvegarde qui exige de ses membres au moins un ascendant établi sur le continent avant la révolution américaine.

Louis Bolduc, précise l'historien Carl Ekberg, qui a ressuscité la vie quotidienne de Sainte Genevieve au XVIII^e siècle, pouvait se permettre de déguster du bœuf aux deux veni de La Nouvelle-Orléans. Il détenait en ef-

fet une précieuse monnaie d'échange : la farine de blé, qui manquait cruellement à la Louisiane du Sud et que produisaient « les Illinois ». « Les Français transplantés en Amérique, relève l'universitaire familier de nos mœurs, n'ont jamais renoncé de gaieté de cœur à leur pain de froment ou profit d'un maïs (...) jugé grossier et réservé aux cochons ». Dans le jardin de la maison Bolduc, l'emplacement de la cabane des esclaves trahit le mode de travail qui fournissait à la bonne société coloniale de l'époque son pain à l'ancienne...

Après 1830, les habitants du lieu se sont mis à vivre en anglais, seule langue parlée aujourd'hui par les Sainte-Gemme, les Vallé, les Leclère et autres Pratte ou Boverie qui ont essaimé dans la région.

Sur la route qui ramène à Saint Louis, le fort de Chartres, protégé par une massive citadelle de pierre grise, confirme l'importance que revêtait le « grenier de la Louisiane ». L'ouvrage, à la Vauban, qui domine la vallée du Mississippi, se voulait imprenable. Il fut érigé à prix d'or, à une époque (entre 1752 et 1760) où, déjà, l'Amérique française ne tenait plus qu'à un fil. A présent, le fort de Chartres ne règne plus que sur une vaste vallée sauvage dont la torpé n'est troublée que par l'appel lointain d'un de ces interminables trains de marchandises qui cahotent depuis le fin fond de l'espace américain. Un espace dans lequel, un jour de l'an 1763, s'est évanoui le dernier carré des soldats du fort de Chartres.

M.-H. F.

NEW YORK POUR TOUS !
Paris-New York, en Classe Economique et en Classe Affaires.

Tower ir
LA PLUS NOUVELLE DES COMPAGNIES.

NOUVEAU
LE PROGRAMME « FREQUENT FLYER »
5 MILLES ÉPARGNÉS = 1 VOL GRATUIT

4, rue de la Madeleine 75002 Paris - Tél. 01 44 51 56 56 ou 33 15 TOWER.com

France Culture
au bord du Mississippi
samedi 26 avril, 14h - 15h30

Dans "L'Usage du monde",
Marie-Hélène Fraissé vous emmène
à Saint-Louis et au "pays des Illinois"

L'Usage du monde, le magazine voyage de France Culture,
chaque samedi de 14h à 15h30

France Culture **Le Monde**

صباح الخير

سكنى من الامل

L'Est ascète

S'adapter sans perdre son âme, tel est le défi lancé aux amishs

LANCASTER

de notre envoyée spéciale
Maisons en brique, petite gare à deux quais, poteaux pour attacher les chevaux. Et, à quelques miles, la Susquehanna River qui coule, paisiblement. Lancaster, dans l'Etat de Pennsylvanie, est une bourgade banale, et même un peu assoupie. Tout serait en vérité sans grand relief s'il n'y avait ces cinquante-cinq mille âmes, souvent dures à la peine et silencieuses. Comme ces femmes en coiffe d'organdi blanc, visage grave, sans une once de maquillage. Ce sont des mennonites ou plus strictement des amishs, des anabaptistes originaires d'Allemagne et de Suisse, défendant les vertus du baptême volontaire et vivant comme il y a deux siècles, en marge du progrès. Emigrés vers 1710 à la suite de persécutions religieuses, les amishs sont aujourd'hui cent vingt-huit mille, disséminés dans vingt-deux Etats. Dont dix-huit mille dans le seul comté de Lancaster.

Pour aller à leur rencontre, juste suivre une route de campagne. Par exemple Lampeter Road ou Horseshoe Road. S'enfoncer dans le no man's land, en suivant les fermes, les silhouettes verticales des silos à grains qui déchirent le ciel, les réserves de propane, les éoliennes. Partout, séchant sur des fils, des pantalons noirs, des vestes noires, des chaussettes noires. Petite farandole austère, mais pas macabre. Quelque chose comme une litanie de corbeaux... Avec, trouant parfois l'obscurité, une jupe indigo, des draps verts ou marine, unis. Rien de *fancy*. Pas de fantaisie : la simplicité est de rigueur. Se fondre parmi les autres. « Plain people amid plain people », des gens ordinaires parmi les gens ordinaires. Sur les boîtes aux lettres en bois, des prénoms bibliques : David, Jacob, Eli... La voiture passe devant une grande ferme. Un enfant en cano-



Des membres de la communauté amish dans « Witness », le film de Peter Weir (1984)

tier, chemisette blanche et pantalon noir tenu par des bretelles, a détourné ostensiblement son visage. « Tu ne te feras pas d'idole ni aucune forme imagée de ce qui se trouve là-haut dans le ciel ou sur la terre ici-bas », commande la Bible (Exode, 20, 4). Donc, tourner le dos, refuser les photographies. Comme on refuse l'automobile, la télévision, le téléphone, l'électricité. Toutes choses prosrites par l'Ordre, règle non écrite qui régit, avec la Bible, la vie des amishs. Gare à ceux qui sortent du droit chemin : le *shunning* (la mise au ban) les menace.

Nouvelle avancée dans la campagne. Granges, fermes aux fenêtres masquées de stores. Maisons aux bâtiments accolés abritant grands-parents, parents et enfants. Parfois, une école, minuscule : l'une de ces écoles à classe unique où on étudie jusqu'à quatorze ans les matières tradition-

nelles, ainsi que la Bible et l'allemand. Après quoi, retour à la terre.

Car tout, ici, est placé sous le signe de la terre. Une terre féconde, l'une des plus fécondes du pays. Y poussent le tabac, le soja, le maïs. Y paissent cent seize mille vaches Holstein. Y picorent des milliers de poules vaillantes d'œufs. Mais rien, pas même une fleur. Les fleurs, pour les amishs du Vieil Ordre - la plus conservatrice des « familles » existantes -, c'est encore trop décoratif. Juste un calendrier, près de la cuisinière à bois ou à butane, pour rappeler les fêtes, les anniversaires des sept ou dix enfants. Que de l'utile. Tout est pensé et immuable dans le Lancaster Dutch County, même la date du mariage : toujours à l'automne, après la récolte, et de préférence un jeudi, pour avoir le temps de ranger avant le dimanche, jour où l'on se rend dans

une ferme voisine pour le service religieux.

Ocre de la terre, blanc du bois des maisons, noir des vêtements qui sèchent. Plus les heures passent, plus l'on s'enfonce, de ferme en ferme, dans l'aridité, dans la nudité. Reflet d'une lampe à pétrole derrière une vitre. Beaucoup plus étranges, cet homme en canoë sur une trottoirnette ou ce vieillard enfoncé dans la banquette d'un buggy gris, une carrolle à cheval comme on en voit partout ici. Le buggy semble si léger, si vulnérable... Mais les amishs n'ont pas peur. D'abord il y a, à l'arrière du véhicule, ces lanternes et ce triangle rouge de signalisation (rendus obligatoires après une série d'accidents), et puis il y a la main de Dieu.

Les amishs sont comme les roseaux, « ils plient dans le vent mais ne cassent pas... ». Un adage qui résume bien la philosophie actuelle de la communauté : s'adapter un minimum, concéder le moins possible de terrain pour ne pas perdre son âme. Et perdre son âme, à entendre les fidèles, c'est vite fait. Il suffit de s'éloigner de la maison, à bord d'une voiture, d'un vélo (d'où

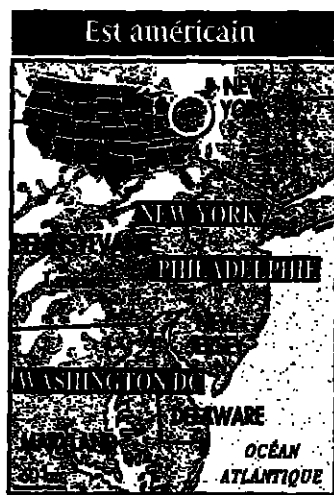
la trottoirnette, plus lente...) puis d'aller se « frotter » aux tentations : le cinéma, l'université, la consommation, les *boys and girls*, la cigarette, la bière, les *English*, c'est-à-dire les non-amishs. Et ce d'autant plus que l'essor du tourisme, dans les années 50, a multiplié les tentations comme pain divin. Tout s'est encore accéléré avec *Witness*, le film de Peter Weir qui, en 1984, a fait connaître au grand public cette singulière communauté.

Quelques miles de plus et le paysage change de tout au tout. Le village d'Intercourse. Une succession de parkings, de fast-foods, d'ateliers d'artisanat où l'on vend des quilts et des chevaux de bois, de boutiques où l'on ensache et l'on embouteille, devant les clients, des bretzels, des cookies et autres écorces de melon au vinaigre. Un village artificiel comme il s'en est développé plusieurs dans la région. Un concentré d'amish, prêt à emporter. Pour pouvoir acheter des terres - de plus en plus chères - à leurs enfants - de plus en plus nombreux -, les fermiers se sont faits marchands du temple.

Certains jouent aussi les candides. Petites robes vertes imprimées, coiffes d'organdi (mais tenues aux pieds) et sourire ravageur. « What a shame ! » (quelle honte !), murmurent les plus traditionalistes.

Le prochain village, au sud-est, se nomme Paradise. Celui à l'ouest, Fertility... Même les *coffee-shops*, les *groceries* (épiceries) et les *motels* sont différents... « Dans nos motels », vante la brochure touristique locale, on est sûr de n'avoir pour seule distraction que le bruit des sabots des chevaux qui passent ou le chant du coq à l'aube... Invitation à devenir une personne ordinaire au « pays des gens ordinaires ».

Thérèse Rocher



Carnet de route

■ ACCÈS. De Paris, de nombreuses compagnies desservent New York. Se reporter au Who's Who. A noter que USAir a un vol direct et quotidien vers Philadelphie. Une formule originale pour parcourir la côte Est : les trains Amtrak. D'autant que les gares valent souvent le détour. Notamment le Grand Central Terminal à New York (en cours de rénovation) et les gares art déco de Philadelphie et de Washington D.C.

■ FORAITS. Ces reportages ont été réalisés avec Havas Voyages (tél. : 01-41-06-41-06), qui propose divers forfaits Amtrak, dont un « combiné 3 villes » (à partir de 4 140 F) incluant 7 nuits en chambre double, le train et un tour d'orientation d'une demi-journée à chaque étape : New York, Washington et Boston. Le « combiné 5 villes » (à partir de 4 450 F en chambre double) inclut les mêmes prestations avec, en sus, Philadelphie et Baltimore. Parmi les voyageurs programmant également l'Amtrak, citons Empreinte de l'Est américain, Comptoir des Amériques, Council Travel, Forum Voyages, Jetset, Tourmonde, Vacances Air Transit, etc.

■ CIRCUITS. Musées et collections de l'Est sont à l'affiche des neuf voyages de 11 jours/9 nuits programmés de mai 1997 à février 1998 par La Compagnie

des Etats-Unis et du Canada qui explore Chicago, New York, Philadelphie et Washington. Idem chez Kuoni avec un circuit accompagné de 13 jours/11 nuits et chez Clio avec 5 circuits incluant Baltimore. De son côté, l'association Arts et Vie programme, dans le même registre, deux circuits en car de 12 jours, l'un à l'est (Chicago, New York, Philadelphie mais sans la Fondation Barnes, Baltimore et Washington), l'autre à l'ouest (Los Angeles à San Francisco). Enfin, Koré (tél. : 01-53-42-12-24), spécialiste des voyages culturels, programme, du 26 mai au 5 juin, de Washington à Chicago via New York, un circuit axé sur les grandes collections et l'architecture moderne.

■ MUSÉES. Parmi les derniers-nés, le Newseum (tél. : 00-1-703-284-3530), à Washington D.C., exclusivement consacré à l'actualité. Les seize musées du Smithsonian à Washington sont gratuits. La Fondation Barnes, à Philadelphie, est fermée en juillet-août. Le Philadelphia Museum of Art présente, jusqu'au 23 juin, une exposition « Rodin/Michel-Ange ».

■ APRÈS LE MUSÉE. Au MoMA, live jazz les jeudis et samedis, de 17 h 30 à 21 h 30. Au Philadelphia Museum of Art, le swingue le premier vendredi soir du mois. Renseignements au 00-1-75-763-8100. A Philadelphie, le Zanzibar Blue, club de jazz réputé, et deux bonnes tables, la Striped Bass et le Bec-Fin.

■ LIRE. Le Guide bleu Etats-Unis, Est et Sud (Hachette) et les New York Voir Hachette et Gallimard, ainsi que le nouveau Guide Itinéraire de New York, de Christine Auzou (éditions Hermès), qui montre la ville à travers le regard d'une trentaine d'écrivains. Dans les librairies des musées, catalogues du MoMA et du Philadelphia Museum of Art, en anglais. A la Fondation Barnes, *Great French Paintings from the Barnes Foundation* et le CD-ROM *A Passion for Art*.

■ CHEZ LES AMISHS. De Philadelphie, prendre le train pour Lancaster (1 h 15, environ 120 F A/R). En voiture, compter 90 minutes via la route 30. Mardi, vendredi et samedi, un marché se tient à Penn Square. La plupart des stands sont tenus par des mennonites et des amishs. Le dimanche est, messe oblige, un jour très animé dans le comté. On peut « manger amish » chez Diener, au Village of Dutch Delights, entre Strasburg et Intercourse (tél. : 00-1-717-667-8571) ou au Stoltzfus Farm restaurant, à l'est d'Intercourse (tél. : 00-1-717-768-8156). Pour un tour guidé en compagnie d'un amish, s'adresser à Red Rose Excursions (tél. : 00-1-717-397-3175). Pour louer un vélo, Lancaster Bicycle Touring, à Strasburg (tél. : 00-1-717-396-0456). Pour s'informer, le Pennsylvania Dutch Convention and Visitors Bureau (tél. : 00-1-717-299-8901). A lire : *Les Amishs*, d'Anne Roland-Licour (Editions Michalon) et *Les Amishs*, de Catherine et Jacques Léger (TIPom).

L'Est esthète

Suite de la page 1

Et elle commença à égrener le nom des musées de la ville : « Le Musée d'histoire naturelle, le Musée de l'air et de l'espace, le Musée d'art africain, le... ». Faute de temps, expliqua-t-on à M^{me} Strawberry Cake, il nous faudrait choisir. Drastiquement.

Le temps de déguster un pinot gris dans l'éclaircissement de la gare de Washington D.C., de s'effondrer dans une chambre ordinaire donnant, elle aussi, sur un décor à la Hopper (fenêtres éclairées laissant deviner une femme en peignoir et la silhouette d'un homme assis, près d'un abat-jour), de sombrer dans un sommeil réparateur et, dès le lendemain, on filait, en taxi, à la National Gallery of Art. Peut-être parce qu'on était en Amérique, et que l'Amérique, en

bien, on n'en connaissait pas grand-chose, rien ne nous semblait, encore une fois, parfaitement normal. Dès l'entrée du bâtiment ouest, massif, en marbre clair, dans le style néo-grec, lui aussi, on se crut dans un roman de Tom Wolfe. Dans le hall, un jeune couple entreprenant d'ôter ses souliers, de les frotter dans un sac et de chausser des tenues futuristes, à bourrelets et coussins d'air produisant un étrange chuintement. La jeune fille se fit photographier devant un somptueux massif de vraies azalées, commenté, il fallait s'y attendre, par un guide. Après quoi, le couple s'esquiva sans demander son reste vers les salles consacrées à la Renaissance italienne. Il n'y avait quasiment personne.

A l'heure où, au Louvre, on se pressait sans doute devant *La Joconde*, ici, devant l'exquise *Ginevra Benci* (la seule peinture de Vinci exposée en Amérique), il n'y avait personne. Personne non plus devant les Raphaël et devant la *Verge à l'enfant dans un jardin*, de Cosme Tura : les doigts maigres de

Marie, les pieds petits et difformes de Jésus...

Une fois franchis un tapis roulant et un mur d'eau, on se retrouvait dans le bâtiment Est, consacré à l'art contemporain et signé L.M. Fel, l'architecte des pyramides du Louvre. Un volume superbe, inondé de lumière grâce à des verrières, avec un atrium traversé de passerelles. Il était exactement dix-sept heures. On n'était encore qu'à mi-musée. On avait juste vu les mobiles de Calder, le Mickey de Lichtenstein, la Marilyn et les boîtes de soupe Campbell de Warhol, lorsqu'une halte au bureau d'information nous fit changer nos plans. Une retraite charmante, fleurant l'iris ou la rose - l'une de ces « volontaires » bénévoles, dévouées à la cause des musées - venait de nous apprendre que, d'ici peu, ça allait « swinguer » au Kennedy Center. Il fallait tenir, coûte que coûte. Pour le swing et les musées. Tenir jusqu'à la dernière ligne droite. Finit, honorairement, ce marathon américain...

T. R.

Etats-Unis mode d'emploi

■ SAVOIR. Un passeport valide est requis. Visa délivré sur place aux détenteurs d'un billet d'avion A/R, pour des séjours inférieurs à 90 jours. Le décalage horaire varie de -6 h sur la côte Est, à -9 h en Californie. Les prises électriques à fiches plates (110/115 volts, 60 périodes) nécessitent un adaptateur. Vu le coût très élevé d'éventuels frais médicaux, renseignez-vous auprès de votre assureur ou du voyageur choisi et souscrivez, si nécessaire, une assurance complémentaire.

■ TÉLÉPHONER. Pour appeler les Etats-Unis, composer le 00-1

suivis du numéro de votre corres-

pondant. Sur place, la France s'obtient en composant le 00-33 ou, avec une carte France Télécom internationale, en composant notamment le 1-800-537-2623, via un serveur vocal en français. Renseignements au 0800-202-202. Très pratiques, les cartes prépayées (rechargeables) permettent appels locaux et internationaux. Citons PAT&T Teleticket, la carte Global Link, la carte Teletex.

■ SE DÉPLACER. Pour conduire : un permis français de plus d'un an. Pour louer : avoir plus de 23 ans et une carte de crédit. Pour les grandes distances :

Favion. Les compagnies américaines proposent des forfaits vendus en dehors des Etats-Unis. Idem pour les compagnies Greyhound (autocars) et Amtrak (trains).

■ MONEY. Acheter en France vos dollars et vos chèques de voyage (d'une banque américaine), de préférence en petites coupures. La carte de crédit permet de régler achats, repas, hôtel, essence et de réserver une chambre par téléphone, de louer une voiture et d'utiliser les distributeurs locaux. Des taxes, variables selon les Etats, majorant la note à payer.

Découvrez l'ivresse du marcheur.

Avec Terrain d'Aventure, le marcheur vous révèle la beauté des Etats-Unis : déserts et canyons d'Arizona et de Californie sud, canyons spectaculaires des grands parcs de l'ouest, culture indienne et grands espaces du Montana-Wyoming, pics enneigés et forêts profondes du Pacific Northwest, hauts sommets et grands glaciers d'Alaska... Avec les meilleurs guides et les plus beaux itinéraires de randonnée. Pour tous niveaux même débutant et à tous les prix.

300 Marches de rêve.
Catalogue gratuit sur demande en renvoyant ce bon à découper.

Nom : _____
Prénoms : _____
N° : _____
Ville : _____ Code postal : _____
Profession : _____
Tél. : _____ Age : _____

Terres d'Aventure
LA VOYAGE A TROIS

6, rue Saint-Victor 75005 Paris, Tél. : 01 53 73 77 77.
5, rue des Bergues d'Anjou 93002 Levallois, Tél. : 01 47 42 50 50.

Copyright © 1997, L. M. Fel. Tous droits réservés. Toute réimpression ou reproduction sans autorisation est formellement interdite.

ance Culture
ord du Mississippi
20 avril 14h - 15h30

le Trianon

La « Mexaméricaine »

Vue de la côte Est, San Diego est une autre planète : le laboratoire de l'Amérique de demain

N **NEW AMERICA.** Dans sa brochure « Balades américaines », des produits aventure dans le Colorado et un survol en hélicoptère avec une nuit dans un village indien. Agences et 3615 balades.

NORTHWEST AIRLINES. Deux vols quotidiens Paris CDG-Detroit et Boston avec correspondances pour quelque deux cents villes des États-Unis. Tél. : 01-42-66-90-00.

NOUVEAU MONDE. Des vols à tarifs réduits, des locations d'autos et de motor-homes, des hôtels, des circuits individuels en voiture et une brochure entièrement consacrée aux voyages à moto (dont l'incorruptible Harley) avec dix circuits dont l'Alaska, les parcs nationaux, la Route 66, une Transaméricaine et une route du blues de La Nouvelle-Orléans à Chicago. Tél. : 01-53-73-78-80 (moto) et 01-53-73-78-81.

NOUVELLE LIBERTÉ. Des vols secs et des week-ends escapades à New York avec un choix de hôtels. Tél. : 01-40-41-91-91 et 3615 NLB.

NOUVELLES FRONTIÈRES. Une brochure pour se construire un voyage « la carte » : tarifs négociés sur compagnies régulières, charters, bons d'hôtels et de motels (de la catégorie standard aux 4 étoiles), location de voiture, excursions et visites (dont rafting et 4x4), séjours organisés (sans l'aviation) à New York et Orlando, autours (sans l'aviation) avec hôtels réservés, circuits minibus camping + avion (dont une transaméricaine), circuits aventure + avion avec VTT et balade à cheval, circuits organisés + avion dont un huit jours à New York. Agences NF et 08 03-33-33-33 et 3615 NF.

PACIFIC HOLIDAYS. Grand choix de formules et de prestations. Dans les agences Via Voyages et au 01-45-41-52-58.

PLANÈTE. Tout ce qu'il faut pour construire un voyage aux États-Unis : circuits accompagnés ou à la carte, location de voitures, coupons d'hôtels, autours, etc. Agences et 01-49-33-20-00.

RÉPUBLIQUE TOURS. Des vols de Paris et de province, des locations de voitures, des coupons d'hôtels, des villas en Floride, des séjours à la carte à Boston, New York, Las Vegas, Los Angeles et San Francisco, des séjours en ranch en Arizona, au Texas, dans le Montana et en Utah, des autours en Floride, en Louisiane, dans l'Ouest, sur la côte Est et en Nouvelle-Angleterre et des circuits accompagnés en autocar. Dans les agences et au 01-43-55-39-30.

REVACANCES. La brochure Rev'Amérique propose des vols réguliers, des locations de voitures, des coupons d'hôtels et des hôtels à la carte avec excursions, des séjours à New York, Orlando et Miami, des minijours dans l'Est et dans l'Ouest, des autours en Floride et en Louisiane, des circuits en Floride et dans l'Ouest. Dans les agences.

SAN DIEGO

de notre envoyé spécial

San Diego n'a pas grand-chose à voir avec l'Amérique telle qu'on l'imagine en Europe : blanche, anglo-saxonne et protestante. Elle est californienne et mexicaine avant tout. De plus en plus métissée, c'est-à-dire en avance sur le XXI^e siècle. Quatre habitants sur dix sont des « non-blancs ». Une évolution à laquelle n'échapperont pas les États-Unis et qui, par moments, les font douter de leurs racines.

Cette « Mexamérique » vaut le détour. D'autant qu'il y fait bon vivre sous un soleil jamais avare (la température, même en hiver, descend rarement au-dessous des 15°C). Moins tentaculaire que Los Angeles, moins polluée aussi, San Diego est davantage tournée vers la mer. Les plages de surfers, ourlées de l'écume jaillissante du Pacifique, sont à dix minutes du quartier des affaires. A San Diego encore plus que dans le reste de la Californie, le citadin peut se croire toute l'année en villégiature.

Le vacancier, lui, se doit d'aimer les villes, tours-hôtels et échangeurs d'autoroutes compris. Mais quelle ville ! San Diego jouit d'une situation rare en bordure du Pacifique, situation qui lui vaut de figurer au dixième rang des destinations préférées des touristes américains. Au lever du soleil, la baie, où se contemple le grand San Diego (2,6 millions d'habitants), étincelle d'une lumière californienne, rose et légère. Il faut croire que cet environnement a un effet bénéfique sur le tempérament de ses habitants car ils sont d'un optimisme permanent et d'une humeur heureuse.

Le voyageur est ainsi à l'abri des mauvaises surprises. Peu de délinquance et un niveau d'éducation supérieure de 20 % à la moyenne nationale font de San Diego une ville saine et prospère à laquelle il manque peut-être, cependant, une touche de désordre latin. Une lacune qu'auraient pu combler les Hispaniques locaux. Il n'en est rien.



Sur la plage de l'Hotel del Coronado, Marilyn Monroe dans « Certains l'aiment chaud », de Billy Wilder (1959)

Au contraire. Citoyens modèles, ces derniers rêvent en effet de respectabilité bourgeoise. Près d'un tiers d'entre eux sont, d'ores et déjà, propriétaires de leur logement et ils se sentent, à bon droit, chez eux à San Diego.

Les premiers Californiens parlaient espagnol. Arrivés du Mexique pour y fonder des missions catholiques, ils s'y enracinèrent. La conquête fut mouvementée : épidémies, famines, conflits avec les Indiens, peu nombreux mais vite hostiles. L'aventure mettra deux siècles pour aboutir. Elle débutera par un malentendu. Le premier navire espagnol à aborder la côte, en 1542, s'en retournera au bout de six jours,

dépit de ne pas y avoir découvert l'eldorado espéré. La toponymie locale témoigne de ce passé espagnol. Le long de l'autoroute numéro 5 — qui traverse San Diego pour filer jusqu'à la frontière canadienne —, les quartiers ont pour nom Coronado, La Jolla ou Linda Vista. Ayant ainsi marqué la ville de leur empreinte, les Espagnols en furent chassés en 1821 par les Mexicains. Un succès sans lendemain. A leur tour, les Yankees s'emparèrent de la région, en 1848, pour faire de San Diego une ville américaine.

Un parc historique, non loin du centre-ville, raconte ces années pionnières. Les couples de jeunes Hispaniques qui s'enlacent sage-

Le prince et la star

Marilyn Monroe y tourna *Certains l'aiment chaud*. Le prince de Galles, le futur Édouard VIII, y fit la connaissance de celle qui allait devenir sa femme et le poussa, par amour, à abdiquer. La chronique locale entretient le souvenir de ces événements qui eurent pour cadre l'Hotel del Coronado, classé monument historique en 1977.

Les riches clients d'aujourd'hui ne tiennent pas rigueur à la direction d'enjoindre, pour la bonne cause, ce passé. Des photos de Marilyn, posant sur la plage, face au corail bâtiment hérissé de tours pointues, témoignent du séjour de la star en 1959. Mais, dans le film, « le Del », comme disent les snobs, n'apparaît pas comme tel. Il figure un lieu de villégiature, quelque part en Floride, dans les années 20.

ment sur les pelouses se moquent de cette préhistoire. L'avenir leur appartient, même s'ils ont du mal à se faire une place au soleil de la Californie. Serveurs ou employés, ils peinent encore à s'élever socialement. Parce qu'elle est l'héroïne d'une *success story* en forme de revanche sociale, ils mythifient la chanteuse Selena, une jeune Américaine de souche mexicaine dont la vie vient d'être portée à l'écran. Selena, idole et martyre — elle est morte assassinée —, incarne pour eux l'éternel rêve américain.

Pour autant les « Mexaméricains » gardent les pieds sur terre. Ils connaissent leur chance d'être citoyens de San Diego, cité qui vient de réussir une spectaculaire reconversion économique, au point de passer, aujourd'hui, pour un laboratoire de l'Amérique de demain. La fin de la guerre froide n'a pas fait que des heureux autour de la baie dont l'activité toute entière était tournée vers la base navale, la plus importante au monde, et ses industries de défense. Les commandes publiques ont chuté, l'armée a taillé dans ses effectifs et les sous-traitants ont trinqué. Lorsque San Diego a fait ses comptes, en 1993, elle avait perdu soixante mille emplois, soit un taux de chômage, inimaginable en Californie, de 7,7 %.

A présent, la crise est passée. Le docteur-miracle s'appelle Susan Golding, réélue triomphalement,

en 1996, à la tête de la municipalité. PDG sans complexe de l'entreprise San Diego, Mrs Golding a réduit à presque rien les impôts sur les sociétés avant de s'attaquer au train de vie de la ville. Conquises, les industries de demain, électronique et biotechnologie, ont investi massivement. Elles exportent désormais une grande part de leur production au Mexique.

San Diego et ses voisins du Sud ne partagent pas seulement une histoire séculaire. Leur destin est lié. Il se noue chaque jour, de part et d'autre de la frontière, qui se veut étanche pour les immigrants clandestins mais dope les échanges. Les hommes viennent du Sud, les savoir-faire du Nord. A ce jeu désormais bien rodé, tout le monde est gagnant. Avec ses quarante mille frontaliers qui franchissent quotidiennement la douane, le corridor San Diego-Tijuana surpasse, par son trafic et sa prospérité, les 1 200 kilomètres de *no man's land* aride qui séparent les États-Unis du Mexique.

Voilà pourquoi, vis de San Diego, Washington, Boston ou New York semblent situés sur une autre planète. Ce n'est pas que les gens du Sud-Ouest ne se sentent pas Américains. Mais ils se veulent différents. Avec une longueur d'avance, ce sont des défricheurs, des pionniers. L'accent espagnol et soleil en plus.

Bertrand Le Gendre

Invitation aux voyages...

Vous voyagez ? ...votre banque voyage avec vous !

3617
AFB1

Toutes les implantations des banques françaises dans le monde, plus de 1000 adresses dans 120 pays...

page 2 du sommaire général - rubrique 2. "Banques françaises dans le monde"

AFB diffusion
- 18 rue La Fayette 75009 Paris

3617 INVENDU
Compagnies Aériennes
Tours Operators
08 3668 1688

SPECIAL PENTECOTE FLORENCE
du 15 mai au 19 mai
Prix par personne : 2 395 F
4 jours / 3 nuits
Train Paris/Florence/Paris
Couchettes 2ème classe incluses
Transferts Gare/Hôtel A/R
Logement chambre double et petit-déj.
01.44.51.39.27/51

Minitel 3615
Cit Evasion
(1,29 F/min)
Compagnie Individue de Tourisme

usit VOYAGES
Vols réguliers AIR de Paris (p. 1)
Destinations (exemple) : Londres 1685
New York 1685
Manchester 785
Dubai 1125
Australie 2445
Los Angeles/San Fran 2508
Bangkok 2485
Réservations 01 42 44 14 00
Tous les tarifs 3615 USIT
31 rue Linne, 75005 Paris (M. Jussieu)

RÉDUCTOUR
Partez en juin !
WEEK-END A NEW YORK
2 Nuits - Hôtel 2*
Vols réguliers AIR (British Airways)
Départ Paris : 1 950 F les 06/08 et 13/08
SEJOUR A MALTE
7 Nuits - Hôtel 3* Petite-déj. Vols réguliers
AIR (Air Malta). Départ Paris : 2 930 F
PARIS-LOS ANGELES ou SAN FRANCISCO
Vols rég. AIR (British Airways) : 2 480 F
3615 USIT (08-108-108-3327000)
Audiocassette 02 22 82 23 27 (22 F/min)

Directours
Vers les USA, Directours est toujours moins cher !
Sans baisse de qualité, car, pour être compétitifs, nous avons choisi le circuit court : directement de nous (producteurs) à Vous, consommateur. Ajoutons que nous sommes réputés compétents. Prêts à construire pour vous votre voyage à la carte. Votre même, à vous prodiguer, si vous le souhaitez quelques conseils professionnels, (entre nous : Directours s'est hissé dans le peloton de tête des tours opérateurs spécialistes des USA).
Vous pouvez vérifier 24H/24 sur le 3615 Directours (1,29 F/min) : tous nos prix y figurent.
Nous vous enverrons nos brochures gratuitement sur simple demande.
Vous pouvez aussi nous rendre visite au 90 Champs Élysées à Paris, 6 jours sur 7 de 9h30 à 19h.
Ou encore nous envoyer un fax au 01.40.74.07.01, avec votre projet d'itinéraire.
Tél. : 01.45.62.62.62 - A LYON : 04.72.40.90.40.
En région PACA : 08.01.63.75.43 - Lic. 078960001.

DEGRIFF VOYAGE
ISTANBUL (week end) 1 490 F
VOL AA + 31/01 + PETIT DÉJEUNER
TUNISIE (transmanche) 1 690 F
VOL AA + 11/01 + DÉMI-PENSION
MAROC 2 690 F
VOL AA + 11/01 + DÉMI-PENSION
GRECE 2 200 F
VOL AA + 11/01 + DÉMI-PENSION
BALEARES 1 990 F
VOL AA + 11/01 + DÉMI-PENSION
SARDAGNE 2 190 F
VOL AA + 11/01 + DÉMI-PENSION
3617 DEGRIFF VOYAGE
Tél. : 01.44.53.26.00

VACANCES NATURISTES
Cet été habillez-vous de Soleil
BROCHURE SUR DEMANDE
NATUNION
3, rue Moyenne 75007 PARIS
Tél. : 01 48 34 74 74
Fax : 01 42 44 25 96
3615 USIT

Le Relais* de Castelnaud**
Vallée de la Dordogne
Silence d'un Hôtel à la campagne
Piscine et tennis
Semaine 1/2 Pension
1 990 F par pers.
Route de Padirac - Rocamadour
46130 LOUBRESSAC
Tél. : 05.65.10.80.90
"Une des plus belles Vues du Royaume"

HAUTES-ALPES
05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
Hautes-Alpes - Station village
à 5 km de SAINT-VÉRAN
HÔTEL LE CHAMOIS **
Logis France
Ski de Fond - Ski de Randonnée
Cuisine de traiteur - Demi-pens. 300 F
Tél. : 04.92.45.83.71 - Fax : 04.92.45.80.58

SUISSE
SOLEIL MONTAGNE SUISSE
Tél. 00 41 27 783 11 22
Fax 00 41 27 783 10 89
Dans un grand parc de verdure de 14 000 m²
un HÔTEL-CLUB* où vous êtes reçus en ALPS
Pour location, location, location, location
Région Animation chaux, tennis, piscine, etc.
Café, bar et salon grand. Prix, exemple : 190
2005 à 2305 FF. Réduction et gratuité en été
HÔTEL-CLUB SUNWAYS (80 places)
1938 CHAMPEL-LAC Valais Suisse

CROISIÈRES FRANCOPHONES EN MEDITERRANEE
Au départ de NICE à bord du JASON (240 passagers)
OFFRE SPECIALE - 20 % sur les départs suivants
18 Mai
Croisière de 7 jours
Prix à partir de 2 640 F + taxes
au lieu de 3 280 F
Nice - Florence - Capri - Messine
Tunis - Porto Cervo - Nice
24 Mai
Croisière de 9 jours
Prix à partir de 3 520 F + taxes
au lieu de 4 400 F
Nice - Barcelone - Minorque
Caligari - Tunis - Messine - Naples
Capri - Porto-Vecchio - Nice
AUTRES DATES : CONSULTER VOTRE AGENCE DE VOYAGE OU AU : 01.42.66.97.25
Regal Olympic Cruises Licence 075 95 0506

JURA - Vacances scolaires
HOME D'ENFANTS près frontalière suisse
Agences jeunesse et sports, activités ludiques et
culturales, possibilité accueil, depuis Paris 100 km. VTT,
piscine, cinéma, tennis, piscine, etc.
à Jura, Jura de nuit - Tél. : 03.83.38.12.51

FUTUR VOYAGES Plus de 50 destinations à travers le monde
10, rue N.D. de Lorette
75009 PARIS
Tél. : 01.42.85.55.40
Catalogue gratuit sur demande
- EGYPT (2 semaines) 4 095 F
- MEXIQUE (3 semaines) 8 795 F
- BURMANIE (3 semaines) 10 995 F
- USA (4 semaines) 11 595 F

Prochain rendez-vous Tourisme : "TERRES D'HIVER" le 21 et 22 novembre 1997, renseignements au 01.42.17.39.44

صلى الله عليه وسلم

Enquête à Frisco

Dans le décor favori des romans policiers de Dashiell Hammett, la tentation du pastiche était trop forte...



Dashiell Hammett Street

SAN FRANCISCO

de notre envoyé spécial
C'était une très belle journée. Pas un gramme de brume sur la baie. Une lumière à se damner. Dans son bureau de la Continental Detective Agency, mon père avait largement déplié le *San Francisco Chronicle*. Pour la seconde fois, il relisait à voix haute les meilleurs passages de l'article consacré à l'action de la police en Californie : « La criminalité a chuté de 12 % en une année. » Sa voix de basse jubilait et pour un peu on aurait eu l'impression qu'il s'agissait de son œuvre.

« Il s'agit de la baisse la plus importante jamais enregistrée, continuait-il. *San Francisco* enregistre 15 % d'hommes en moins que l'année précédente. » Miss Queen, notre secrétaire, écoutait religieusement. Je me fis un devoir de ne signaler aucune émotion.

Mon père reposa son journal. « Je t'attends ! L'adjoint du service financier de la ville demande notre aide. » Des informations étaient parvenues au bureau du maire sur une sorte de complot. Une mystérieuse organisation avait juré la perte de la ville. Il fallait enquêter discrètement pour savoir qui pouvait en vouloir à San Francisco. « Mon Dieu ! », pensai-je intérieurement.

J'avais dû penser trop fort. Mon père me jeta un regard sévère : « Tu n'es pas sans savoir qu'il s'agit d'un gros client. » Miss Queen approuva de la tête. Comme il désespérait visiblement de ne faire comprendre le sens de ma nouvelle mission, mon père me dit : « Tu connais certainement la publicité pour les pellicules Kodak avec ces gosses en maillot de bain qui courent après un voleur de couteaux. Eh bien, c'est un peu cela ! Le maire de San Francisco se demande si on ne cherche pas à voler à la City ce qui fait d'elle une ville unique. »

Je regardais mon père avec inquiétude. « Non, je ne suis pas fou », dit-il d'un ton pincé. Et après un silence : « La Continental Detective Agency te donne carte blanche. Je me frottais nerveusement le menton. La mission sortait de l'ordinaire : pas le moindre indice, pas même de crime. Juste une ville facile et somptueuse, en prin-

cipe douce pour le bonheur. En sortant de nos bureaux sur Market Street, je remontai vers Union Square et ses palmiers pour entrer au bar du Villa Florence. Un T-bone steak était exactement ce qu'il me fallait, et le cuisinier savait très bien préparer saignant, devant vous, dans une ambiance de « coup de feu ». J'avais bien besoin de cela pour me concentrer et improviser une méthode.

BULLES DE SAVON

Une demi-heure plus tard, je filais en taxi vers le Golden Gate Bridge pour m'arrêter devant le dôme de l'Exploratorium. La porte franchie, je demandai à la caissière Gofry Delacôte, le directeur. J'eus presque l'impression qu'il m'attendait. Il me regarda et conclut : « Je viens chercher des réponses. » Un léger sourire affleura dans son regard : « Ici, on pose sur tout des questions ? » Il me prit par l'épaule : « Venez, je vais vous montrer nos expériences. »

Nous entrâmes dans un invraisemblable entrepôt parcouru en tous sens par des gamins déchaînés et quelques scientifiques radicaux. Il s'arrêta devant un caisson de verre dans lequel des bulles de savon descendaient doucement pour se poser sur une couche de cristaux. « Intéressant, non ? » Les bulles ne crevaient pas. Au contraire, on aurait cru qu'elles gonflaient. « Le gaz carbonique », expliqua-t-il. « Nous sommes à basse température. La bulle de savon est poreuse. Elle reçoit le gaz et arrive ainsi à se maintenir de manière inaccoutumée. »

Gofry Delacôte déambulait dans son royaume. « Six cent mille personnes défilent ici tous les ans pour faire leur expérience, chercher, cogiter, trouver. » Dans ce capharnaüm si sublimement organisé, il faisait office de grand sorcier accoucheur d'une science usée à la portée de tous. Il s'approcha d'une fontaine. Une cascade d'eau coulait sans discontinuer. Il tendit la main, libérant brusquement un nuage de fumée. « Vapeur d'eau, toujours à basse température », fit-il observer. « Curieux, pas vrai ? Boundaries. Frontières. Quand commencent-elles ? Où finissent-

elles ? » Il répéta plusieurs fois, pensif, le mot *boundaries*. Je l'arrêtai brusquement. « Qui pourrait en vouloir à San Francisco ? » Il soupira : « Autant se demander comment cette ville engendre son énergie, avec sa culture à base de fluidité, d'absence de hiérarchie, de professionnalisme... »

Je m'arrachai à ce lieu magique pour replonger dans la ville, cette collection d'aquariums : China Town (le quartier chinois), Mission (le secteur hispanique), Castro (le village gay), Pacific Heights (le refuge de la gentry), etc. Et je me répétais machinalement l'expression de Herb Caen à propos de San Francisco : « *Bagdad by the bay*. » Voilà le témoin dont j'avais besoin ! Et le témoin à nouveau Herb Caen, fabuleux journaliste chroniqueur qui venait de disparaître.

Herb Caen savait tout, comprenait tout. Il aimait les femmes, la cuisine, la vie. Herb Caen, c'était San Francisco. Pendant cinquante ans, il avait jour après jour tenu le journal de cette ville, avec verve et humour, dédaignant l'ordinateur ou la machine

à écrire. Il fallait le faire, à vingt minutes de Silicon Valley. Herb Caen m'aurait débrouillé cette enquête en deux coups de cuillères à pot : « Tu vois, petit, si j'étais toi, j'irais voir de ce côté... »

Quel côté, maintenant qu'il n'était plus là ? San Francisco m'échappait. Trop belle pour moi. Trop riche. Speedée et sereine, solitaire et solitaire, lumineuse et embrumée. Ensoleillée, en somme. Un désenchantement s'imposait de toute urgence. Je filai à travers Union Street sans une seconde d'attention pour l'architecture de ses maisons victoriennes. Je coupai à travers la cité paisible, inconsciente des dangers la menaçant, sûre de trouver la solution à Berkeley, concentrée de l'intelligence californienne. Il me fallait un anthropologue, un spécialiste des organisations sociales.

En déboulant sur le campus, je n'eus aucun mal à trouver Paul Rabinow. Assis sur une pelouse, entouré d'étudiants, le professeur était en train de subjuguier ses auditeurs en esquissant un parallèle entre les mi-

lieux familiaux de Gustave Flaubert et de Michel Foucault. « Vous avez lu *L'Idiot* de la famille ? Eh bien, la conclusion de Sartre à propos de Flaubert, c'est que l'auteur de *Madame Bovary* est une lesbienne ! »

Je m'immiscai assez grossièrement dans le groupe et coupai son développement en le prenant par le bras pour l'éloigner. « Professeur, j'ai besoin de vos lumières, dis-je sur un ton impératif. Auriez-vous deux secondes ? » Surpris, Paul Rabinow s'exclama auprès de ses étudiants.

« Je travaille pour la Continental Detective Agency, dis-je. Professeur, les autorités municipales sont inquiètes. Un groupe d'hommes tenterait actuellement de dérober à San Francisco son secret. » J'hésitai à continuer, puis j'ajoutai un ton en dessous : « Le secret de sa beauté. »

Paul Rabinow m'examina d'un air poliment dubitatif. Je lisais en lui l'amusement et l'ironie. Je savais qu'il était arrivé ici il y a dix-huit ans, avec son passeport, débarquant au Paradis. Il finit par répondre, d'un souffle, sur le ton de l'évidence : « On ne vole pas la lumière et le plaisir. » Je voulus entreprendre un interrogatoire, mais c'était mal connaître le professeur. « Vous m'excuserez, dit-il. Un engagement. Le match des forty-niners est retransmis à la télévision. » Je n'en crus pas mes oreilles. Paul Rabinow amateur de soccer !

Je traversai le campus et m'arrêtai à la crèmerie coopérative pour faire provision de vacherin et de gouda. Cette pause me fit du bien. Je continuai ma marche en regardant San Francisco, de l'autre côté de la baie. Dans la nuit tombante, les gratte-ciel du centre-ville coupaient l'obscurité avec précision. Tout autour, un tapis de lumière sans fin scintillait.

Je me rappelais l'assurance du professeur Rabinow : « On ne vole pas la lumière et le plaisir. » Et cela me rassura. On pouvait certainement s'en prendre à l'insolente beauté et au charme de Frisco. Mais personne ne pouvait les voler. Personne. Je souris et appelai nos bureaux. Je finis par obtenir Miss Queen. Avec concision, je lui confiai comme unique message : « Enquête terminée. »

Laurent Greilsamer

Carnet de route

SAN FRANCISCO

■ Y ALLER. De Paris, plusieurs compagnies desservent cette ville (voir notre *Who's Who* programmée par tous les spécialistes des États-Unis, notamment Nouvelles Frontières, avec qui ce reportage a été organisé. Consulter les brochures « vols découverte » (compagnies régulières et charters), « plaisirs à la carte » (tous les éléments pour un voyage sur mesure : location de voitures, hôtels et motels, autotours, séjours avec tour de ville et excursions) et « Destination passion » pour un choix de circuits organisés. Dans les agences NF, au 0803-33-33-33 et 3615 NF.

■ LIRE. Côté guides, le Guide Gallimard *San Francisco et le Grand Guide de la Californie* (même éditeur), le récent *California de Lonely Planet* et le *Côte Ouest* (guides Let's Go), le Guide bleu et le Routard de la région, le *Viva California* (Hachette), le Petit Futé *San Francisco* et les Guides vers (Michelin), Arthaud et Jika. Y ajouter *Chroniques de San Francisco*, d'Armistead Maupin (Éditions Passage du Marais), *California* (Autrement) et, bien sûr, les romans policiers de Dashiell Hammett en livres de poche.

SAN DIEGO

■ Y ALLER. Jetset Voyages, avec qui ce reportage a été organisé, propose des Formules à la carte pour découvrir les grandes villes américaines dont San Diego. De l'hôtel à 170 F par personne la nuit en chambre double (3 nuits minimum) à l'US Grant, un établissement de caractère idéalement situé (340 F par personne, mêmes conditions), voire au mythique Del Coronado, où la chambre double coûte de 595 à 795 F par personne selon la catégorie et le saison. San Diego figure aussi dans deux autotours : la Route des missions et des pueblos (13 jours, une nuit à San Diego, 4 735 F par personne en chambre double) et l'Ouest total (22 jours, une nuit à San Diego, 7 000 F).

■ SÉJOURNER. Il existe 460 hôtels (45 000 chambres) à San Diego dont, au centre-ville, un YMCA (tél. : 00-1-619-234-2525) très abordable (225 F par personne), le très chic US Grant Hotel (tél. : 01-53-76-77-30) et le San Diego Marriott Hotel and Marina (tél. : 01-42-89-08-00), qui offre une belle vue sur la baie. Pour se restaurer, cela va des fast-foods d'inspiration mexicaine au meilleur restaurant de poissons, l'Anthony's Star of the Sea Room (tél. : 00-1-619-232-7408), où la cravate est de rigueur. Pour sortir, un bon club de jazz, le Croc's (tél. : 00-1-619-233-5558), dans le quartier historique. Pour le shopping, l'Horton Plaza.

■ A VOIR. Un zoo réputé avec, dans un jardin tropical, 3 900 animaux dont deux pandas géants. Visite rapide et commentée en autobus. Renseignements au 00-1-619-234-3153. Et plusieurs plages prises des surfeurs confirmés ou débutants avec possibilité, pour ces derniers, de s'initier à la Kahuna Bob's Surf School (tél. : 00-1-619-438-4845).

■ S'INFORMER. auprès du Visitor Information Center, au 00-1-619-235-1212 (le décalage horaire est de dix heures), ou du Convention & Visitors Bureau (tél. : 00-1-619-232-3101). Et sur Internet : <http://www.sandiego.org>. Pour les guides, voir ci-dessus.

Cap sur l'Alaska

Royaume de la forêt, des glaciers, des baleines et autres grizzards, cette « Dernière Frontière » vers laquelle se ruèrent les chercheurs d'or est aujourd'hui une destination très prisée de ceux qui rêvent de nature inviolée. Une nature qu'une croisière permet de découvrir dans des conditions idéales. L'engouement est tel que les compagnies ont positionné dans cette zone, de mi-mai à fin septembre, un nombre croissant de paquebots avec, pour conséquence, des tarifs encore plus attractifs. La plupart des croisières se déroulent à bord de paquebots de plus de 1 000 passagers, en majorité américains ; mieux vaut donc avoir quelques notions de cette langue. Quant à l'animation, elle se résume souvent à des concerts de quatuor et des conférences par des spécialistes de la région.

■ ITINÉRAIRES. Deux types d'itinéraires. D'une part, des circuits d'une semaine, au départ de Vancouver avec escales à Juneau, Glacier Bay (ou Hubbard Glacier), Skagway, Haines et Ketchikan, croisières qui peuvent être prolongées d'une semaine, jusqu'à Seward (le port le plus proche d'Anchorage), et permettent alors de découvrir Sitka, Valdez et College Fjord. De plus, des circuits plus longs (10 à 12 jours) sont programmés, au printemps et en automne, au départ de Los Angeles et San Francisco. Les excursions, parfois onéreuses, sont spectaculaires, notamment les survols de glaciers en hélicoptère ou les sorties rafting. On peut aussi, si on en a le temps, compléter la croisière par un circuit terrestre dans les Rocheuses.

■ SÉLECTION. Parmi les multiples propositions de l'année, quelques suggestions. Chez Celebrity Cruises, à bord de *Florian* (1 354 passagers) et du *Galaxy* (1 908 passagers), deux

confortables paquebots aux tables réputées, programmes de 10 jours Paris-Paris, à partir de 13 995 F par personne, vol et hôtels compris. La Royal Caribbean Cruise Line (RCL) invite à embarquer sur deux de ses derniers navires, *Legend of the Seas* 1 804 passagers) et *Rhapsody of the Seas* (2 000 passagers). Au programme, plusieurs croisières de 7 nuits, à partir de 13 820 F par personne, vols Paris-Paris et hôtels inclus (réduction de 1 000 F pour les départs des 5 et 12 juillet). Circuits classiques également, de Vancouver à Skagway, à bord du *Windward* (1 246 passagers, Norwegian Cruise Line) : à partir de 13 495 F par personne, vols inclus et, en option, une extension dans les Rocheuses. En formule port/port, le Crown Majesty (1 056 passagers, Majesty Cruise Line) propose des croisières de 7 jours, de Seward à Vancouver, à partir de 5 835 F par

personne. Enfin, une croisière inédite, du 31 juillet au 18 août, « Sur les traces de George Vancouver », est proposée par Apsara à bord du *M/V World Discoverer*. Capable d'affronter les glaces et d'une grande maniabilité, ce très confortable petit navire de 71 cabines (toutes extérieures) a été le premier à s'aventurer dans le « Passage Nord-Ouest » : à partir de 48 900 F par personne en cabine double, vols, hôtels et excursions inclus. Toutes ces croisières sont en vente dans les agences de voyage. Pour plus de renseignements : Apsara Croisières (tél. : 01-47-70-24-35), Celebrity Cruises (tél. : 01-40-41-09-22), Croisières La Planète Mer/Norwegian Cruise Line (tél. : 01-47-55-03-10), Navy Club International/Majesty Cruises (tél. : 01-48-04-76-20) et Royal Caribbean Cruise Line (tél. : 01-45-77-10-74).

Michèle Valandina

ISLANDE

sauvage

Partez pour l'Islande sauvage avec ICELANDAIR, la seule compagnie aérienne spécialisée de l'Islande. ICELANDAIR, c'est la sécurité avec des vols réguliers toute l'année. Le confort avec des Boeing récents. La simplicité avec des départs de l'aéroport Charles de Gaulle. Bienvenue à bord !

ICELANDAIR

9, Boulevard des Capucines 75002 Paris.
Tél. 01 44 51 60 51 - Fax 01 42 65 17 52

Coupon-réponse à retourner à : ICELANDAIR - 9, Boulevard des Capucines 75002 Paris.
Je désire recevoir la brochure : ICELANDAIR HOLIDAYS 1997

(Nom) _____ (Prénom) _____

(Adresse) _____ (Ville) _____

(Code postal) _____

■ **VOYAGEURS EN AMÉRIQUE DU NORD.** A la Cité des voyages (55, rue Sainte-Anne, 75002 Paris), des spécialistes des États-Unis proposent des circuits organisés, des autotours, des voyages à la carte et des tarifs économiques sur vols réguliers. On y organise aussi des réunions d'information et des conférences (tél. : 01-42-86-16-00). Sur place, une librairie, un restaurant, une boutique, un centre de vaccination et un bureau de change. Tél. : 01-42-86-17-30.

■ **WALT DISNEY ATTRACTIONS.** Au cœur de la Floride, trois parcs à thèmes, trois parcs aquatiques, quatorze hôtels Disney et six parcs de golf. Informations au 01-53-75-53-07.

■ **WESTIN HOTELS & RESORTS.** Fleurons de cette chaîne hôtelière de luxe, le St. Francis à San Francisco et le Las Brisas à Acapulco. Une priorité (l'intégration dans le décor) et une devise : « Une vocation, l'excellence ». Tél. : 01-44-73-41-36.

■ **YMCA.** Des logements propres, adaptés aux budgets des étudiants et des touristes. A New York, les deux principaux centres sont situés en plein centre-ville. Tél. : 00-1-212-308-2893.

■ **ZÉNITH.** Ce spécialiste se présente comme le créateur des voyages « en kit », à l'horizon dans une brochure très complète découpée par région avec un large éventail de vols, d'hôtels, des circuits accompagnés en autocar (vols compris), des circuits et excursions au départ des grandes villes américaines (ou sont proposés des minitours de trois nuits), des autotours et des croisières (l'Alaska, de Vancouver) sans oublier des locations de voitures, de moto et de motorhome (nouveau circuit en Alaska). Dans les agences, au 01-44-58-17-30 et 3615 Zénithour.

LA NOUVELLE-ORLÉANS

de notre envoyé spécial

« La Nouvelle-Orléans est célèbre pour ses joueurs professionnels, ses prostituées, ses exhibitions, ses Antichrists, ses ivrognes, ses sodomisés, ses fétichistes, ses pornographes, ses fripons, ses coquines, ses vandales (...), dûment protégés par la prévarication et le trafic d'influence. » Cette érudition sort de la bouche d'Ignatius Reilly, le granguignolesque héros de *La Conjuraison des imbéciles*, de John Kennedy Toole. Ce roman truculent, écrit au début des années 60, édité en 1980 (cette fois après le suicide de son auteur) et couronné du prix Pulitzer, en 1981, est un précieux compagnon pour qui, l'espace d'une escapade éclair, vagabonde à La Nouvelle-Orléans. Ainsi, dès notre arrivée au vingtième étage du très élégant Windsor Court Hotel, nous observâmes en rêvant le Mississippi, calme, mythique, un brin arrogant. Un centre commercial venait d'être érigé comme une baleine par un bateau fou. « Un mot de trop coule un bateau », avait noté, perfide, Ignatius avant de régler son compte au Mississippi, « fleuve célèbre par des vers et chansons exécrables dont le motif prévalant consiste à faire du fleuve une espèce de substitut du père, mais qui n'est en fait qu'un cours d'eau perfide et sinistre ». L'eau a toujours joué un rôle-clé, souvent dévastateur, dans le destin



PATRICK BARTHELEMY

La Nouvelle-Orléans vit par, avec et pour le jazz

de cette cité soumise aux caprices du fleuve et construite sur des marécages, au-dessous du niveau de la mer. Une topographie qui a engendré une des curiosités de la ville : la surélévation des tombes, comme en témoigne le cimetière Saint Louis, où les pierres tombales participent d'un grand show post mortem. Quant aux caveaux, ce sont des

tombeaux-panthéons, œuvres de familles construisant à leur échelle ce qu'ailleurs des nations érigent à la gloire de leurs grands hommes. Pourtant, ici, on ne respecte plus les morts. Des voyous se dissimulent parmi les sépultures avant de fondre sur leur proie. Désormais, le fleuve numéro un n'est plus l'eau, mais la délinquance. En 1996, La

Nouvelle-Orléans est devenue, devant Washington, la ville la plus criminogène des États-Unis.

Là n'est pas le moindre des paradoxes d'une cité réputée bon enfant. Voilà du grain à moudre pour notre Ignatius. Même le vénérable Vieux Carré, qui borde le fleuve en signe d'hommage et d'allégeance, n'est pas épargné par la menace de l'agression. Ce « quartier français », où palpite l'âme de La Nouvelle-Orléans, est un bijou de style espagnol. Les fenêtres des maisons y déclinent mille et une variations et les façades semblent animées d'un mouvement de danse sacrée. Quant aux balcons, qui évoquent pour nous des sérénades, ils s'avancent, aux yeux d'Ignatius, « comme les ramures de quelque allégorique forêt du mal ».

William Faulkner et Tennessee Williams ont vécu dans ce quartier où le regard, happé tous azimuts, virevolte plus qu'il ne se pose. Mais pas question pour notre héros de se laisser danser le pion par ces deux géants de la littérature. Le voilà soudain déboulant dans Bourbon Street, traînant une cariole de hot dogs et, bien sûr, pestant contre ce French Quarter « qui abrite tous les vices que l'homme ait jamais pu concevoir dans ses plus débridées aberrations ». Une manière sans doute un peu excessive de nous rappeler que la figure de proue de La Nouvelle-Orléans – le jazz – est née dans la fange des bordels. Ainsi Louis Armstrong fit ses débuts à l'Anderson Annex, dont le premier étage était voué aux coupables plaisirs de la chair.

La Nouvelle-Orléans vit par, avec et pour la musique en général, le jazz en particulier. L'occasion de réviser ses classiques, de comprendre comment le jazz englobe et dépasse le spirituel, le ragtime et le blues, et aussi de découvrir des sonorités d'avant-garde. Au cœur du Vieux Carré, alors qu'on suit les traces de Sidney Bechet, de Louis Armstrong, de Buddy Bolden ou de Jelly Roll Morton, voici la Mecque du jazz : Preservation Hall, où, dans un cadre austère, on écoute religieusement – et souvent debout – quelque vieille gloire, avec, par moments, le sentiment d'être au Mu-

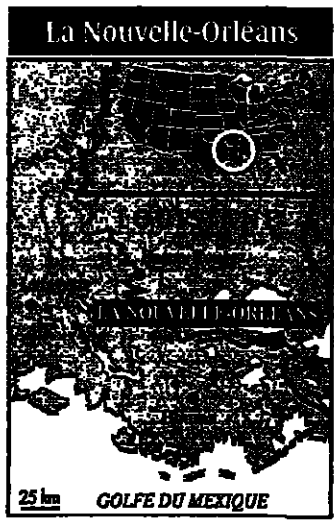
sée Grévin. Mais La Nouvelle-Orléans assume pleinement ses images d'Épinal, s'en repaît et entraîne le visiteur à s'y complaire jusqu'à la prochaine éruption-éruption de notre ami Ignatius. A cette ville traditionnelle, conservatrice, délicieusement vieillotte, se mêle une Nouvelle-Orléans décaïée, novatrice et joueuse, qu'on retrouve désormais de l'autre côté d'Esplanade, dans des cafés déjantés et funky comme Brazil ou Istanbul, des lieux qu'Ignatius aurait certainement qualifiés de « repaires de tous les vices ».

En Amérique, La Nouvelle-Orléans a une solide réputation de ville à s'encanailler. Dans Bourbon Street, les boîtes à strip-tease plus ou moins reluisantes s'alignent à côté de restaurants huppés et de clubs de jazz. Dans les cabarets les plus chics, le spectacle est une impeccable mécanique à fabriquer de la frustration. Ces dames sont habillées à vous « offrir » un show personnalisé – moyennant 20 dollars la danse – en grimpaient sur votre table ou sur un petit tabouret qu'elles trimbalent comme une sainte relique. Si le casting est éclectique – la catheuse, la beauté méditerranéenne, le mannequin anorexique, etc. –, toutes ces marchandes d'illusions affichent un point commun : une poitrine au garde-à-vous, tellement siliconée qu'elle semble appartenir à une poupée gonflable.

Pas de quoi, toutefois, vous couper l'appétit. D'autant que la ville regorge de restaurants, de cafés et de gargotes qui affolent les papilles avec une cuisine aux influences multiples : française, espagnole, africaine, créole ou cajun. En cherchant bien, on trouvera même, sur un bayou des environs de la ville, un vrai cajun chez qui on se poudrera d'un extraordinaire *gumbo*, cette soupe épaisse où crevettes, saucisses, riz, okra et épices exaltent leurs saveurs mutuelles. Un *gumbo* qui taquine encore mon palais, comme ce chanteur solitaire, sous la pluie, dans la nuit déserte du quartier français, n'en fait pas de sa hantise. Sa voix de stentor disait à elle seule le désespoir et l'insouciance d'une ville qui semble toujours avoir en elle un trop-plein de musique pour faire danser la vie.

D'émotion, Ignatius avala une saucisse de travers, ce qui lui cloua, provisoirement, le bec.

Jacques Tiano



Carnet de route

■ **ACCÈS.** Pas de vol direct, mais les compagnies américaines décollant de Paris proposent des correspondances. De Philadelphie, par exemple, avec US Airways.

■ **PORFITS.** Directours suggère diverses formules pour découvrir la Louisiane, dont un circuit à partir de 4 800 F par personne, pour sept nuits en chambre double (hôtel « trois étoiles »), avion et voiture inclus. Également, une escapade chic au Windsor Court Hotel : trois nuits à partir de 4 025 F par personne en chambre double, vols inclus. D'autres voyagistes programment la ville. Se renseigner dans les agences.

■ **HÔTELS.** Près du quartier français, face au Mississippi, le Windsor Court Hotel (tél. : 00-1-504-523-60-60), numéro vert 08-00-31-58-00, considéré comme l'un des meilleurs aux États-Unis. Chambre double à partir de 250 dollars. Parmi les hôtels de charme, la Maison Bienville, le Richelleu, la Maison de Ville, Cottages Audubon, Bourbon-Orléans et l'exceptionnel Soniat Home (25 chambres).

■ **TABLES.** Soiffier au rituel du petit déjeuner chez Brennan's, expert dans l'art d'accueillir les œufs. Gouter les

sandwiches de Johnny's Po-Boy et les beignets du Café du monde. Pour dîner, choisir le raffiné Grill Room du Windsor et le talent du chef qui monte, Dominique, à la Maison Dupuy.

■ **SORTIR.** En vac, pour écouter de la musique et boire un verre, Preservation Hall, The House of Blues, Tiptina's, Bombay Club, Donna's, Maison Bourbon, Brazil et Istanbul.

■ **PLANTATION.** Transformée en musée, la Plantation Laura (tél. : 00-1-504-263-75-90) illustre la différence entre une plantation créole et une plantation anglo-américaine.

■ **AGENDA.** Parmi les temps forts, le Festival de jazz (jusqu'au 4 mai et du 23 avril au 3 mai 1998), la Fête gastronomique (du 24 au 27 juillet) et le Mardi gras (24 février).

■ **LIRE.** Le guide *Louisiane* de La Manufacture, le Routard et le Guide bleu (Hachette), le Petit Futé, le guide Ulysse et le Lonely Planet (en anglais). Également, *La Conjuraison des imbéciles* de John Kennedy Toole (« 10-18 ») et les écrits du Sud : Walker Percy (Julliard), Truman Capote et William Faulkner (Gallimard), Mark Twain (Payot).

■ **S'INFORMER.** A Paris, auprès du Bureau d'information de La Nouvelle-Orléans et de la Louisiane (tél. : 01-44-77-88-05).



Nous sommes là,
là, là, là, là, là,
là, là, là, là, là,
là, là, là, là, là,
là, là, là, là, là,
là, là, là, là, là,
et à St Louis, vol non-stop de Paris
dès le 2 Mai.
Tra la la.

La prochaine fois que vous partirez aux USA, au Canada, aux Caraïbes ou au Mexique, faites d'abord une escale chez TWA. Pour connaître tous nos services et nos destinations concernant plus de 100 villes y compris des vols non-stop de Paris vers New York et St Louis, appelez votre agence de voyages ou TWA au 01 49 19 20 00. Vous pouvez aussi taper 3615 TWA (2,23 FF TTC/min.) sur Minitel ou <http://www.twa.com> sur Internet.



Tous les jours un peu plus haut.

150